

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE BUREAU DES FINANCES

DE LA GÉNÉRALITÉ DE MOULINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris

le mercredi 5 décembre 1923, à 14 heures

PAR

FRANÇOIS DUMONT

Sous la présidence de M. E. CHÉNON, *Professeur*

Suffragants { MM. MEYNIAL, *Professeur*.
OLIVIER MARTIN, *Professeur*.

MOULINS

IMPRIMERIE DU PROGRÈS DE L'ALLIER

—
1923

LE BUREAU DES FINANCES

DE LA

GÉNÉRALITÉ DE MOULINS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE BUREAU DES FINANCES

DE LA GÉNÉRALITÉ DE MOULINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris

le mercredi 5 décembre 1923, à 14 heures

PAR

FRANÇOIS DUMONT

Sous la présidence de M. E. CHÉNON, *Professeur*

Suffragants { MM. MEYNIAL, *Professeur*.
OLIVIER MARTIN, *Professeur*.

MOULINS

IMPRIMERIE DU PROGRÈS DE L'ALLIER

1923



INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

1° Sources manuscrites

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ALLIER

Série C (1) : Fonds du Bureau des Finances.

Registres divers : Registres de présence :

C 125, in-8°, 1662-1663.

126, in-4°, 1711-1719.

127, in-4°, 1720-1728.

128, in-4°, 1729-1739.

129, in-f°, 1766-1774.

130, in-f°, 1774-1782.

131, in-f°, 1782-1790.

Registre des provisions : C 132, in-f° 1694-1789.

Registre du greffe, d'après l'inventaire, en réalité des délibérations d'ordre intérieur, C 133, grand in-f°.

Registre de lettres, C 134, in-f° 1741-1766.

Pièces diverses classées, C 135 à 278, inventoriées ; 293 à 397, non inventoriées.

Pièces non classées, C supplément.

ARCHIVES NATIONALES

Série G7 carton 1769 à 1773.

(1) Toutes les pièces cotées avec la lettre C suivie d'un chiffre proviennent des Archives départementales de l'Allier.

D'une façon générale, l'orthographe ancienne n'a pas été conservée comme ne présentant aucun intérêt, sauf en ce qui concerne les lettres de Racine.

2° Ouvrages anciens

Générale description du Bourbonnais, par NICOLAS DE NICOLAY, édité par Vayssière, Moulins, 1889, in-8°.

Procès-verbal de la Généralité de Moulins dressé en 1686, par FLORENT D'ARGOUGES, Intendant en la dite généralité, édité par Vayssière, Moulins, 1892, in-8°.

Mémoire de la Généralité de Moulins, par l'Intendant J. LE VAYER (1698), édité par Flament, Moulins, 1906, in-8°.

Coutumes générales et locales de Bourbonnais, par DUCHER, Avocat au Parlement, 1781, Paris, in-16.

Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale, publié par GUYOT, écuyer, ancien magistrat (éditions Paris 1782, in-8°, et Paris 1784, in-4°).

Mémoire sur l'institution des Bureaux des Finances et l'utilité de leurs fonctions, impr. en 1789. (Bibliothèque des Archives départementales de l'Allier).

Tableau chronologique de Messieurs les Présidents-Trésoriers de France, Généraux des Finances, Intendants (sic) des Domaines, Chevaliers conseillers du Roi, Grands Voyers de la Généralité de Moulins, Avocats, Procureurs du Roi et Greffiers en chef. Depuis la création du Bureau des Finances de la même Généralité, faite par Edit du mois de septembre 1587. A Moulins, de l'Imprimerie d'Etienne Vidalin, s. d. (1788 ?) in-16°, même provenance que l'ouvrage ci-dessus.

3° Ouvrages modernes

Les Bureaux des Finances de l'ancien régime, par le Vicomte HENRI DE GRIMOUARD. (Extrait de la Revue de science et de législation financières) (juillet-août-septembre 1905), Paris, Giard 1905, in-8°.

Le Bureau des Finances de Moulins, notes et documents, (réimpression de la liste de Vidalin), par C. GRÉGOIRE, Moulins, s. d., in-8°.

Les Institutions municipales de Moulins sous l'Ancien Régime, par PAUL BAER. Thèse de Droit, Paris 1906 (Sirey in-8°).

Histoire de Moulins, HENRI FAURE, Moulins, 1900, in-f°.

Le Bureau des Finances de Riom, par EDOUARD EVERAT, Riom, 1900, in-8°.

Les Impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au 18^e siècle, par MARCEL MARION, Paris, Cornély, 1910, in-8°.

La justice administrative en France ou Traité du contentieux de l'Administration, par RODOLPHE DARESTE, Paris, 1862, in-8°.

La Province sous l'Ancien Régime, par BACHEAU, Paris 1894, in-8°.

PÉRIODIQUES

Les Annales Bourbonnaises, Moulins, 1892-1906.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

1. — Les Bureaux des Finances de l'Ancien régime.

Les Bureaux des Finances constituent une institution des plus originales et des moins connues de l'ancien régime.

Ils eurent peut-être un rôle de second plan seulement, mais leur évolution se trouve intimement liée à celle de l'organisation administrative et en particulier des Finances et des Domaines.

D'une façon plus spéciale, le particularisme local d'alors, avec l'esprit français d'indépendance, fit de chacun de ces bureaux un organisme distinct, à caractère propre, dont l'histoire offre un véritable intérêt régional.

2. — Le Bureau des Finances de la Généralité de Moulins.

A tous ces titres, l'histoire du Bureau des Finances de la généralité de Moulins nous a séduit, car c'est un peu celle d'une importante partie du droit administratif et aussi du Bourbonnais.

Ce sujet n'avait jamais été complètement traité, seules quelques pages de M. Faure, dans son Histoire de Moulins, de M. Grégoire dans une notice introductive à la réimpression de la liste chronologique des Trésoriers, ont indiqué certains documents que renferme le fonds du Bureau des Finances aux Archives départementales de l'Allier.

Ce dernier constitue un ensemble assez considérable, mais classé d'une façon défectueuse, et malheureusement dépourvu de plusieurs pièces importantes comme les registres des ordonnances, du greffe, etc.

3. — Division du sujet.

Sauf quelques points de détail, il permet cependant de retracer l'existence du Bureau de 1587 à 1790, ses origines, son organisation, ses différentes et multiples attributions, ainsi que leurs diverses procédures, ses rapports avec les autres institutions et enfin sa suppression dans la tourmente révolutionnaire.

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

4. — Les Trésoriers de France.

A partir de Philippe-le-Bel, les revenus du Roi : « son Trésor » étaient confiés à la garde et à la Direction de certains officiers appelés Trésoriers (1).

Comptables et administrateurs tout ensemble, ils ordonnaient le paiement des dépenses assignées par le Roi sur son domaine, connaissaient des contestations relatives à ce dernier, et faisaient partie de la Chambre des Comptes.

En 1378, Charles VI en institua trois, dont l'un devait rester en permanence à Paris et les deux autres inspecter les Domaines et leurs comptables subalternes : les baillis et sénéchaux. D'après des lettres patentes du 2 avril 1390, il y eut ensuite cinq « Trésoriers pour le fait et gouvernement « du Domaine ».

Puis leurs fonctions devinrent plus spécialement actives avec la création d'une Chambre du Trésor composée de Trésoriers « sur le fait de la justice » et de « conseillers « du Trésor ».

(1) Cf pour tout ce chapitre, Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, édition in-8°, v°, Bureau des Finances, t. 7 et Rodolphe Dareste, *La justice administrative en France*, Paris 1862, in-8°, p. 23 à 31.

5. — Les Trésoriers de France généraux des Finances.

Enfin, en 1542, un édit de François I^{er} divisa le royaume en 10 généralités dans chacune desquelles furent établis un Receveur général des Finances et un Commis des Trésoriers de France et des Généraux des Finances (institués par les Etats de 1355 et devenus des agents royaux comme les élus). Henri II, en 1551, porta le nombre des nouvelles circonscriptions à 17 et donna au commis des Trésoriers et des Généraux le titre de ses supérieurs, il devint « le Trésorier de France général des Finances ».

6. — Les Bureaux des Finances.

Ces charges, qui avaient été érigées en offices vénaux, furent ensuite dédoublées dans un but fiscal (1557) ; mais Henri III, par son Edit de juillet 1577, les réunit de nouveau en établissant dans chaque généralité un *Bureau des Finances* composé d'un certain nombre de Trésoriers.

Dans les provinces du Bourbonnais, de la Marche et du Nivernais, le Bureau de Riom comprenait dans son ressort les élections (subdivisions des généralités), de Guéret, Combrailles (1), Franc-Alleu (2) et Gannat ; celles de Moulins, Nevers, Montluçon dépendaient de Bourges.

7. — L'Edit du 26 septembre 1587 : Formation de la Généralité de Moulins.

Les recettes particulières de ces dernières se trouvaient

(1) Evaux était la capitale et le siège de l'élection de Combrailles qui s'étendait entre la Marche et le Bourbonnais à l'est et à l'ouest, le Berry et l'Auvergne au nord et au sud.

(2) L'élection de Franc-Alleu ne comprenait que les villes de Bellegarde et Moux enclavées dans la Marche, et le territoire de la commune de Crocq avec une partie de celui de Poussanges, Saint-Aignan près Crocq et Flayat. (Cf *Le Comté de la Marche et le Parlement de Poitiers*, par Antoine Thomas, Paris, in-8°, 1910, p. LX et seq. et la carte).

ainsi fort éloignées de leurs recettes générales respectives, et cette situation dans des pays où « les chemins étaient inaccessibles et de peu de fréquentation », entraînait de graves inconvénients. « Aucuns de nos officiers au fait des finances, » expose le préambule de l'Edit d'Henri III du 26 septembre 1587 (1), ont été exposés en grand péril pour avoir été « forcés par les chemins, même les receveurs de nos tailles lorsque de quartier en quartier, ils font port et voiture de nos deniers es recettes générales où ils ressortissent ». Aussi, continuait l'Edit, était-il nécessaire « d'avoir un établissement de bureau et recette générale sur ce grand chemin de Paris à Lyon où volontiers les assignés auxquels nos Trésoriers de l'Epargne baillent leurs mandements, ont à faire à l'une ou à l'autre de nos dites villes sans que iceux assignés soient travaillés d'aller à Bourges ou en Auvergne pour prendre leurs assignations et mettre nos deniers en danger, comme semblablement épargner beau-coup de ports et voitures qui tombent sur nos coffres ».

Dans ce but, le Roi créait « un bureau de recette générale et généralité de ses finances » en sa ville de « Molins, pour être, disait-il, l'une de nos villes la plus commode que nous avons pu choisir et rechercher pour les grands passages qui sont en icelle ». Les recettes particulières ou les élections de Moulins, Montluçon, Nevers, Guéret, Gannat, Combrailles et Franc-Alleu, ces deux dernières réunies en une seule, composèrent son ressort. Peu après on lui ajouta celle de Château-Chinon, et en 1630 l'élection de Gannat s'accrut de 80 villes ou paroisses faisant partie jusque-là de la

(1) Copie du 16^e siècle prise sur les registres du greffe du Bureau des finances de Moulins, C 147.

généralité de Riom (1) : Cusset, Saint-Pourçain, Aigueperse, Charroux, Chantelle, Ebreuil, Escurolles, Artonne, Ris, Saint-Gervais, etc.

8. — Création du Bureau des Finances de Moulins.

« Pour ce qu'il est besoin que nos finances soient bien
« et dûment administrées en la dite généralité de Bourbon-
« nais » poursuivait l'Edit de 1587, Henri III établissait à
Moulins « deux présidents et huit trésoriers généraux de
« France » sur le même pied que ceux des autres généralités.
Ainsi se trouvait institué le Bureau des Finances de Moulins.

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 2, d'après lui cette portion de la province d'Auvergne fut réunie à la généralité en 1630, « à la sollicitation de
« M. le Maréchal d'Effiat, lors surintendant des finances et jointe
« à l'élection de Gannat, dont il était seigneur par engagement, aussi
« bien que de la ville de Vichy, et qu'il avait annexée à sa terre
« d'Effiat ».

CHAPITRE II

Organisation

SECTION I. — Les Officiers

9. — Les Trésoriers.

Le Bureau des Finances de Moulins comprenait en premier lieu des membres administrateurs autant que juges : les Trésoriers de France généraux des Finances.

a) *Leur nombre.*

Leur nombre, primitivement fixé à 10, s'éleva progressivement pendant tout le cours du 17^e siècle. Trois nouveaux offices furent créés par un édit du mois d'août 1621 (1), deux par un autre édit de février 1626 (2). Celui d'avril 1627 (3) qui donnait au Bureau la compétence du contentieux domanial, instituait à cette occasion quatre Trésoriers. En mai 1633 leur effectif était encore augmenté de trois (4), mais déjà l'empressement du public à acquérir ces charges s'était ralenti : l'un de ces offices ne fut « levé » qu'en 1640 (5),

(1) « Tableau chronologique... », p. 4 et 5.

(2) *Ibidem*, p. 5 et 6.

(3) *Ibidem*, p. 6 et Cⁱ 192.

(4) *Ibidem*, p. 7.

(5) *Ibidem*, p. 17 : Jean Pallierne, écuyer, seigneur du Moûtiers,

enfin une dernière création eut lieu par l'édit d'octobre 1635, mais elle ne trouva un titulaire qu'en 1663 (1)

A partir de cette époque, et jusqu'à sa suppression (1790) le Bureau de Moulins comprit ainsi 23 Trésoriers de France.

L'Intendant Le Vayer (2), en 1698, constatant cet accroissement, expliquait qu'il n'avait pas eu « son fondement » seulement dans la nécessité des temps et pour avoir de l'argent, mais aussi sur l'augmentation des tailles, qui constamment sont augmentées de près de deux tiers depuis l'établissement du Bureau ». Cette restriction finale était inutile, et l'on peut dire que les besoins du Trésor seuls, et non les nécessités du service, présidèrent à ces multiples créations.

b) *Gages et retenues diverses.*

Tous ces officiers recevaient des gages importants fixés originairement à 2.500 l. pour la plupart, mais augmentés dans la suite de « droits de bûche », « de présence », « de chauffage », que chaque Trésorier dût acquérir (3). Ils étaient ainsi presque doublés, lorsqu'en 1665, une Déclaration royale, du mois de janvier, les réduisit de moitié, soit à 2.248 l. 10 s. en général (4). Ils reçurent alors le nom de « gages anciens », par opposition aux « augmentations de

(1) « Tableau chronologique... » p. 19 : Grégoire Gaulmin, écuyer, seigneur de Guionière, seigneur Prieur du Montet.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 139.

(3) « Inventaire des Finances, titres, lettres de provision et quittances de l'office de Président Trésorier général de France, dont est pourvu Antoine Feydeau, écuyer seigneur de Chapeau, conseiller du Roi en ses conseils, président trésorier général de France fait par devant nous Auguste Robert de Pomereu..., Intendant de justice, police et finance » le 20 avril 1608, C 192.

(4) « Récapitulation des quittances de M. de Beauregard », s. d., C supplément. « Etat général des gages et augmentations de gages de la

gages » ; intérêts des sommes importantes que le Bureau versa en maintes occasions au Trésor royal, à titre d'emprunts forcés (1). Il revenait ainsi en plus à chaque Trésorier, 200 l. en 1715 (2), puis 489 l. en 1772 (3), après un remboursement et un nouveau rétablissement de ces emprunts.

Toutes ces sommes n'étaient pas payées très régulièrement, mais souvent avec un retard de deux ans (4), et elles supportaient diverses retenues : l'annuel (remplacé ensuite par le centième denier), la capitation à partir de 1695 (5),

« Compagnie... de 1708 » C 180. 17 Trésoriers reçoivent 2.248 l. 10 s., le Trésorier garde scel 300 l. en plus (Cf n° 10), deux 1668 l. 10 s. et les trois autres respectivement 2.098 l. 10 s., 2.498 l. 10 s., 2.678 l. 10 s.

(1) Les difficultés auxquelles donnèrent lieu ces paiements seront étudiées au Chapitre 4 : Section 6 : Rapports avec le Pouvoir royal.

(2) « Etat des sommes dues aux Présidents Trésoriers de France, « etc... » de 1715.

(3) Lettre du 4 octobre 1772 de Robin de Bellair, sur la valeur de sa charge, C 256.

(4) Dans une lettre au Contrôleur général, Desmarets, du 1^{er} janvier 1710, les Trésoriers de Moulins, après lui avoir donné « de nouvelles marques » de leurs « très humbles respects » ajoutent cette prière : « permettez-nous Monseigneur de vous dire que nous espérons de votre bonté, que vous voudrez bien nous donner un ordre particulier pour nous faire payer d'une partie de nos gages de l'année dernière, pour faire subsister nos familles... » Cette requête est annotée : « faire réponse au compliment et que j'ai averti les Receveurs généraux de payer leurs gages et envoyer un petit mémoire au Receveur général qui était en exercice l'année 1709 », Archives nationales G 7, 1769-1773.

En 1778 la Compagnie de Moulins demande aux autres Bureaux par une lettre circulaire s'ils souffrent comme elle de retards de deux ans dans le paiement de leurs gages ; d'après les réponses reçues à cette occasion, cette situation était générale, C 219.

(5) Etat des gages de Messieurs les Trésoriers de France année 1709. On déduisait également certaines finances que les Trésoriers payaient sur leurs gages par permission spéciale (premier tiers de la finance de second président, première moitié de la finance de la dispense d'un degré de service).

le dixième, établi en 1710 (1), les vingtièmes successifs, qui furent jusqu'au nombre de trois de 1760 à 1763 (2).

En 1715 il était ainsi déduit (pour le dixième, l'annuel et la capitation) 764 l. sur les gages de chaque Trésorier (3).

Le revenu d'une charge s'élevait donc à cette époque à 1.684 l. seulement, soit 1.830 l. environ avec la part qui lui était attribuée dans les gages des offices réunis à la Compagnie (4).

c) *Valeur des charges.*

Son prix était proportionné à ce produit. D'après Le Vayer (5), la valeur « des plus fortes charges » avait baissé de 75.000 l. en 1681, à 25.000 l. en 1698, mais cette indication semble exagérée. Les finances primitives variaient en effet entre 45 et 60.000 l. (6), et en 1756 l'office de Lebesque d'Ambly est vendu « 38.000 l. en principal et 720 l. de pot de vin » (7), celui de Deschamps 38.600 l. en 1761 (8), celui de

(1) « Etat des sommes dues aux Présidents Trésoriers de France, « etc... », pour 1715, C 180.

(2) Comptes des gages réunis, de 1762, C 24, Cf Guyot, in 8° TLXIII, v° vingtièmes, p. 403.

(3) C 180, *loc cit.*

(4) Cf, gages réunis.

(5) Le Vayer, *op. cit.*, p. 144.

(6) « Inventaire des taxes et finances qui ont été payées au « Roi, depuis celui donné par devant M. de Pomereu de la Bretesche, intendant de Moulins, par M. Feydeau, alors titulaire de « l'office de Trésorier de France », s. d. C 192. Delome qui résigna son office presque aussitôt en faveur d'Antoine Alexandre, en paya la finance 46.340 l. en 1627, lors de sa création.

Tableau des gages des officiers et « observations envoyées à « M. Chauvelin », le 8 février 1760, C 192.

(7) C 192, pièce citée note 6, al. 1.

(8) Lettre de Robin de Bellair, déjà citée, C 256, note 3, page précédente.

Taillandier 50.555 l. (1) en 1766, enfin celui de la Martellière moyennant 38.600 l. en 1771 (2). En 1776 un Sr de Fonteny acheta au châtelet de Paris l'office de Duchet, vendu par adjudication forcée, pour 14.500 l., mais le Bureau ne reçut cet acquéreur que sur l'ordre du contrôleur général, car cette charge avait été vendue le tiers seulement de sa valeur réelle (3). A ces sommes il fallait ajouter les frais de réception qui se montaient à 8.000 l. environ (4). Dans ces conditions, le rapport des charges, sans tenir compte des épices, et de la capitation dont les acquéreurs pouvaient déjà être redevables à un autre titre, représentait donc 2.000 l. pour un capital de 45.000 l., soit un placement de 4.50 % à peine, avec, il est vrai des privilèges intéressants (5).

d) *Recrutement.*

Aussi les Trésoriers se recrutaient-ils parmi les familles notables et aisées du Bourbonnais et même de quelques provinces voisines, appartenant à la petite noblesse ou à la bourgeoisie, la plupart étaient des fils de magistrats, parfois de négociants, mais « celui d'un commerçant n'importe en « quel genre, qui aurait fait le détail » ne pouvait être admis (6)

Les charges se transmettaient souvent dans une même

(1) C supplément, acte Preveraud, notaire à Paris, du 11 octobre 1766.

(2) « Extrait d'acte de vente et adjudication, reçu devant Hubert, « notaire à Tours et son confrère, le 3 février 1756 » C 215.

(3) C 241, 258, 259.

(4) Cf. installation.

(5) D'après le décompte contenu dans la lettre de Robin de Bel-lair, il a payé y compris les finances extraordinaires de 1770, le total de 55.552 l. 14 s. 6 d. pour un produit effectif de 2.180 l. 14 s.

(6) Lettre au Bureau d'Orléans concernant l'affaire de Fonteny du 1^{er} septembre 1778, C 258.

famille, et en 1719, Jean-Nicolas Pallierne était, d'après la liste de Vidalin, « le 5^e Trésorier de père en fils » (1).

e) *Racine, Trésorier de France à Moulins.*

Beaucoup des membres de ce Bureau furent, semble-t-il, d'habiles juristes mais aucun d'eux ne se distingua d'une façon particulière, à l'exception du plus célèbre, mais du moins assidu d'entre eux : Jean-Baptiste Racine, gendre lui-même d'un Trésorier d'Amiens. Comme nous le verrons, ses rapports avec la Compagnie furent insignifiants et paraissent s'être limités aux trois lettres autographes qu'en possèdent les Archives départementales de l'Allier (2).

10. **Les Offices réunis.**

Pour empêcher une trop grande augmentation de leur nombre et conserver certaines fonctions que diverses créations attribuèrent à de nouveaux officiers, les Trésoriers durent souvent racheter en commun plusieurs charges qualifiées ainsi « d'offices réunis ».

a) *Les Présidents.*

L'édit de création de 1587 établissait au Bureau des Finances de Moulins deux présidents pour diriger les audiences et recueillir les voix. On les appela les « présidents anciens ».

Deux autres « qualités » de Présidents furent créées par l'Edit d'avril 1627, les Trésoriers seuls, et les plus anciens de préférence, pouvaient en être pourvus ; la finance de chacune était fixée à 2.500 l.

Par une délibération du 20 novembre 1631(3), le Bureau

(1) « Tableau chronologique... », *op. cit.*, p. 6.

(2) C 150 et 238.

(3) C' 193.

décida « pour le bien et affaires de Sa Majesté, pour l'honneur et l'avantage de la Compagnie que les charges de « présidents seraient remboursées pour être icelles sous le bon « plaisir de Sa Majesté réunies et incorporées au corps de « toute la Compagnie ».

Les « qualités anciennes » furent payées 4.000 l. chacune et les autres leur prix d'acquisition. A partir de cette époque, les Trésoriers réunirent à leurs titres celui de « Présidents », et les fonctions en furent exercées par « les plus anciens en réception » : le Doyen et Sous-Doyen.

Un Premier Président « en titre », c'est-à-dire qui n'était pas obligé d'être déjà pourvu d'une charge de Trésorier, fut créé par un Edit de mars 1691 (1).

Dès le mois de novembre suivant, la réunion de cet office aux Bureaux où il n'avait pas été « levé », fut ordonné, « pour être led. office et fonctions y attribuées exercées par « le Doyen de la Compagnie » (2).

Suivant un rôle arrêté au Conseil, la finance en était fixée pour Moulins à 40.000 l. Une délibération du Bureau, du 21 janvier 1692 (3), décida d'emprunter cette somme en corps de Compagnie et « que tous les officiers et greffiers, « tant présents qu'absents, seraient et demeureraient solidai- « rement obligés », Les gages de l'office, soit 2.000 l., revinrent à la Compagnie.

En 1704, un édit du mois de février (4) institua un second Président dans tous les Bureaux des Finances. Plusieurs lettres de d'Armenonville avertirent la Compagnie de

(1) C 180.

(2) Edit de novembre 1691, C 180.

(3) C 180. Arrêt homologuant cette délibération du 17 février 1692, *ibidem*.

(4) C 182.

Moulins « que Sa Majesté espérait que les officiers se porte-
« raient volontiers à réunir cet office » (1). Les Trésoriers
résistèrent, ce qui leur valut cette réponse caractéristi-
que (2) : « Ce n'est pas assez de représenter comme vous fai-
« tes, que votre Compagnie n'est pas en état de réunir
« l'office de second Président, il faut ou qu'elle trouve un
« sujet pour en faire l'acquisition, ou proposer la commuta-
« tion de cet office en deux nouveaux offices de Trésoriers
« de France....., en un mot, il faut trouver le moyen de
« remplir sur cela les intentions du Roi et de procurer à
« Sa Majesté le prompt secours qu'elle s'est proposée de reti-
« rer de cette affaire... ».

Sur ces instances le Bureau offrit pour la finance de cet
office d'abord 24.000 l., puis 30.000 l., et enfin accepta le
prix fixé par le Conseil : 34.000 l. avec les deux sols pour
livre des traitants (3). Mais, en 1709, cette somme n'ayant pas
encore été acquittée, une déclaration du Roi ordonna la
réunion de la charge en question et le paiement de 40.000 l.
(4). Pour parvenir à ce recouvrement, les traitants saisirent
les gages des Trésoriers et « établirent des garnisons » chez
les plus riches d'entre eux. Ces derniers s'en plaignirent au
Contrôleur général (5), « l'état déplorable » dans lequel ils

(1) Lettre du 10 mars 1704, C 182. D'Armenonville était alors un
Intendant des Finances.

(2) Lettre du 15 août 1704, *ibidem*.

(3) Correspondance concernant cette affaire. Répartition entre
les officiers. C 182.

(4) *Ibidem*.

(5) Lettre du 1^{er} mai 1709. Archives nationales, g 7, 1769-1773.
« Nous n'avons aucun fonds dans un temps de calamité publique
« dans lequel nous n'avons ni blé, ni argent, ni crédit, et dans
« lequel nous sommes obligés d'abandonner nos biens de campagne
« parce qu'il ne se recueillera pas de quoi pouvoir semer l'année
« prochaine ».

se trouvaient ne leur permettait pas de se libérer. On eût pitié d'eux ; les traitants durent cesser leurs poursuites et la finance exigée fut réduite à 20.000 l. (1). La Compagnie les versa la même année et reçut désormais les gages de l'office réuni, au denier 20 de cette dernière somme, soit 1.000 l.

b) *Le Garde Scel.*

L'authenticité des expéditions des divers actes du Bureau, était affirmée par la signature du Greffier et encore par l'apposition d'un sceau en cire rouge portant avec les trois fleurs de lys officielles l'inscription « Bureau des Finances de la généralité de Moulins ».

L'édit de mai 1633 confia le soin de cette dernière opération à l'un des nouveaux Trésoriers qu'il créait, et autorisa la perception à son profit « d'un droit de scel » variable avec la nature des actes (2). Le « Trésorier garde scel » ainsi institué, recevait, en outre des gages ordinaires, une somme de 300 l. (3), à charge de ne rien prendre pour le sceau des actes concernant le service du Roi (4). Sa fonction, qui le retenait au Bureau, le dispensait de tout service extérieur.

Presqu'aussitôt cette création, le premier titulaire, Philibert Roux, vendit son office de « garde scel » à la Compagnie composée alors de dix-sept officiers (5). Ce fut

(1) Annotation sur la lettre précédente : « écrire aux traitants « de lever la garnison qu'ils ont mise chez ces Trésoriers, que s'ils « ne le font je la ferai lever par arrêt et je les ferai condamner aux « dépens, etc... la finance sera réduite à 20.000 l. ensemble les 2 sols « pour livre ».

(2) Minute d'une réponse s. d. au Bureau de Dijon, C 389.

(3) Etats des gages de 1705, 1707, 1708, 1710, C 183.

(4) Une mention sur les originaux de ces actes portait « Scellé « pro rege ».

(5) Lettre s. d. citée note 1. C 389 et les déclarations citées à la note 2 de la page suivante.

désormais le greffier qui apposa le sceau et mentionna l'exécution de cette formalité sur les originaux des actes ; quant aux droits correspondants, ils furent perçus comme les épices ordinaires.

Les successeurs de Philibert Roux continuèrent à être dispensés du service extérieur et à joindre à leur titre de Trésorier celui de garde scel (1). L'allocation spéciale leur était toujours payée avec leurs gages, mais ils n'en gardaient qu'un dix-septième et le Receveur des épices partageait le reste entre les ayants-droit des acquéreurs originaires de l'office (2).

c) *Le Procureur du Roi près l'Intendant.*

Dès leur création, les Intendants furent chargés du con-

(1) Intitulé d'un procès-verbal de chevauchée de l'élection de Montluçon, C supplément.

« Aujourd'hui 27 juillet 1767, Nous Joseph-Joachim Robin de Bellair, Ecuyer, Trésorier général de France, garde scel et grand voyer de la généralité de Moulins, député par MM. nos confrères. en vertu de leur commission du 17 du présent mois, signé Heulhard que nous avons acceptée sans que la première acceptation puisse nuire ni préjudicier aux droits attribués à notre dite charge de garde scel, etc... ».

(2) Pour plus de précaution, chaque Trésorier garde scel devait, lors de son installation, signer une déclaration par laquelle il reconnaissait ses obligations à cet égard. Registre des délibérations d'ordre intérieur, C 133, déclaration de Deschamps, du 3 septembre 1726 (f° 45, v°), de Robin de Bellair du 11 février 1731 (° 85, r°), suivant la formule ci-après : « Aujourd'hui....., je soussigné....., « écuyer, conseiller du Roi, Président Trésorier de France en ce « bureau au lieu et place de....., avec la qualité de garde scel « en ce bureau. reconnais..... que l'état et office de garde scel « ne m'appartient point en propre et que n'y ai qu'une seule portion de 17 et comme les gages dud. office sont de la somme de « 300 l. et qu'ils sont confusément employés dans les gages attribués « à mond. office de Trésorier de France, dont je donne quittance par « chacun an, je promets et m'oblige envers ceux de Messieurs qui « ont part aud. office de garde scel de rapporter tous les ans la « somme de 300 l. entre les mains du Receveur de leurs épices pour « être entre eux et moi partagée par égale portion..... ».

tentieux de nombreuses affaires, et leurs archives ne tardèrent pas à prendre une certaine importance. Pourtant, la conservation des minutes de leurs ordonnances, de leurs jugements, des actes et des titres produits par les parties pour l'instruction des différends, n'était nullement réglementée. Leurs secrétaires n'avaient aucune obligation à cet égard ; aussi ces pièces s'égarèrent-elles souvent, et parfois même les intendants les emportaient avec eux lorsqu'ils changeaient de résidence (1).

Un édit du mois de janvier 1697 constatait les inconvénients de cette lacune. Afin d'y remédier il créait un Procureur du Roi dans chaque généralité, pour garder les archives des Commissaires départis et aussi requérir et conclure pour le Roi dans toutes les affaires dont ces derniers prenaient connaissance. Il devait assister également aux Départements des tailles et autres impositions, ainsi qu'aux adjudications des Travaux publics.

Ces dernières fonctions appartenaient déjà aux Trésoriers, aussi pour prévenir des contestations inévitables (2), un édit de décembre 1698 réunit ce nouvel office à ceux des Bureaux des Finances. Dans chaque généralité, désormais, l'Intendant choisirait un Trésorier de France pour requérir et conclure devant lui au nom du Roi, et le greffier du Bureau aurait la garde de ses archives.

A cette occasion, une nouvelle charge de Trésorier était créée dans chaque Bureau ; elle ne trouva pas d'acquéreur à Moulins.

Du reste, un troisième édit, de novembre 1700 (3), constatait que les fonctions attribuées aux « procureurs du roi

(1) Préambule de l'édit de janvier 1697, C 187.

(2) Préambule de l'édit de décembre 1698. C 187.

(3) C 188.

près les intendants » étaient « absolument incompatibles avec celles des officiers des Bureaux, en ce qu'ils se trouvaient souvent dans l'occasion de juger avec lesd. sieurs Intendants, ce qui ne leur permet pas de requérir devant eux ». En conséquence, il abrogeait les édits de 1697 et de 1698 ; la nouvelle charge de Trésorier était cependant maintenue, et réunie à chaque Compagnie. Pour ce rachat forcé, le Bureau de Moulins dut payer la somme de 30.000 l., empruntée en 1701 à deux particuliers (1) qui bénéficièrent directement des 1.500 l. de gages de l'office (2).

d) *Le service des Etapes. — Le Trésorier Commissaire général pour la vérification des comptes des Etapes, et le Trésorier auditeur et rapporteur général des comptes des étapes.*

Le Bureau eut toujours une certaine compétence pour vérifier les comptes des adjudicataires des subsistances militaires, des étapes.

Un édit du mois de juin 1696 attribua cette fonction dans chaque généralité, à un nouvel office de Trésorier de France créé pour la circonstance, avec le titre de « Commissaire général pour la vérification des comptes des « étapes ». Le titulaire devait jouir, avec les privilèges et exemptions attribués à ses autres confrères, de 3.600 l. de gages et d'une « gratification » de 2 deniers pour livre du

(1) C 187. Quittance aux officiers du Bureau « de la somme de 30.000 l. à laquelle ils ont été taxés pour la suppression faite par Edit du mois de novembre 1700 de l'office de Conseiller Procureur de S. M. créé pour servir auprès de l'Intendant de lad. généralité par Edit de janvier 1697 ensemble..... payée 20.000 l. empruntées de Marguerite Ballu..... 10.000 l. de dame Hélène Verrier..... du 10 novembre 1701 ».

(2) « Etat général des gages..... de Messieurs les Présidents Trésoriers....., suivant l'état du Roi de 1707 ». C 180.

montant de la consommation des étapes, payée par les adjudicataires (1).

L'arrêt du Conseil du 8 janvier 1697 réunit cet office à la Compagnie de Moulins, « pour jouir par elle des gages, « privilèges et gratifications qui y étaient attachés », à charge de payer 40.000 l. et les 2 sols pour livre (2).

Les Trésoriers, par délibération du 22 juin suivant, offrirent 32.000 l. (3), cette somme fut acceptée, mais les gages réduits à 1.800 l. (4).

Désormais, ils désignèrent, comme par le passé, l'un d'entre eux pour vérifier les comptes des étapes avec l'Intendant.

Un « Trésorier de France, auditeur et rapporteur général « des comptes de la fourniture des Etapes », était créé de nouveau par l'Edit de novembre 1707, qui lui attribuait les fonctions, gratifications et privilèges du Commissaire général de 1696 (5). Cet office ne fut pas levé, et deux ans après, l'édit de novembre 1709 (6) en ordonnait la réunion à la Compagnie. La somme de 35.000 l. qu'elle devait payer originairement à cet effet fut par la suite modérée à 32.000 l. (7), et les gages fixés au denier 15, soit à 2.133 l. 6 s. 8 d.

(1) C 183. D'après un « état de la consommation des étapes », dressé le 23 octobre 1707 (Archives nationales, g. 7, 1761-1773), celle-ci pour la généralité de Moulins se montait en moyenne à 145.000 l., la gratification pouvait donc s'élever à 1.200 l. environ.

(2) C 185.

(3) *Ibidem.*

(4) Etat de distribution du 26 janvier 1698, C 133, f^o 7, v^o.

(5) C 185.

(6) *Ibid.*

(7) C 185. Rôle de modération du 26 mai 1712.

e) *Le Conservateur des offices et des privilèges.*

Un édit de mai 1706 (1) créait un office de Conservateur Provincial dans chaque généralité pour « tenir registre des « officiers..., veiller à ceux desdits offices qui viendraient « à vaquer par mort, forfaiture, faute de paiement de l'annuel ou autrement ». Il instituait également quatre « conservateurs généraux des offices de France » pour Paris, qui devaient « prendre soin de faire employer dans les Etats « du Roi, les gages, augmentations de gages et autres charges et droits dont jouissent les officiers quels qu'ils « soient ». Ces dernières charges furent supprimées l'année suivante (édit d'avril 1707) et leurs fonctions confiées dans les généralités aux Conservateurs Provinciaux.

Sur la demande des Bureaux des Finances que ces attributions concernaient, un nouvel édit du mois d'avril 1708 commua chacunde ces offices en une charge de Trésorier de France, dont la finance fut fixée pour Moulins à 30.000 l. Une délibération de la Compagnie du 30 mai 1708 (2) en demanda la réunion moyennant 18.000 l., une autre du 24 juillet 1708 (3) offrait 20.000 l. et les 2 sols pour livre. En 1709 (4) le roi modéra ses exigences à cette dernière somme, sous la condition d'un paiement immédiat, mais par la suite les Trésoriers proposèrent 16.000 l. seulement (5), le Contrôleur général dût les menacer des poursuites des traitants (6) et ils se libérèrent par des acomptes éche-

(1) C 176.

(2) C 184.

(3) *Ibidem.*

(4) *Ibidem*, lettre du Contrôleur général Desmarets, du 19 février 1709.

(5) Minute de la réponse à la lettre de Desmarets du 19 février 1709 (du 1^{er} mars 1709), C 184.

(6) Lettre de Desmarets du 26 mars 1709, C 184.

onnés jusqu'en 1719 (1). Cette nouvelle réunion donnait à la Compagnie 1.000 l. de gages supplémentaires.

11. — Le Chevalier d'honneur.

Dans certains Parlements, à l'exemple de celui de Paris où les Pairs de France avaient séance et voix délibérative dans les affaires concernant la pairie, la noblesse était représentée par des « Chevaliers d'honneur ». Il en fut introduit dans toutes les Cours supérieures, y compris les Bureaux des Finances, par un édit du mois de juillet 1702. Chaque Bureau comprendrait désormais un Chevalier d'honneur qui siégerait « tant aux audiences qu'aux Chambres du Conseil en habit noir avec le manteau, le collet et l'épée au côté, sur le banc des Conseillers et avant le Doyen d'iceux » (2). Il aurait voix délibérative ainsi que tous les privilèges des autres officiers. « Et afin que ces offices ne puissent être remplis que de sujets qui en soient dignes tant par leur extraction que par leur mérite » il faudrait, pour en être pourvu « faire preuve de noblesse entre les mains du Sr d'Hozier, juge général des Armes et Blasons et garde de l'armorial de France » par l'intermédiaire de l'Intendant (arrêt du Conseil du 9 septembre 1702) (3).

Pour le Bureau de Moulins, la finance du nouvel office était fixée à 30.000 l. avec des gages au denier 25 soit 1.200 l.

Le recrutement en fut difficile dans la généralité. Dès le mois d'octobre 1702, d'Armenonville pressait les Trésoriers de « se donner quelque mouvement soit pour en obte-

(1) Mainlevée finale de la saisie-arrêt faite sur les gages des Trésoriers par les traitants pour le paiement de l'office de Conservateur des privilèges du 11 juin 1715.C 184. *Ibidem*, correspondance avec Delaunay : « directeur du traité ».

(2) Cette préséance fut supprimée peu après.

(3) C 183.

« nir la réunion, soit pour proposer un sujet » (1). Sur ces instances, ils adressèrent à tous leurs confrères en résidence hors de Moulins une lettre circulaire pour les prier de proposer cette charge « à tous les particuliers de leur ville ou « province en état de la faire, et de les y inviter en leur en « faisant valoir tous les agréments » (2). Malgré leurs efforts aucun acquéreur ne se présentait. « Les gages sont trop « modiques pour une si grosse finance, écrivait la Compagnie au Contrôleur général afin d'excuser son insuccès. « On peut ailleurs employer son argent au denier 25 à de « bien meilleures conditions, on est obligé de remettre ses « titres de noblesse entre les mains de M. l'Intendant, à « quoi l'on a bien de la peine à se soumettre. On a écrit à « des personnes de qualités requises et qui ont du bien « pour les porter à s'en accomoder, mais il faudrait l'autorité supérieure de l'Intendant à notre secours » (3).

Il en était de même, probablement dans tout le royaume, puisqu'une déclaration du 8 décembre 1703 (4), changeant étrangement la nature de l'institution, permettait de se faire recevoir chevalier d'honneur, « à ceux qui auraient vécu « noblement et qui s'en seraient rendus dignes par leurs « services et ceux de leurs ancêtres quoiqu'ils ne fussent « pas d'extraction noble » (5).

(1) Lettre du 9 octobre 1702, C 183.

(2) Minute de cette lettre avec la date du 26 octobre 1702, C 183.

(3) Brouillon informe sans date, C 183.

(4) C 183.

(5) La revente de ces offices cependant ne pourrait être faite qu'à des gentilshommes. Cette restriction fut abrogée par une déclaration du 24 mars 1744, parce qu'elle rendait ces charges « très difficiles à vendre, attendu qu'il se présente peu de personnes qui « jouissent anciennement de la noblesse et qui veulent les acquérir », C 183.

« Un avantage aussi considérable, écrit d'Armenonville « au Bureau, en l'avisant de cette disposition, doit bientôt « faire trouver des acquéreurs... (1) ». Les Trésoriers en effet trouvèrent enfin « un sujet », et le 26 septembre 1704, « Claude Martin » était installé au Bureau en qualité de Chevalier d'honneur (2).

Deux gentilshommes se succédèrent ensuite dans cette charge, le quatrième titulaire, un Sr Vialet, qui n'était pas noble, éprouva en 1745 quelques difficultés pour se faire recevoir (3).

La présence de ces nouveaux officiers souleva certaines discussions. Malgré plusieurs réclamations leur rang de séance fut fixé immédiatement après le président (4). L'un d'eux, Vialet, demanda une part des épices en différentes occasions, elle lui fut toujours refusée (5).

Quant à leurs gages, par suite sans doute d'une diminution du prix originellement fixé à leur charge, ils ne se montèrent qu'à 1.000 l. (6).

12. — Les Gens du Roi.

a) *Les créations de Procureurs et d'Avocats du Roi.*

Au début, les Bureaux des Finances, assemblées d'ad-

(1) Lettre du 10 janvier 1704, C 183.

(2) « Tableau chronologique de Messieurs les Présidents Trésoriers de France..... », *op. cit.*, p. 13.

(3) Mémoire présenté au Conseil, par de Naurois, pour les Trésoriers « exposant que Vialet nouvellement pourvu de l'office de Chevalier d'honneur au Bureau de Moulins n'est point d'extraction noble »..., et demandant des ordres pour son installation (s. d.), C 248.

(4) C'est-à-dire le doyen, ou en son absence, le sous-doyen (minute d'une réponse à une question d'un bureau (s. d.), C 261.

(5) *Ibidem.*

(6) Etat des gages de 1705 et suiv., C 180.

ministrateurs avant tout, ne comportaient pas de ministère public. Tous leurs membres étaient chargés des intérêts du Roi.

L'édit d'avril 1627 seulement, en même temps qu'il leur attribuait la juridiction contentieuse du Domaine et de la Voirie, et les transformait ainsi en véritables tribunaux d'exception, créait, pour ces matières, un Procureur et un Avocat du Roi (1).

Tous deux devaient jouir « des mêmes droits de bûche » et de présence, honneurs, privilèges, exemptions, autorités, préséances et prérogatives attribués aux autres charges ». Le premier avait les gages d'un Trésorier, soit 2.500 l., le second 1.200 l. seulement.

En 1635, un Procureur et un Avocat du Roi furent également institués pour la juridiction et la direction des Finances (2). La première charge avait 1.100 l. de gages, l'autre 1.800 l. environ ; pour toutes, leur valeur et le principal des finances étaient proportionnés à ces sommes : une vingtaine de mille livres en moyenne.

Le cumul des charges correspondantes était permis, et il y en eut quelques exemples (3), l'Avocat pouvait remplacer le Procureur, et si tous les deux se trouvaient absents, le Trésorier le plus récemment reçu représentait les intérêts du Roi.

(1) C' 136.

(2) « Tableau chronologique... des Trésoriers », partie concernant les gens du Roi, p. 2.

(3) Paul Coiffier reçu au Bureau en 1633 en qualité de Procureur pour le Domaine et la Voirie acquiert la charge de Procureur pour les Finances, dès sa création.

En 1722, Ollivier des Pallières est Procureur pour les Finances, le Domaine et la Voirie,

b) *Leurs fonctions.*

Tous ces officiers désignés sous le nom général de « Gens du Roi » déposaient des conclusions et requéraient certains actes « au nom du Roi ». Ils se retiraient lors des délibérations du Bureau, mais leur présence était nécessaire à diverses opérations purement administratives, réception des fois et hommages, adjudications, procès-verbaux de constats, d'alignement, etc...

Ils avaient également le pouvoir de faire des « remontrances » à la Compagnie, à l'occasion du service (1). Une pièce spéciale « le Parquet » leur était réservée dans le local du Bureau (2).

Entre les deux Procureurs, la préséance appartenait au plus ancien en réception. Ce dernier pouvait aussi « faire » seul toutes les fonctions du ministère public » dans les affaires communes aux Finances et aux autres parties du service comme les réceptions des Trésoriers, des Greffiers (3). La distinction entre la compétence de chacun était parfois délicate : les adjudications des pavés par exemple concernaient-elles la voirie seulement ou les Finances ? Cette question soulevée en 1754 ne fut pas tranchée (4).

(1) C'est sur les remontrances d'un Procureur du Roi, Ollivier des Pallières, que le service régulier des audiences fut réorganisé en 1730 et en 1732, C 133, f° 48, v°, C 240.

(2) Réclamations d'Ollivier des Pallières pour être remis en possession « de la pièce affectée à l'usage de Parquet devenue inhabitable », C 140.

(3) Arrêt du Conseil du 12 mai 1693. Réponse du Chancelier à une question du Bureau posée au sujet d'un conflit entre les deux Procureurs, transmise par l'Intendant le 23 août 1750, C 148.

(4) Procès-verbal d'une contestation au sujet d'une adjudication des pavés de la ville d'Aubusson, C 133, f° intercalé. Le Bureau procéda à cette dernière sur les réquisitions du Procureur pour le Domaine et Voirie « sans tirer à conséquence » le 20 avril 1754.

Le départ entre les rôles respectifs du Procureur et de l'Avocat donna lieu également à une longue discussion en avril 1722 entre Ollivier de Pallières et Deschamps (1). Parmi les dits et contredits échangés à ce sujet par les deux parties l'adage : « le Procureur a la plume, l'Avocat la parole » est ainsi commenté :

« Le ministère d'avocat du Roi et son Conseil n'est nécessaire que dans les conclusions définitives sur procès, par rapport, et aux affaires d'audiences où il a la parole, car c'est là sa seule attribution de parler, celle du Procureur du Roi est d'avoir la plume et d'écrire, or, le Procureur du Roi n'a besoin du conseil ni du ministère du sieur avocat du Roi, ni dans les affaires d'instruction ni dans les conclusions préparatoires, ni dans les descentes, ni dans les procès-verbaux, vacations, adjudications et réceptions d'ouvrages, inventaires, appositions de scellés ; le sieur avocat du Roi n'a aucun droit en ces rencontres qu'en l'absence du Procureur du Roi, non plus que dans la réception des comptes et autres enregistrements dont la discussion appartient au Procureur du Roi seul, comme représentant les intentions de Sa Majesté, il doit seul les faire exécuter ».

En fait, l'avocat du Roi ne fut pas autre chose, semble-t-il, que le substitut du Procureur, les pièces de procédure, ordonnances, etc..., ne font mention que des conclusions et des réquisitions de ce dernier.

13. — Les Greffiers.

L'édit de création de 1587 n'avait institué au Bureau des Finances de Moulins qu'un seul greffier. Ses fonctions consistaient à tenir registres des ordonnances et des délibéra-

(1) C 148.

tions des Trésoriers, à effectuer les divers enregistrements et autres écritures, à délivrer les expéditions et à garder les Archives. Il accompagnait les officiers lorsqu'ils allaient dresser des procès-verbaux et rédigeait ces derniers (1).

En 1619, un édit l'exempta de service une année sur deux, lui donna le titre d'ancien et créa un second greffier, qualifié d'alternatif, pour exercer alternativement avec lui (2). Avec le Greffier triennal institué par l'Edit de janvier 1629 (3), ils ne furent plus en fonctions chacun, que tous les trois ans seulement. Tous étaient dits « Greffiers en chef ». Dans le « tableau chronologique » des Trésoriers, Pierre Durye, installé le 14 septembre 1742, figure avec le titre de « Greffier en chef mi-triennal » et non « triennal » comme son prédécesseur (4). Aucun document expliquant ce changement n'a été retrouvé. Peut-être résulte-t-il de la réunion à la Compagnie d'un office de greffier quadriennal dont M. Everat indique la création au Bureau de Riom (5).

Souvent deux de ces charges furent exercées par le même titulaire, mais personne ne les réunit jamais toutes les trois (6).

L'arrêt du Conseil du 28 décembre 1694 leur accorda expressément les mêmes privilèges qu'aux Trésoriers. Leurs gages étaient peu élevés : 340 l. environ (7), mais ils recevaient

(1) Edit de 1577, M. de Grimouard, *op. cit.*, p. 13.

Les registres d'ordonnances et du greffe n'ont pas été conservés,

(2) M. Everat, *op. cit.*, p. 42.

(3) « Tableau chronologique de Messieurs les Présidents Trésoriers, etc... », p. 2 (partie concernant les greffiers) « 12 septembre 1640, (date d'installation), Gilbert Herault, écuyer, greffier en chef « triennal, de Moulins. De la création de l'édit de janvier 1629 ».

(4) *Ibidem*, p. 3.

(5) *Op. cit.*, p. 42.

(6) « Tableau chronologique... ».

(7) Etats des gages de 1707, 1708, 1716, C 180.

en outre lorsqu'ils exerçaient leurs fonctions une allocation de 375 l. portée ensuite à 600 l. pour « écritures, voyages et messageries », c'est-à-dire les menus frais de correspondance et de papier, relatifs aux affaires concernant uniquement le service du Roi (1).

14. — Les Huissiers.

Lors de sa création, deux huissiers étaient attachés au Bureau, trois autres furent créés par la suite (2) et l'édit de mai 1627 en porta le nombre à huit.

Leurs principales fonctions consistaient à signifier et à faire exécuter, sous les ordres des Trésoriers, les ordonnances de ces derniers, à les accompagner dans les cérémonies et dans leurs opérations extérieures.

La Compagnie les employait dans ses procès particuliers, et, concurremment avec les autres huissiers de Moulins, ils exploitaient pour les parties qui plaidaient devant le Bureau. A chaque audience l'un d'eux devait se tenir à la porte de la salle où siégeaient les Trésoriers pour recevoir leurs ordres (3).

Les charges de ces officiers n'étaient pas toutes sur le même pied. L'un d'eux avait le titre de « premier huissier » et recevait 175 l. de gages, deux autres avaient 62 l. 10 s.

(1) Lettre de Naurois du 15 février 1757, expliquant la destination « des 600 l. de l'Etat du Roi : écritures, voyages et messageries, pour tout ce qui est destiné au service du Roi », C. supplément.

(2) Edit de mai 1627.

(3) Une ordonnance du 1^{er} février 1719 réglementait leur service « négligé depuis plusieurs années ».

« Nous... ordonnons qu'à commencer de lundi prochain 6 février 1719, l'un d'eux à tour de rôle successivement en chacune semaine se trouvera à la porte du Bureau es-jours d'entrées ordinaires et séances de la Compagnie aud. Bureau et pendant tout le service du Roi, et le dû ne nos charges, pour y recevoir et exécuter les ordres de la Compagnie et pour l'accélération des affaires et pour

chacun, deux autres encore 28 l., les trois suivants n'étaient pas payés (1).

Le premier huissier portait encore le titre de « concierge garde-meubles du Bureau ». Il occupait un appartement contigu au bâtiment principal de ce dernier, où il resta jusqu'à la Révolution. C'est lui qui nettoyait les salles d'audiences et du Conseil, achetait le bois nécessaire à leur chauffage, était chargé de faire exécuter les menues réparations intérieures, entretenait les tapisseries et les tendait « le jour de la fête de Dieu » (2). Cette charge fut vendue en 1781, 9.551 l. (3). Aucune ne comportait les privilèges attribués aux Trésoriers.

« la signification et exécution des ordonnances qu'elle leur remettra entre les mains pour lui en rendre compte, et pour accompagner la Compagnie en nombre et en la manière qu'elle jugera à propos lorsqu'elle marchera en corps ou par député ». Une amende de 3 l., punissait la première infraction, la première récidive pouvait entraîner la suspension ou la révocation. Un tableau « marquant celui d'entre eux qui doit être de garde à chaque semaine » serait apposé dans le vestibule du Bureau. C 133, f^o 38, v^o.

(1) « Etat général des gages et augmentations de gages et droits de Messieurs les Présidents Trésoriers de France et autres officiers du Bureau des Finances, suivant l'état du Roi de l'année 1707 ».

« Huissiers du Bureau à Jean Bourgeois (premier huissier) 173 l., à Jean Peronnin 62 l. 10 s., à Antoine du Sausson, 62 l. 10, à Jean Lebam 28 l., à Pierre Huart 28 l. ».

Idem, état de 1708. « Trois autres huissiers non compris dans l'Etat du Roi », C 180.

(2) Diverses mentions de dépenses, C 207 et C 211. Reçu donné par « Reigneron, premier huissier et concierge » le 11 juin 1742, de 100 l. « pour le bois » et de 5 l. « pour avoir tendu et fait retendre les tapisseries du Bureau le jour de la fête de Dieu », C 207, mémoires divers de réparations, etc...

(3) « Charge de premier huissier au Bureau des Finances » pièce « manuscrite contenant le détail des finances payées par ses titulaires, C supplément (s. d.).

15. — Les Vétérans.

Après la résignation de leurs offices, les Trésoriers, Greffiers ou Procureurs du Roi, qui avaient exercé pendant vingt ans, faisaient encore partie du Bureau à titre de « Vétérans ». Ils recevaient du Roi des « lettres d'honneur » ou « de vétérance » (1) leur conférant le droit de s'intituler Trésoriers, Procureurs ou Greffiers « honoraires » (2) et « en « cette qualité avoir entrée, rang, séance, voix délibérative « en toutes assemblées publiques et particulières de la Compagnie dans les affaires du Domaine seulement » (3). Ils avaient les mêmes privilèges et prérogatives que les officiers en exercice, mais ne pouvaient prétendre « à aucun gage, « épices, droits et émoluments ».

Ces lettres étaient enregistrées sur les registres du greffe.

16. — Installation des Officiers.

L'installation d'un Trésorier nécessitait de multiples formalités.

Après avoir passé le contrat d'acquisition d'un office, le postulant devait, jusqu'en 1772, obtenir la nomination (4) du

(1) Ces termes sont employés comme synonymes, mais celui de lettre d'honneur concerne plus spécialement celles qui donnaient un titre de noblesse transmissible dans les cas prévus, comme en reçut Nicolas Ripoud du Moulin-Neuf, le 6 mars 1758. (Copie au registre des provisions), C 132. Cf n° 17-C.

(2) Les greffiers ajoutaient à ce titre celui de « Maître clerc de Paris » (mention d'enregistrements des lettres de vétérance de Antoine Heulliard, C 129, du 25 juillet 1779).

(3) Lettres d'honneur de Nicolas Ripoud, C 132.

Une délibération du 12 janvier 1745 accorda même à des Paliciers, Procureur honoraire, sur sa demande, de mentionner sa présence au registre destiné à cet usage pour constater l'assiduité avec laquelle « il avait dessein d'assister au Bureau », C 133, f° 69, v°.

(4) Copie des provisions de Jean Nicolle de Morigny, Trésorier de France à Moulins, du 28 décembre 1757, C 134.

Prince de Condé, engagiste du Bourbonnais, qui jouissait de ce droit pour toutes les charges exercées dans ce Domaine. L'usage exigeait aussi de demander l'assentiment du Bureau, mais celui-ci ne pouvait se refuser à recevoir un candidat agréé par le Prince (1). Un certificat de non parenté et alliance avec les autres officiers était également nécessaire. Sur la production de ces pièces et d'un « extrait baptistaire » prouvant que le postulant avait plus de 25 ans (2), le Roi lui délivrait des « lettres de provision » qui l'instituaient dans les droits, fonctions et privilèges de sa charge (3), et le Chancelier de France recevait son premier serment.

Après ces préliminaires, « lorsqu'il était apparu à la « Cour des Comptes de bonnes vie et mœurs, conversation « et religion catholique, apostolique et romaine », sur le rapport d'un conseiller chargé de cette enquête, « qu'elle « l'avait ouï, interrogé et trouvé suffisant et capable », elle lui faisait prêter serment et prendre séance au rang de ses membres.

Le nouveau pourvu devait ensuite se rendre à Moulins où il présentait au Bureau une requête pour être installé. Sur les conclusions du Procureur du Roi, une ordonnance fixant la date de sa réception était rendue ; la veille ou

(1) Le Bureau se refusa en 1765 à recevoir l'acquéreur de l'office de Procureur du Roi, pour le Domaine et la Voirie : un nommé Barbara de la Grange, soupçonné d'exercer l'emploi de Procureur postulant au Parlement de Paris. Le Prince de Condé (Louis-Joseph de Bourbon) maintint son droit de nomination et les Trésoriers s'inclinèrent (correspondance à ce sujet avec de Villantroys, chargé des affaires du Bureau à Paris, C 253, avec le Prince de Condé, C 244).

(2) En réalité, des officiers furent reçus avant d'avoir 25 ans, mais jusqu'à cet âge siégèrent au Bureau sans pouvoir prendre part aux délibérations, comme Chaillot, qui, installé le 15 mai 1733, eut voix délibérative en 1737 seulement.

(3) Le scel et le contrôle de ces lettres entraînaient le paiement de certains droits : de marq d'or, du 24^e denier, etc.

l'avant-veille, il faisait une visite à chacun de ses futurs confrères qui habitaient la ville, accompagné du premier huissier (1).

Au jour fixé, un discours du Doyen, un dernier serment concernant surtout, celui-là, les affaires de la Compagnie (2), son installation à la dernière place des Trésoriers, constituaient les dernières phases du cérémonial.

Enfin, ses lettres de provision étaient enregistrées et revêtues de l'attache comme pour tous les officiers gagés (3).

Les mêmes formalités avaient lieu à peu de choses près pour les greffiers et les huissiers.

Le coût de cette installation était fort élevé (4). En 1771, il fallait verser 48 l. au Prince de Condé pour son droit de nomination ; les frais se montaient à 400 l. à la Chancellerie, à 800 l. à la Chambre des Comptes. A Moulins, on devait payer 15 l. pour l'huissier conducteur, 15 l. pour les autres huissiers, 24 l. à l'Hôpital général, autant au

(1) « Etat des frais faits par M. Cornu lors de sa réception au « Bureau des Finances de la généralité de Moulins en la charge de « Président Trésorier de France aud. Bureau » s. d., C supplément.

(2) Il promettait et jurait « de garder le secret des délibérations « et ordonnances du Bureau, de ne point déroger aux privilèges et « honneurs de sa charge, et de conserver, procurer et augmenter de « tout son pouvoir les droits et intérêts de la Compagnie et de lui « faire savoir ce qu'il apprendra de contraire ». (Everat, *op. cit.*, p. 11).

(3) C 134. Par mesure de précaution on lui faisait signer aussitôt sur le registre des délibérations d'ordre intérieur une affirmation de solidarité avec ses confrères pour les dettes de la Compagnie, C 134.

(4) Ils sont détaillés dans « l'état des frais faits par M. Cornu... », Cf., note 1. « Etat de ce que coûte l'office de Président « Trésorier de France en la généralité de Moulins.... dont est « peurvu M. Aladane (installé en 1786) ». Cet office avait été acquis 42.200 l., les frais se montaient à 9.790 l. 10 s. d., y compris 1.614 l. pour l'installation à Moulins, C 156, ces documents contiennent les chiffres cités ci-après,

Commis greffier, 1.500 l. à la Compagnie (1), « pour sub-
« venir aux affaires communes, et instruire les procès pour
« la conservation des charges ». Le tout avec les droits de
mutation, de contrôle, de marc d'or, s'élevait à une somme de
8 à 9.000 l.

17. — Privilèges.

a) *Aperçu général.*

Les premiers Trésoriers généraux de France avaient reçu
des Rois dont ils géraient les Domaines, un grand nombre
de privilèges et de titres honorifiques.

Charles VI en 1395, Charles VII en 1453, Charles VIII,
Louis XII, François I^{er} et Henri II leur avaient donné la
qualité de « Chevaliers ».

Charles VI par lettres patentes du 26 mai 1404 les avait
mis au nombre des officiers des Cours souveraines ; un édit
de François I^{er} du mois d'avril 1519, confirmé par Henri II
en 1551, les avait « retenus pour officiers domestiques et com-
« mensaux du roi. » (2).

Lorsqu'Henri III créa en 1577 les Trésoriers de France
« en corps de Compagnie » par l'établissement des Bureaux

(1) « Etat et rôle des droits de serviette et épices qui seront
« payés par les officiers de la généralité de Moulins pour leur récep-
« tion et attache » pièce manuscrite, s. d., C 157, l'avocat du roi de
1627 1.000 l., celui de 1635 500 l., chaque greffier 300 l., le premier
huissier concierge garde-meuble 100 l., un simple huissier 50 l., les
Trésoriers 1.000 l. (droit porté à 1.500 l. avant 1786).

Les Trésoriers pourvus des charges paternelles étaient reçus
gratis depuis 1683, mais devaient « s'acquitter d'un honorifique envers
« la Compagnie » qui consistait à donner un repas de corps. Cet
usage fut supprimé en 1777, le fils d'un Trésorier dût payer désor-
mais 500 l., le fils d'un greffier 250 l., C 133, f^o 94, r^o.

(2) « Etat des actes en possession des Trésoriers de France.....
« pour faire connaître et la noblesse de leurs charges..... et la posses-
« sion de ne reconnaître autres juges que celui de la noblesse en la
« province du Bourbonnais », mémoire de 1768, C 141.

des Finances, il leur accorda tous les privilèges des anciens Trésoriers de France et Généraux des Finances, la même concession fut faite à ceux de Moulins en 1587.

Par la suite, plusieurs édits, rappelèrent et confirmèrent les avantages des Trésoriers. (Edits de Novembre 1608, janvier 1641, mars 1644, mars 1673, mars 1694 et ceux concernant l'abonnement de l'annuel).

Ils avaient notamment droit d'entrée, séance au banc des Conseillers et voix délibérative à la Cour des Comptes et à la Cour des Aides.

b) *Privilèges pécuniaires.*

Leurs qualités d'officiers des cours supérieurs, commensaux du Roi, les exemptaient de toutes tailles, emprunts, péages, impositions ; « tant pour leurs personnes que pour
« leurs biens et héritages, nobles et ruraux et fruits d'iceux,
« bien qu'il soit mandé d'imposer toute sorte de gens, tant
« privilégiés, que non privilégiés, exempts que non exempts,
« en quoi ils ne sont censés compris ».

Ils devaient être déchargés de tout guet et garde de portes, deniers communs et d'octrois pour affaires et réparations de ville; places forteresses, fossés, ponts, portes, chaussées et autres subventions quelconques, étapes, subsistances, équivalents d'aides, « ustensiles », logements de gens de guerre, ban et arrière-ban, taxe de confirmation de franc-alleu, de lods et ventes (arrêt du 24 avril 1675).

Un arrêt du Grand Conseil le 15 décembre 1702 les exemptait de tutelle, de curatelle, etc... Plus spécialement leur qualité de commensaux du Roi leur donnait le droit de committimus (1) et de franc-salé (2). Ces privilèges s'étén-

(1) Par ce droit ils pouvaient faire évoquer leurs procès aux requêtes du palais, chambre spéciale du Parlement.

(2) Droit de recevoir une certaine quantité de sel gratuitement.

daient à leurs veuves et leurs enfants lorsqu'ils étaient décédés revêtus de leurs charges.

Ces exemptions, qui diminuaient les ressources du trésor, furent en butte à de nombreuses atteintes du pouvoir royal. A Moulins où ils excitaient maintes jalousies, la municipalité s'appliqua aussi à les réduire, soutenue en cela par les Intendants. L'un de ces derniers, Le Vayer, résumait, ainsi, en 1698, l'opinion générale (1) : « Leurs privilèges de com-
« mensaux de la maison du roi, èsquels ils ont été confirmés,
« en 1694, par la déclaration qui rappelle et confirme leurs
« privilèges sont si exorbitants et si fort à charge au public
« qu'il est impossible que les charges puissent demeurer
« longtemps en cet état ».

Nous n'examinerons ici que l'exercice des plus communs, l'histoire des autres sera étudiée avec les rapports entre le Bureau et la Municipalité ou le Pouvoir royal.

L'exemption des tailles subsista : un trésorier de Moulins, Taillandier, faisant valoir un de ses domaines à Avrilly, (de l'élection de Montargis) et imposé au rôle pour 1739 et 1740, en fut déchargé par arrêt du 29 novembre 1740 (2).

L'exemption de logement des gens de guerre fut également conservée. Quelques-uns des officiers du régiment de cavalerie du Comte d'Harcourt, de passage à Moulins en 1643, prétendirent devoir être logés chez certains trésoriers. Ceux-ci protestèrent auprès du Roi qui écrivit lui-même, le 4 avril, à l'intendant Dupré, pour lui recommander d'interdire à l'avenir une semblable infraction aux règlements (3).

En 1635 les Trésoriers furent compris dans la convocation du ban et de l'arrière-ban, qui appelait, sous les dra-

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 143.

(2) C 147.

(3) C 152, copie de la lettre certifiée par Dupré,

peaux du Roi, les propriétaires de fiefs et la milice communale. Mais, sur leur requête, le lieutenant général en la sénéchaussée du Bourbonnais les déchargea de toute obligation par une ordonnance du 6 août de la même année.

En 1674, ils se plaignirent à Colbert de ce que le Gouverneur du Bourbonnais, alors M. de la Vallières, ne voulait pas reconnaître leurs privilèges à ce sujet et exigeait d'eux, le service ou un homme. Un arrêt du Conseil les confirma dans leur exemption. La dernière convocation de 1689 ne suscita pas de difficultés de cette sorte (1).

Le droit de franc salé fut souvent supprimé (édits de 1646, 1717 et 1775) mais toujours rétabli. Il consistait dans la remise gratuite de 2 minots de sel (2) à chaque trésorier, procureur et avocat du Roi, un seul minot pour chaque greffier.

Un certain nombre de minots avaient été attribués également, lors de leur création, aux offices réunis ensuite à la Compagnie (3). Malgré le rachat de ces derniers ils n'en étaient pas moins livrés au Bureau qui les répartissait, comme les épices, à ceux qui avaient le nombre suffisant de présences, aussi les appelait-on « sel d'épice » (4). En retour de cette exemption partielle d'impôt, l'enregistrement des baux de gabelles était effectué gratuitement (5).

(1) C 155 pour toute cette affaire.

(2) Minot : à peu près 39 litres.

(3) « Extrait de l'état du sel que le Roi veut être délivré pendant « l'année commencée, le 1^{er} octobre 1707, aux officiers des compagnies supérieures et autres officiers : 60 minots pour le Bureau des « Finances de Moulins... », C 151.

(4) *Ibidem*.

Lettre de Ripoud, trésorier, du 12 avril 1758 protestant de ce qu'il avait été privé « de son sel d'épices », C 251.

(5) C 151, pièce citée,

c) *La noblesse des charges des Trésoriers, privilèges honorifiques.*

Malgré des poursuites pour usurpation de noblesse de la part de la Cour des Aides en 1665 (1), et dont ils furent déchargés, les Trésoriers gardèrent toujours parmi leurs titres généraux ceux de chevaliers. Leurs ordonnances étaient généralement intitulées « Nous Présidents (*sic*) Trésoriers de France, généraux des Finances de la généralité de Moulins, Chevaliers, Conseillers du Roi, grands Voyers, Juges et Directeurs du Domaine ».

Leurs charges, comme celles des Greffiers, Procureurs ou Avocats du Roi, donnaient à leurs titulaires la qualité d'écuyer et la noblesse, mais à vie seulement (2).

Ils ne pouvaient transmettre cette dernière, qu'au « deuxième degré », c'est-à-dire si leurs pères et eux-mêmes avaient servi pendant vingt ans dans leurs offices « ou étaient morts revêtus d'iceux » (*Cf Guyot, in-8° v°, Bureau des Finances, t. 7, p. 39*).

« Pour récompenser le zèle reconnu dans les officiers des cours supérieures en fournissant les secours que le Roi leur avait demandés pour soutenir les dépenses extraordinaires de la guerre », un Edit du mois d'octobre 1704 (3).

(1) Arrêt du Conseil d'avril 1665, C 141.

(2) « Règlement solennel de Louis XIII », du 24 octobre 1639 « en interprétation et modification des arrêts et réglemens donnés au Conseil les derniers jours de mai 1634, 9 janvier 1636, 23 mai 1637 et 6 avril 1639 » cité dans « l'état des actes en possession des Présidents Trésoriers de France de la généralité de Moulins..... » C 141.

Ibidem : « la qualité d'écuyer ayant été contestée au s^r de Chermont, l'un d'eux (des Trésoriers de Moulins) par sentence contradictoire des requêtes du Palais à Paris, il a été ordonné que la qualité d'écuyer et de trésorier lui sera donnée »,

(3) C 197,

attribua aux Bureaux des Finances (1) comme aux Cours du Parlement et des Aides, quatre dispenses d'un degré de service. Ces dernières pouvaient être levées par quatre officiers de chaque Compagnie, « au moyen de quoi, après « avoir exercé leurs offices vingt années ou mourants revêtus d'iceux » leur noblesse passerait à leurs enfants. Au lieu de ces quatre dispenses, il était permis aux officiers d'en attacher à leur corps deux tous les cinq ans, et ce à perpétuité. Le Doyen et le sous-Doyen, ou à leur défaut deux officiers élus par les Compagnies auraient le droit d'en profiter. Cette faveur n'allait pas sans une demande de secours : dans la première alternative chaque acquéreur d'une dispense « prendrait » 6.000 l. d'augmentations de gages au denier vingt, et dans le second la Compagnie devrait en acquérir pour 24.000 l.

Les Trésoriers de Moulins ne montrèrent pas un grand empressement pour réunir des dispenses, Desmarets dût les aviser par une lettre du 27 novembre 1704 (2), qu'ils feraient « chose agréable à Sa Majesté de profiter de cette préférence » et qu'ils ne devaient pas être « les derniers à montrer leur « zèle pour le service du Roi ».

Ils s'exécutèrent enfin et la somme demandée soit 26.400 l. avec les deux sols pour livre fut répartie entre eux et payée en 1705 sur les gages de chacun (3). Il semble qu'ils profitèrent assez régulièrement de la faculté qui leur avait été ainsi donnée (4).

Ils jouissaient encore du privilège « de parler debout

(1) Les Trésoriers de Paris avaient obtenu la noblesse au premier degré par un édit du mois d'avril 1705, Guyot, *loc. cit.*, p. 39.

(2) C 197.

(3) *Ibidem*.

(4) C 133.

« au Roi après toutefois avoir fait une genuflexion ». On ne sait s'ils en usèrent ainsi lors des visites royales à Moulins (celles d'Henri IV en 1595 et de Louis XIV en 1659). Ce sujet avait cependant pour eux une certaine importance puisque l'un des Trésoriers apporta de Lyon à ses confrères, en 1676, un arrêt du 15 novembre 1658 (1) rendu pour le Bureau de Dijon mais commun à tous les autres et confirmant cette prérogative.

Enfin, ils avaient le droit de recevoir, à l'église de leur paroisse, le pain bénit « par morceau de distinction, avant « tous autres, sauf le seigneur du lieu ». Cet honneur fut refusé en 1740 par le curé de Saint-Pourçain-Malchère à Pierre de Saint-Cy, Trésorier à Moulins. Les confrères de ce dernier se joignirent à lui dans le procès qui eut lieu à ce sujet, et il fut rétabli dans ce droit honorifique par arrêt du 10 mars 1742 (2). Jean-Baptiste des Bouis, un autre Trésorier, soutint une instance semblable contre le curé de Nérès et obtint aussi un arrêt à son profit (3).

13. — Obligations.

Les officiers du Bureau étaient tenus d'une façon générale de résider à Moulins, d'assister aux audiences et de faire toutes les opérations diverses pour lesquelles ils étaient désignés.

a) *La Résidence.*

Un édit de 1587 avait décidé que les Trésoriers devraient servir alternativement par moitié, pendant une année, il fut abrogé en 1588. Remise en vigueur en 1600, cette dispo-

(1) C 142.

(2) C 144.

(3) C *Ibidem*.

sition était supprimée de nouveau en 1608 (1). L'édit d'avril 1627 établissait un service de quatre mois par roulement. Des lettres patentes du 23 septembre suivant (2) rendirent ce dernier encore une fois « conjoint ». Enfin, un arrêt donné « au Conseil d'Etat du Roi tenu au camp devant la Rochelle », le 30 octobre de la même année, enjoignait aux Trésoriers de servir trois mois par an seulement « de sorte qu'ils puissent vaquer à leurs affaires particulières, et moyennant lequel service ils participeront, tant présents qu'absents, à toutes les épices et droits qui échoiront pendant le courant de chaque année » (3).

Aucune résidence n'était imposée, il suffisait qu'un nombre suffisant d'officiers soient présents aux audiences et ces derniers, avec trois mois de service effectif, c'est-à-dire quarante-huit « présences » ou « Bureaux » pouvaient prétendre à une part dans les droits de « présence » et d'épices en sus de leurs gages (4).

En fait, la moitié des Trésoriers à peine habitait à Moulins, les autres restaient dans leurs terres ou étaient retenus ailleurs par des occupations plus intéressantes. Leurs confrères, qui faisaient leur service, eux-mêmes, d'une façon strictement nécessaire pour en bénéficier, ne protestaient pas d'être peu nombreux à se partager des profits assez minces.

Une déclaration royale du 29 novembre 1663 (5) décida, il est vrai, que tous les officiers de justice étaient tenus de demeurer dans la ville du siège de leurs fonctions, elle ne

(1) Cf. M. Everat, *op. cit.*, p. 39.

(2) C 136.

(3) C 135.

(4) Il y avait en effet quatre audiences par semaine. Cf n° 18-b.

(5) Citée par M. Everat, *op. cit.*, p. 37.

put abolir un usage trop ancien. Ceux qui avaient acquis une charge de Trésorier pour jouir de ses privilèges ou faire un placement, n'en résidèrent pas davantage.

Louis Maret, secrétaire du Prince de Condé, prêta serment en 1677 à la Cour des Comptes, en qualité d'Avocat du Roi au Bureau de Moulins, mais il ne vint pas se faire installer et exercer sa charge, en raison « de son indispensable présence auprès de la personne du Prince et du Duc d'Enghien son fils ».

Cette situation fut jugée par trop irrégulière et en 1680 les Trésoriers, lors de la vérification des comptes du Receveur général, rejetèrent la dépense de sesgages. Il se pourvut au Conseil contre cette décision et obtint le 1^{er} mars 1681 un arrêt qui lui permettait de jouir de ses émoluments « tant et si longuement » qu'il servirait « en ladite qualité de secrétaire près Mgr le Prince de Conde, nonobstant qu'il ne soit installé audit bureau et qu'il ne fasse aucune résidence, ni fonction dont Sa Majesté l'a déchargé et dispensé sans tirer à conséquence » (1).

Il en fut de même pour le plus illustre des Trésoriers de Moulins, celui que le « Tableau chronologique » appelle « l'un des premiers poètes de ce temps » (2), Jean-Baptiste Racine, qu'un arrêt de 1681 (3) dispensa de la résidence en raison de sa fonction d'historiographe du Roi.

Au 18^e siècle, une déclaration du 13 juillet 1764, pour

(1) C 148, d'après le « tableau chronologique », p. 2, Maret fut installé le 8 juin 1682.

(2) « Tableau chronologique », p. 11 : « Le (date d'installation en blanc), Jean Racine, écuyer, l'un des premiers poètes de ce temps, de Normandie, au lieu de Pierre Bourdèreil ».

(3) Cf. Servois *La Bruyère*, Paris, Hachette, 1913, in-16, p. II). La Bruyère avait également acheté un office de Trésorier de France, à Caen, dont il n'exerça jamais les fonctions (*Ibidem*).

réagir contre ces usages, prescrivit une résidence de sept mois, mais elle ne fut pas mieux observée.

b) *Les audiences.*

Les audiences devaient se tenir au début pendant tout le cours de l'année. Il semble que les premières vacances furent données en 1663. Cette année, la Compagnie décida, le 18 juillet « qu'attendu que tous les sujets du Roi sont « présentement employés à la levée des biens qui sont sur « la terre, et par conséquent qu'ils ne peuvent vaquer à leurs « affaires particulières, et pour éviter aux surprises qui « pourraient être faites, qu'il ne sera délégué aucune commission pour assigner les comptables et autres jusqu'au « 15^e jour d'août prochain, et que, pendant led. temps, Messieurs s'abstiendront d'entrer au bureau aux jours ordinaires, à moins qu'il ne s'agisse des expresses affaires du « Roi auquel cas seulement ceux qui ont une maison en « ville seront priés d'entrer et donner les ordres nécessaires « suivant leur avis qu'ils en aviseront » (1).

Cette mesure ne fut pas appliquée les années suivantes, du moins elle ne l'était plus de 1711 à 1715.

Une autre délibération du 20 août 1715 (2) établit des « vacations » régulières et dont l'usage fut suivi jusqu'en 1790, « du jour de Saint-Mathieu (21 septembre) à la Toussaint ». Chaque année, à la dernière audience avant le 21 septembre, le président déclarait « qu'il donnait les « vacances de la manière accoutumée jusques au premier « jour du Bureau après la Toussaint » (3).

S'il était nécessaire, pendant cette période, de faire

(1) C 125.

(2) C 127, feuillets de garde, et C 126 (2 délibérations successives des 19 et 20 août 1715).

(3) C 127, du 20 septembre 1728, C 128, 20 septembre 1773, etc.

prêter serment à un officier ou d'enregistrer des lettres de provision, par exemple, les Trésoriers qui restaient à Moulins se réunissaient extraordinairement (1).

En dehors de ces vacances, les audiences avaient lieu le lundi et le mercredi pour les affaires concernant les finances, le mardi et le vendredi pour ce qui touchait au Domaine et à la Voirie (2); et tous ces jours-là, le matin, de 8 h. à midi d'abord (3), de 9 h. à 11 h. par la suite (4).

Pendant « l'Avent et Carême », les séances ne duraient que de huit heures et demie à dix heures.

Lorsque les circonstances l'exigeaient, le président : le doyen, pouvait convoquer les Trésoriers d'autres jours, par simples billets d'invitation. Ils devaient être réunis au moins au nombre de cinq, d'après l'édit d'avril 1627, et la présidence appartenait en l'absence du doyen, au sous-doyen ou au plus ancien en charge.

Les noms des membres du Bureau présents à chaque audience étaient portés sur un registre spécial, aux termes d'une délibération du 22 novembre 1623 (5), avec l'indication sommaire de leurs opérations et des taxes d'épices. Sept de ces « Registres de présence de MM. les Présidents « Trésoriers de France » ainsi que porte leur intitulé, ont été conservés aux Archives départementales de l'Allier, ceux

(1) C 129, le 30 septembre 1767, 1^{er} octobre 1767, etc. C 126, délibération du 20 août « pendant lequel temps (des vacations), les affaires « du Roi et du public qui se présenteront et requièreront célérité « seront expédiées par le Président et les officiers de la Compagnie « qui se trouveront en cette ville ».

(2) Par délibération du 30 décembre 1778 il fut arrêté « que le « service n'exigeant plus que l'on entrât tous ces jours, on n'entrera « plus les lundi de chaque semaine ». C 130.

(3) C 136, ordonnance du 19 novembre 1627.

(4) C 139, f^o 48, v^o, ordonnance du 24 avril 1732.

(5) C 157.

de 1662 à 1663 (C 125), 1711 à 1719 (C 126), 1720 à 1728 (C 127), 1729 à 1739 (C 128), 1756 à 1774 (C 129), 1774 à 1782 (C 130), 1782 à 1790 (C 131). En plus des mentions réglementaires ils contiennent quelques délibérations d'ordre intérieur de la Compagnie et certains comptes des épices et des gages réunis.

Leur lecture montre que les Trésoriers ne faisaient pas preuve d'une grande assiduité. Les audiences n'en réunissaient qu'un petit nombre, souvent deux seulement ; parfois même un seul « tenait le Bureau ». Il est vrai que l'on trouve fréquemment la mention « néant » pour les affaires traitées.

Les séances n'avaient pas lieu non plus aux heures indiquées, et, d'après une délibération du 31 janvier 1731 (1), il suffisait pour être inscrit de se trouver présent avant « les dix heures sonnées ».

En 1732 particulièrement, les remontrances que signifia à la Compagnie le procureur du Roi, Ollivier des Pallières, font voir combien les règlements étaient peu suivis (2). « Il « est du devoir des Trésoriers, faisait-il remarquer en effet, « d'observer les règlements indiquant les jours auxquels on « se doit rendre au Bureau... Il devrait y avoir une telle « distribution de travail qu'il se trouve toujours le nombre « minimum de cinq requis par les ordonnances. Le plus « souvent et dans un certain temps de l'année, à peine se « trouve-t-il deux ou trois Messieurs, souvent un seul. En « tout temps l'on y fait des apparitions et non des présen- « ces ; il faut fixer les heures d'entrée et de sortie, et les faire « observer exactement ; il faut régler les cas auxquels les « assemblées extraordinaires peuvent être convoquées et la

(1) C 128.

(2) C 240. Procès-verbal du 30 mars 1732.

« manière dont elles le doivent être. On s'excuse du peu
« d'assiduité aux assemblées ordinaires disant qu'il n'y a
« rien à faire, pourquoi en convoquer d'autres ? Monsieur le
« Doyen peut nous réunir quand il lui plaira, mais pour que
« nous soyons obligés de nous y rendre, il faut qu'il énonce
« le motif de convocation sur le billet d'avertissement ».

Les Trésoriers comprirent le bien fondé de ces observations et rendirent une ordonnance dans ce sens le 24 avril 1732 (1)

Les audiences restèrent cependant peu fréquentées. comme on l'a vu à propos de la résidence, il fallait 48 présences, c'est-à-dire trois mois de service pour avoir droit à une part dans les épices. Mais les officiers du Bureau qui habitaient à Moulins se contentaient d'assister à ce nombre d'audiences pendant toute l'année. Un règlement de la Compagnie du 13 janvier 1766 (2) essaya de remédier à cet abus. Désormais, douze Trésoriers seraient spécialement chargés de faire le service du Bureau pendant les six premiers mois de l'année et onze pendant les six autres mois. Chacun des officiers ainsi désignés devait se rendre avec la plus grande assiduité aux audiences et, en cas d'empêchement, se faire remplacer par un confrère à charge de substituer lui même ce dernier, une fois les six mois de service achevés. Cet essai de réforme ne fut pas strictement appliqué.

Les audiences publiques se tenaient en la « Salle haute » du local affecté au Bureau jusqu'en 1751, les autres, où la Compagnie délibérait ou s'occupait de ses affaires particulières, avaient lieu au rez-de-chaussée dans la « Salle basse »,

(1) C 133, f° 48, v°.

(2) C 133, f° 87, r°.

dite encore « Chambre du Conseil » (1). Les Trésoriers siégeaient dans le premier cas sur une estrade « la tribune » entourée d'une balustrade (2) ; plus bas prenaient place le Greffier et le Procureur du Roi.

Tous les officiers devaient revêtir alors le costume imposé aux Compagnies souveraines (3). Cette obligation était peu respectée, et dès 1623 une délibération du 22 novembre décidait que « nul de Messieurs n'aura dorénavant « entrée au Bureau qu'avec le manteau à manches et la toque « à l'instar de Messieurs des Comptes nos confrères » (4). L'édit de 1627 leur recommandait de tenir leurs audiences en habit décent, c'est-à-dire, d'après Guyot, « en robes de « palais » (5). En 1732, Olivier des Pallières dans ses remontrances protesta « contre la manière dont on se rend au « Bureau sans robe ni autres marques de judicature » (6), et l'ordonnance du 24 avril 1732 rendue en conséquence remettait en vigueur l'obligation pour les Trésoriers d'être en robe, sous peine de se voir refuser le droit de séance (7).

Pour permettre à tous ceux qui tenaient audiences de siéger d'une façon convenable, la Compagnie, en 1738, fit confectionner, à frais communs, des robes de satin noir avec ceintures de ruban, et des collets de linon blanc qui restèrent au Bureau (8).

(1) C 136, ordonnance du 19 novembre 1627.

(2) Mentions diverses de dépenses pour des réparations.

(3) Guyot, in-8, *op. cit.*, v^o, Bureau des Finances, p. 40. « Pour le règlement de la réforme des habits, ils sont traités comme les Compagnies souveraines ».

(4) C 157.

(5) Guyot, in-8, *op. cit.*, v^o. Audiences t. 3, p. 459.

(6) C 240, *loc. cit.*

(7) C 133, f^o 48, v^o, *loc. cit.*

(8) C 207, mention de paiement de 897 l. 14 s. 3 d. du 11 février 1733 pour achat « de 93 aunes de satin noir à 7 l. 5 d. 7/10 de rubans, 1 de

Quelques années plus tard, par une lettre du 22 septembre 1741 (1), le chancelier d'Aguesseau exhortait les Trésoriers de Moulins à ne pas suivre l'usage introduit par « le « relâchement présent des mœurs dans quelques-uns des « bureaux des finances, d'entrer dans leurs sièges et d'y « rendre la justice aux sujets du Roi en habits ordinaires, « souvent même en habits de couleur, comme s'ils mépri- « saient les distinctions extérieures qui leur sont communes « avec les magistrats du premier ordre..... Je ne saurais « trop... vous recommander même expressément, terminait- « il, de faire cesser au plus tôt une indécence si contraire à « votre véritable dignité ».

Ils répondirent (2) qu'ils s'étaient déjà mis en règle sur l'habillement convenable à leurs charges et qu'ils ne négligeraient rien pour remplir leurs fonctions « à l'intérieur « comme à l'extérieur » et éviter « tous reproches (*sic*) à ce « sujet ».

c) *Le service extérieur.*

Les Trésoriers avaient également à effectuer un « ser- « vice extérieur » : appositions de scellés, inventaires, procès-verbaux pour le Domaine ou la Voirie, chevauchées ou

« bougrand, 24 de ruban large », et « linon pour collet » etc, C 207, de 15 l. le 1^{er} février 1740 « pour 6 serrures..., pour des armoires destinées à mettre les robes de la Compagnie ». C 211.

Suivant une lettre de Naurois du 19 janvier 1745, C 248, la seule différence entre l'habillement des Trésoriers et des Greffiers « est en « la ceinture que les Greffiers ne doivent point avoir, parce qu'elle « sert à désigner la qualité de Présidents ».

(1) C 134.

(2) Minute de la réponse, s. d., C 134.

tournées d'inspection, sur tout ce qui touchait à leur compétence.

Pour toutes ces opérations, le Bureau désignait un ou deux de ses membres : il leur donnait « des commissions ». Ces dernières ne concernaient qu'une seule affaire chaque fois, sauf en matière de Ponts et Chaussées et de vérification des comptes des étapes, où le Trésorier, chargé de coopérer avec l'Intendant, était commis pour toute l'année.

On ne choisissait pas les Commissaires seulement parmi les membres assidus aux audiences, ou suivant un ordre établi. Le doyen s'attribuait généralement les opérations à exercer dans Moulins même, et, afin d'éviter des frais, on désignait pour les autres le Trésorier qui habitait la ville ou l'élection où elles devaient avoir lieu. Ainsi Chaillot qui résidait à Nevers fit pendant longtemps les chevauchées de l'élection du Nivernais.

En 1727, une délibération de la Compagnie (1) institua un règlement plus rationnel à ce sujet. Un tableau des Trésoriers rangés d'après la date de leur réception avait été dressé, et désormais les commissions devraient être données suivant cet ordre. En réalité les anciens usages prévalurent et, notamment, on trouve toujours le Doyen commissaire pour des alignements à Moulins.

Comme nous l'avons vu, le garde scel était exempt de ce service extérieur.

(1) Délibération du 17 mars 1727, C 133, f^o 45, v^o et C 127.

SECTION II. — Les Officiers auxiliaires et les Agents subalternes

A côté des officiers que nous avons étudiés, certains autres étaient attachés au Bureau mais prenaient une part très secondaire à son service : des receveurs des épices, des payeurs de gages, des procureurs postulants et un chapelain. Enfin, on trouvait encore des agents subalternes qui dépendaient directement de la Compagnie : les commis greffiers et le secrétaire du Bureau.

19. — Les Officiers auxiliaires.

a) *Le Receveur des épices.*

D'après Guyot, des offices de Receveurs des épices perçues par les magistrats à l'occasion de leurs fonctions furent créés dans les juridictions ordinaires en 1581 et 1586, et plusieurs fois supprimés et rétablis dans la suite.

Pour le Bureau des Finances de Moulins, l'édit de 1587 ne fait mention d'aucun de ces officiers parmi ceux qu'il instituait. La première indication relative à ce sujet, est contenue dans un acte sous seings privés, du 18 janvier 1633 (2), par lequel Garnier d'Avrilly promet aux Trésoriers de France à Moulins, ses confrères, de leur fournir la quittance en blanc des parties casuelles « de la somme de trois « mille livres pour l'office de receveur des épices au droit « de deux sols pour livre desd. épices pour en jouir dès « maintenant par lesd. sieurs. Laquelle quittance, est-il « ajouté, sera conservée par celui de Nous qui par Nous sera « préposé ».

Ce « droit héréditaire » avait été établi par l'édit de

(1) Guyot, *op. cit.*, édition in-8°, t. 23, v°, Epices, p. 200.

(2) C 185.

juillet 1626 et attribué aux greffiers ou, à leur défaut, « à ceux qui lèveront les quittances des sommes auxquelles « il serait taxé » (1).

Au moyen de la réunion de 1633, les Trésoriers évitèrent ainsi un prélèvement sur leurs épices, qui furent perçues et partagées comme auparavant par les greffiers (2).

L'office était rétabli en 1704 : les états des gages de 1705 et de 1715 (3) portent pour 150 l. un s^r Mestrault « receveur des espices de Messieurs ». Un édit de 1716 le supprima de nouveau et c'est Farjonnel des Odiles, un des greffiers, qui, sous le titre de « commis à la recette des épices « et droits de reprises de la Compagnie », en rend les comptes jusqu'en 1730. A cette époque la fonction passe à Gilbert Loyon pourvu « de l'office de receveur des épices du « Bureau » institué de nouveau (5).

Cette charge conférait à son titulaire tous les privilèges des Trésoriers (6).

b) *Les Payeurs de gages.*

Un « payeur des gages des officiers » du Bureau avait été créé par un édit du mois de décembre 1626 (7). Aux termes des lettres patentes du 10 août 1628 il devait « compter » devant les Trésoriers seulement et pouvait siéger avec ces

(1) C 185, quittance en blanc.

(2) Compte des épices de 1559 rendu par Herault, greffier, le 10 janvier 1660, C 204.

(3) C 180.

(4) C 126, 127, 128.

(5) Mention de réception du 30 octobre 1730, C 128, compte de 1733, C 128.

(6) Supplique de Marie Beaugy, veuve de Gilbert Loyon, receveur des épices qualifié d'écuyer, en 1754, pour obtenir une réduction sur le chiffre de sa capitation, C 203.

(7) Cité dans les lettres patentes du 10 août 1628.

derniers lors de la vérification de ses états. Comme pour les greffiers, deux autres offices semblables furent créés par la suite et en 1709 on trouve un s^r Rougier « commis à l'exercice « des offices de Receveurs payeurs des gages, anciens, alter-natifs et triennaux des officiers du Bureau » (1).

Cette fonction purement honorifique valait à son titulaire certains privilèges : comme l'exemption de taille, et l'attribution de deux minots de sel, toutefois « en payant le « prix du marchand » (2).

c) *Les Procureurs postulants.*

Dix charges de Procureurs postulants auprès de chaque Bureau furent créés par l'Edit de 1627. Ceux des autres juridictions de Moulins les acquirent et se qualifièrent ainsi « procureurs postulants près tous les sièges de la ville ».

Ils prêtaient serment au Bureau (3) et remplissaient devant lui les fonctions de nos avoués actuels. C'était eux qui rédigeaient les actes de procédure, présentaient les requêtes au nom des parties, et notamment les états des comptables lorsque ceux-ci ne pouvaient comparaître eux-mêmes.

d) *Le Chapelain.*

Il existait même un office de Chapelain « pour les mes-ses des Trésoriers de France du Bureau des Finances de

(1) Déclaration de ce dernier du 15 octobre 1709 « qu'encore que « par l'Edit de sa création dud. office et déclaration en conséquence, « il est porté que les titulaires ou commis à l'exercice desd. offices « auront rang et séance à ce bureau lors de la vérification de leurs « états, que la vérité néanmoins est qu'il ne prétend avoir aucune « séance dans led. bureau... », C 133, f^o 126, v^o.

(2) « Extrait de l'état du sel » de franc salé de 1709, C 151.

(3) Du 24 janvier 1777. Prestation de serment par les sieurs « Badier, Tenaille, Bena et Mioche, procureurs postulants en ce « Bureau, taxé à raison de 13 l, 18 s. chacun », C 130.

« Moulins, qu'ils disent dans l'église Notre-Dame de cette « ville ». Le 4 septembre 1764, par lettres de provision, enregistrées le 14 mai 1766 (1) seulement, le Prince de Condé, nomme en cette charge, Nicolas Martin, prêtre du diocèse d'Autun, en remplacement de feu Mathieu Jacob.

Il recevait 78 l. de gages, sur l'Etat des Domaines engagés, et devait célébrer la messe « chacun jour d'entrée au « Bureau des Finances ».

Cette coutume tomba en désuétude et lors d'une première vérification de l'Etat des Domaines, en 1774, des Trésoriers proposèrent la radiation de l'article de dépenses correspondant « attendu que ce service ne s'acquitte point (2) ».

L'office dût être supprimé et l'on n'en trouve plus aucune mention par la suite.

20. — Les Agents subalternes.

a) *Les Commis greffiers.*

Les greffiers prenaient souvent avec eux des clercs, ou commis, qui les secondaient dans l'exercice de leurs fonctions ; ils les remplaçaient même au besoin après avoir prêté serment au Bureau et signaient les pièces officielles en mentionnant, après leur signature, leur qualité de commis greffier. La Compagnie contribuait parfois au paiement de leurs gages (3).

b) *Les Secrétaires de la Compagnie.*

Souvent ils lui servaient en même temps de secrétaires

(1) C 132, registre des provisions, f^o 171, r^o.

(2) C 174.

(3) Mention de dépense du 7 septembre 1744 « payé 15 l. à Tourret, « pour l'enregistrement et expédition des tailles pour l'année prochaine », C 215. Autres indications semblables, C 207 à 216. L'exécution de cette formalité incombait pourtant au greffier.

pour ses affaires particulières et dans ce cas elle leur attribuait des gratifications spéciales, parfois même de véritables appointements payés sur les ressources communes (1).

SECTION III. — Administration intérieure de la Compagnie

21. — Caractère autonome de cette administration.

Le Bureau des Finances de Moulins, on a déjà pu s'en rendre compte en partie, formait une Compagnie dont l'organisation intérieure était très indépendante.

Elle avait un local propre, du moins jusqu'en 1752, disposait de ressources particulières qu'elle administrait elle-même, et défendait au besoin avec un soin jaloux.

§ 1. — Le Logement du Bureau

22. — Le local primitif.

Le « Bureau des Finances » était situé entre le Palais et le Château Ducal, sur la place du Présidial, aujourd'hui de l'Ancien Palais (2). Un grand portail donnait accès dans

(1) « Du 4 janvier 1734 dud. jour a été délibéré de retrancher les « appointements du clerc de ce bureau qui pourra vaquer à ses « affaires particulières ainsi qu'il avisera ». C 128. Mentions diverses de gratifications : « Du 25 janvier 1740, payé à Pildis, clerc de notre « Bureau, la somme de 24 l. de gratification que nous lui avons « accordée pour les petits soins par lui pris », C 207. « Du 5 janvier « 1745, payé à Touret, commis du sieur Durye, greffier en chef de ce « bureau, 40 l. pour gratifications à cause des services par lui rendus « à la Compagnie... », C 208, etc., C 211, 215. Délibération du 1^{er} janvier 1775, décidant de prendre Jean-Baptiste-Gilbert Penin Saint-André pour commis greffier et secrétaire de la Compagnie aux appointements de 900 l. dont 300 l. seront payées par M. Mars, Procureur du Roi, pour « le service de son cabinet », C 207.

(2) D'après les plans du château, dressé par Evezard, en 1777, C 278.

une cour assez vaste, fermée à l'est par un mur longeant la place. Au fond s'élevait un bâtiment à un étage où l'on pénétrait par une porte à gauche donnant sur un vestibule « l'antichambre ». Là, s'ouvrait à droite la « Chambre du Conseil, ou « Salle basse » éclairée par quatre fenêtres sur la cour comme sur le bras de l'Allier « les fossés braies » qui baignait la façade occidentale du Château ; un grand escalier menait à la « salle haute » celle des audiences. Chacune de ces « salles » communiquait à l'angle nord-ouest avec une petite pièce : le rez-de-chaussée et le premier d'une tourelle, reliés par un escalier ménagé dans la muraille. En haut était le parquet, en bas le greffe, où l'on pouvait accéder directement de la cour par un passage couvert.

Enfin, un petit pavillon indépendant allait de cette tourelle à la place du présidial, fermant ainsi la cour au nord. Il comprenait une chambre contigüe au greffe et une cuisine, un escalier en descendait jusqu'à un petit jardin planté sur l'esplanade en contrebas au bord de l'Allier.

Le premier huissier en chef, concierge garde meubles, occupait ce logement et jouissait de ce jardin.

Dès la fin du 17^e siècle il fallut faire aux bâtiments de grosses réparations, la charpente était en mauvais état (1). A partir de 1690, la Compagnie traita à forfait avec un couvreur pour l'entretien de la toiture, moyennant 12 l. d'abord, puis 30 l. ensuite (2). En 1748 un procès-verbal « des réparations instantes », fut dressé et envoyé au Con-

(1) Mention d'une dépense de 27 l. du 28 avril 1686 pour réparations à la charpente, nombreuses indications semblables en 1690, 1691, 1694 et jusqu'en 1751, pour des sommes de plus en plus importantes, C²⁰⁴, 207.

(2) 1^{re} mention du 22 novembre 1690, C²⁰⁴. Chaque année les comptes indiquent le paiement de ces gages « pour l'entretien de la « couverture de notre bureau », C²⁰⁷, 209.

trôleur général. Celui-ci répondit qu'elles étaient une charge de l'engagement du Domaine du Bourbonnais, et que les Trésoriers « devaient s'adresser au Prince de Condé pour y « faire pourvoir » (1). Trois ans plus tard, les Trésoriers n'avaient encore obtenu aucune réparation, et le 5 août 1751 (2), ils décidèrent d'abandonner leur immeuble qui menaçait ruine, et qui s'écroula le 9 février 1752 (3). D'après le plan dressé par Evezard en 1777 le mur du fond et la toiture étaient tombés. Le logement du premier huis-sier ne fut pas trop endommagé, et ce dernier l'habita jusqu'en 1790.

23. — Installation des Trésoriers au couvent des Augustins.

Les Trésoriers allèrent s'installer dans une partie du Couvent des Augustins (4) où, moyennant un loyer de 150 l., échu le 15 août de chaque année, ils jouissaient d'une grande salle et d'une petite pièce (5).

En 1757, ils obtinrent, après maintes difficultés, le remboursement des frais avancés pour leur logement, et le paie-

(1) Lettre du 27 février 1748, C 134.

(2) Indication donné par le plan d'Evezard, C 278.

(3) Reçu de 30 l. donné le 13 février 1752 par Dupont, maçon et Trimouillet, tailleur de pierres de taille « savoir pour vingt-quatre « hommes qui ont travaillé le 9 février depuis 4 heures du soir « jusqu'à la nuit et 26 journées que nous avons employées le 10 et « le 11 février pour sortir les matériaux des décombres du Bureau « des finances, et avoir rangé le bois et plomb et pierres de taille « dans la cour et jardin dud. bureau des finances », C 204.

(4) Ce couvent est aujourd'hui détruit, sauf quelques rares vestiges. L'immeuble situé au n° 10 de la rue Michel-de-l'Hospital, occupe son ancien emplacement.

(5) « Payé aux révérends Pères Augustins, de cette ville, la « somme de 150 l. pour une année de loyer du Bureau qui échoira « au 15 du mois d'août prochain, le 23 juillet 1752 », C 209. Mentions semblables, chaque année. Lettre de Nauvois du 25 juillet 1757, C 243.

ment d'une annuité de 300 l. (1) à ce titre jusqu'à ce qu'ils aient un logement assuré, car « étant mal logés, ils ne pou-
« vaient se dispenser de chercher un logement plus grand
« et qui, par conséquent, coûterait beaucoup plus cher ». Leur installation aux Augustins présentait en effet de grands inconvénients. Un seul local leur servait à la fois de salle d'audiences, de parquet et de chambre du Conseil, et ne pouvait même contenir tous les officiers du Bureau. Les moines n'habitaient plus cette partie de leur immeuble à « cause de l'humidité et de la fumée » (2). « Nous sommes
« dans un lieu malsain et où tout l'hiver, nous sommes obli-
« gés d'avoir continuellement les fenêtres ouvertes, pour ne
« point étouffer de fumée » écrivaient-ils à l'Intendant, en
« 1765 (3).

Aussi, dès 1757, avaient-ils demandé au Contrôleur général, de leur faire construire un nouvel auditoire ; leur député à Paris leur fit espérer un résultat à cette époque (4), mais en vain. Dans une lettre du 6 mars 1765 ils priaient M. de Flesselle, intendant du Bourbonnais, d'appuyer une nouvelle requête, « se flattant que le retour de la paix leur
« procurerait une réponse favorable » (5).

24. — Projets de réédification d'un immeuble à l'usage du Bureau

En 1766, les tribunaux de Moulins, également privés de locaux convenables, s'occupèrent de l'édification d'un nouveau palais, où le Bureau des Finances aurait eu un bâti-

(1) C 243. Lettre de Naurois déjà citée.

(2) Lettre du même du 15 février 1557, C 243.

(3) Lettre du 6 mars 1765, C 134.

(4) Lettre de Naurois du 15 février 1757, C 243.

(5) C 134.

ment indépendant. La place d'Allier fut proposée pour son emplacement, mais les Trésoriers trouvaient que cette situation serait, par son éloignement, de la plus grande incommodité ; ils préféreraient l'ancien château, au centre de la ville, dont l'accès et la fréquentation seraient plus convenables aux magistrats comme au public (1).

Ils firent dresser un plan et un devis estimatif d'un bâtiment de 18 pieds de large sur 27 de long (2) construit « sur les anciens murs supposés dérasés au niveau de la « cour d'honneur du château ». La dépense se serait élevée à 33.394 l. 4 s. 4 d. et 800 l. « en plus pour la sculpture de « deux frontons ».

En envoyant ces pièces à M. de Courteille, premier commis du Contrôleur général, en mai 1766, ils lui proposaient de faire cette construction presque à leurs frais « si Mgr le Prince de Condé, seigneur engagiste de Bourbonnais voulait bien faire l'abandon du château de Moulins, dont il ne reste que fort peu de partie habitable. La démolition totale du bâtiment de ce château fournirait une quantité considérable de matériaux et des emplacements dont la vente contribuerait pour beaucoup aux frais de reconstruction. Nous sommes dans un lieu si incommode, si peu décent, que, pour accélérer notre rétablissement, nous prenons la liberté de vous proposer M^r de nous charger, nous-mêmes, de la reconstruction de notre Bureau, tel qu'il était auparavant. Mais, pour cet effet, nous supplirions le Roi de vouloir bien nous donner les anciens matériaux et la remise de notre capitation et du 10^e de nos gages pendant les espaces de 3 années, ou pendant tel temps qu'il plairait

(1) C 134, Lettre citée.

(2) Devis, C 265. Reçu de 30 l. donné par de Brie, le 7 mars 1766, « pour les plans, petit et grand du projet du Bureau qu'il a dessinés », C 212.

à S. M. de fixer, proportionnellement à la dépense nécessaire pour cette réédification » (1).

Le dossier fut communiqué au chef du Conseil du Prince de Condé, dont la réponse était nécessaire au contrôleur général pour lui permettre de statuer (lettre de Courteille du 20 mai 1766 (2). Il y eut probablement certaines difficultés, car le projet n'eut aucune suite.

En 1774, sur la demande de l'Intendant de Pont, le contrôleur général offrit à la ville de lui abandonner le château, dont la jouissance avait été retirée à la famille de Condé, « en exigeant pour condition qu'elle se chargerait de « toutes constructions et réparations nécessaires, pour procurer au Présidial, au Bureau des Finances et aux autres « juridictions des logements convenables, et remettre les « prisons en bon état » (3). Un mémoire, à ce sujet, concluait à l'installation du Bureau dans « la Tour carrée (*sic*) dite la « Mal Coiffée ». La dépense de cet « arrangement » n'aurait pas dépassé 15.000 l. (4). La ville n'accepta pas le marché, et, jusqu'en 1790, les Trésoriers restèrent aux Augustins (5).

§ 2. — Les Ressources communes

25. — Recettes.

a) *Les Epices.*

Tout ce qui avait rapport uniquement au service du

(1) C 134.

(2) C 244.

(3) Lettre du 9 avril 1774 signée Cochin (?) adressée à M. de Pont, C 10.

(4) Pièce m. s. d. : « Observations sur les nouvelles constructions « que l'on projette de faire à Moulins ». C 10.

(5) En 1779, ils firent placer au dessus de l'entrée de la salle qui leur servait de bureau, une fleur de lys en fer, sur laquelle était gravé le mot : Domaine. C 217, reçu du prix de la confection de cette fleur de lys, du 11 mars 1779.

Roi n'emportait pour les Trésoriers de France aucun profit, mais, comme tous les magistrats d'alors, ils pouvaient, d'après un édit de janvier 1586, « prendre épices de toutes les vacations qu'ils feraient pour les parties ». Un état arrêté au Conseil le 12 mai 1586, suivant des lettres patentes du 8 avril précédent, en avait fixé le tarif. Ce dernier fut modifié depuis par plusieurs arrêts, déclarations et règlements (juin 1586, octobre 1621, 15 février 1622, février 1626, avril 1627, 6 et 15 octobre 1631, mai 1633 et 1635, 6 octobre 1636, 8 février 1638, 1^{er} mai 1693, 12 mai 1707 et janvier 1708 (1).

Elles se percevaient à l'occasion des diverses opérations du Bureau dont quelques-unes concernaient en réalité « le « service du Roi », comme la vérification des titres des parties prenantes et celle des états des comptables ; le règlement de 1586 les avait fixées en « écus au soleil » (dits « écus d'épices ») et dont la valeur était à la fin du 17^e siècle de cinq livres tournois (2).

Il devait être payé, en plus pour le Parquet, une certaine somme calculée d'après le montant des épices des Trésoriers. Il en était de même pour les greffiers qui avaient droit encore à certains salaires particuliers (3).

En fait la Compagnie appliquait les tarifs d'une façon arbitraire, taxant ses droits d'après des considérations personnelles (4).

Cet abus était général, et, pour y remédier, un arrêt du 22 novembre 1740 annonça une réforme et demanda aux Bureaux de remettre au Contrôleur général des Finances,

(1) Arrêt du 20 mai 1755, C 141.

(2) *Ibidem*.

(3) Déclaration du 15 août 1637, C 148.

(4) Mentions de taxes dans les registres de présence.

tous leurs titres, tarifs, etc., concernant les épices, ainsi que des mémoires à ce sujet (1).

Les Trésoriers de Moulins ne répondirent pas à cet appel et finalement un arrêt fut rendu le 20 mai 1755 modifiant sensiblement les règlements antérieurs.

Désormais, les officiers qui devaient se faire installer et prêter serment au Bureau paieraient le quart du droit de marc d'or que comportait leurs offices, avec un minimum de 60 l. pour ceux des élections et des greniers à sel, et de 100 l. pour les autres.

Quant aux simples enregistrements de lettres de provisions, il n'était dû que le 60^e de ce dernier droit. Les vérifications des titres de propriété des parties prenantes et des états des comptables seraient effectuées gratuitement. Dans tous les autres cas, les tarifs des arrêts de 1586 et des années suivantes étaient maintenues, mais la valeur de l'écu d'épices portée à huit livres.

Le même règlement attribuait à chaque membre du parquet lorsque son ministère serait requis, une somme égale à la part d'un Trésorier ; les greffiers recevraient la moitié de cette dernière mais voyaient leurs salaires fortement diminués.

Au surplus, rien n'était changé au mode de paiement de tous ces droits.

Ces dispositions soulevèrent de véhémentes protestations. D'après des lettres circulaires de différents bureaux, leur mécontentement venait surtout de leur différence de traitement avec la Chambre des Comptes qui avait été autorisée récemment à se taxer elle-même (2). « L'arrêt de 1755

(1) Cité dans l'arrêt du 20 mai 1755, C 141. Correspondance à ce sujet avec de Naurois, C 157.

(2) C 157.

« met les Trésoriers de France six degrés au-dessous de la « Chambre des Comptes », écrivait la Compagnie de Metz (1), et elle proposait une députation générale pour en obtenir la révocation. Le Bureau de Moulins se plaignit directement au Contrôleur général, ce qui lui valut une réponse intéressante de ce dernier (2). « Les épices, leur déclarait-il, ne « tiennent pas lieu de salaires aux juges qui doivent assis-
« tances et services en leurs offices, elles ont d'abord été
« de pure libéralité, laquelle étant ensuite dégénérée en
« usage, Sa Majesté en a limité les effets par des
« règlements ».

D'après lui, l'arrêt de 1755 n'avait fait « aucun tort aux
« Trésoriers de France, et si quelques Bureaux ont cru
« devoir se plaindre, on a vérifié que c'est parce qu'ils
« avaient mal calculé les droits réglés par l'arrêt du 20 mai
« dernier ». Les épices étaient supprimées pour la vérifi-
cation des parties prenantes et des états, mais le Roi ne
devait-il pas être servi par ses officiers ?

La Compagnie de Moulins n'en resta pas moins hostile
au nouvel arrêt, qui avait suivant elle, « réduit ses épices
« à rien » (3).

Tous ces droits étaient remis au greffier ou au Rece-
veur spécial (4) sauf pour ceux qui concernaient des affaires
jugées sur le rapport d'un Trésorier. Dans ce cas, ce dernier
prélevait à son profit le tiers de la somme revenant à ses
confrères (5).

(1) Lettre du 29 juillet 1755, *ibidem*.

(2) Lettre du 17 juillet 1755, *ibidem*.

(3) Lettre au Bureau de Toulouse, *ibidem*. Mémoire adressé au
Contrôleur général en 1771, relatif à l'imposition du 100^e denier,
C 192.

(4) Comptes des épices, C 126, 127, 128.

(5) Délibération du 22 mars 1623, C 157.

Leur montant variait sensiblement d'une année à l'autre ; au 17^e siècle le chiffre en était assez élevé (2.900 l. en 1661, 2.439 en 1685) (1) mais la diminution de la compétence du Bureau le fit baisser sensiblement par la suite et la moyenne pour les années dont les comptes ont été retrouvés : de 1712 à 1735, ne dépasse pas 840 l. (2). Enfin, d'après un mémoire adressé au Contrôleur général (3) il n'était que de 440 l. par « année commune » après l'édit du 20 mai 1755.

b) *Les allocations diverses.*

A ces sommes s'ajoutaient des allocations attribuées à l'ensemble de la Compagnie à des titres divers, et partagées avec les épices elles-mêmes : 202 l. 10 s. pour les « menues « nécessités du Bureau », 135 l. pour « la composition des « lods et ventes », et, à partir de 1767, 300 l. pour le loyer du Bureau.

c) *Les gages réunis.*

Les gages de tous les offices que la Compagnie avait rachetés lui étaient payés aussi à titre collectif et formaient une catégorie spéciale de ses ressources, sous le titre de « gages réunis ».

Ils s'élevaient en 1708 à 7.099 l. 14 s. 8 d. et furent augmentés encore de 330 l. après la suppression de la Chambre du Domaine (4), ces sommes étaient payées directement à un Trésorier désigné par ses confrères, à cet effet ; « le syndic » chargé également de les répartir (5).

(1) C 204.

(2) Registre des présences.

(3) C 192.

(4) Comptes des gages réunis aux registres de présences, et pièces diverses, C 211, 314.

(5) Nomination de Heroys du 1^{er} septembre 1698, C 133, f^o 8, v^o, mentions de « Morigny, syndic », lettres à son adresse à partir de 1760.

26. — Dépenses.

a) Règles générales.

Toutes ces ressources servaient à acquitter les dépenses communes de la Compagnie. Le paiement en était effectué d'après une ordonnance signée de quelques-uns des membres du Bureau, et adressée soit au syndic, soit au greffier, suivant que la somme nécessaire devait être prise sur les gages réunis ou sur les épices. Cette assignation se faisait d'une façon arbitraire, mais les dépenses d'intérêt général étaient supportées le plus souvent par les gages réunis, jusqu'à leur remboursement de 1768.

b) Dépenses générales.

Elles comprenaient en premier lieu les arrérages des rentes constituées à divers particuliers et surtout à des communautés religieuses par les Trésoriers, pour emprunter les sommes que leur réclamait si fréquemment le Trésor à titre d'augmentations de gages, de réunions d'offices, etc.

Les frais des députations en faisaient également partie. Jusqu'au 18^e siècle la Compagnie déléguait un de ses membres à Paris pour obtenir la réduction de quelque imposition ou pour faire les démarches nécessaires au succès de procès intéressant soit elle seule, soit toutes les autres (1).

Ces derniers étaient devenus si nombreux par la suite, qu'à partir de 1730, elle chargea, avec d'autres Bureaux, un Trésorier de Paris, M. de Naurois, de la défense de ses intérêts. Elle lui versait chaque année une somme de 400 l. à titre d'honoraires et lui remboursait les sommes qu'il avan-

(1) Ordonnance de paiement de 300 l. du 3 janvier 1661, à Huiselin (trésorier), « pour avoir fait voyage à Paris pour les affaires communes de la Compagnie », C 204. Autre ordonnance de 828 l. au profit de M. de Beaussion « pour les frais par lui faits de la députation par nous à lui donnée » le 25 janvier 1695, etc., C 205.

çait pour les sollicitations de ses affaires particulières (carrosses, ports de lettres, frais d'avocats, de procédure, etc.) (1).

Il fut remplacé en 1757, pendant deux ans, par M. de la Balme, puis en 1759, un Trésorier d'Orléans, M. de Villantroys, député de son propre Bureau, lui succéda dans cette fonction, aux mêmes conditions, et y resta jusqu'en 1783.

Ces correspondants rendaient d'importants services à la Compagnie par leurs démarches, leurs conseils, c'est à eux qu'elle avait recours pour présenter des mémoires au Contrôleur général, et souvent même pour les rédiger. Celles de leurs lettres qui ont été conservées fournissent de précieux renseignements sur l'histoire du Bureau.

Pour des affaires particulièrement importantes, les Trésoriers leur adjoignaient parfois un député spécial, ou contribuaient à la députation d'autres Compagnies (3).

Enfin, la poursuite de ces instances nécessitait des cadeaux coûteux aux gens influents. Ils consistaient en de luxueux objets de coutellerie, la grande industrie de Moulins à cette époque (4).

(1) Reçus et états de frais, C 210. Parfois certaines difficultés avaient lieu de la part du Bureau pour effectuer le paiement (lettres du 30 mars 1745, C 248, 28 mars 1749).

(2) Reçus, C 210.

(3) M. Dumont et M. Mars, en 1782 et 1783.

(4) Ordonnance de paiement de 75 l. « au sieur Sagou fils, maître « coutelier de cette ville, pour la Compagnie suivant l'usage qu'elle « en a faite » du 23 août 1740, C 207. Mémoire de la « coutellerie « envoyée par le courrier du 6 août 1758 à M. de la Balme, pour le « premier commis de M. Chauvelin », il comprend « un couteau de « poche pour femme à manche de nacre en perle, avec la cuvette « et la gorge en or : neuf livres, une paire de ciseaux damasquinés « en or neuf livres, des couteaux à dessert », etc., le tout se monte à 145 l. 8 s., C 210.

« Mémoire du sieur Boyron, coutelier du Roi » de 510 l. y compris le port jusqu'à Paris : couteaux et liseurs d'or, C 215.

Les frais nécessités par le service du Roi, les chevau-chées, les voyages pour dresser des *procès-verbaux* concernant le Domaine ou la Voirie, étaient également pris sur les ressources communes.

c) *Dépenses particulières.*

Enfin les gages réunis comme les épices supportaient encore un grand nombre de dépenses de la Compagnie (1), les réparations de l'immeuble du Bureau, les impressions de mémoires, d'ordonnances, les achats d'ouvrages (2), de robes, de mobilier (3), les repas de corps (4), les députations à Bourbon-l'Archambault pour complimenter les personnages importants, qui venaient y prendre les eaux, les libéralités aux clercs du Palais pour la Saint-Yves. Quelques-unes revenaient tous les ans comme les 150 l. de loyer aux Augustins, après 1752, les 100 l. pour la provision de bois, les 5 l. données au sacristain pour nettoyer « la Tribune de « Messieurs à Notre-Dame », les 480 l. jusqu'en 1778 pour l'abonnement au concert des membres du Bureau et de leurs familles (5).

(1) Ordonnances de paiements et reçus, C 205 à 214.

(2) Quittance de 297 l. 14 s. pour achat de 25 exemplaires reliés du « *Traité historique de l'état des Trésoriers de France* » du 2 juin 1775, C 216.

(3) Achats de chaises, de tables, de flambeaux, etc.

(4) Reçu donné par Chesne de 36 l. « pour un repas que MM. les « Trésoriers de France ont fait au Bureau » (du 29 février 1686) « de « Magdelena Traiteur, de 80 l. » du même jour, C 204.

Ordonnance de paiement de 91 l. pour Lafayette, traiteur « pour « le diné (*sic*) de la Compagnie » du 30 décembre 1697, C 205.

(5) Les Trésoriers cessèrent leur abonnement au concert parce que ce dernier « ne procurait plus à la ville l'agrément et l'utilité « qu'elle pourrait en attendre ». Ils reprochaient « l'incapacité du « premier violon » et la coutume « d'interrompre le concert par la « danse qui est absolument étrangère à son institution ». Délibération du 24 décembre 1777, C 133, f^o 97, r^o. Correspondance avec l'Intendant à ce sujet, C 259.

A l'occasion, les Trésoriers se montraient aumôniers, en 1660 ils donnent à des Anglais chassés de leur pays « en haine de la religion catholique » (1), ils font distribuer du pain aux pauvres de la ville en différentes circonstances (2).

d) *Répartition des ressources communes.*

A la fin de chaque année les comptables des ressources de la Compagnie présentaient au Bureau leurs comptes avec les pièces justificatives de tous ces paiements

Le reliquat des épices, généralement très modique, 260 l. en moyenne (de 1712 à 1735), était partagé d'une façon spéciale. Au début, il fallait, pour y avoir droit « un séjour « ordinaire au Bureau » (3), les épices versées étaient probablement réparties au fur et à mesure entre les Trésoriers présents à ce moment. Une délibération du 22 novembre 1623 remarquait qu'ainsi les absents, privés de tout profit, s'estimaient « déchargés d'embrasser avec affection l'autorité « de nos charges et se joindre aux poursuites » ; pour rendre cette répartition plus équitable, elle décida que « tous droits, « profits et émoluments » provenant de l'exercice des charges » et « commissions extraordinaires de la Compagnie » seraient « communiqués » à chacun de ses membres « tant « présents qu'absents » à condition « de servir trois mois « par chacun an ». A cet effet, elle instituait le registre de présence dont nous avons déjà parlé, « auquel seront enregis-

(1) C 204.

(2) Délibération du 7 mars 1662 décidant « attendu la grande « cherté de toutes sortes de denrées qu'il sera donné de la part de « la Compagnie 300 l. entre les mains de MM. les Administrateurs de « l'Hôpital Général pour être employée à la nourriture présente de « pauvres honteux », C 125. Délibération du 23 février 1781, C 433, f^o 101, v^o.

(3) Délibération du 23 novembre 1623., C 137.

« très ce qui sera taxé pour les expéditions du Bureau, afin
« que sur icelui les absents puissent faire compte avec le
« greffier de ce qu'il a reçu pour nosd. droits ».

Ce règlement resta en vigueur jusqu'en 1790, et par la suite d'autres dispositions en précisèrent certains détails d'application : les membres qui prenaient soin à Paris des affaires de la Compagnie, ceux qui se trouvaient en chevauchées « étaient tenus pour présents » (1); les « mineurs » et le chevalier d'honneur n'avaient point part aux épices (2). Seuls, les Trésoriers ayant 48 inscriptions ou « Bureaux » venaient au partage de ces dernières, ils n'étaient en général qu'un petit nombre, 10 ou 11. Le parquet et le greffe étaient comptés pour une tête, dans cette portion, les gens du Roi s'en partageaient une moitié également entre eux, le greffier en exercice prenait l'autre (3). (L'arrêt de 1755 dut modifier cet usage et compliquer les calculs, mais il n'a pas été retrouvé de comptes d'épices postérieurs à cette époque).

Chacun des copartageants recevait ainsi une somme minime, de 20 à 30 l. en moyenne (pour la période de 1712 à 1735).

Ce qui restait des gages réunis était réparti entre tous les membres du Bureau au prorata de leurs gages, il revenait ainsi à chaque Trésorier 150 livres environ (4).

(1) Délibération du 29 juin 1729, C 126.

(2) Délibération du 3 janvier 1731, 31 janvier 1733, C 128, etc.

(3) Répartitions des comptes cités, C 126-127. Les dits et contre-dits de 1722 entre des Pallières, procureur du Roi, et Deschamps, avocat du Roi, au sujet de la répartition des épices du Parquet, C 148.

(4) Comptes des gages réunis aux registres de présences.

CHAPITRE III

Les Attributions du Bureau

27. — Les pouvoirs actifs et juridictionnels des Trésoriers.

Les Bureaux des Finances étaient chargés de l'administration des revenus royaux, ordinaires comme ceux des Domaines, ou extraordinaires comme les Finances, et d'une façon accessoire de la Voirie.

L'exercice de cette administration comportait pour les Trésoriers des actes *de Direction* (d'autorité et de gestion) ; ils rendaient des arrêtés de règlement, passaient des baux et des marchés, mais, à ces fonctions actives, ils joignaient aussi des fonctions purement juridictionnelles. A cette époque de confusion des pouvoirs, *la juridiction en Direction* paraissait inséparable en effet de la Direction elle-même. Elle s'étendait d'une façon générale sur les difficultés soulevées par l'exécution de cette dernière, était comme elle susceptible de recours au Conseil du Roi, nécessitait souvent une procédure identique.

Comme le fait remarquer justement M. de Grimouard, « on ne pouvait administrer souverainement sans avoir un « pouvoir de juridiction » (1). Aussi, tout naturellement, et pour donner plus d'autorité à l'administration déléguée aux

(1) *Op. cit.*, p. 20. *Ibid.* « L'administrateur n'est plus le maître, « quand une autorité différente peut reviser ses ordonnances ».

Bureaux, le Roi leur attribua en certaines matières, la connaissance des contestations touchant d'une façon indirecte à la Direction : celles qui s'élevaient entre particuliers, et où le fond même du droit se trouvait parfois en cause : *la juridiction au contentieux.*

Autorités administratives, tribunaux d'exception administratifs ou judiciaires, les Bureaux avaient ainsi un rôle complexe, souvent mal défini, et qui entraînait, comme pour celui de Moulins, de nombreux conflits de compétence.

PREMIÈRE PARTIE

LES DOMAINES

28. — Les différents domaines de la Généralité de Moulins.

Dans la généralité de Moulins, le domaine du Roi comprenait les droits qui lui revenaient en qualité de Souverain (aubaine, bâtardise, déshérence, nouveaux acquêts, contrôle des actes, francs-fiefs, amortissements, régale, etc.), comme de Seigneur particulier du Duché de Bourbonnais et du Comté de la Marche, réunis à la Couronne en 1527, et de « la Tour carrée de Saint-Pierre-le-Moûtier avec « ses dépendances ».

Louise de Vaudemont, Marie de Médicis et enfin Anne d'Autriche reçurent en douaire le Bourbonnais et la Marche. Puis, le Bourbonnais fut engagé, pour quelques châtellenies : Murat, Chavroches, Billy, Gannat, Vichy, à divers particuliers et pour la partie la plus importante, au Prince de Condé, par contrat du 16 février 1661 (1), « ainsi que le « droit de nomination et de présentation des offices tant ordinaires qu'extraordinaires, avec le revenu de l'annuel et « vacation desdits offices », mais à l'exception des bois de haute futaie.

Par l'échange du 14 juin 1686, le duc de la Feuillade (2)

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 134 ; d'Argouges, *op. cit.*, p. 1.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 135 ; d'Argouges, *op. cit.*, p. 14.

reçut la Basse-Marche, et dans la Haute-Marche les châtel-
lenies d'Ahun, Aubusson, Feuilletin, Masvoudier, Drôuille,
Jarnages ; celle de Guéret restait seule au Roi et fut désor-
mais comprise avec les dépendances peu importantes de la
Tour Carrée de Saint-Pierre-le-Moutier dans le bail des fer-
miers du Domaine.

Le Nivernais était au duc de Nevers et le domaine de
« Chastel-Chinon, en Morvant » aux princesses de Carignan
et de Soissons (1).

29. — Administrations spéciales de divers Domaines. — La Chambre du Domaine de Bourbonnais.

La cour des comptes de Nevers et le juge de Château-
Chinon avaient respectivement la connaissance des affaires
administratives et contentieuses de ces deux derniers do-
maines.

Quant au Bourbonnais et à la Marche, leur situation à
ce sujet était très particulière. Ils avaient conservé en effet,
depuis les ducs de Bourbon, leur juridiction propre : « La
Chambre du Domaine » dite « La Voûte » (du nom de la
salle souterraine du château où se trouvaient enfermés « les
« titres et papiers terriers »). Elle comprenait au début, dès
1400, avec un procureur du roi, un greffier et des huissiers,
un seul juge, « le lieutenant général en la Chambre du
« Domaine du Bourbonnais » (2).

Lorsque l'Edit de 1627 eût supprimé toutes les juridic-

(1) C' 174. Lettre des Trésoriers de Moulins à ceux de Montpel-
lier (1698).

(2) *Mémoire pour les Trésoriers de France de Moulins concer-
nant le Domaine*, p. impr. s. d., C 175.

Générale description du Bourbonnais, par Nicolas de Nicolay
publiée par Vayssière, t. 1, p. 45.

tions domaniales particulières, un arrêt du 8 janvier 1628 (1) fit défense au juge du Domaine de Moulins d'exercer ses fonctions à l'avenir, et liquida à 30.000 l. la somme à rembourser aux officiers supprimés (2).

Les Trésoriers la consignèrent, les offices créés au Bureau en conséquence de cette réunion furent levés, mais « des obstacles puissants » s'opposèrent toujours à la suppression de la Chambre du Domaine (3). Des lettres de provisions de lieutenant général du Domaine données à un s^r Beaugy furent confirmées par un arrêt rendu en 1645, malgré l'opposition des Trésoriers (4). En 1662 on adjoignit au juge unique un lieutenant particulier premier conseiller et un commissaire examinateur (5).

Les représentations réitérées du Bureau n'avaient abouti à aucun résultat, lorsqu'un arrêt du 10 mai 1769 déchargea le Prince de Condé « de tous frais de justice, entretiens et « réparations des auditoires et prisons » moyennant la cession du château et du parc de Moulins « avec leurs appartenances et dépendances », de son droit de présentation et de nomination à certains offices et enfin son consentement à la suppression de la Chambre du Domaine (6).

(1) Il fut confirmé par un autre arrêt du 5 août 1628, C 176.

(2) 20.000 l. au lieutenant général, 10.000 l. au Procureur du Roi.

(3) Mémoire s. d. « pour les Conseillers du Roi, Présidents, Trésoriers de France Généraux des Finances... au Bureau de Moulins ». C 174. (Les officiers de la Chambre du Domaine étaient soutenus par le Prince de Condé.

(4) Factum pour les Présidents Trésoriers généraux de France en la généralité de Moulins, en l'instance pendante au Conseil entre lesd. Présidents Trésoriers... et M. Jean Février, lieutenant en la juridiction du Domaine de Bourbonnais, pièce imprimée s. d. relative à une contestation élevée en 1665.

(5) D'après un mémoire des Trésoriers concernant la liquidation du remboursement de ces offices de 1774, C 175.

(6) Mémoire cité note 3,

Les Trésoriers envoyèrent alors de nouveaux mémoires au contrôleur général, leur correspondant à Paris redoubla d'activité pour obtenir l'exécution de l'arrêt de 1628, et enfin en 1773 (1), un édit du mois de mars ordonnait la suppression de la Chambre du Domaine de Moulins, et l'attribution des affaires dont elle connaissait au Bureau des Finances de la généralité.

La liquidation des offices de cette juridiction souleva quelques difficultés. Aux termes de l'édit de 1773 en effet, elle devait être faite d'après les titres de propriété et les quittances de finances ; les officiers du Domaine, au contraire, prétendirent avoir droit au remboursement de la valeur attribuée à leurs charges en 1771 pour le paiement du centième denier. Ils demandaient ainsi 26.000 l. pour le lieutenant général, 9.700 l. pour le lieutenant particulier, 13.300 l. pour le procureur du Roi, au total 49.000 l. (2).

Un accord amiable ne put être obtenu, le lieutenant général intrigua auprès des commis du Contrôleur général (3), et trois arrêts du mois de janvier 1774 fixèrent aux sommes indiquées ci-dessus le remboursement à effectuer.

Elles étaient exigibles dans l'année même, la Compagnie n'obtint pas d'autres délais, et dût emprunter en corps pour se libérer (4).

(1) C 176.

(2) Mémoire des officiers de la Chambre du Domaine du 10 juillet 1773, C 174.

(3) Correspondance avec de Villantroys, C 174. Mémoires pour les Trésoriers, *ibidem*.

(4) D'après une délibération du 22 février 1775, une circulaire fut envoyée à tous les membres du Bureau qui ne résidaient pas à Moulins pour demander leur adhésion, C 174.

SECTION I. — Compétence

§ 1. — Direction

En matière de direction, le Bureau avait une compétence à la fois *ratione loci* et *ratione materiæ*.

A. — COMPÉTENCE RATIONE LOCI

30. — Le ressort du Bureau.

Au point de vue territorial, son ressort s'étendait sur tous les domaines appartenant au Roi dans la généralité de Moulins, et malgré son engagement au Prince de Condé, le Domaine du Bourbonnais aurait dû y être compris s'il n'y avait eu là un juge particulier : non sans maintes contestations, la Chambre du Domaine garda, jusqu'en 1773, une partie importante de la Direction. Cette institution était spéciale, en 1732, on la regardait comme presque unique à l'époque (1).

Dans la Haute-Marche, lors de son échange, le duc de la Feuillade fit rattacher le domaine qui lui avait été attribué au ressort des trésoriers de Limoges.

La compétence *ratione loci* du Bureau ne s'étendait donc réellement avant 1773 que sur les domaines de la Tour Carrée de Saint-Pierre-le-Moutier, de la châtellenie de Guéret et de celles du Bourbonnais non comprises dans l'engagement du Prince de Condé (2).

31. — Conflits avec le Bureau de Riom.

Les trésoriers de Moulins eurent à soutenir une longue lutte avec leurs confrères de Riom, pour maintenir dans

(1) Lettre de Naurois du 6 août 1732, C 248.

(2) On prétendait que le Comté de « Chastel-Chinon » avait été jadis engagé puis usurpé, pourant une instance à ce sujet resta indécise (Le Vayer, *op. cit.*, p. 135).

leur ressort de petits fiefs des confins de la généralité, dépendants eux-mêmes d'autres plus importants situés en Auvergne. Tels étaient ceux de Saint-Pourçain, de Palluet, de Cusset, etc... « La situation du chef-lieu de mouvance déterminait le ressort » prétendaient les Riomais. Un arrêt du Conseil du 14 décembre 1762, anéantit leurs prétentions à propos de la prévôté de Palluet et ordonna que les deux bureaux exerceraient à l'avenir, leurs fonctions, « chacun en droit soi » sur les domaines, terres et seigneureries situées dans leurs généralités respectives (1).

La Compagnie de Riom ne renonça point à ses droits, malgré une signification en termes fort courtois du Procureur du Roi du Bureau de Moulins et un émouvant appel à la concorde (2). Trois nouveaux arrêts durent en 1765, 1766 (3) et 1783 (4) ordonner l'exécution du premier.

32. — Diminution du ressort du Bureau.

a) *Les Vassaux d'Auvergne*

De longues années s'écoulèrent entre les deux derniers, car les Trésoriers de Riom avaient obtenu en 1774 l'administration de tout le duché-comté d'Auvergne donné à cette époque en apanage au comte d'Artois (5).

Cette attribution empêcha l'exécution de l'arrêt de 1762

(1) Arrêt du 14 décembre 1762, C 178.

(2) Everat, *op. cit.*, p. 154 : « Rappelez, je vous prie, à votre souvenir, écrivait-il à son collègue, les doux moments que nous avons autrefois passés ensemble à Paris et à Riom, alors éloignés de toute discorde, nous voyons écouler des jours tranquilles. Bannissons encore aujourd'hui cette fièvre de nos esprits. Vivons et mourons, cher confrère, dans les sentiments qui nous ont autrefois animés. »

(3) Arrêts des 11 juin 1765, 17 juin 1766, C 178.

(4) Arrêt du 9 septembre 1785, C 225.

(5) Lettres patentes du Comte d'Artois, 15 mai 1774, C 177.

et le Bureau de Moulins vit ainsi son ressort fort diminué. Malgré ses plaintes, le Comte d'Artois refusa de rapporter sa décision « pour ne pas multiplier le nombre de ses officiers » (1). Les Trésoriers s'adressèrent alors au Contrôleur général. « Nous devons 49.000 l. pour exercer nos fonctions dans le domaine du Bourbonnais dans 415 paroisses, écrivaient-ils le 1^{er} août 1775 (2), bien que les finances des officiers créés en 1627 soient entrées au trésor royal, mais il y a lieu à dédommagement pour privation de nos fonctions dans 133 autres », aussi demandèrent-ils d'abord, d'être dispensés du remboursement des offices supprimés en 1773, puis, devant un refus formel, une indemnité de 25.000 l. à valoir sur les 49.000 l. à verser.

Cette réclamation fut encore rejetée, le Contrôleur général décida, en effet, que « les profits résultant des fonctions des Trésoriers étaient les fruits de leur travail et qu'ils devaient cesser d'en jouir dès qu'il n'y avait plus de travail » (3).

En 1778, la concession de l'apanage prit fin, et le Bureau rentra dans ses fonctions primitives (4) mais aussi en concurrence avec celui de Riom.

b) L'échange du duc de la Feuillade.

Rappelons que dans le comté de la Marche il avait également perdu une grande partie de son ressort lors de l'échange fait entre le Roi et M. de la Feuillade le 14 juin 1686, qui attribuait à ce dernier « les châtelainies d'Ahun,

(1) Lettre d'août 1775, C 201.

(2) C 177.

(3) Lettre signée de Beaumont (commis du contrôleur général) du 14 octobre 1775, C 157.

(4) C 225.

« d'Aubusson, de Feuillestin, Masvoudier, Drouilles et Jarages » (1). Cf. n° 28.

B. COMPÉTENCE RATIONE MATERIÆ

Dès leur création, de nombreux édits et ordonnances attribuèrent aux Trésoriers de France « l'intendance, direction, garde et économie » du Domaine royal.

Ces qualifications indiquaient des pouvoirs de direction proprement dite, de conservation et de gestion.

1° Direction proprement dite

33. — Pouvoirs de surveillance ; les engagistes, les douairières et les fermiers.

Les Trésoriers surveillaient en principe l'exécution des édits, déclarations et arrêts concernant les droits domaniaux.

Ces droits furent exercés dans la généralité de Moulins par des engagistes, des reines douairières et des fermiers.

Les biens de la couronne, inaliénables d'après l'ordonnance de 1566, ne pouvaient être cédés qu'à titre d'engagement, c'est-à-dire pour la jouissance seulement et avec faculté de rachat au profit du Roi.

L'engagiste n'était pas seigneur des terres ainsi possédées (2). Les vassaux qui en dépendaient ne lui devaient point le serment de fidélité. La justice était rendue au nom du Roi. Il ne pouvait que percevoir les fruits de cette partie du Domaine royal à charge d'acquitter les dépenses qu'elle devait supporter. Il lui était permis de vendre, de donner en

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 135.

(2) Cf. Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, édition in-8°, v°. Engagement.

fief ou à cens, une portion de son engagement ; mais ces aliénations restaient grevées du droit de rachat du Roi.

Enfin, l'entretien des immeubles domaniaux : châteaux, palais de justice, etc..., lui incombait, et il ne pouvait pas, en général, disposer des forêts de la Couronne.

Le douaire conférait les mêmes droits et devoirs aux reines-mères auxquelles le Bourbonnais et la Marche furent ainsi attribués.

C'était aux Trésoriers qu'appartenait la surveillance des obligations, incombant à ces derniers. Pouvoir plus honorifique que réel, dont ils se gardèrent bien d'user, en raison de l'importance de leurs administrés. Il se manifestait seulement par l'enregistrement des lettres patentes et des arrêts attribuant les concessions domaniales, par lesquels les bénéficiaires étaient mis en possession.

Ils enregistraient également les baux des fermes des domaines, forêts et droits domaniaux et en cela aussi consistait la « surveillance » des fermiers (1).

34. — Répression des usurpations.

Ils avaient encore, en principe, le pouvoir de réprimer les usurpations du domaine royal. En cette matière, un seul acte émanant d'eux a été retrouvé : une ordonnance du 9 septembre 1694 (2) pour contraindre « tous les sieurs gentilshommes et autres de quelque condition qu'ils soient » à rapporter au greffe du Bureau dans la quinzaine, après la publication, « tous les titres, papiers et désignations des justices,

(1) Lettre d'envoi du 3 décembre 1786, de Calonne au Procureur du Roi du Bureau, de l'arrêt conférant pour six ans à Basile Pousignon la régie des Domaines, Bois et Droits domaniaux, C 177.

(2) C 221.

« dont ils jouissent, à peine d'être déclarés déchus desd.
« droits et leurs justices réunies au Domaine du Roi ».

Elle était rendue « sur les remontrances du Contrôleur
« général du domaine, que plusieurs gentilshommes et autres
« prétendant avoir la justice, s'attribuaient le pouvoir d'éta-
« blir juridictions dans leurs pays, et peu à peu forcent et
« contraignent les sujets du roi de reconnaître les officiers
« par eux établis, ce qui altère gravement le revenu de Sa
« Majesté ».

35. — Vérification des états du Domaine. — Pouvoirs d'ordon- nancement.

Les Trésoriers exerçaient une véritable direction finan-
cière, par la préparation des états des Domaines, engagés ou
non : énumération des dépenses et des recettes prévues, con-
cernant les uns et les autres.

C'était à eux enfin, d'ordonner le paiement des gages de
chaque officier domanial, nouvellement pourvu (1), ainsi que
des arrérages des rentes assignées sur le Domaine (2).

2° Conservation

Pour conserver le droit de souveraineté du Roi, son
« domaine direct », sur les biens tenus en fief ou en censive
qui dépendaient de la couronne, leurs possesseurs devaient,
pour les premiers lui en faire la foi et hommage, et en rece-
voir l'investiture, pour les seconds recevoir l'ensaisinement.

(1) Factum pour les Trésoriers. Registrés de présence.

(2) Requête de Dom Bruno de la Gravière (en 1691), procureur
de la Chartreuse de Moulins, pour être payé d'une rente annuelle
et perpétuelle sur le Duché de Bourbonnais, C 177.

36. — La foi et hommage.

« La foi et hommge, d'après Guyot (1), était la pro-
« messe de fidélité, faite par le vassal à son seigneur avec
« les marques de soumission et de respect prescrites par les
« coutumes ou par les usages des lieux ».

Elle était exigible à chaque mutation de vassal, comme
de seigneur. Lors de son avènement, le Roi en ordonnait
« l'ouverture générale » pour tous les fiefs de sa « mou-
vance » (2).

37. — L'aveu et dénombrement, la saisie féodale.

Elle devait se compléter, dans les quarante jours, par
« l'aveu et dénombrement », énumération des droits tenus
du suzerain et qui composaient le fief ; les fruits de celui
dont les devoirs n'avaient pas été rendus, étaient « saisis
« féodalement » (3).

Les Trésoriers furent appelés à coopérer à ces formalités
de conservation, vestiges des coutumes féodales, importantes
à l'origine (4) mais tombées en désuétude, sauf l'aveu, dès la
fin du XVII^e siècle (5). Cette compétence, surtout en ce qui
concerne l'obligation des vassaux, leur fut âprement dispu-
tée à Moulins, par trois juridictions : la Cour des Comptes,
la Chambre du Domaine de Bourbonnais et la Sénéchaussée.

(1) *Répertoire de jurisprudence* in-4°. T. VII, v°, foi et hommage.

(2) Edit de 1715 ordonnant l'ouverture de fiefs à cause de l'heu-
reux avènement de Sa Majesté à la Couronne, C 157, 223.

(3) Application de l'adage « Tant que le Vassal dort, le Seigneur
« veille ».

(4) Guyot, *op. cit.*, eodem v°.

(5) Saint-Simon, *Mémoires*, in-8°, tome VI, pages 378-379, rapporte
comme un événement extraordinaire l'hommage du duc de Lor-
raine à Louis XIV pour son duché de Bar, en 1699.

38. — L'ensaisinement des censives.

Par l'ensaisinement (1) appelé encore en Bourbonnais « investition » (2), le Seigneur de qui dépendait une terre tenue en censive mettait en possession le nouvel acquéreur de celle-ci, et le reconnaissait pour son nouveau **tenancier**.

Nécessaire, à l'origine, cette formalité tombée également en désuétude (sauf dans les coutumes de vest et devest) en même temps que la tradition réelle, fut bientôt remplacée par une clause de style du contrat notarié de vente. Elle resta pourtant maintenue pour les actes d'aliénation des biens domaniaux, afin de « conserver les mouvances du Roi » par la connaissance des mutations dans les biens ainsi « possédés » et de pouvoir plus facilement renouveler les **terriers** (3).

39. — Compétence du Bureau concernant les fiefs.

a) *Aperçu historique de la réception de la foi et hommage.*

Pendant longtemps, le Roi seul, ou le Chancelier en son absence, reçut la foi et hommage qui lui était dûe (4). Puis,

(1) Cf. Guyot, répertoire de jurisprudence in-8°, ensaisinement, T. 23.

(2) Edit de Henri IV, du 14 avril 1601, C 176. Une ordonnance du Bureau du 7 novembre 1664, nomme cette formalité l'investiture. C 174. Factum pour les Présidents Trésoriers généraux de France, en l'instance pendante entre les dits Présidents de France de lad. généralité de Moulins et un sieur Jean Février, lieutenant en la juridiction du Domaine de Bourbonnais, etc..., fascicule imprimé, C 173.

(3) Guyot, *op. cit.*, édition in-4°, *ibidem*.

(4) Fascicule imprimé de 50 pages in-4°, intitulé : « Jurisprudence de la Chambre des Comptes, sur les actes féodaux envoyés « par les Trésoriers de France des différentes généralités de son « ressort ». C 138.

« la difficulté d'aller le trouver partout où il était » pour remplir ce devoir « occasionna » l'ordonnance du 5 août 1457 par laquelle le droit de recevoir ce serment solennel, fut attribué : aux baillis et sénéchaux pour la province, à la Chambre des Comptes pour Paris.

Les Trésoriers de France participaient ainsi à ces réceptions puisqu'ils étaient alors intimement réunis à cette dernière : « *omnia tangencia dominium et hereditagia domini regis tractentur in Camera per dominos et thesaurarios, simul* », disait l'ordonnance du 13 mars 1390. Les Trésoriers généraux sur le fait des finances créés par l'édit de 1551, se virent attribuer en 1566 (1), la réception des fois et hommages (2) pour les fiefs n'excédant pas 25 l.

b) *Pouvoirs des Trésoriers de Moulins dans la réception des fois et hommages ; les conflits de compétence avec la Chambre des Comptes et la Chambre du Domaine de Bourbonnais.*

Le même pouvoir fut accordé aux Trésoriers de France de Moulins, lors de leur établissement. Ils en jouiront dans toute leur généralité sauf en Nivernais et en Morvan, dont les Seigneurs recevaient les serments de fidélité de leurs vassaux (3).

(1) « C'est l'édit de février 1566 sur les Finances qui le premier « a attribué aux Trésoriers de France la réception des fois et hommages, par l'article 12. Le Roi ordonne que la Super-Intendance « du Domaine appartiendra aux Trésoriers avec pouvoirs de recevoir les fois et hommages », *op. cit.*, note précédente.

(2) « Jusque-là (1627) ils ne les avaient reçues que pour les fiefs « qui n'avaient que 25 l. de revenu ; le surplus réservé au Roi, à « M. le Chancelier, ou à la Chambre ». *Ibidem*.

(3) Lettre des Trésoriers de Moulins à leurs confrères de Montpellier en 1678, C 174, « car à l'égard de ceux de Nevers et Chastellain « Chinon ce sont des Domaines qui appartiennent aux Seigneurs « incommutables, et personne n'en connaît que leurs juges ».

L'édit de 1627 (1) entre autres attributions, étendit la compétence du Bureau à tous les fiefs, sans distinction de revenu ; mais, l'année suivante, la Chambre des Comptes de Paris le fit révoquer sur ce point (2), jalouse de ne pas laisser aux Bureaux, qu'elle considérait comme ses subordonnés, un trop grand pouvoir en cette matière (3). Malgré des contestations multiples avec cette dernière juridiction et la sénéchaussée (4), cette situation n'était pas modifiée, lorsque, le 16 janvier 1668, un arrêt de règlement rendu au Conseil entre la Cour des Comptes et les Trésoriers de Châlons, fixa, à l'avantage de ces derniers, les droits respectifs des deux parties, et fut déclaré commun au Bureau de Moulins, le 21 juin de la même année. Il lui accordait la réception des foies et hommages pour tous les fiefs mouvants du Roi dans la généralité, à l'exception des seules terres titrées. Les vassaux restèrent libres cependant, « pour leur commodité » d'aller remplir à Paris leurs obligations féodales.

Un second arrêt confirma le premier, le 26 juin 1688, mais la Chambre des Comptes n'en continua pas moins ses vexations, et en 1702 et 1783, fit retirer aux Trésoriers la compétence des fiefs du temporel des ecclésiastiques réguliers et séculiers (5).

Comme nous l'avons vu, le Bureau eut également à lutter contre la Compagnie rivale de Riom (6), mais son adversaire le plus acharné fut la Chambre du Domaine.

(1) Edit d'avril 1627 portant attribution de la juridiction du domaine royal à chacun des Bureaux, des Présidents et Trésoriers généraux de France, C 136.

(2) Edit d'avril 1628.

(3) Jurisprudence de la Chambre des Comptes.

(4) Factum pour les Trésoriers.

(5) Déclaration du 18 juillet 1702. Edit du mois de mai 1783.

(6) Cf. Compétence *ratione loci*.

Lors de leur création, les Trésoriers de Moulins succédèrent à l'ancienne Chambre des Comptes du Duché de Bourbonnais, réuni à la couronne depuis 1527 et attribué en douaire aux reines-mères, et, c'est en cette qualité qu'ils recevaient les foies et hommages des fiefs de ce Domaine sous la réserve, toutefois, de l'édit de 1566 (1). Leurs pouvoirs furent confirmés contre la sénéchaussée de Moulins en 1601 (2) et contre la Chambre du Domaine par lettres patentes du 21 mai 1609. Les arrêts de 1633, 1636 et 1645 qui maintinrent cette dernière juridiction malgré l'édit de 1627, ne diminuèrent pas sur ce point la compétence du Bureau.

L'engagement du Duché, en 1661, n'aurait dû transformer en rien cet état de choses ; mais, forte de l'appui du Prince de Condé, la Chambre du Domaine voulut s'emparer de ces droits enviés et qui formaient aussi une source appréciable d'émoluments. En 1664, le lieutenant général, un sieur Février, prétendit recevoir, au nom du Roi, les foies et hommages dans « toute la province du Bourbonnais » et rendit une ordonnance (3) pour y contraindre les vassaux.

Aussitôt, les Trésoriers d'ordonner aux acquéreurs de fiefs de se présenter devant eux pour prêter le serment accou-

(1) Factum pour les Trésoriers.

(2) Edit du 11 avril 1601, C 176.

(3) « Nous, Présidents et Trésoriers généraux de France de la généralité de Moulins, sur l'avis à nous donné que sous prétexte de foy et hommage du domaine de Sa Majesté et de composition des lods et ventes il se faisait une levée considérable de deniers dans l'étendue du Duché de Bourbonnais sur tous les sujets de Sa Majesté possédant fiefs ou terres tenues en roture, par M. Février, lieutenant aud. Domaine et M. Alarose, soi-disant Procureur du Roy en lad. juridiction, pour autoriser lad. levée, ils ont fait assigner les propriétaires des fiefs et terres données en censives de Sa Majesté pour se faire investir de l'acquisition des terres tenues en roture, et faire les foies et hommages des terres tenues en fiefs ». Ordonnance du 7 novembre 1664, C 174.

tumé, avec défense de se pourvoir ailleurs sous peine d'amende. Le procureur du Roi de la juridiction domaniale interjeta appel au Parlement ; le prince de Condé intervint à l'instance et finalement un arrêt du Conseil du 30 mars 1665 fit surseoir à toute réception de foi et hommage dans le domaine engagé « jusqu'à ce qu'il soit statué » (1).

En 1668 aucune décision n'avait été prise et le Bureau, pour jouir de l'avantage que lui accordait l'arrêt du 21 juin 1668 (2) ordonna l'exécution de ce dernier dans toute la généralité. Nouvelle requête au Conseil de Février sous le nom du Prince de Condé, et, grâce à ce dernier, arrêt du 20 octobre 1668 qui prescrivait une enquête et suspendait l'ordonnance des Trésoriers.

L'instruction de ce procès fut longue ; en 1686 seulement, l'intendant d'Argouges la termina. « Le lieutenant du Domaine nommé Février et sa Compagnie, écrivait-il, sont « en de continuelles contestations avec les Trésoriers pour la « réception des fois et hommages du Domaine de Bourbonnais. L'affaire m'étant renvoyée pour en donner mon « avis au Conseil, je les presse journellement de la mettre « en état parce que cela retarde la réception des fois et « hommages qui sont sursises dans le Bourbonnais par leurs « contestations. Ils ont déjà produit de part et d'autre, et le « lieutenant du Domaine a encore retiré les pièces pour « répondre. J'espère cependant que cette affaire finira bien- « tôt » (3).

(1) Factum pour les Trésoriers. Le Parlement s'était « départi ».

(2) Ordonnance du 7 juillet 1668, C 174.

(3) Procès-verbal de la généralité de Moulins, dressé en 1686 par Florent d'Argouges, intendant en ladite généralité, p. 16. Février était sujet à caution, car il ajoutait : « Je ne parle pas de la mauvaise conduite dudit Février, parce que mes prédécesseurs en ont

Son rapport fut probablement défavorable au Bureau, car un arrêt du 23 janvier 1687 attribuait à la Chambre du Domaine la réception des foies et hommages pour les fiefs du Domaine engagé de Bourbonnais ; toutefois, par mesure transactionnelle, celles qui étaient échues avant le 1^{er} janvier 1688 restaient aux Trésoriers (1).

Ils ne reprirent l'exercice de leurs fonctions en cette matière que lors de la suppression de cette Chambre.

c) Réception des aveux et dénombremments.

Les aveux et dénombremments des fiefs furent toujours donnés devant les juridictions qui recevaient les foies et hommages de leurs possesseurs, juges de Château-Chinon, Cour des Comptes de Nevers, Chambre du Domaine de Bourbonnais, Bureau des Finances, Chambre des Comptes de Paris ; toutes en avaient également la vérification, sauf cette dernière, tenue par les arrêts des 19 janvier et 26 juin 1668 à confier ce soin au Bureau. Il en était de même pour l'exercice de la saisie féodale.

« assez instruit le Conseil. C'est un fort vieil officier à qui l'on m'a
« fait entendre que l'on avait pardonné le passé, et je crois qu'il
« faut le laisser mourir en repos, pourvu qu'il vive aussi régulière-
« ment à l'avenir, qu'il m'a promis ».

(1) Griffet, un des greffiers du Bureau, avait été envoyé en députation, pour soutenir les intérêts du Bureau, C 238. « Estat de recouvrement à M. Jean Griffet, greffier en chef de ce bureau, pour les
« frais par lui faits en la ville de Paris pendant six mois qu'il a
« demeuré à la suite du Conseil, tant à Paris, Fontainebleau, que
« Versailles, pour la poursuite du procès pendant aud. Conseil au
« rapport de M. de Breteuil, intendant des Finances, d'entre les officiers de ce Bureau et le lieutenant du Domaine de Bourbonnais et
« consorts pour raison des foies et hommages, aveux et dénombremments... », le total des frais se montait à 2.398 l. 10 s.

40. — Compétence du Bureau concernant les censives.

a) *L'Ensaisinement.*

L'ensaisinement des censives du domaine royal souleva moins de contestations.

Comme successeurs des anciens Trésoriers généraux de 1551, cette formalité était donnée par les Trésoriers pour toutes les censives tenues directement du Roi dans la généralité, sauf dans le Duché de Bourbonnais, et le Comté de la Marche où la sénéchaussée de Moulins eut cette compétence jusqu'à l'édit du 11 avril 1601. Ils la reprirent alors dans ces provinces, mais en 1664 le lieutenant du Domaine voulut se l'attribuer en Bourbonnais avec la réception des foies et hommages. L'arrêt du 30 mai 1665 cassa son ordonnance. Mais, après de longs procès, il arriva à son but, et l'ensaisinement des terres du Duché tenues en roture lui resta.

Le Bureau n'exerça donc cette fonction que pour le domaine de Saint-Pierre-le-Moutier et de la Marche.

Elle lui fut retirée et attribuée au Receveur général des Domaines par l'édit de décembre 1701 qui réglementait cette matière ; au lieu des droits d'ensaisinement perçus comme épices à l'occasion de cette formalité, la Compagnie reçut dès lors chaque année une somme fixe de 135 l. « pour la « composition des lods et ventes » (1).

b) *Les Terriers.*

Comme on l'a vu, la principale utilité de l'ensaisinement, dans les domaines de la couronne, était de faciliter, par la connaissance des mutations, la confection « des papiers

(1) Factum pour les Trésoriers, C 173. Ordonnance des Trésoriers du 7 novembre 1664, enjoignant aux nouveaux acquéreurs des terres tenues en censives du Domaine de Sa Majesté de se faire investir pardevant eux, pour raison de leur acquisition, C 174, Cf. Guyot, in-8°, v°. Ensaisinement, Tome 23,

« terriers ». Ces derniers, cadastres ou description de tous les héritages féodaux ou roturiers relevant du Roi, avec l'énumération des droits, dîmes, coutumes, etc..., étaient faits et rendus exécutoires par les Trésoriers dans toute leur généralité, depuis l'édit d'avril 1601 (1) qui en avait retiré la compétence à la Chambre du domaine pour le Duché du Bourbonnais.

Lors de l'engagement de ce dernier, cette juridiction reprit ses droits, les Trésoriers ne conservèrent plus désormais dans leurs archives que les titres et terriers des Domaines de Saint-Pierre-le-Moûtier et de la Marche (2). Leur compétence à ce sujet fut encore diminuée, et, lors du renouvellement général des terriers en 1681, ils n'y travaillèrent que sous les ordres des Intendants (3).

c) *Enregistrement des aliénations.*

L'engagiste, on l'a vu d'autre part, pouvait aliéner une portion de son engagement. Mais cette dernière devant revenir au Roi lors d'un retour éventuel du domaine engagé à la couronne, il importait que la mutation ne fut pas perdue de vue, et, dans ce but, elle était enregistrée au Bureau (4).

d) *Les Inventaires.*

Sa mission de conservation comportait enfin le devoir, lors de l'attribution de chaque concession et de son retour à

(1) « Nous... donnons mandement de contraindre le lieutenant en « la justice de notre domaine de Bourbonnais de remettre entre vos « mains tous les terriers et autres enseignements, etc. ». C 176.

(2) Lettre aux Trésoriers de Montpellier de 1698, C 174.

(3) *Idem*, C 174.

(4) Mentions dans les registres de présences, C 129. « Du 10 juin « 1774, concession de 47 arpents de terre situés paroisse de Toulon Bourbonnais par S. A. S. prince de Condé, au profit du sieur Gille « Cautin. Taxé 100 l. par la Compagnie »,

la couronne, de dresser « Etat au vrai et certain de tous les
« revenus, fruits, profits tant ordinaires qu'extraordinaires,
« lods et ventes, parties casuelles et autres droits et devoirs
« seigneuriaux dudit domaine, ensemble les charges, rentes et
« gages desquels il est chargé... », comme le lui ordonnait
Henri IV, lors de la mort de sa « belle-sœur, la reine Louise »,
par édit du 11 avril 1601 (1).

3° Gestion

Les pouvoirs des Trésoriers s'étendaient encore à la
gestion des immeubles et des droits qui composaient le
domaine royal.

41. — Les Immeubles domaniaux.

a) *Le château de Moulins.*

Il leur appartenait de dresser procès-verbal des réparations nécessaires aux immeubles domaniaux. Le 4 août 1684 (2) ils constataient la ruine arrivée « le dernier du mois passé
« aux anciennes écuries du château de cette ville de Moulins joignant les jardins bas qui sont tombées faute de quelques légères réparations », et se font indiquer, « par des experts les mesures à prendre pour consolider les bâtiments adjacents ».

Le 28 décembre 1740, M. de Trudaine, intendant des bâtiments royaux, écrivait au Procureur du Roi du Bureau : (3)
« Il est de votre devoir de faire constater au plus tôt les abus et dégradations qui se font dans le château de Moulins et de requérir à cet effet qu'un de MM. les Trésoriers

(1) C 176. La reine Louise était seulement la veuve d'Henri III, beau-frère de Henri IV.

(2) C 174.

(3) C 133, f° 53, v°.

« s'y transporte prour dresser procès-verbal en votre pré-
« sence, de l'état des lieux, comme aussi qu'il soit informé
« des faits à votre requête. Vous me ferez part de ce qui
« résultera tant du procès-verbal que de l'information et je
« vous manderai ce qu'il y aura à faire en conséquence ».

Ces ordres fuernt exécutés le 29 décembre 1740.

Enfin, après l'incendie d'une grande partie du château, arrivé dans la nuit du 2 au 3 janvier 1755, un état des lieux en était établi le 11 juin suivant (1).

b) *Les Auditoires.*

Un arrêt du 22 mars 1707 (2) prescrivait aux Trésoriers de visiter, lors de leurs tournées d'inspection ou chevauchées, les immeubles des juridictions royales afin de vérifier l'emploi des sommes attribuées à leurs réparations ; il en était de même pour les prisons. En 1748, ils dressèrent en vain pour eux-mêmes le procès-verbal du délabrement de leur auditoire (3). Les baux des réparations de tous ces immeubles étaient de leur compétence ; mais « depuis quelques
« années, écrivaient-ils à leurs confrères de Montpellier, en
« 1698, ce sont MM. les Intendants qui les font, en vertu d'ar-
« rêts du Conseil et par là, nous sommes dépouillés de nos
« charges » (4).

c) *Les fossés et murailles.*

Ils surveillaient également l'entretien des ouvrages de défenses des villes. Le 10 février 1665 (5) ils rendirent une ordonnance portant injonction à toutes personnes, de quel-

(1) C 269.

(2) C 147.

(3) C 134 (Cf. n° 22).

(4) C 174.

(5) *Ibidem*.

que qualité qu'elles fussent, « qui auraient entrepris de faire
« des ouvertures et démolitions de bâtiments et constructions
« nouvelles sur les murailles et dans les fossés de Moulins,
« de rétablir le tout ainsi qu'il était auparavant ».

Le maire et les échevins attaquèrent, pour incompétence, cette décision du Conseil, mais elle fut confirmée par arrêt du 10 juin 1665 (1).

Lorsque la plupart de ces vétustes fortifications devinrent inutiles, ils procédèrent à leurs adjudications, définitives d'abord (2), puis, après maintes contestations avec les intendants, soumises en 1774 à l'homologation du Conseil (3). D'après M. de Grimouard (4), les Bureaux donnaient à ferme, à gens idoines, les héritages, maisons, moulins, fours, pressoirs banaux, etc... du Domaine. On retrouve seulement, pour Moulins, au registre des présences, des mentions d'adjudications de terrains sans aucune autre indication, ni procédure correspondante (5).

d) *Les forêts domaniales.*

La gestion des forêts domaniales fut confiée aux maîtres des eaux et forêts, bien avant la création du Bureau (6). Il eut pourtant une certaine compétence en cette matière, puis-

(1) C 174. Procès-verbal fut dressé en conséquence le 5 avril par les Trésoriers, le maire et les échevins.

(2) Lettre de Villantroys du 27 avril 1774, C 174.

(3) *Ibidem.*

(4) Les Bureaux des Finances de l'ancien régime, *op. cit.*, p. 23.

(5) C 129. « Du 31 mars 1786, adjudication d'un terrain, paroisse « de Saint-Révérien, contenant 8 perches au profit de M. Jelhon (?), « procureur.

« Du 28 avril 1786, adjudication d'un terrain de 3 arpents, « 67 perches trois quarts, paroisse de Cérilly, au profit de M. Reignier, « procureur ».

(6) En 1346 d'après M. de Grimouard (*op. cit.*, p. 29).

que d'après un arrêt du Conseil du 28 juin 1644 (1), la vente des bois Chablis du Bourbonnais devait être faite en présence du grand maître des eaux et forêts et des Trésoriers de Moulins.

42. — Le Domaine incorporel.

On établissait pour le domaine incorporel, c'est-à-dire, les droits domaniaux perçus au profit du Roi, une distinction entre les anciens et les nouveaux droits.

Les anciens droits étaient, ou des droits régaliens, c'est-à-dire attachés au pouvoir royal comme ceux de déshérence, d'aubaine, de confiscation, de bâtardise, de franc-fiefs, d'amortissement et de régale, ou bien des redevances féodales : relief, quint, lods et ventes, qui revenaient au Roi dans ses domaines particuliers.

a) *Les droits régaliens.*

Les Trésoriers étaient chargés de surveiller la réunion au Domaine des biens revenant au Roi par aubaine, déshérence, bâtardise, ou confiscation ; ils n'exercèrent pas cette fonction sans de nombreux conflits.

En 1737, après le décès de Madame de Bianky, veuve du sieur Chrestien de Briailles, « sur le bruit qu'elle était « polonaise de nation et que son décès donnait ouverture au « droit d'aubaine, qui revenait à Sa Majesté » le Procureur du Roi du Bureau en avisa M. de Trudaine, un intendant des Finances et lui demanda ses instructions.

Ce dernier lui répondit qu'il était de son devoir « d'ap-
« poser les scellés et d'assurer l'existence des effets, que rien
« au surplus, ne devait l'empêcher d'exercer son ministère ». Un inventaire des biens de la succession fut dressé, au domi-

(1) C 191.

« cile de la *de cujus*, à Moulins, comme au château de Seganges, et les scellés apposés (1).

Les héritiers protestèrent, disant que des lettres de nationalité avaient été délivrées à Mme de Bianky et enregistrées, tant à la Cour des Comptes qu'à la Chambre du Domaine du Bourbonnais, et que, s'il y avait aubaine, cette dernière juridiction seule était compétente. Ils se pourvurent au Parlement, mais le Conseil du Roi évoqua l'affaire devant lui et, sous leur caution juratoire, les remit en possession.

Le 4 avril 1739, par un arrêt définitif, il donnait mainlevée des scellés apposés par ordre des Trésoriers, mais ordonnait qu'à l'avenir toutes les lettres de « naturalité » devraient, pour avoir leur effet dans la généralité de Moulins, être enregistrées au Bureau des Finances (2).

En 1761, une autre contestation s'éleva « à l'occasion de « la mort d'un sieur Douet, curé d'Etroussat, qui était « aubain ». Les Trésoriers apposèrent les scellés, et furent poursuivis au Parlement de Paris par la Chambre du Domaine.

Le Conseil du Roi, qui avait encore évoqué l'affaire, valida leurs opérations, mais seulement parce que le sieur Douet étant né à Paris, sa succession revenait au Roi. « Il « est bien triste pour nous, écrivait à cette occasion (3), un « des officiers du Bureau à l'un de ses confrères à Paris, de « ne pouvoir faire aucune de nos fonctions sans avoir un

(1) C 222, procédure de l'affaire.

(2) C 128 (registre de présence), mention d'enregistrement du 11 mai 1739, de lettres de naturalité pour Anne-Catherine de Bianky, femme du sieur du Broc de Seganges.

(3) Lettre du 2 août 1761, en minute, sans signature, C 180. « Mémoire concernant le Domaine, à l'occasion de la mort du sieur « Douet... qui était aubain », m. s. sd., C 178.

« procès ». En effet, tel était bien le résultat du trop grand nombre de ces juridictions d'exception.

En 1726, ce fut avec leurs confrères de Riom que les Trésoriers de Moulins se trouvèrent en conflit. Un nommé Perrot, marchand à Saint-Pourçain-sur-Sioule, « étranger « au royaume », étant décédé, le prévôt apposa les scellés sur ses effets ; puis, comme ce juge relevait, en appel, du tribunal de Riom, il en avisa le Bureau de cette ville, qui commença la procédure ordinaire en pareil cas. Les Trésoriers de Moulins protestèrent, et un arrêt du Conseil du Roi du 27 mars 1727 reconnut finalement leur compétence et défendit au Bureau de Riom de les troubler à l'avenir dans l'exercice de leurs fonctions (1).

Auparavant, un conflit eut lieu dans un cas plus spécial, entre le Bureau et la Chambre du Domaine (2). Le sieur de Montgeorges, commandant de Nice, avait été condamné par contumace pour crime de duel, et ses biens confisqués au profit de Sa Majesté, pour une partie. Comme certains de ceux-ci étaient situés en Bourbonnais, les Trésoriers de Moulins rendirent une ordonnance le 6 janvier 1712, permettant au Directeur des Domaines de les faire saisir.

Trois jours après, la Chambre du Domaine défendait à ce dernier de se pourvoir à cet effet ailleurs que par devant elle. Le Bureau riposta le 22 janvier suivant, en ordonnant l'exécution de sa première décision. Le 5 février, la Chambre du Domaine en fit autant.

Le Conseil du Roi fut enfin saisi, et son arrêt du 28 juin 1712 attribua cette affaire au Bureau, comme il était naturel.

(1) C 178.

(2) C 174.

Souvent le Roi faisait don de quelques-uns de ces droits casuels (confiscation, aubaine....), le bénéficiaire devait alors faire enregistrer le « Brevet » de cette attribution au Bureau des Finances qui aurait dû en surveiller la réunion au Domaine royal.

Le sieur de Villefort, qui reçut ainsi la terre de Châtillon-en-Bazois, fut contraint par les Trésoriers de Moulins à rapporter son titre devant eux (1).

La direction du droit de régale qui donnait au Roi le pouvoir de jouir des fruits et revenus des évêchés, pendant les vacances des sièges, appartenait aux Trésoriers de Moulins, comme à ceux des autres généralités, mais ils ne semblent pas l'avoir exercée : « Nous ne savons ce que c'est que
« de poser le scellé, ni faire des inventaires des évêchés et
« autres bénéfices qui tombent en régale, écrivent-ils à leurs
« collègues de Montpellier, en 1698 (2). Nous n'en avons
« jamais posé, ni fait inventaire, et encore moins les baux,
« n'ayant qu'un seul évêché dans la généralité qui est Nevers
« et très peu de bénéfices. Mais nous avons appris que
« MM. les Trésoriers de France de Limoges ont obtenu un
« arrêt du Conseil qui porte qu'ils sont maintenus dans lesd.
« fonctions, et nous prétendons nous y maintenir en conséquence dud. arrêt ».

Les autres droits régaliens (de franc-fief, d'amortissement), devaient être, pour la direction, soumis, au moins à l'origine, à la compétence des Trésoriers, mais il n'a pas été trouvé trace de l'exercice de leurs pouvoirs en cette matière.

(1) C' 157. Mémoire relatif à cette affaire (1706).

(2) C 174.

b) *Droits féodaux dus au Roi.*

Quant aux droits que le Roi faisait percevoir dans ses Domaines en tant que Seigneur direct : droits de quint, de lods et ventes, etc..., leur direction était vraisemblablement confiée au Bureau qui en avait aussi la juridiction. Le seul document relatif à ce sujet est une ordonnance des Trésoriers du 30 août 1787 (1), mandant « aux manants et habitants des villages des Bourdiers de Lyes, de Louvé, de Bellayme et des Perreaux », paroisse de Bressolles, de percevoir et répartir sur chacun d'eux « la quantité de quatre setiers avoine (2), mesure grenier, du droit de blairie » dû au Roi « à cause de sa châtellenie de Moulins ».

c) *Les Nouveaux droits.*

Une certaine compétence de direction fut attribuée au Bureau, lors de la création des nouveaux droits, dits domaniaux, mais dont la perception avait lieu au profit du Roi dans toute la généralité : contrôle des actes de notaires, des bans de mariages, des petits sceaux, des exploits. Pour ces derniers cependant, les Trésoriers qui obtinrent la connaissance de leur contentieux semblent avoir exercé aussi certaines fonctions de direction. C'est ainsi que « Louis Robert, inspecteur des Domaines du Roi de la généralité de Moulins » affirma devant le Doyen de la Compagnie, Guérin de Chermont, le procès-verbal de sa vérification « du Bureau de contrôle des exploits » de Cressanges, le 15 avril 1737 (3).

(1) C 203.

(2) Le *Thalamus* ou livre des abutements de mesure du Bourbonnais, rédigé en 1675, distingue entre la mesure grenier employée pour le paiement des cens en nature et la mesure marché en usage pour la vente. Vayssière, *édition de la Générale description Bourbonnais* de Nicolay, t. 2, p. 175.

(3) C 233.

43. — Direction des agents domaniaux.

Les Trésoriers avaient la direction des agents du Domaine qui prêtaient serment devant eux : le Receveur général comme les Receveurs particuliers. Le premier pouvait requérir dans certains cas l'action du Bureau et y siéger après les gens du Roi. Tous présentaient leurs comptes aux Trésoriers qui paraphaïent et cotaient leurs registres, recevaient leurs cautions. Si ces comptables venaient à décéder en fonctions ou à prendre la fuite, le Bureau faisait apposer les scellés sur leurs effets et liquidait leur situation. Il eut notamment à exercer ce pouvoir en 1748 après la mort du sieur Bouis, Receveur des Domaines et Bois de la généralité, qui laissait un passif supérieur à 200.000 l. (1).

L'édit d'août 1777 supprima ces charges pour confier la perception des droits domaniaux à une Compagnie intéressée formée sous le nom de « l'Administration du Domaine du « Roi ».

Elle avait dans chaque généralité un représentant : le Directeur, sous les ordres duquel se trouvaient des receveurs, L'Intendant s'en attribua la haute surveillance, à l'exclusion des Trésoriers.

(1) Requête de Guyot « ci-devant commis du sieur Bouys » en 1749, demandant aux Trésoriers de le rétablir dans ses fonctions ou de convertir « led. décret d'adjournellement personnel en décret « de soit ouy ». Ordonnance de soit communiqué au Procureur du « Roi, du 6 mars 1769, signée de Saincy, conclusion du Procureur « du Roi, Barbara de Boncourt, tendant au rejet de la requête ». C 177.

§ 2. — Juridiction

A. — COMPÉTENCE RATIONE LOCI

44. — Le Ressort du Bureau.

La juridiction domaniale du Bureau des Finances de Moulins s'étendait sur tout le Domaine du Roi de la généralité de Moulins, en principe du moins, car en cette matière aussi, l'ancienne Chambre du Domaine des Ducs exerça longtemps dans le Bourbonnais et la Marche une partie des pouvoirs des Trésoriers.

Leur compétence redevint entière dans cette dernière province dès 1661 ; mais elle y fut réduite en 1686 au Domaine de la Châtellenie de Guéret.

Quant au Bourbonnais, ils n'en restèrent les seuls juges domaniaux qu'en 1773.

La compétence *ratione loci* du Bureau était donc la même en juridiction comme en direction.

B. — COMPÉTENCE RATIONE MATERIÆ

1° Juridiction en direction

45. — Définition.

La juridiction en direction concernait toutes les contestations où l'autorité du Roi était en jeu, c'est-à-dire, dans la direction proprement dite de son Domaine, lorsqu'il recevait les foies et hommages de ses vassaux, assignait des dépenses sur les revenus domaniaux, ou en poursuivait les comp tables.

Confondue avec la Direction elle-même, elle appartenait au Bureau lorsqu'il était chargé de cette dernière (1).

(1) Arrêt du Conseil d'Etat du 11 décembre 1770 pour les Trésoriers de Dijon, C 137.

46. — Etendue.

a) L'exécution des devoirs féodaux, les saisies féodales

Le Conseil se réservait la juridiction relative à la direction proprement dite, mais c'était aux Trésoriers de contraindre les vassaux du Roi à remplir envers lui leurs devoirs de féodalité, au besoin même par des saisies féodales (1). Cette compétence leur appartenait entièrement dans la généralité depuis 1668, sauf en Bourbonnais où la Chambre du Domaine remplit jusqu'en 1773 leurs fonctions en cette matière.

Les saisies étaient prononcées à la requête du Procureur du Roi du Bureau pour tous les fiefs sans distinction. C'est ainsi qu'il fût procédé en 1774 à celle de la baronnie d'Huriel, appartenant à Jeannot de Bartillat, dont les Trésoriers n'avaient pas le pouvoir de recevoir la foi et hommage en raison de son titre (2).

Le Parlement était incompétent pour juger de la validité de ces saisies en appel, et en donner mainlevée, surtout d'une façon provisoire en vertu de l'adage : « Le Roi plaide la « main garnie » (3).

Seul le Conseil du Roi pouvait en connaître ; de 1776 à 1786 il confirme par plusieurs arrêts des saisies prononcées par le Bureau de Moulins (4).

(1) *Ibidem*.

(2) Arrêts du 24 mars 1778 décidant qu'il sera fourni par la Chambre des Comptes de Paris et par le Bureau des Finances de Moulins des mémoires sur la saisie féodale faite par ce dernier, du fief d'Huriel, de Jeannot de Bartillat, baronnie, C 225.

(3) Arrêt du 1^{er} novembre 1763, C 146.

(4) Arrêt du Conseil du 10 janvier 1776 confirmant la saisie pratiquée par le Bureau des Finances de Moulins sur le fief de la Chesotte, paroisse d'Archignat, le 3 novembre 1775, autres arrêts du 10 juillet 1778 pour les fiefs de Villejeloux, de Saint-Feyre aux chanoines d'Aubusson ; du 28 décembre 1780, etc, C 225.

b) *Le paiement des charges domaniales.*

Les Trésoriers jugeaient encore, dans toute l'étendue de la généralité, les contestations qui pouvaient s'élever relativement à l'exécution de « l'état du Domaine » pour le paiement des charges domaniales, aumônes, rentes, gages des officiers, etc. L'appel de ces décisions devait être porté au Conseil (1).

La compétence des Trésoriers à ce sujet passait à la Chambre des Comptes lorsque le Bureau avait vérifié les gestions des comptables.

c) *Pouvoirs des Trésoriers sur les comptables des revenus domaniaux.*

Les pouvoirs de surveillance qu'exerçait le Bureau à l'égard de ces derniers comprenaient des attributions juridictionnelles. En 1748, lors du décès du Receveur général des Domaines et Bois de la généralité, il poursuit son commis accusé d'avoir détourné une partie de la caisse, décerne contre lui, à la requête du Procureur du Roi, un « décret « d'adjournellement personnelle » (*sic*), le 21 août 1748, et lui fait subir un interrogatoire (2).

Cette compétence fut attribuée aux Intendants lorsqu'une Administration des Domaines remplaça la régie des fermiers.

(1) Lettre du Bureau aux Trésoriers de Montpellier de 1691, C 174.

(2) C. 177.

2° Juridiction au contentieux

47. — Historique de la juridiction domaniale « au contentieux ».

a) *L'édit de Crémieu de 1536.*

La juridiction domaniale en matière contentieuse proprement dite fut attribuée à l'origine aux Trésoriers de France « sur le fait de la justice » puis à leurs confrères, « sur le fait des finances ». Ces fonctions passèrent en 1490 à la Chambre du Trésor, à Paris, et enfin, suivant l'Edit de Crémieu de 1536, aux Baillis et Sénéchaux.

La Chambre du Trésor reprit en 1543 sa compétence primitive pour la Prévôté et Vicomté de Paris, y compris les Bailliages environnants ; et l'Edit de 1627 rendit enfin aux Trésoriers de France leurs pouvoirs de juridiction ordinaire.

b) *L'édit de 1627.*

Ils étaient ainsi définis :

« Les Bureaux jugeront dans le ressort de leurs généralités, en première instance, de tous procès et différends
« qui se pourront mouvoir et intenter pour raison de notre
« dit Domaine, cens, surcens, rentes et autres droits, cir-
« constances et dépendances d'icelui, comme de toutes autres
« matières d'aubaines, d'épices, bâtardises, déshérences et
« autres droits de biens vacants où nos Procureurs de nos
« dits Bureaux créés par notre présent édit pourront avoir
« quelque intérêt, ensemble des dîmes inféodées mouvantes
« en foi et hommage de Nous, des hommages des vassaux
« tenant de Nous, des lettres de souffrance et de confort-
« main qui sont prises par nos vassaux pour raison des
« fiefs et hommages tenus et mouvants d'iceux. Et la récep-
« tion des fois et hommages de tous les fiefs dépendants de

« notre Domaine, et par main souveraine quand elle échet,
« ensemble de toutes entreprises et usurpations qui ont été
« faites ou se feront sur notre dit Domaine, soit que notre
« dit Procureur y soit partie ou entre particuliers ».

Ces jugements devaient être définitifs lorsqu'ils concernaient des intérêts d'une valeur inférieure à 250 l. de principal ou 10 l. de revenu, et « exécutoires par provision » sous réserve d'appel aux Parlements pour le double de ces sommes ; les appels et les oppositions ne pouvaient en suspendre l'instruction et l'exécution.

Cet édit causa les protestations d'une grande partie de la magistrature et fut même révoqué en avril 1628. Des lettres patentes le rétablirent le 10 août suivant, pour ce qui était de la juridiction contentieuse, mais ne réservèrent aux Trésoriers que la réception des fois et hommages des fiefs d'un revenu inférieur à 25 l.

c) Application de l'Edit dans la généralité de Moulins.

Son application souleva dans la généralité de Moulins, de nombreuses difficultés, la Chambre du Domaine qu'il supprimait fut maintenue dans ses fonctions, et, pour terminer toute contestation entre le Bureau et la Sénéchaussée de Moulins, ces deux juridictions arrêterent un « règlement » que le Roi approuva « en son conseil » le 31 mars 1632 (1).

« Encore que par le dit Edit du mois d'avril 1627, était-
« il stipulé dans l'article I, la juridiction contentieuse du

(1) C 176. « Articles accordés entre les Présidents Trésoriers généraux de Finance en la généralité de Moulins et les Lientenant « assesseur et Conseillers en la sénéchaussée de Bourbonnais pour « terminer les différends qui sont au Conseil entre eux pour l'exécution de l'édit du mois d'avril 1627 que Sa Majesté et Nosseigneurs « du Conseil sont très humblement suppliés de vouloir bien agréer « et lever sur iceux toutes déclarations et arrêts nécessaires ».

« Domaine de Bourbonnais et de la généralité de Moulins
« soit attribuée auxd. sieurs Trésoriers seuls, privativement
« aux Baillis et Sénéchaux, leurs lieutenants, et à tous
« autres juges, néanmoins lad. juridiction sera exercée avec
« les dits sieurs Trésoriers, par les sieurs Lieutenant asses-
« seur et Conseillers aux charges et conditions, et selon le
« règlement ci-après écrit ».

Il y avait là, de la part du Bureau, un grave abandon de ses droits ; ses membres conservaient, il est vrai, la préséance (art II) et le peu d'importance des Domaines du Roi dans la généralité en dehors du Bourbonnais, rendaient assez rares les procès au contentieux ordinaire.

Les audiences avaient lieu au Palais, mais les instances « sur pièces » devaient être jugées « à la salle basse du « Bureau des Finances » (art. III). Enfin les sentences seraient intitulées : « Les Présidents et Trésoriers généraux « de France en la généralité de Moulins, Conseillers du Roi « et Juges du Trésor et Domaine de la dite généralité ».

Un passage de la lettre adressée par le Bureau de Moulins à celui de Montpellier, semble prouver que ce règlement fut observé, jusqu'en 1698 au moins. « S'il n'y avait point de « juridiction créée pour led. Domaine (de Bourbonnais) établie, nous connaîtrions, écrivaient en effet les Trésoriers, « des droits dud. Domaine... en conformité de l'Edit de « 1627 et en présence du lieutenant général de la Sénéchaussée de Bourbonnais » (1).

Pour les Domaines de Guéret et de Saint-Pierre-le-Moûtier, le Bureau jugeait seul (2) les contestations à caractère « contentieux » proprement dit, c'est-à-dire celles qui s'éle-

(1) C 174.

(2) *Ibidem*,

vaient en raison des aveux et dénombrement présentés par les Vassaux du Roi, du paiement des divers droits domaniaux et en particulier de l'exercice du droit d'aubaine, de déshérence, etc.

48. — Etendue de la juridiction au contentieux.

a) Les aveux et dénombrements.

Jusqu'en 1668, le Bureau ne connaissait des différends relatifs à la propriété des droits compris dans les aveux et dénombrements que s'il en avait reçu la foi et hommage. Il se bornait, pour les autres, à assurer les publications nécessaires.

Le règlement du 19 janvier 1668 lui attribua la connaissance de tous les blâmes et oppositions formés par les particuliers contre les dénombrements présentés soit devant lui, soit devant la Chambre des Comptes. La Chambre des Domaines gardait la juridiction de tous ceux qu'elle recevait (1).

Toutes les sentences ainsi rendues relevaient en appel de la grande Chambre du Parlement de Paris (2).

Les commissaires départis s'attribuèrent une certaine surveillance des pouvoirs des Trésoriers en cette matière. « Je suis convenu avec eux, écrivait l'Intendant Florent d'Argouges, que le rapporteur me viendrait rendre compte de chaque affaire avant que de la juger, ce qu'ils ont observé fort régulièrement » (3).

b) Les droits domaniaux.

En même temps que les Trésoriers surveillaient la réunion au Domaine des biens vacants par bâtardise, aubaine,

(1) C. 174. Lettre au bureau de Montpellier, déjà citée.

(2) Cf. Guyot, édition in-8°, v°. Aveu.

(3) Florent d'Argouges, *op. cit.*, p. 17.

ou confiscation, ils connaissaient des litiges de droit commun soulevés à ce sujet.

Cette compétence, qui leur était expressément donnée par l'Edit de 1627, fut plusieurs fois confirmée dans la suite par différents arrêts spéciaux ; arrêt du 28 juin 1712, relatif à l'affaire de Montgeorges (1), du 25 décembre 1728 pour l'aubaine échue au Roi à Saint-Pourçain (2).

Enfin une ordonnance du Bureau du 14 décembre 1744 (3), enjoignait aux opposants à la vente des biens « d'un sieur Talbot Touchet, anglais de nation, décédé « aubain, à Saint-Pierre-le-Moutier » à comparaître devant lui pour être fait droit sur leurs réclamations.

La juridiction des contestations concernant le paiement des droits domaniaux avait un caractère de « contentieux « proprement dit » car le Roi n'intervenait pas directement en cette matière. Les fermiers du Domaine agissaient en leur propre nom comme de simples particuliers, mais à leur action se joignait celle du Procureur du Roi.

Il en était de même lorsque certains de ces droits ne se trouvaient pas affermés, le Receveur général des Domaines en poursuivait alors le recouvrement d'une façon semblable.

On a retrouvé que peu d'exemples de l'exercice des pouvoirs des Trésoriers en cette matière : des fragments de procédures à la requête du fermier de l'ancien Domaine de Nivernais contre les habitants de Ginar-don « à raison du droit de bourgeoisie dû au Roi » (4), de l'administration du Domaine contre Troslier pour les lods et

(1) C 174.

(2) C 178.

(3) C 177.

(4) C supplément.

doubles lods et ventes, « au 6^e suivant la coutume » d'une acquisition faite par ce dernier à Montluçon en 1779 (1), un arrêt du Conseil du 19 juillet 1778 (2), casse un jugement du Bureau rendu pour le Receveur général des Domaines contre Jean Legrand, acquéreur de la terre de Urecy, « mouvante « du Roi » pour les droits de quint et de requint. Enfin Guyot (3) rapporte un arrêt du Parlement infirmant une ordonnance des Trésoriers qui condamnait, sur la demande du Receveur général, les enfants du sieur du Tremblay, au paiement de droits de lods et ventes.

En ce qui concernait particulièrement ces droits de lods et ventes, le Bureau avait un pouvoir spécial, celui d'en fixer le montant par des ordonnances dites de *ventilation*, lorsqu'un prix unique était assigné à plusieurs immeubles dont l'un dépendait du Roi (4).

Lors de la création des droits de contrôle des exploits en 1669, des actes de notaires en 1693, des insinuations laïques et du centième denier en 1703, la juridiction contentieuse de ces impôts fut attribuée aux Intendants. Les édits de février et de décembre 1704 (5) donnèrent cette compétence aux Trésoriers, mais elle passa de nouveau aux Commissaires départis en 1706, sauf en ce qui concernait les droits de contrôle

(1) C 324.

(2) C 138.

(3) *Op. cit.*, édition in-4^e, v^o. Lods et ventes. Arrêt du 7 février 1788.

(4) « Au 7 avril 1778, ordonnance de ventilation au profit du « sieur et dame Cortedat qui fixe les lots et ventes par eux dûs à la « somme de 2.000 l., taxé 24 l. » C 130. Cf. Guyot, *ibidem*.

(5) C 182. Les greffiers du Bureau durent payer de ce chef une somme de 2.400 l. au Trésor (extrait du rôle de répartition du 23 décembre 1704, C 182).

des exploits (1). C'est ainsi qu'en 1737, un inspecteur des Domaines poursuit devant le Bureau, des « sergents », dont les actes n'avaient pas été enregistrés dans les trois jours de leur date (2).

Dans cette dernière instance, le Contrôleur des exploits de Cressanges était impliqué lui-même, pour avoir omis d'arrêter ses registres, « contrôlé des actes antérieurement à leurs dates », rayé des enregistrements, laissé des cases en blanc, toutes infractions punies de 100 l. d'amende chacune (3).

Les appels des ordonnances rendues par les Trésoriers en matière de juridiction contentieuse des droits domaniaux étaient de la compétence du Parlement de Paris, mais le Conseil évoquait, très souvent, ces affaires devant lui. On en a vu déjà des exemples pour la confiscation des biens du sieur de Montgeorges, l'aubaine de Mme de Bianky, enfin, en 1774, le Receveur général portait au Conseil ses réclamations contre un jugement des Trésoriers relatif à des droits de quint et de requint, « car c'était là (suivant lui) un objet « d'administration » et l'affaire fut jugée par ce tribunal administratif (4).

(1) Lettre de d'Armenonville, du 29 septembre 1706, C 243.

(2) Appointement de l'affaire, C 323.

Le délai d'enregistrement des exploits est resté le même.

(3) Ces irrégularités sont consignées actuellement dans les procès-verbaux de vérifications des inspecteurs de l'Enregistrement, mais le Receveur n'encourt plus d'amendes.

(4) Arrêt du 19 juillet 1774, C 138. « ... Attendu que cela évite des « frais dispendieux aux parties et ne peut tendre qu'à faciliter la manutention et le recouvrement dont le suppliant est chargé, et qu'il « ne pourrait suivre avec célérité s'il était obligé de plaider dans « tous les Tribunaux sur de pareils objets ».

SECTION II. — Procédure

§ 1. — Direction

1° Direction proprement dite

En matière de Direction proprement dite, les pouvoirs effectifs du Bureau se bornaient à l'exécution de deux formalités : l'enregistrement des décisions royales et la vérification des Etats du Domaine.

49. — Enregistrement des Edits, Déclarations, Arrêts, etc.

Le Contrôleur général adressait aux Trésoriers les édits, arrêts, déclarations et lettres patentes concernant le Domaine, comme aussi les Finances et la Voirie. Par une lettre d'envoi il priait le Procureur du Roi de les faire publier et enregistrer au Bureau. A une audience le greffier en donnait lecture, le Procureur du Roi requérait l'enregistrement, c'est-à-dire la copie sur un registre spécial, et que les Trésoriers ordonnaient. Une mention du tout était ensuite apposée sur deux exemplaires de l'Edit ou de l'arrêt.

50. — Vérification des Etats du Domaine.

Les Etats du Domaine, arrêtés par le Conseil, d'après les précédents émargés des observations du Bureau (1), devaient

(1) Les « observations » sur l'un des états concernant le Bourbonnais, arrêté au Conseil en 1775, indiquent comme devant être rayés au chapitre gages : « 240 l. employées sous le nom du Capitaine du château de Moulins, ce château n'existant plus, ayant été « démoli ».

« 120 l. sous le nom du Capitaine du Parc de Moulins, attendu « qu'il n'en existe point ».

A celui des fiefs et aumônes « 6 l. 10 s. sous le nom du vicaire « de la chapelle du Château, celle-ci étant démolie », C 174.

être enregistrés de la même façon et transmis au Receveur général. Ce dernier présentait à la fin de chaque année son compte de gestion aux Trésoriers, qui le vérifiaient et l'envoyaient ensuite à la Chambre des Comptes.

Les lettres de provision des officiers domaniaux étaient également enregistrées et revêtues, avec la mention de cette formalité, de l'attache, enjoignant au receveur de payer leurs gages.

2° Conservation du Domaine

51. — Réception des foies et hommages.

Chaque année le Contrôleur du Domaine devait envoyer au Bureau un relevé des mutations des fiefs entraînant pour leurs possesseurs l'obligation de porter la foi et hommage au Roi (1). Les Trésoriers pouvaient ainsi vérifier si tout vassal avait rendu ses devoirs dans les 40 jours de son acquisition, ou, en cas d'ouverture générale, dans le délai fixé par le Roi, et le prévenir de se conformer à la coutume pour éviter des frais. En réalité, un grand nombre de seigneurs échappait à la vigilance du Bureau (2).

Ce dernier recevait les foies et hommages à son siège, malgré la coutume qui permettait aux vassaux de les porter au manoir principal du seigneur dont ils

(1) Une ordonnance du Bureau du 14 novembre 1775, à cet effet, portait défense aux notaires de recevoir aucun acte relatif à des mutations immobilières sans déclarer la nature des biens, C 216.

(2) Lettre de Barbara de Boncourt, pourvu de l'office de Procureur du Roi, aux Trésoriers de Moulins, de décembre 1741, C 240 :
« ... Si jamais j'exerce mes fonctions dans votre bureau, mon intention sera, je l'avoue, de faire cesser autant que je le pourrai l'abus
« qui s'est glissé dans les provinces de la généralité où il y a plus de
« 300 fiefs dont on ne voit de foi et hommage, ni aveu et dénombrement depuis 50 ans... ».

dépendaient. Par exception, un arrêt du 10 mai 1717 (1) ordonnait aux possesseurs de fiefs non titrés « dans « la mouvance du comté de la Marche de faire en personne « les actes qu'ils devaient à Sa Majesté à cause de son heu- « reux avènement à la couronne, par devant un des Tréso- « riers de France de Moulins » ; et ce dernier devrait se transporter, à cet effet, dans la ville de Guéret pour les y recevoir conformément à la coutume. Cet arrêt fut révoqué le 11 octobre 1723, sur ce dernier point : les vassaux prêteraient serment au Bureau et pourraient se faire représenter.

Cette dernière faculté était généralement accordée pour des « exoines légitimes » (2) d'une façon arbitraire. Un arrêt du 15 décembre 1733 ne l'autorisait que pour les vassaux demeurant au-delà de 5 lieues de la résidence du Bureau.

Dans ce dernier cas, le fondé de pouvoirs devait être spécial, et pourvu d'une procuration authentique qu'il déposait au greffe. Ce mandataire, ou le vassal lui-même, présentait aux Trésoriers une requête (3) pour être admis à la foi et hommage du fief dont il indiquait succinctement la situation et le titre de propriété.

Une ordonnance *ad hoc* communiquait cette demande au Receveur général des Domaines (ou à ses représentants, après 1771) pour le mettre à portée de réclamer au besoin contre les omissions et les usurpations, puis au Procureur du Roi. Le premier donnait son avis, le second des conclusions.

(1) C 223.

(2) C 138. Jurisprudence de la Chambre des Comptes.

(3) Correspondance avec le Bureau d'Orléans en 1774 sur les formalités à observer pour la réception des actes féodaux. C 258.

Foi et hommage de Pierre Duplessy, maître gainier à Moulins, du 13 décembre 1780, pour son fief de la Motte, paroisse de Chézy. C 225.

Si tout était régulier, le Bureau, par une nouvelle ordonnance, admettait le suppliant à se présenter devant lui « aux « fins de sa requête » à une date déterminée. A l'audience indiquée, un certain cérémonial se déroulait, celui de presque toutes les Compagnies.

Après lecture des pièces par le greffier, le « dict » du Receveur général, « le Procureur du Roi entendu, et en sa présence », le vassal, sans arme, ni éperons, ni manteau, ni gants, tête nue, sur l'invitation du Président se mettait à genoux devant lui et, les mains jointes entre les siennes (1) jurait de garder les chapitres de fidélité tant anciens que nouveaux et de ne faire faux aveu.

Il était alors déclaré reçu à la foi et hommage de son fief, à charge d'en faire son aveu et dénombrement dans les 40 jours ; si une saisie avait été faite, une ordonnance lui en donnait en même temps mainlevée. Un acte était dressé du tout, sur le registre du greffe et en deux exemplaires, sur parchemin timbré, signés des Trésoriers présents, de leur greffier, du Receveur général, du Procureur du Roi et du vassal ; l'un d'eux était remis à ce dernier (2).

Toutes ces formalités étaient indispensables. En 1780, un nommé Rochon de Valette, de la Haute Marche, ne présenta pas de requête et prêta son serment de fidélité devant la porte du Bureau, comme les usages le permettaient aux vassaux, en cas d'absence de leur seigneur. Le Procureur du Roi du Bureau considéra cet acte comme nul et refusa de

(1) A Riom « sur les Saints Evangiles », Everat, *op. cit.*, page 40. Foi et hommage de Jacques-Artaud d'Apchon, prêté au Bureau de Riom, le 30 août 1669, C 225.

(2) Lettre du Bureau à la Chambre des Comptes du 20 février 1742, C 134.

lever la saisie qui avait été faite. Miromesnil, alors garde des sceaux, approuva cette décision (1).

D'après un passage de Florent d'Argouges (2), il semble que l'Intendant assistait généralement aux réceptions des fois et hommages.

« Les Trésoriers de France, écrit-il en effet, reçoivent les
« fois et hommages dépendant des domaines de Marche et
« de la Tour Carrée de Saint-Pierre-le-Moutier. Les voyages
« que j'ai été obligé de faire jusqu'à présent m'ont empêché
« d'y être présent » (3).

52. — L'avéu et dénombrement.

L'avéu et dénombrement que le vassal devait donner ensuite, comprenait les noms et qualités de ce dernier, la désignation de son fief, de ses confins et de ses droits, son origine de propriété. Cet acte devait être dressé, par un notaire royal, affirmé devant ce dernier sincère et véritable et contrôlé (4). Si le vassal ne pouvait le présenter dans les quarante jours, il demandait un délai supplémentaire, « une souffrance » qui lui était accordée par ordonnance (5).

Le vassal devait en présenter trois expéditions au Bureau et lui en demander la réception par une requête comme pour la foi et hommage. Les Trésoriers en ordonnaient la lecture pendant trois dimanches consécutifs aux prônes des paroisses.

(1) Lettre du 27 mai 1780, C. 223.

(2) Florent d'Argouges, *op. cit.*, p. 17.

(3) C. 167.

(4) Lettre du 20 février 1742, acte de dénombrement du fief de Trezel, du 25 juillet 1786, par Messire Authier, comte de Villemontée, *Annales Bourbonnaises*, 6^e année, juin 1892, p. 177.

(5) Souffrance accordée à Mme de la Motte, pour le fief de Mariol dont elle doit le dénombrement. Lad. souffrance pour 1 an taxé 18 l., C. 130, du 30 novembre 1774.

ses situées dans l'étendue du fief et à trois audiences, tant de la juridiction royale dont il dépendait, que du Bureau des Finances lui-même. Les curés et les juges chargés de cet office certifiaient avoir fait les publications, au bas des trois expéditions et mentionnaient également les oppositions des Seigneurs dont les fiefs s'étaient trouvés compris à tort dans le dénombrement (1).

Une nouvelle ordonnance communiquait ces pièces au Receveur général et au Procureur du Roi, pour vérifier leurs énonciations sur les avis et conclusions de ces derniers, et après jugement des oppositions, l'aveu était déclaré reçu, ou blâmé pour irrégularité, dans ce dernier cas le vassal devait le modifier et le présenter de nouveau.

Lorsque le fief était de peu d'importance, la foi et hommage en servait parfois d'aveu (2).

Cette procédure était très coûteuse, le Bureau exigeait autant d'actes séparés qu'il y avait de fiefs et taxait ses épices d'après leur importance ; le montant élevé des frais attira, notamment en 1775, d'assez nombreuses plaintes aux Trésoriers (3).

(1) Jurisprudence de la Chambre des Comptes : « On ne peut « leur donner trop de publicité (aux aveux et denombrements) pour « que les vassaux ne comprennent pas dans leurs aveux des fiefs qui « relèvent d'autres Seigneurs et mettre ceux-ci à la portée de former « leurs oppositions ».

(2) Du 12 avril. « Foi et hommage d'une maison située en « cette ville où était anciennement un des fours banaux, près de « l'hôtel du Riau (?) par le sieur Philibert du Buisson, de Douzon, « employé pour aveu, taxé pour la foi 6 l., pour l'aven 9 l. ». C 130.

(3) Lettre du 7 juillet 1775, signée de Beaumont, adressée au Bureau, C 167. « Différents propriétaires mouvants du Roi, dans la « province de Bourbonnais ont porté des plaintes au Conseil sur « l'énormité des frais qu'on voulait exiger d'eux pour les actes de foi « et hommage qu'ils ont rendu à S. M., il paraît qu'on demande à « M. de Cazaubau, 360 l. pour la foi et hommage de sa terre de Saint-

La Chambre des Comptes devait renvoyer au Bureau pour être vérifiés les dénombrements des fiefs dont elle-même, le Chancelier ou le Roi recevaient les foies et hommages. Les Trésoriers mentionnaient sur leurs registres que les titulaires de ces fiefs avaient rempli leurs devoirs, ordonnaient les publications nécessaires et c'était d'après leurs rapports que la Chambre prononçait ou non la réception définitive.

53. — Envoi des actes à la Chambre des Comptes.

La Chambre des Comptes centralisait tous les actes de foi et hommage et les aveux et dénombrements des fiefs relevant du Roi. D'après le règlement de 1668 comme de 1688, le Bureau devait lui envoyer une exemplaire de chacun de ces actes, et le greffier de la Chambre des Comptes, donnait aux Trésoriers décharge de ces pièces sans frais ni vérification préalable.

Dès 1702, la Chambre des Comptes prétendit avoir le droit de rayer les gages des Trésoriers lors du jugement des comptes des Receveurs des Finances, faute de cet envoi, et de leur retourner les actes défectueux, avec des arrêts de réformation.

Une déclaration royale fut rendue dans ce sens le 18 juillet 1702. Le Bureau de Moulins protesta avec tous les

« Gérard, quoi qu'il n'ait payé en 1763 qu'une somme de 28 l....., « qu'on veut exiger autant d'actes particuliers qu'il y a de fiefs et « que cela n'a d'autre objet que de multiplier les frais. Ils ne doivent « que la bouche et les mains et non pas de pareilles impositions ». Lettre de Miromesnil au Procureur du Roi du Bureau, au sujet des réclamations du sieur Rochon de Valette, « tant sur la taxe des droits « exigés par le Bureau des Finances de Moulins, pour les réceptions « des foies et hommages que sur les formalités des réceptions....., je « suis convaincu que les réclamations sur le premier objet ne sont « point fondées ». *Ibid*,

autres ; mais, pour n'avoir pas satisfait à ces obligations en 1706, il dût présenter une requête à la Chambre, pour être déchargé de la radiation de ses gages (1). Enfin, excédé par les renvois fréquents de ses actes, pour les compléter, (2) il envoya M. Mars en députation à Paris. Celui-ci obtint un arrêt du Conseil, du 24 mars 1778, qui enjoignait aux deux juridictions adverses de remettre des mémoires pour parvenir à l'établissement d'un règlement entre elles. Mais il cessa de poursuivre cette affaire, faute d'avoir pu obtenir la collaboration des autres Bureaux (3).

En 1780, la Compagnie de Moulins proposa aux autres, par une circulaire du 14 octobre, de le déléguer à Paris, une seconde fois, pour cette affaire, comme pour celle du centième denier, sur l'annonce d'un projet du garde des sceaux, défavorable aux Bureaux. Plusieurs de ceux-ci acceptèrent, M. Mars se rendit à Paris en 1781, réunit des mémoires et continua son œuvre de 1776. Avant la fin de l'année, les Trésoriers de Moulins lui ordonnèrent de revenir, car leurs confrères n'avaient pas encore participé aux frais de sa députation. « Ils ne pouvaient faire seuls des dépenses pour « une affaire qui leur coûtait déjà 50 louis, où ils n'avaient « pas plus d'intérêts que les autres Compagnies » (4). Celles-ci se décidèrent à envoyer des subsides au député, car M. Mars ne rentra pas à Moulins.

Il n'obtint pas dans cette affaire un résultat favorable, car l'édit de mai 1783 remettait en vigueur les dispositions

(1) C 190.

(2) Jurisprudence de la Chambre des Comptes, C 138. Arrêts du 3 juin 1751, omission de communication au Receveur général, 5 juillet 1774, *idem*, 18 septembre 1773, etc.

(3) Circulaire du 14 octobre 1780, C 202.

(4) Circulaire du 22 mars 1781, C 190.

de la déclaration de 1702 (1). Certaines de celles-ci étaient encore aggravées ; ainsi les Bureaux devraient envoyer leurs actes au Procureur général de la Chambre qui en donnerait un certificat de décharge après vérification, à peine de n'être pas payés de leurs gages. L'édit de 1783 ne fut pas adressé directement au Procureur du Roi, mais par le Procureur général de la Chambre des Comptes « à son substitut du Bureau des Finances de Moulins » ; pour protester contre cette atteinte à un privilège qui leur était cher, les Trésoriers ne l'enregistrent pas. Leurs confrères d'autres généralités, auxquels ils demandent conseil, leur écrivent qu'ils ont agi de même et qu'ils n'enverront pas leurs actes à la Chambre. Pourtant, le Bureau de Moulins, par précaution, décide de se conformer aux anciens règlements en cette matière afin de « mettre ses gages à couvert », mais de refuser le certificat de décharge prévu, pour ne pas paraître se désunir des autres Compagnies (3) : son envoi fut accepté. Ce zèle ne lui servit point, et il lui fallut, en 1786, subir l'humiliation de présenter une requête à la Chambre des Comptes afin d'obtenir l'admission des copies de deux actes de foi et hommage, dont les originaux avaient été perdus, et obtenir mainlevée de la saisie de ses gages.

3° Gestion

A. — IMMEUBLES DOMANIAUX

54. — Procès-verbaux d'immeubles domaniaux.

Ils étaient dressés par les Trésoriers au cours de leurs chevauchées, ou bien par des Commissaires, désignés spé-

(1) Jurisprudence de la Chambre des Comptes, C 138.

(2) Lettre du 23 juillet 1783, C 261.

(3) Lettre de M. Mars, du 3 mars 1784, C 261.

ciement par le Bureau à la requête du Procureur du Roi, qui se transportaient sur les lieux avec ce dernier, un greffier et, « à leur suite », le premier huissier. S'il y avait lieu, les commissaires prenaient des experts dont ils recevaient eux-mêmes le serment (1).

Aucune procédure d'adjudication de biens domaniaux n'a été retrouvée, il est vraisemblable que le Bureau suivait en cette matière les règles indiquées pour les baux des fermes de droits municipaux.

B. — DROITS DOMANIAUX

55. — Droits d'aubaine, de bâtardise, etc.

D'après une ordonnance du Bureau du 23 décembre 1744, fixant les frais à prélever sur le produit de la vente des meubles d'un aubain, il est possible de voir quelle a été la procédure en cette affaire (2).

Le sieur Talbot Touchet « anglais de nation », de passage à Saint-Pierre-le-Moûtier, y était décédé à l'auberge du Cheval-blanc. Le Bailli fit apposer les scellés sur les bagages de l'étranger et, la succession paraissant revenir au Roi, avisa le Receveur général des Domaines. Celui-ci présenta requête au Bureau pour prendre les mesures nécessaires. Sur une ordonnance de soit communiqué inscrite au bas de cette demande, le Procureur du Roi prit ses conclusions. Suivant ces dernières, le Bureau rendit une ordonnance portant commission rogatoire au Bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier « pour « reconnaître et lever les scellés par lui apposés, à la charge « par le greffier du bailliage de rapporter ces actes en

(1) Procès-verbaux concernant le château de Moulins, Cf. n° 127.

(2) C 177.

« minute au greffe du Bureau ». De plus, tous les effets devraient être transportés « aux frais de la chose » à Moulins, pour y être vendus. Cette décision fut signifiée par un huissier du Bureau, au greffe du Bailliage, le 6 décembre ; le même jour, le Bailli dressa le procès-verbal de la levée de scellés et fit l'inventaire prescrit.

Le 14 suivant, les Trésoriers déclaraient sur les réquisitions du Procureur du Roi, « poursuites et diligences du sieur Bouis, Receveur général des Domaines, que les effets « délaissés par le sieur Talbot, anglais de nation, et non « régnicole, décédé à Saint-Pierre-le-Moûtier, appartenaient « par droit d'aubaine à Sa Majesté », et en ordonnaient « la « vente au Bureau, le lendemain 15, à deux heures après-midi, à l'effet de quoi, publication serait faite le jour même « et le lendemain, sauf à faire droit sur les oppositions ainsi « qu'il appartiendrait ».

Ce fut un huissier du Bureau assisté d'un de ses collègues, qui fit la vente et en dressa procès-verbal en présence du Procureur du Roi, du préposé du sieur Bouis et du greffier.

Les sommes dûes par le *de cujus* à l'aubergiste et les débours de Claude des Essarts « inspecteur des Domaines « du Roi en la généralité » pour la conservation des effets et leur conduite à Moulins, furent taxés sur requête des intéressés ainsi que les épices et salaires des greffiers, huissiers, etc., enfin le reliquat de la vente (soit 400 l. 9 s. sur 766 l. 13 s.) remis au Receveur général. Quant aux papiers écrits pour la plupart en anglais, appartenant au défunt, cotés et paraphés par les officiers de Saint-Pierre, ils restèrent déposés au greffe « pour y avoir recours s'il y échet ».

Le caractère principal de cette procédure est la participation du Receveur général. L'arrêt du 15 décembre 1728

rendu contre le Bureau de Riom au sujet d'une aubaine échue au Roi à Saint-Pourçain mentionne également que le Receveur général du Domaine de Riom remettra à son confrère de Moulins les deniers et autres effets dont il est dépositaire et provenant de la succession de l'aubain. Nous ne le trouvons pas, au contraire, dans le procès-verbal de l'inventaire et de l'apposition des scellés après le décès de Mme de Bianky arrivé à Moulins. Sur une réquisition du Procureur du Roi, le Bureau avait commis un Trésorier, M. de Saincy, qui se transporta au domicile de la *de cujus*, rue de l'Aumône (actuellement la rue des Potiers) à Moulins, puis au château de Seganges qui lui appartenait, avec le Procureur du Roi, le greffier et un huissier, donna acte des oppositions, dressa inventaire des objets mobiliers, apposa les scellés, retira les clefs des meubles et les remit au greffier (1).

Mais son absence pouvait s'expliquer par la crainte de déplaire au Prince de Condé, dans une affaire où un conflit avec l'engagiste était à prévoir (2).

§ 2. — Juridiction

56. — En Direction.

a) *La saisie féodale.*

Lorsqu'après un préavis du Procureur du Roi un vassal avait laissé passer le délai prévu pour présenter au Bureau

(1) C' 222.

(2) La charge de Receveur du Domaine et Bois n'était pas recherchée surtout pour cette dernière raison, « Il y a si peu « d'utilité, écrit Florent d'Argouges, que l'on ne pourrait la prendre « que pour des privilèges. Mais aussi l'embarras d'un compte à la « Chambre et la crainte de n'être pas agréable à M. le Duc de « Bourbon rebute tous ceux qui auraient dessein de l'acheter... ». Florent d'Argouges, *op. cit.*, p. 15-16.

sa foi et hommage, celui-ci pouvait à la requête du Parquet ordonner qu'il serait procédé à la saisie féodale de son fief par un huissier commis à cet effet et assisté de deux témoins. Le Receveur des Domaines devait alors percevoir les fruits de la terre frappée de cette mesure. Comme nous l'avons vu, la mainlevée de la saisie était donnée par les Trésoriers dans l'acte de réception de la foi et hommage.

b) *Juridiction relative au paiement des charges domaniales.*

Les requêtes relatives au paiement des charges domaniales étaient jugées par les Trésoriers au vu des titres des créanciers et de l'avis du Receveur des Domaines.

57. — Juridiction au Contentieux.

a) *Juridiction relative aux aveux et dénombrements.*

En matière féodale, le contentieux proprement dit était limité au jugement des oppositions aux aveux et dénombrements. Une ordonnance « d'avant dire droit », rendue à la requête du Procureur du Roi, assignait les opposants au Bureau ; les Trésoriers jugeaient les « moyens » des parties sur plaidoiries et mémoires. Après l'avis du Receveur général et les conclusions du Procureur du Roi, ils rendaient une ordonnance de blâme ou de réception.

b) *Contentieux des droits domaniaux.*

Comme on l'a vu, le Bureau jugeait les oppositions formées par les créanciers des successions revenant au Roi par aubaine ou déshérence, il exerçait cette juridiction comme un tribunal de droit commun.

Les instances relatives au paiement des droits domaniaux ordinaires étaient poursuivies, suivant le mode de perception de ceux-ci, par les fermiers du Domaine ou le Rece-

veur général. Ces derniers avaient comme leurs adversaires un Procureur qui faisait les actes de procédure, mais en outre le Procureur du Roi poursuivait également pour eux et toutes les pièces du procès devaient lui être communiquées.

Sauf ce caractère particulier, le Bureau suivait les usages des Tribunaux ordinaires.

La procédure débutait par une requête adressée à « Messieurs » ou à « Nosseigneurs les Présidents Trésoriers de « France » où le demandeur constituait un Procureur, exposait les faits et suppliait le Bureau de lui permettre d'assigner le redevable.

« Commission aux fins de la requête » était donnée au bas de cette pièce. En vertu de cette ordonnance, le demandeur assignait le défendeur à comparaître, généralement dans les trois jours.

L'exploit contenait toutes les indications qui sont encore exigées aujourd'hui pour les ajournements : énonciations de qualités, élection de domicile, constitution de Procureur, motifs de la demande, etc.

Chaque partie envoyait des mémoires sous forme de requêtes au Bureau, ce dernier en donnait acte et en ordonnait la signification au Procureur de l'adversaire. Celle-ci se faisait par acte d'huissier (appelé maintenant, de Palais).

Des avenirs étaient échangés pour plaider, des défauts, faute de comparaître, étaient pris.

A l'audience, après les plaidoiries des deux Procureurs, les conclusions du Procureur du Roi, les Trésoriers prononçaient, sur le siège, si l'affaire était simple, ou bien ordonnaient que les parties « seraient appointées en droit, à « écrire et produire », dans certains délais, au rapport de l'un d'eux. Les pièces devaient être remises à ce dernier qui

dirigeait désormais la procédure, ordonnait des enquêtes, des interrogations de témoins qui pouvaient être faites « en « son hôtel ». Quand « l'appointement » était en état, le sac renfermant les divers actes, était communiqué au Procureur du Roi qui concluait. Le rapporteur exposait l'affaire au Bureau réuni en Chambre du Conseil, l'avis était pris à la majorité des voix, et la sentence définitive lue à une audience suivante du Domaine.

Des incidents pouvaient se produire : jonction d'instance, prise de fait et cause, et, en général, tous ceux de la procédure actuelle.

DEUXIEME PARTIE

LES FINANCES

I. — FINANCES GÉNÉRALES

58. — Caractère de décentralisation de l'organisation financière.

Lorsque les revenus du Domaine constituaient seuls les ressources du Roi, les Trésoriers de France en avaient l'administration et la juridiction.

Mais les besoins s'accrurent, et, en 1356, les Etats généraux ordonnaient des levées d'impôts et nommaient pour présider à leur répartition et perception des Commissaires généraux.

Ces délégués des Etats devinrent sous Charles V des agents royaux : les Trésoriers généraux des Finances ; et plus tard Charles VI divisa leurs fonctions entre les Trésoriers sur le fait de la justice et les Trésoriers sur le fait des finances.

Les premiers formèrent la Chambre du Trésor et la Cour des Aides, les seconds furent réunis aux Trésoriers de France en 1551, et devinrent plus tard les membres des Bureaux des finances de Henri III (1).

(1) Rodolphe Dareste. *La Justice administrative en France*, p. 21 à 31. Préambule de l'Edit d'avril 1627.

Ainsi s'explique le pouvoir des Trésoriers de France généraux des Finances, comme le caractère décentralisé de l'organisation financière. Le Trésorier unique, établi dans chacune des diverses circonscriptions, administrait les finances, les deniers royaux, comme le Domaine du Roi, avec les pouvoirs les plus étendus.

Toute « généralité » avait ses dépenses et ses recettes particulières, l'excédent seul revenait à l'Epargne ; suivant l'expression de M. de Grimouard, elle formait « un véritable état tributaire ». Le Roi, en effet, lui permettait d'avoir certaines ressources, lui faisait payer certains créanciers ; et, quant au reste, ne demandait qu'à en recevoir le maximum de subsides, sans suivre aucun plan d'ensemble rigoureux.

SECTION I. Compétence

§ 1. — Direction

A. — RECETTES

Les pouvoirs des Trésoriers évoluèrent d'une façon différente en matière de recettes et de dépenses.

1° Impôts indirects

59. — Disparition rapide de la compétence des Trésoriers.

Ils eurent à l'origine, suivant M. de Grimouard, la surveillance du recouvrement des aides, des traites, et des gabelles.

Aucune trace de l'exercice de ces attributions n'a été retrouvée dans les archives du Bureau de Moulins. Les Trésoriers durent en être rapidement dépossédés par la création d'institutions spéciales : les bureaux des aides et des trai-

tes, les greniers à sel, qui, placés d'abord sous leur autorité, dépendirent finalement des Intendants. Ils ne gardèrent plus en cette matière que le pouvoir d'enregistrer les baux de ces divers impôts (1).

Peut-être faut-il voir également l'exercice d'un droit de remontrances dans une protestation qu'ils adressèrent en 1783 à M. d'Ormesson, contrôleur général, contre un édit portant création de deux nouveaux « greniers d'impôts » en Bourbonnais, à Souvigny et au Donjon (2).

2° Impôts directs

Les impôts directs créés postérieurement à l'institution du Bureau, la capitation, le dixième et les vingtièmes, furent placés sous la direction complète des Intendants.

60. — Les Tailles.

Seule, la taille, augmentée du taillon et solde et autres accessoires, resta de la compétence des Trésoriers, surtout pour son assiette ; compétence partagée, il est vrai, avec les Commissaires départis.

a) *Etablissement des rôles des tailles : les brevets des tailles, les commissions, les départements.*

L'établissement des rôles des tailles donnait lieu à quatre répartitions successives : entre les généralités, les élections, les paroisses et les habitants.

Le Conseil du Roi effectuait la première et indiquait au Bureau, par le « Brevet de la Taille », le contingent global à

(1) Registre de présence, C 125, du 1^{er} mars 1662. « Enregistrement « du bail des aides pour neuf années, taxé à la somme de neuf « cents livres », *idem*, pour le bail des gabelles enregistré gratuitement.

(2) C 163.

imposer dans son ressort, les deux autres étaient en partie de la compétence des Trésoriers et la quatrième revenait aux collecteurs (1).

Dès 1459, une ordonnance de Charles VII (1) enjoignait aux élus de remettre aux généraux des Finances des renseignements sur les facultés de leurs élections, « afin qu'ils « puissent avertir le Roi et ceux de son Conseil, pour ensuite « distribuer et départir justement et également sur chaque « pays la portion, qu'il devra porter, de la taille... ».

Les Trésoriers devaient, eux aussi, présenter au Conseil leurs observations sur l'état des différentes élections de leur généralité et indiquer les sommes que chacune d'elles pourrait supporter du montant de l'imposition (2). L'Intendant envoyait également son avis à ce sujet et, d'après Le Vayer, celui-là seul était ordinairement suivi (3).

Le Conseil arrêtait ensuite une répartition définitive (4), et des lettres patentes du Roi, « les commissions des tailles » enregistrées et rendues exécutoires par le Bureau, mandaient au Commissaire départi dans la généralité, aux Trésoriers et aux élus, « d'avoir à imposer et « faire lever dans chaque élection, la somme ainsi déterminée ». Elles « ordonnaient » également « de procéder au « département de cette dernière sur les villes, bourgs et « paroisses » (5).

Au début, les membres du Bureau présidaient à cha-

(1) Guyot. *Répertoire de jurisprudence*, édition in-8°, v°, Tailles.

(2) Avis du 17 août 1762, C 237.

(3) Le Vayer, *op. cit.*, p. 142. Avis de Le Vayer au Contrôleur général sur les récoltes des élections de Montluçon, Evaux, Guéret, du 9 octobre 1696. De Boisliè. *Corresp. des Contr. gen.*, T. I., p. 434.

(4) Elle avait été jusqu'à Richelieu l'œuvre des Trésoriers seuls (Marion, *les impôts directs sous l'ancien régime*, p. 4).

(5) C 132. Enregistrement des lettres patentes du 12 octobre 1758.

cune de ces répartitions, faites par quelques-uns d'entre eux seuls avec les élus. Mais, dès 1643, les Intendants leur furent adjoints et travaillèrent à en obtenir la direction exclusive (1).

En 1656, les commissions des tailles enjoignaient à ces derniers seulement, de procéder aux départements avec les élus..

Un arrêt du Conseil de 1657 (2) maintint le Bureau dans sa compétence primitive, sans changer, toutefois, la nouvelle formule des lettres patentes (3).

Enfin, une délibération de 1663 donnait voix prépondérante au commissaire départi et, en 1668, les élus de Moulins, peut être sur ses instigations, contestèrent aux Trésoriers le droit de procéder aux départements. Ceux-ci présentèrent une requête au Conseil contre cette prétention, un arrêt du 22 décembre 1688 (4) renvoya l'affaire devant l'Intendant ; il en profita pour les exclure des opérations de département.

Les Trésoriers n'étaient pas rentrés en possession de leur compétence lorsque Florent d'Argouges écrivait son « procès-verbal » vers 1682 (5), et, douze ans plus tard, Le Vayer (6) mentionnait encore qu'ils n'assistaient pas aux départements des tailles.

(1) Délibération du 16 avril 1643. Lettre de L'Averdy. C 244.

(2) C 236.

(3) C 132. Lettres patentes du 12 octobre 1758. « Il sera procédé par « mondit sieur de Berulle, au Bureau de ladite élection avec les « officiers, sur lesquels notre voix prévaudra, le plus justement et « également que faire se pourra, par un seul département sur les « villes, bourgs et paroisses qui en dépendent.... ».

(4) C 141.

(5) Procès-verbal de la généralité de Moulins, p. 8 et 9.

(6) Le Vayer, *op. cit.*, p. 142.

La déclaration du 12 juin 1706 leur rendit enfin cette fonction.

La répartition des impôts entre les habitants échappait complètement aux Trésoriers. Les élus et les intendants en avaient exclusivement la surveillance.

Le seul pouvoir, bien minime du reste, accordé au Bureau en cette matière, était celui d'enregistrer les lettres de noblesse qui exemptaient leurs bénéficiaires de la taille (1).

b) *Le recouvrement.*

La direction du recouvrement appartenait également aux commissaires départis après avoir été, au début, entre les mains des Trésoriers.

En 1649, pourtant, ce fut encore à eux que le Roi s'adressa pour arrêter une sorte de révolte contre l'impôt dans une partie de la généralité. Certaines paroisses refusaient de payer leurs tailles, quelques-unes avaient même pris les armes contre les huissiers chargés d'opérer des saisies. Louis XIV décida « de les réduire par la force dans leur devoir » ; il ordonna aux Trésoriers d'indiquer aux Gouverneurs du Bourbonnais, de la Marche et du Nivernais « les « lieux les plus désobéissants » et qui avaient commis quelques excès contre « les envoyés pour le fait des tailles », afin d'y loger quelques-unes de ses troupes en quartiers d'hiver. Ils devaient faire auparavant, tout ce qui dépendrait d'eux, pour en ramener les habitants à l'obéissance par les voies ordinaires ; car le logement des gens de guerre « ne peut que « beaucoup fouller (*sic*) les lieux où ils iront ». Enfin, si

(1) C' 132. Enregistrement de plusieurs de ces lettres.

cette extrémité devenait nécessaire, il appartiendrait encore au Bureau de tenir la main à la discipline (1).

En 1713, il reçut une autre mission moins pénible, mais causée également par la misère des populations. Pour ne pas payer d'impôts, les propriétaires de biens ruraux avaient abandonné leurs terres. Afin de remédier à cette situation, un édit du mois d'octobre permit aux Trésoriers d'adjuger la jouissance de ces dernières, si la culture n'en était pas reprise avant le 1^{er} mars 1714 (2). Sur le montant du fermage, les tailles et autres impositions, dûes pour ces héritages, seraient prélevées en premier lieu, et le reste reviendrait au propriétaire, déduction faite des frais.

Quelques baux de ce genre furent ainsi faits, dans la généralité, mais lès Intendants enlevèrent vite ce pouvoir au Bureau.

La même situation se reproduisit en 1747, alors qu'une maladie épidémique régnait depuis deux ans sur les bêtes à corne du Bourbonnais et du Nivernais. Des domaines restaient en friche faute de chevaux pour remplacer les bestiaux de labour. Les Trésoriers proposèrent alors au Contrôleur général Machault de leur accorder la même autorisation qu'en 1713. Il la leur refusa « pour ne pas alarmer la Province » mais, ajoutait-il, « si son état exige que l'on ait recours à des moyens de cette espèce, il vaut mieux que ces adjudications se fassent sur les ordres de M. l'Intendant, ainsi que cela s'est pratiqué depuis que l'attribution qui vous avait été donnée à cet égard n'a plus eu lieu » (3).

(1) Bibliothèque Nationale, Fonds français, n° 4.180, f° 202, du 7 décembre 1649.

(2) C 137.

(3) C 243, lettre du 12 avril 1747.

c) Surveillance des agents financiers.

Tous les agents financiers de la généralité étaient, en principe, sous la direction des Trésoriers.

Ces officiers, ceux des élections, des greniers à sel (1), le receveur général des finances, les receveurs de toutes les diverses impositions (2) devaient prêter serment au Bureau, jurer en particulier d'exécuter ses ordonnances. Après ces formalités seulement, ils étaient déclarés « reçus en leur « office » (3), toutes particularités qui marquaient bien leur subordination.

Cette dernière, effective au début, devint vite purement théorique. « Nos charges, écrivaient les Trésoriers de Mou-
« lins en 1662 (4), sont tombées dans la dernière décadence
« et dans le mépris de tous les officiers qui en dépendent,

(1) C 137. Le grenier à sel de Guéréty dépendait de la Direction des Gabelles de Bourges, après un conflit avec le Bureau de cette dernière ville, un arrêt du Conseil du 10 mai 1749, ordonna « que les
« pourvus d'office dans les greniers à sel, seraient à l'avenir adres-
« sés aux Cours des Aides d'où ils ressortissent et aux Trésoriers de
« France de la généralité dans toute l'étendue de laquelle se trou-
« vent situés les dits greniers à sel et que les dits officiers seraient
« tenus d'y prêter serment et d'y faire enregistrer leurs provisions ». Correspondance avec Necker en 1779, au sujet de l'affaire.

(2) C 127. Mention de plusieurs réceptions et d'enregistrements des lettres de provisions.

(3) C 263. Formule de serment, le Président du Bureau disait au nouveau promu : « Nous avons examiné les provisions qu'il a plu
« au Roi de vous accorder de l'office de..... ensemble la requête
« tentante à prestation de serment. Vous jurez et protestez de bien
« et fidèlement remplir les fonctions de votre office, d'exécuter les
« édits, déclarations et arrêts du Conseil, ainsi que les ordonnances
« du Bureau.... En conséquence du serment que vous avez présente-
« ment, prêté, nous vous recevons en votre office de..... ».

Cf. C 128 du 6 avril 1741.

(4) Lettre au Contrôleur général, du 17 décembre 1662. Bibliothèque Nationale. Fonds français. Anciens fonds, y. 14, m. s. 481, n° 283, f° 374.

« par la présence des Commissaires départis », et ils insinuaient « qu'il ne fallait pas chercher ailleurs pourquoi de « petits commis aux recettes s'étaient, pendant les dernières « années, enrichis au détriment des affaires du Roi et à la « ruine entière du peuple ».

Ces plaintes étaient certainement exagérées, mais, en fait, la direction du Bureau, d'après les documents recueillis, n'apparaît pas, en ce qui concerne les élus et les officiers des greniers à sel.

Elle ne semble s'être exercée que sur les comptables des tailles comme de toutes les autres impositions, et d'une façon peu active seulement.

Parmi ceux-ci, le Receveur général des Finances, dont l'office était primitivement adjudgé devant le Bureau (1) avait une place à part. Comme son collègue des Domaines, il siégeait au Bureau et pouvait requérir l'intervention de ce dernier (2). Au surplus, il était soumis aux mêmes obligations que les autres receveurs. Les Trésoriers leur accordaient la permission de commettre un fondé de pouvoirs pour

(1) Cf. de Grimouard, p. 46, C 125. « Du XIII mars 1663, dudit « jour a été résolu d'expédier commission pour la récepte générale « du taillon et pour la recette générale de la solde de l'année présente 1663, à M. Challié (?) sous la caution de M. Anthoine Toudaud (?)... lequel en fera sa soumission au greffe... Taxé par délivération de la Compagnie à la somme de deux cent cinquante « livres.... ».

En marge est écrit :

« Cette commission a été depuis résolue être délivrée à Aymé Jacob sous la caution de M. Bon Jacob... ».

(2) Guyot, édition in-8°, t. LII, v°, Receveurs. Une déclaration du 18 février 1576 ordonna que les Receveurs généraux des Finances jouiraient des mêmes privilèges que ceux dont jouissent les Trésoriers de France généraux des Finances.

exercer leurs charges (1), cotaient et paraphaient leurs registres, visaient leurs contraintes, surveillaient l'état de leur caisse, et vérifiaient leurs comptes. Cette dernière fonction appartenait aux généraux des finances, tenus, par une ordonnance de 1544, à assister à la vérification des comptes des receveurs « touchants les Finances » afin de voir s'ils « s'étaient bien ou mal comportés » (2).

C'est à la même époque que remontaient les pouvoirs des Trésoriers en cas de décès ou de fuite des comptables. Ils devaient alors pourvoir à faire assurer le recouvrement des impositions, apposer les scellés, procéder à la vérification de leur situation, et, s'il y avait lieu, à l'inventaire et à la vente de leurs effets.

En 1772, l'exercice de ces fonctions fut contesté en vain au Bureau par les officiers de l'élection de Gannat après le décès d'un Receveur des tailles (3). Cependant, lorsque le successeur de ce dernier, vint à prendre la fuite en 1778, laissant « un débet assez considérable », Necker reconnut aux mêmes élus la connaissance, en première instance, du procès criminel de ce délit, et le Bureau dut se borner, après avoir levé les scellés, à la vérification de la comptabilité.

Sa compétence en cette matière, fut grandement diminuée par l'édit du mois de janvier 1782 ; il supprimait en effet,

(1) « Enregistré la procuration du sieur Lamouroux, receveur général qui commit le sieur Cavalier de pour luy et en son nom recevoir le fond de la recette générale des finances, présenter et affirmer les Etats au vray en ce Bureau, en date du 1^{er} mars 1731. Signe Lamouroux, Caron et Bohtemps, notaires au Châtelet de Paris, par délibération de la Compagnie, gratis ». Autres enregistrements semblables, C 129, du 4 novembre 1769, 9 mai 1770, etc.

(2) C 158, suite d'extraits d'ordonnances relatives aux finances.

(3) Correspondance avec Necker, en 1779, au sujet de l'affaire Franquat, C 246.

les receveurs des tailles et des impositions, pour les remplacer par des « receveurs particuliers des finances royales », dont il donnait la direction aux Elus, à charge d'appel aux Cours des Aides (1).

Les Trésoriers de Moulins, comme ceux des autres généralités, protestèrent sans résultats contre cette disposition obtenue par les Cours des Aides, jalouses de leurs pouvoirs.

**61. — Deux impôts directs spéciaux confiés aux Trésoriers :
Les Etapes et les Subsistances.**

a) *Le service des Etapes.*

On appelait étapes les distributions de vivres faites aux troupes en marche, comme les lieux où elles stationnaient (2).

Ces fournitures étaient d'abord réquisitionnées par les commandants des troupes et parfois par les soldats eux-mêmes, mais de bonne heure, on essaya de réglementer cette imposition spéciale et d'y faire contribuer la généralité toute entière. Le service des étapes fut organisé et une grande part en revint aux Trésoriers. L'année même de leur institution à Moulins, d'après M. Baer (3), ces derniers mirent à la charge de cette ville, dans une répartition pour la nourriture d'une armée, 20 muids de blé et 10 d'avoine, centralisés dans deux magasins à Moulins même et à Montluçon. La gestion de ces dépôts fut attribuée au Bureau et aux Lieutenants généraux des gouverneurs.

b) *Les Subsistances.*

Lorsque les troupes se trouvaient en quartiers d'hiver

(1) Cf. Guyot. *Répertoire de jurisprudence*, édition in-8°, t. II, v°, Receveurs particuliers.

(2) Guyot, in-8°, t. 23, v°, Etapes.

(3) M. Baer, *Institutions municipales de Moulins*, p. 441.

leur subsistance dût être également fournie par la généralité.

Des lettres patentes de Louis XIII du 26 août 1639 confiaient aux Trésoriers de Moulins l'imposition « de la subsistance des gens de guerre ». Un mémoire du Bureau de 1644, rapporte « qu'en exécution d'icelle commission », ses membres « firent ledit Département et pour cet effet subdéléguèrent aucuns d'entre eux qui se transportèrent aux élections desquelles la généralité est composée, assistés de leurs greffiers avec grands frais » (1). Un arrêt du Conseil du 9 mai 1640 leur confia la même mission (2).

De même, lorsque Louis XIV envoya des troupes, en 1649, dans certaines paroisses de la généralité pour en faire rentrer l'impôt, il manda aux Trésoriers de veiller à la fourniture « des étapes », pour ôter par là aux gens de guerre « tous les prétextes que la plupart prendraient pour vivre « dans le désordre » (3).

Pour les deux impositions, étapes et subsistances, le Bureau dressait des rôles de répartition de concert avec les municipalités.

c) Disparition de la compétence des Trésoriers.

Par la suite, les Etapes furent adjudgées à des entrepreneurs : « les Etapiers », qui se chargeaient d'effectuer les fournitures nécessaires à un tarif fixé. Ces marchés furent faits par les Intendants et le montant réparti chaque année avec les accessoires de la Taille (4).

En matière de subsistances, la compétence du Bureau

(1) C 193.

(2) C 172.

(3) Bibliothèque Nationale. Fonds Français, lettre du 7 décembre 1649, citée n° 183 (b), note 1.

(4) Commissions des Tailles, C 134.

passa aux Intendants, et les villes s'imposèrent elles-mêmes pour s'en acquitter au moyen de taxes d'octroi (1).

62. — Les Décimes ecclésiastiques.

D'après M. de Grimouard (2), les Receveurs des décimes ecclésiastiques furent jusqu'au 18^e siècle sous la dépendance des Trésoriers, mais rien de semblable n'a été retrouvé pour le Bureau de Moulins.

B. — DÉPENSES

63. — Caractère particulier de l'assignation des dépenses.

C'est en cette matière que les Trésoriers avaient conservé, peut-être, les pouvoirs de Direction les plus étendus, ils étaient réellement des ordonnateurs secondaires, comme pour les charges domaniales. A ce sujet, non seulement la généralité, mais encore chaque service était autonome, les dépenses du Domaine s'acquittaient sur les revenus de ce dernier, celles qui concernaient les finances et les travaux publics étaient assignées sur les tailles et une partie de leurs accessoires, celles des maréchaussées, sur le taillon et solde, et enfin, les frais d'exploitation des forêts sur les ventes de bois.

64. — Les Etats.

Les budgets de chacun des fonds s'appelaient les Etats : Etats du Domaine, « du Roi des Finances », du taillon et solde, des Bois.

Chaque année, les Trésoriers envoyaient au Conseil les

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 169.

(2) *Op. cit.*, p. 40.

« états par estimation », évaluation des charges à supporter par chaque nature de recettes.

En cette matière leur rôle était de veiller à ce qu'il fût régulièrement fait emploi, au nom des véritables ayants-droit, des sommes dues par le Roi, comme les arrérages de rentes, gages, etc... Cette fonction qui appartenait déjà aux anciens généraux des finances (1), passa en 1706, comme on l'a vu, à un Conservateur provincial dont l'office fut réuni à la Compagnie dès 1707.

Le Conseil arrêtait définitivement ces projets et envoyait aux Trésoriers des Etats définitifs, indiquant les recettes et les dépenses à effectuer à chaque titre (2).

Des extraits en étaient ensuite remis par le Bureau au Receveur général intéressé, pour les comptables sous ses ordres, « afin de les conduire dans leurs paiements » (3).

C'était là, de la part des Trésoriers, un véritable ordonnancement secondaire des dépenses.

(1) Bodin. *Les six livres de la République*, édition in-4^o, Paris 1578. LVI. « Il a été bien sagement ordonné, en ce « royaume, que chacun an, les généraux des finances enverraient « au Trésorier de l'épargne deux états de finances de chaque généralité : l'un par estimation, au premier jour de l'an, l'autre au « vrai de l'année précédente ; et, en cas pareil, que le Trésorier de « l'épargne ferait aussi deux états abrégés des finances en général, « afin que le Roi et son Conseil puissent connaître à vue d'œil le « fonds des finances et par icelui régler : les dons, les bienfaits et la « dépense ».

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 139. « Les fonctions des Trésoriers sont « comme partout ailleurs (ils sont) en possession de recevoir tous les « ans les quatre états du Conseil, le premier l'état du Roi des « Finances qui comprend la recette de toutes les impositions de chaque élection et la dépense des charges assignées sur icelles. Et « de leur côté, les officiers du Bureau envoient au commencement de « chaque année, au Conseil, des états qu'on appelle, par estimation, « des charges que les Etats du Roi : des finances, du taillon, des « bois et des domaines, doivent comprendre... ».

(3) C 170, Lettre du 19 février 1708.

Enfin, ils visaient les mandements de l'Epargne, et réordonnançaient les arrérages de rentes échus et non payés.

Lorsque les rentes furent remboursées, en 1627 et en 1664, ils furent chargés d'en dresser les états et de tenir la main à leurs paiements « à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms » (1).

A la fin de chaque année les comptables devaient leur rendre compte de ces dépenses ainsi que de leurs recettes par un état dit « au vrai » vérifié par le Bureau et arrêté définitivement par la Cour des Comptes.

65. — Dépenses des Etapes et des Subsistances.

En ce qui concerne les Etapes, ils en surveillaient au début les dépenses comme les recettes. Lorsqu'elles furent adjugées, ils perdirent une partie de leurs pouvoirs de direction dans les répartitions, mais ils gardèrent par contre la vérification des comptes des étapiers. Cette opération était faite par un membre du Bureau, et, suivant Le Vayer, « conjointement et subordinairement avec l'Intendant » (2).

Le Roi désignait d'abord ce commissaire, puis il érigea cette fonction en office par les deux créations de 1696 et de 1706 (3). Ces charges furent réunies à la Compagnie des Trésoriers et ces derniers commirent désormais eux-mêmes l'un d'entre eux pour vérifier et liquider les comptes des étapes.

Les dépenses des subsistances échappèrent à leur direction en même temps que les recettes.

(1) C. 233.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 141.

(3) Le commissaire général pour la vérification du compte des étapes et l'auditeur rapporteur, numéro 10 (d).

§ 2. — Juridiction

A. — RECETTES

On distinguait la juridiction en direction et en matière contentieuse, pour les finances comme pour le domaine et d'après le même principe.

66. — Juridiction en direction.

a) *Les frais de recouvrement.*

En ce qui concernait les recettes, le Bureau n'avait pas à exercer de véritable juridiction en direction. Une ordonnance du 11 mars 1768 semble pourtant donner ce caractère au pouvoir accordé aux Trésoriers par l'arrêt du 12 février 1633, d'après lequel ils devaient vérifier les frais de recouvrement des Receveurs pour s'appliquer à leur diminution et surveiller l'exécution de leurs contraintes (1). Cette fonction paraît pourtant peu juridictionnelle.

b) *Les procès au criminel des comptables échappaient à la compétence du Bureau.*

Contrairement à ce qui avait lieu pour les comptables domaniaux, le Bureau ne pouvait pas poursuivre au criminel leurs collègues des finances qui se trouvaient en déficit.

Lorsque le Receveur des tailles de Gannat prit la fuite, en 1778, les élus revendiquèrent la connaissance de cette affaire, et leurs réclamations furent appuyées par Necker. Par une lettre du 28 janvier 1779 (2), ce dernier renvoyait les Trésoriers aux dispositions de la déclaration du 24 juin 1500, des édits de mars 1551, janvier 1598, de l'arrêt

(1) C 215. D'après les termes de l'ordonnance, le Roi, dans ce cas, « protégeait le faible et l'opprimé » et prévenait les plaintes que ce dernier n'avait pas « la force de faire entendre dans un tribunal » contentieux ».

(2) C 246.

du 17 juin 1660. « Vous y verrez, leur disait-il, que les matières criminelles appartiennent en première instance aux officiers des élections, et par appel aux Cours des Aides, or, dans la circonstance actuelle, c'est un procès criminel à instruire contre le sieur Franquet qui est absent, et qui a emporté les deniers royaux. C'est donc à l'Election à connaître de ce délit et à faire le procès au comptable ». Il leur recommandait en outre de ne pas retarder plus longtemps les opérations de l'Election de Gannat déjà saisie et qui avait même « décrété et fait emprisonner le commis du sieur Franquet » (1).

Le Bureau se soumit et se borna à l'examen de la comptabilité.

c) Les Etapes.

La perception des impôts affermés ne comportait pas une juridiction en direction, seules les contestations soulevées au sujet des étapes, avant qu'elles ne soient adjugées, et des subsistances primitives, furent à ce titre de la compétence des Trésoriers. (2).

67. — Juridiction au contentieux,

Leurs pouvoirs de juridiction contentieuse consistaient à recevoir et à juger les oppositions faites par les créanciers des comptables en fuite ou en faillite, sur les biens de ces derniers (3).

(1) Par sentence des officiers de l'élection de Gannat du 4 mars 1780, Nicolas Franquet, contumax, convaincu du détournement de 129.758 l. 8 s. 1 d. des deniers du Roi, fut condamné à être pendu, cette exécution devant se faire « par effigie », et son commis Nicolas Doré à être admonesté. Un arrêt de la Cour des aides du 4 mars 1780 confirma ces décisions. C supplément.

(2) Lettres patentes du 26 août 1639, C 193, et mémoire cité, ordonnance du Bureau du 14 janvier 1643.

(3) Affaire Franquet, C 246.

B. — DÉPENSES

68. — Juridiction en direction, et au contentieux.

Les Trésoriers exerçaient la juridiction des contestations relatives aux paiements qu'ils ordonnaient ; ils connaissaient ainsi des saisies formées sur les « Etats » (1).

Leurs attributions ne s'étendaient pas au jugement des difficultés de droit commun qui pouvaient s'élever au sujet des dépenses.

SECTION II. — Procédure

§ 1. — Direction

A. — RECETTES

69. — Etablissement des rôles des Tailles.

a) *Les Chevauchées.*

Chaque année, dans le courant de l'été, le Bureau recevait le Brevet des tailles de la généralité, il était accompagné d'une lettre du Roi, ou d'un Intendant des finances, qui mandait aux Trésoriers de donner leur avis sur la répartition de ces impôts (2).

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 140.

(2) C 237. « Avis du 11 septembre 1761. Avis des Présidents Trésoriers de France et généraux des Finances, Chevaliers, Conseillers du Roy, Grands Voyers, en la généralité de Moulins, sur les impositions d'un million 727.680 l. 14 s. 8 d. qui doit être imposé l'année prochaine, 1762, sur les sept élections qui composent cette généralité, conformément au brevet détaillé arrêté au Conseil le 15 février dernier et la lettre de cachet de Sa Majesté du même jour pour lequel avis est fait d'après les procès-verbaux dressés au bureau de chaque élection par les commissaires du Bureau des Finances, sur le rapport qui leur a été fait par les officiers des élections du produit des biens de la terre de la présente année 1761 ».

Observations générales sur les seigles, le froment, le foin, les

Pour obéir à cet ordre, ils désignaient entre eux des commissaires chargés de se transporter aux bureaux des élections et de s'enquérir de la situation agricole (1) de chacune d'elles.

Au cours de ces inspections qualifiées de *chevauchées* les élus leur présentaient les procès-verbaux dressés par eux-mêmes de l'état des paroisses de leur ressort. Les commissaires condensaient tous ces renseignements, relataient le

avoines, les vignes, les glands, « Les fruits d'hautes branches », le commerce des bestiaux.

Election de Moulins : état des seigles, des froments, orges et avoines, vignes, foin, mention des paroisses grêlées. Nevers, indications des incendies. Mêmes renseignements pour les élections de Montluçon, Gannat, Guéret, Evaux, Château-Chinon.

« Il résulte de ces observations que l'élection de Gannat est celle « dont la récolte a produit plus abondamment, et que l'on pourrait « augmenter l'imposition de la somme de 3.000 l. et diminuer la somme « de 1.000 l. sur celle de Guéret et 2.000 l. sur celle de Moulins. Fait « et arrêté au Bureau des Finances de Moulins ce 11 septembre 1761 ».

Suivant un procès-verbal du 24 juin 1678, un paquet « du denier « ordinaire » adressé aux Trésoriers du Bureau, et que le courrier de la généralité ne voulait pas délivrer gratuitement, contenait : « une « lettre de cachet signée Louis, et plus bas Colbert, du 17 juin 1678, « pour la diminution de 6 millions sur les tailles de l'année pro- « chaine et un extrait du brevet de la taille de l'année prochaine, « revenant à la somme de 1.300.000 l., signé Louis, et plus bas Colbert, « et une lettre de M. Marin, Intendant des finances, pour donner « notre avis sur icelui, de lui signée, le 20 juin dudit an ». C 153.

(1) « Aujourd'hui 17 août 1762, nous Présidents Trésoriers de France étant assemblés au Bureau à la manière acoutumée. Vu l'extrait du brevet au Conseil le 13 juillet dernier pour la levée des tailles, taillon, solde et autres impositions pour l'année 1763, fixées à 1.727.421 l. 15 s. 6 d. et la lettre du Roy, à nous adressée en conséquence le 3 du présent mois pour donner notre avis à Sa Majesté et à Nosseigneurs de son Conseil sur ce que chacune des sept élections de cette généralité doit supporter de la susdite somme pour à quoi parvenir, nous ordonnons que les commissaires cy-après nommés se transporteront aux Bureaux....., pour dresser leurs procès-verbaux et l'état des frais desdites élections et des accidents qui peuvent être survenus pendant le cours de la présente année... ». C 237.

nombre des collectes, la qualité des récoltes prévues ou faites, l'importance du commerce des bestiaux, les paroissesses qui avaient souffert de grêle, d'incendies, d'inondations, de passage de gens de guerre (1).

Tous ces procès-verbaux, ainsi établis, étaient ensuite examinés au Bureau des Finances et celui-ci, par comparaison entre la situation des élections, indiquait la somme dont il fallait diminuer ou augmenter l'imposition de chacune (2).

b) *Les Commissions.*

Lorsque, d'après ces observations, le Conseil avait arrêté, une répartition définitive, il envoyait aux Trésoriers les *commissions des tailles* de chaque election.

En principe ils les recevaient directement, avec une lettre de cachet du Roi pour « expédier leurs attaches et délivrer le tout au commissaire départi » (3) mais souvent, c'était ce

(1) « Nous, Nicolas-Alexandre Debeausson, conseiller du Roy, trésorier général de France en la généralité de Moulins, commis dans les élections de Guéret, Montluçon, Combrailles, pour dresser procès-verbal des accidents qui pourraient être arrivés cette année ès dites élections et s'il était passé quantité de troupes en icelles, nous sommes transportés en la ville de Guéret... ». Procès-verbal du 9 juillet 1678, C 237

Procès-verbal du 27 juillet 1767 par Joachim Robin de Bellair, de l'élection de Montluçon. *Ibidem.*

(2) Avis du 11 septembre 1761, C 237, cité note 2, page 144.

(3) « De par le Roy. Nos amés et féaux nous vous adressons nos commissions pour l'imposition des deniers des tailles de l'année prochaine, 1770 et nous vous faisons cette lettre, pour vous dire que notre intention est qu'aussitôt que vous les aurez reçus vous ayez à expédier vos attaches, et à délivrer ensuite le tout au sieur commissaire par nous départi en la généralité de Moulins, et nous assurant que vous satisferez à ce qui est en cela de notre volonté selon le dû de vos charges, nous ne vous ferons la présente plus longue ni plus expresse, n'y faites donc faute car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 12^e jour du mois de septembre 1789 ». Signé Louis et Phelippaux. Lettre m. s. C 132.

dernier lui-même qui les leur portait ou faisait porter par son secrétaire (1).

Elles étaient copiées sur un registre du greffe (2), et, au bas de chacune, les Trésoriers inscrivaient une ordonnance : « *l'attache* » par laquelle ils mandaient aux président, lieutenant et élus d'imposer et faire lever pendant l'année suivante sur tous les contribuables aux tailles la somme fixée pour leur élection.

c) *Les Départements.*

Ils leur ordonnaient également de procéder au *département* de cette imposition avec l'intendant et certains d'entre eux.

La désignation de ces derniers avait lieu comme pour les chevauchées, l'Intendant pouvait cependant influencer sur leur choix, et Turgot écrivait au doyen du Bureau, M. de Villaine : (3) « Je vous supplie de nommer des commissaires en « la manière ordinaire. M. de Chermont m'a fait espérer de « venir avec moi dans le Nivernais. Dans la tournée de la

(1) « Ils (les trésoriers) expédient leurs attaches sur les commissions des tailles qui sont adressées à l'intendant de la province et « que celui-ci porte au Bureau des Finances ou qu'il envoie par « son secrétaire pour faire faire lad. expédition ». Le Vayer, *op. cit.*, p. 142.

Lettre de Turgot, alors intendant à Moulins « à M. de Villaines, « ancien de MM. les Trésoriers de France » : « Moulins ce lundy... 7 « Je reçois ce matin M^r les commissions des tailles et compte de passer « après dîner chez vous comme ancien de MM. du Bureau et cependant pour avancer le travail et devant partir demain à 11 heures, « j'ai chargé mon secrétaire de les remettre au greffier du Bureau, « pour y mettre l'attache », C 237.

En 1662, cette remise indirecte avait soulevé les protestations des Trésoriers contre « une manière d'agir autant extraordinaire que surprenante ». Bibl. Nat. Fonds Français, anc. Fonds, n° 4.411, n° 283, f° 374, du 28 décembre 1662.

(2) C 132, commission de 1758.

(3) C 237. Lettre citée, note 1.

« Marche, vous avez un de MM. vos confrères, à Montluçon, « parent de M. de Bartillat, que je serai ravi d'avoir, et en « toutes occasions, de vous assurer que j'ai l'honneur d'être... « etc. ».

C'était enfin le commissaire départi qui fixait les jours et les villes où il se proposait de faire le département et en avisait les Trésoriers (1).

Nous avons vu comment il s'était attribué la plus grande part dans cette opération.

70. — Surveillance des Comptables.

Au cours de leurs chevauchées, les Trésoriers avaient aussi pour mission de vérifier les Receveurs (2). Ils se transportaient chez ces derniers, arrêtaient les totaux de leurs registres de recettes, de dépenses et de frais, fixaient les sommes dont les comptables étaient redevables au Roi, ordonnaient l'ouverture de leurs coffres, faisaient l'inventaire des deniers qu'ils contenaient et dressaient procès-verbal du tout. Si l'encaisse se trouvait élevée, ils enjoignaient en outre de la « voiturer » à la recette générale (3).

(1) Lettre de l'Intendant Depont, C 254, du 29 avril 1768, il envoie au Bureau « la copie de son itinéraire pour les départements pro- « chains, j'espère, ajoute-t-il, que ceux de MM. qui doivent assister « à chacun de ces départements et régler avec moy les différentes « opérations qui y seront relatives voudront bien se rendre dans « les lieux indiqués et m'aider de leurs lumières et de leurs con- « naissances sur la situation des paroisses et sur les accidents que « quelques-unes d'entre elles peuvent avoir essuyés ». Lettres sem- blables : de Mazirot, du 31 août 1786, C 237, de Terray, 8 août 1783. *Ibidem.*

(2) Ordonnance du 17 août 1762, C' 237.

(3) Procès-verbal dressé par de Beausson, relatif à la recette des tailles de l'élection de Guéret. « Aujourd'hui, treizième jour de « juillet 1725, Nous....., député par Messieurs nos confrères les « Trésoriers généraux des Finances de France, en vertu de leurs « ordres du 2 du présent mois, assisté de M. Jacques Reynaud que

Lorsque ces envois de fonds étaient effectués ils dressaient encore procès-verbal du nombre et du poids des diverses sortes de monnaies ainsi versées (1). Pour ceux qui avaient lieu de Moulins à Paris ils établissaient un bordereau des différentes espèces métalliques à transporter, surveillaient leur mise en tonneaux, en « caques », et la délivrance de ceux-ci au voiturier (2).

Comme nous l'avons vu les Trésoriers cotaient et paraphaient les registres des Receveurs, leurs « livres journaux » au commencement de chaque exercice. Ils en dressaient alors sans frais, deux procès-verbaux, l'un restait en minute à leur greffe, l'autre était inscrit en tête des registres (3).

Ils exigeaient des comptables, tous les six mois, en octobre et en avril, un « bordereau de leur caisse en recette et en « dépense » conformément à l'état des finances qu'ils leur avaient envoyé. Ces pièces devaient être remises en double

« nous avons commis pour notre greffier, nous nous sommes transporté au Bureau de la recette des tailles de l'élection de Guercy... », C 237. Autre procès-verbal de Chaillot, à Nevers, du 20 août 1726. C 237, du 1^{er} septembre 1756, *ibid.*

(1) Procès-verbal du 5 novembre 1640, dressé par Jean de Villaine, du versement effectué « au nom de Jacques Broitin, receveur des tailles de l'élection de Montluçon, conformément au procès-verbal de vérification fait par le sieur Megret, Trésorier de France » à Vialet « Receveur provincial des rentes constituées sur le huitième ». Il comprend l'indication du nombre et du poids des différentes monnaies, C 231.

(2) Autre procès-verbal de Jean de Villaine, du 27 novembre 1640, « ... le sieur Vialet nous a requis nous transporter au bureau de la recette provinciale des rentes pour dresser procès-verbal et bordereau des espèces lesquelles il entend voiturier en la ville de Paris, et par effet nous a présenté le bordereau d'icelles soussigné de lui, et à notre requête a icelles fait encaquer et délivrer les caques à Blaise Michel, voiturier ordinaire de cette ville, dont nous avons dressé notre procès-verbal led. jour et an.... », C 231.

(3) Ordonnance du 11 mars 1768, C 215.

au greffe. Le Bureau les examinait et en renvoyait un exemplaire au Conseil avec ses observations (1).

Lorsque des Receveurs venaient à décéder ou à prendre la fuite, la procédure du Bureau était mise en action par le Receveur général des Finances (2). Un commissaire était nommé parmi les Trésoriers et se transportait sur place avec le Procureur du Roi. A la réquisition de ce dernier et du Receveur général il arrêta les registres, apposait les scellés et les levait dans la huitaine, après avoir fait inventaire et dressé les comptes suivant les « états acquits et livres journaux » (3). Lors de la fuite du Receveur de Gannat, les Trésoriers firent apporter au Bureau les pièces de dépenses et de comptabilité, pour préparer le compte de 1777 que le sieur Franquet n'avait pas encore rendu au Receveur général.

B. — DÉPENSES

71. — Etablissement des états de paiements.

Pour établir les états de paiements par estimation, les Trésoriers devaient connaître les noms et les titres des parties prenantes créancières du Roi : les officiers et les titulaires de rentes. Ils étaient au courant des mutations dans le personnel des officiers par l'enregistrement de leurs lettres de provisions et par des états des greffiers.

Comme pour les agents domaniaux, l'enregistrement des lettres de provisions, demandé par une requête, requis par le Procureur du Roi, ordonné par le Bureau, était suivi

(1) Ordonnance du 11 mars 1768. C 215.

(2) Affaire Franquet, lettre du Bureau du 15 janvier 1719, C 246.

(3) Déclaration du 14 juillet 1699 et arrêt du 19 octobre 1706, cités dans la lettre ci-dessus.

d'une « attache » enjoignant aux Payeurs et Receveurs de payer les gages des nouveaux pourvus (1).

Certains officiers se refusaient parfois à remplir cette formalité et le Bureau devait rendre contre eux des ordonnances générales (2).

D'autres, comme un Receveur des tailles de Moulins, faisaient aux Trésoriers de « mauvaises chicanes » pour ne pas payer les droits réclamés par ces derniers (3).

Quelques pourvus d'offices pouvaient se dérober aux ordres du Bureau, aussi ce dernier rappela en différentes occasions aux greffiers de toutes les cours et juridictions de la généralité, par des ordonnances du 11 avril 1758, 4 mars 1768, 2 septembre 1774, etc., qu'ils étaient tenus d'envoyer « chacun à leur égard et tous les six mois, des états d'eux « certifiés des offices, des officiers de leurs sièges, pourvus, « reçus et actuellement exerçant, les dates de leurs provisions, réceptions et enregistrements dans les différentes « cours et juridictions, les dates de la vacance des dits « offices, les noms et surnoms des derniers titulaires, et les gages et droits appartenant à chaque office » (4).

(1) Formule de l'attache : « Après avoir examiné les provisions « qu'il a plu au Roi de vous accorder de l'office de..... .. et la « requête tendante à l'enregistrement, Nous, Trésoriers..... .. , « ordonnons que vous jouirez des privilèges et prérogatives qui y « sont attachés et que vos gages vous seront payés par tous Payeurs « et Receveurs et par vous fournissant copie collationnée de vos provisions », C 263. Nombreuses mentions d'enregistrements de provisions aux registres de présence, copies au registre des provisions.

(2) Ordonnance du 29 décembre 1747 pour les officiers des élections et des greniers à sel, C 141.

(3) Affaire Tiersonnier en 1753, correspondance avec de Naurois, C 248 et 250.

(4) Ordonnance du 11 mars 1768, pièce imprimée, C 215, du 2 septembre 1774, lettre d'envoi du Procureur du Roi au greffier de la police de la châtellenie de Murat, pièce impr., C supplément.

Enfin, lorsque les Trésoriers faisaient leurs chevauchées, ils adressaient au Bureau, en même temps que leurs procès-verbaux, un état des noms de tous les officiers de chaque élection (1).

Comme les provisions, les « quittances de finances », (les contrats de rentes sur le Trésor) étaient aussi enregistrées, c'est-à-dire copiées sur un registre du greffe, et une ordonnance du Bureau mandait aux Receveurs des impositions d'en payer les arrérages (2).

Lorsque ces titres changeaient de mains, les nouveaux propriétaires ne pouvaient être « employés » c'est-à-dire ins-

(1) C 237.

(2) Mentions nombreuses d'enregistrements aux registres des présences. Copies sur le registre des provisions. Voici un exemple d'ordonnance à ce sujet :

« Les Présidents Trésoriers généraux de France en la généralité
« de Moulins, vu par Nous le contrat de rente constitué par le prévôt
« des marchands et échevins de la ville de Paris à M. Jean de l'Hos-
« pital, bourgeois de Moulins en date.... du 16^e jour d'avril 1641, par
« lequel a été vendu crée et constitué aud. l'Hospital la somme de
« 30 l. de rente annuelle perpétuelle, et icelle prendre lui ses hoirs
« et ayants cause sur les deniers des élections de Moulins, lad. rente
« et constitution faite moyennant la somme de 540 l. de principal,
« auquel contrat est attachée une quittance signée Lomont (?) com-
« mis par le Roi à la recette générale des deniers des rentes être
« vendues et distribuées aux plus riches et aisés de cette généralité
« du 18 avril 1641 de la somme de 540 l. contrôlée le même jour,
« signé Noyssel (?) avec la requête à nous présentée par led. l'Hos-
« pital, Nous en tant qu'à Nous est consentons l'exécution dud. con-
« trat que nous ordonnons être enregistré au greffe de ce Bureau pour
« y avoir recours quand besoin sera et mandons aux Receveurs des
« Tailles de l'élection de Moulins, chacun en l'année d'exercice sur
« la somme laissée en fonds pour le paiement desd. rentes ils aient
« à payer, bailler, délivrer dorénavant par chacun au aud. l'Hos-
« pital lad. somme de 30 l. à commencer du jour et date dud. con-
« trat en rapportant par icelui d'entre eux qui premier vérifiera état
« au vrai pardevant Nous, copie dud. contrat et des présentes
« dûment collationnées pour une fois seulement avec quittance dud.
« l'Hospital. Fait à Moulins, au Bureau des Finances, le vingt-
« deuxième jour de mars mil six cent quarante-quatre ». C 231.

crits dans les états de paiements que sur une nouvelle ordonnance des Trésoriers (1).

En 1768 ceux-ci excédèrent leurs pouvoirs à ce sujet. Ils avaient ordonné en effet, par une ordonnance du 11 mars (2), la représentation dans les six mois, pour être enregistrés, de tous les contrats de rentes renouvelés aux termes d'un édit de décembre 1764 et d'une déclaration du 19 juillet 1767. Un arrêt du 29 avril suivant cassa cette décision, prise également par d'autres Bureaux, « pour éviter des formalités inutiles aux parties prenantes » (3).

Par ces différentes formalités, le Bureau pouvait indiquer au Conseil, chaque année, les modifications à apporter pour l'année suivante aux Etats qu'il en avait reçu (4).

(1) Requête de Gilbert de la Villène, sieur de Busatier, « propriétaire comme héritier de défunt M. Antoine de Villène, son père, et led. Antoine, de défunt M. Gaspard de la Villène, son aïeul, de plusieurs titres de rentes sur l'équivalent de la Marche », dont les arrérages n'avaient pu lui être payés pour 1655, 1656 et 1657 par le Receveur, ce dernier ayant trouvé « couché sur son état pour le contenu des rentes ci-dessus, Jean du Soullier ». Ordonnance de soit communiqué au Receveur du 8 décembre 1658. Réponse de ce dernier s. d. et à la suite : « Vu la requête et la réponse faite par Jean Catriot (?) justifiera le suppliant des contrats et cessions desd. rentes dénommées en la requête..... pour ce fait y être fait droit sur les fins d'icelui, fait à Moulins le 9 décembre 1658 ». C 231.

(2) C 215.

(3) Arrêt du 29 avril 1708 pour les Bureaux d'Amiens, La Rochelle, Moulins et Limoges, C 138.

(4) « Observations des Présidents Trésoriers de France généraux des finances, chevaliers, conseillers du Roi, grands voyers de la généralité de Moulins, sur les changements à faire à l'état du Roi des finances pour l'année 1762.... pour les rentes.... pour les officiers ». C 237. Lettres d'envoi de l'Etat du Roi des finances pour 1761, du 27 novembre 1762, « ... il est nécessaire que vous m'adressiez au plus tôt les observations que vous jugerez convenables avec des pièces justificatives sur chacune pour l'Etat de 1762, auquel on travaille actuellement... ». Même formule pour l'état des bois, C 219, Lettres semblables, C 170 et C 202.

Il lui arriva pendant quelque temps de manquer à ces devoirs par suite d'une susceptibilité excessive. D'après une lettre de son correspondant à Paris, du 2 août 1745 (1), son mémoire d'observations lui fut renvoyé une année, pour y faire quelques modifications et depuis, non seulement « l'on « n'en entendit plus parler », mais les Trésoriers s'abstinrent de remplir « cette fonction indispensable et dont tous « les Bureaux des Finances s'acquittent régulièrement ». De Naurois leur conseillait, pour éviter les suites fâcheuses du mécontentement du contrôleur général, de ne pas oublier en cette matière le dû de leurs charges, et de fait ils s'en acquittèrent de nouveau.

72. — Les États au vrai.

Les paiements de toutes ces dépenses ainsi prescrites étaient vérifiés par le Bureau lorsqu'il examinait les états au vrai des comptables. Les Receveurs devaient à cet effet présenter eux-mêmes leurs comptes aux Trésoriers, en principe du moins, car beaucoup se faisaient représenter par des procureurs postulants, mais s'en excusaient au préalable (2). La vérification de ces pièces avait lieu en Chambre du Conseil, sur le rapport d'un Trésorier et en présence du Procureur du Roi.

(1) C 248.

(2) C 250.

§ 2. — Juridiction

A. — RECETTES

73. — En Direction.

a) *Les états de frais des Receveurs.*

Les Receveurs devaient envoyer au Bureau, tous les six mois, des relevés en double, paroisse par paroisse, des frais nécessités pour le recouvrement des tailles.

Les Trésoriers les examinaient et envoyaient au Conseil un exemplaire de chacun d'eux, avec leurs observations (1).

b) *Les étapes et les subsistances.*

Toute personne inscrite sur les rôles des étapes et des subsistances d'une ville, devait, pour en être « retranchée », présenter une requête au Bureau. Une ordonnance de soit communiqué la transmettait aux maire et échevins intéressés pour qu'ils fassent connaître leur avis. Au vu de ce dernier, une seconde ordonnance des Trésoriers rejetait la demande, ou bien prescrivait de rayer le suppliant et de répéter la somme pour laquelle il avait été imposé, sur les autres contribuables, « au sol la livre de ce que chacun « d'eux était taxé » (2).

74. — Au Contentieux.

Les oppositions formées par les créanciers des comptables en déficit ou en fuite, étaient jugées par le Bureau avec la procédure des Tribunaux ordinaires (3).

(1) Ordonnance du 11 mars 1768, C¹ 216.

(2) Requêtes avec communication aux maires, avis de ces derniers et ordonnances du Bureau de 1643, C 239.

(3) C 246.

B. — DÉPENSES

75. — Juridiction en Direction, paiements des Etats.

Les contestations relatives aux paiements à faire aux créanciers du Roi, se jugeaient d'une façon sommaire, sur une requête de la partie prenante et l'avis du comptable chargé de la dépense en question (1).

II. — FINANCES MUNICIPALES

SECTION I. — Compétence

§ 1. — Direction

76. — Recettes.

a) *Les ressources des villes, deniers patrimoniaux ou d'octroi.*

Les ressources des villes se composaient des deniers patrimoniaux ou d'octroi, les premiers possédés en propre, ou attribués comme tels, pour les dépenses courantes (revenus d'immeubles, droits divers) ; les seconds accordés en vue de travaux extraordinaires et dont le Roi pouvait se réserver une partie. Cette distinction n'était pas toujours très rigoureuse, car les octrois devenaient souvent patrimoniaux, tout en gardant leur qualification.

b) *Surveillance générale des Trésoriers.*

Le Bureau avait en cette matière une certaine surveillance générale. L'arrêt du Conseil du 17 mars 1661 prescrivait en effet aux officiers municipaux, de lui présenter, pour

(1) C 231. Affaire des religieux du Couvent de N.-D. de Lorette-les-Veurdres contre Alexandre de Galelis, receveur général et payeur des rentes provinciales en 1666.

être enregistrés, les titres en vertu desquels ils jouissaient des deniers d'octroi, afin que les Trésoriers puissent informer le conseil des infractions touchant leur exécution (1). D'une façon plus particulière, l'inspection du Bureau des Finances s'étendait au recouvrement, comme à l'emploi de toutes ces ressources.

c) *Impôts directs.*

Les impôts locaux étaient directs ou indirects. Dans le premier cas, les Trésoriers ne participaient pas à leur répartition. D'après M. Baer (2), le Roi leur demanda en 1605, de faire imposer 2.000 l. sur la ville de Moulins, les paroisses d'Yzeure et Chambon-Collombeau, pour l'aménagement du champ de foire, mais, des « asséeurs » et des collecteurs nommés par « les Maire et échevins » dressèrent les rôles et les élus les vérifièrent.

L'imposition pour l'enlèvement des boues était également répartie par les édiles, la vérification du rôle en fut disputée aux Trésoriers par le châtelain et lui resta définitivement (3).

d) *Impôts indirects : les adjudications des divers droits.*

Lorsque ces impôts se percevaient sous la forme indirecte, leurs revenus étaient donnés à ferme.

Un édit d'Henri III du mois de janvier 1586 (4) en avait attribué les adjudications aux Bureaux des Finances, mais les Trésoriers de Moulins éprouvèrent de grandes difficultés pour conserver cette compétence.

Jusqu'en 1668, ils firent tous ces baux avec les Maires

(1) Ordonnance du 10 juin 1770, C 159.

(2) *Institutions municipales*, op. cit., p. 345-346.

(3) C 168. Arrêt du 26 février 1678.

(4) C 159.

et les Echevins. A Moulins, ils adjugeaient ainsi, en général pour deux ans, les droits de la petite mesure, ou courte pinte, sur la vente au détail des vins, de péage et de pontonage pour les ponts de l'Allier, ou les bacs qui les remplaçaient parfois, de passage sur les bateaux s'arrêtant au port, de pied rond et fendu sur la vente des bestiaux, de harenagerie sur le débit des poissons dans les halles de la ville, etc... (1).

Pourtant, dès 1665, ils avaient déjà trouvé des difficultés dans l'exercice de leurs fonctions où les maintint un arrêt du 26 mars de la même année (2).

Puis, cette compétence leur fut retirée en 1669 par les Intendants, et ces derniers seuls passèrent à Moulins les baux des deniers communaux de 1670 à 1675 (3).

Les protestations réitérées des Trésoriers aboutirent à un arrêt du Conseil du 27 juillet 1675 (4), ordonnant que ces adjudications « seraient faites à l'avenir, dans la généralité » par le sieur Morand, à présent commissaire départi, assisté « du sieur Garnier d'Avrilly, Trésorier de France à Moulins ». Un second arrêt du 28 septembre 1675, attribuait au Bureau le pouvoir d'adjuger les baux des deniers patrimoniaux et d'octroi, pour Moulins. Ces deux décisions contradictoires, en apparence, donnèrent lieu à des difficultés d'interprétation (5).

En 1676, l'Intendant était gravement malade, Garnier, maire de Moulins, aucun d'eux ne pouvait ainsi procéder aux adjudications. Par une ordonnance du 30 décembre

(1) Baux du 30 janvier 1660, 27 septembre 1660, 11 décembre 1662, 22 décembre 1664, 30 décembre 1666, 31 décembre 1668, C 159.

(2) C 159.

(3) C 164. Baux de 1670, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676.

(4) C 160, 162.

(5) C 160. Dossier de l'affaire, copies de pièces.

1676, le Bureau décida que le bail des droits de la ville serait passé pardevant lui et les maire et échevins. Garnier y procéda seul avec le corps municipal, en sa double qualité de trésorier et de maire, et fit signer le procès-verbal à Morand « gisant dans son lit ». Le Bureau, annula l'adjudication et assigna les échevins devant lui, le 19 janvier 1677, pour répondre de cette contravention. Le 21 janvier, Morand cassait cette ordonnance, une requête des Trésoriers au Conseil n'aboutit pas. « Depuis, écrivaient-ils à Colbert (1), nous avons toujours vécu dans la soumission ».

Un intendant, M. de Bouville, leur avait « témoigné », pourtant, en 1680, qu'il se réservait seulement les baux des principales villes, comme Moulins, Nevers et Decize et qu'il leur abandonnerait tous les autres. Cette générosité ne l'empêcha pas de casser, deux ans plus tard, une adjudication faite à Montluçon par un Trésorier, « sous prétexte de monopole », et d'envoyer à sa place un subdélégué (2).

En 1686, le commissaire départi avait toujours droit de faire seul, tous ces baux. A cette époque, en effet, Florent d'Argouges (3) écrit qu'il proposa aux membres du Bureau d'accepter ses subdélégations « à condition de leur « faire faire toutes les fonctions des finances sans concurrence avec qui que ce soit, dans les lieux où il ne pourrait « se transporter » et « particulièrement, ajoute-t-il, les baux « d'octrois qui leur tiennent fort à cœur et pour l'adjudication desquels mes prédécesseurs avaient nommé des par-
« ticuliers ».

Les Trésoriers refusèrent parce que ces fonctions

(1) Lettre du 22 décembre 1682, C¹ 162.

(2) Lettre citée n° 2, page précédente.

(3) Procès-verbal de la généralité de Moulins, *op. cit.*, p. 9.

auraient été gratuites, prétend Florent d'Argonges, mais en réalité, pouvaient-ils accepter d'être les subdélégués d'un commissaire départi ?

Enfin, un arrêt du Conseil, du 14 juin 1689, confirmé dans la suite par quatre autres du 3 janvier 1693, 22 décembre 1745, 25 août et 21 novembre 1750, 2 avril 1751 (1) régla la compétence du Bureau à cet égard. Les baux seraient désormais passés, pour les villes principales, par les Intendants et les Trésoriers, ceux des autres communautés par le Trésorier qui aurait son département de chevauchée en l'élection dont elles dépendaient, « dans le Bureau (de « l'élection) et avec les officiers d'icelle en présence des « Maire et échevins ». En cas d'absence du Trésorier, les Elus procéderaient seuls à l'adjudication.

Ces dispositions furent exécutées régulièrement à Moulins. Quant au reste de la généralité, souvent les échevins ne prévenaient pas le Bureau des Finances (2), ce dernier dût les rappeler à leurs devoirs par deux ordonnances (3) en 1746 et 1778.

77. — Dépenses.

a) *Pouvoirs généraux des Trésoriers.*

Les Octrois et Deniers communs se levaient pour réparer, entretenir et embellir les villes.

L'administration de ces revenus faisait partie, comme aujourd'hui, de l'ordre public ; mais, livrées à elles-mêmes, au début, les municipalités ne tardèrent pas à dilapider ces

(1) C 159.

(2) C 164, excuse des échevins de Château-Chinon, lettre du 1^{er} décembre 1768.

(3) C 162, mention sans précision dans une circulaire de Barbara de Boncourt, procureur du Roi, en 1746, C 159, ordonnance du 3 juin 1776, signifiée à plusieurs villes.

fonds. Un édit d'Henri III de 1578, pour remédier à cette situation ordonnait aux Trésoriers de France « en faisant
« leurs chevauchées, chacun en leur département, de s'en-
« quérir, et s'informer diligemment et exactement, sur
« peine de s'en prendre à eux, des levées et emplois des
« deniers, de visiter les ouvrages et réparations auxquels ils
« auraient été employés, d'en vérifier les états, tous lesquels
« états, les comptables ne seraient reçus ni admis à en comp-
« ter, ni les comptes valables pour leurs décharges, s'ils
« n'étaient auparavant vérifiés par les Trésoriers de
« France » (1).

Ces dispositions furent renouvelées par d'autres édits en octobre 1581, janvier 1586, août 1609, juillet 1689 (2).

b) *Ouvrages et Réparations.*

Pendant longtemps, les adjudications des réparations aux bâtiments communaux se firent régulièrement, du moins à Moulins, pardevant le Bureau des Finances, en présence des magistrats municipaux. Les travaux étaient ensuite reçus par les Trésoriers et les Ediles, et les paiements ordonnés par les premiers (3). Les Intendants participaient également à

(1) C 158-159. « Règlement que le Roy étant en son conseil a ordonné être observé par les Trésoriers de France et généraux de ses finances, en chacune des généralités de son royaume....., article 19, afin de contenir les deniers communs et d'octroi des villes en devoir pour n'en abuser et que le Roy en puisse être mieux satisfait et éclairci qu'il n'a été par le passé, Sa Majesté, en suivant les autres arrêts ci-devant donnés en son Conseil, ordonne et enjoint expressément, etc... ». Copie du 17^e s. postérieure à 1665.

(2) C 159, ordonnance du 3 juin 1776.

(3) Procès-verbal d'adjudication de réparations à l'Hôtel de ville de Moulins, du 21 août 1747, *idem*, pour l'Horloge, en 1745. Procès-verbaux de réception de ces réparations, C 161. Procès-verbaux des ouvrages à faire aux deux ponts levis et corps de garde de la porte de Loire de la ville de Nevers, par Jean Tourmenyes de Nointel, Intendant, et les Trésoriers. C 164, du 7 février 1701.

ces opérations, mais n'enlevèrent pas cette compétence aux Trésoriers aussi rapidement que pour les fermes d'octrois et de patrimoniaux.

Leur ingérence en cette matière commença dans quelques villes de la généralité, qui, souvent, par ignorance, recouraient au commissaire départi et non aux membres du Bureau. Elle attira aux Trésoriers, de la part du contrôleur général, des reproches immérités de « négligence ». « On « a observé, leur écrivait le 22 mars 1757 (1), M. de Naurois, « nombre de réparations faites en plusieurs endroits de votre « généralité, de la seule autorité de M. l'Intendant, les par- « ticuliers, les maires et échevins s'adressent à lui comme s'il « n'y avait point de Bureau des Finances dans votre généra- « lité, d'où l'on conclut qu'il ne se fait point même de cheveu- « chées de MM. les Trésoriers de France. Si cela était vrai, il « ne faudrait plus s'étonner du peu de cas que l'on fait de « nos charges et de nos privilèges, ni pourquoi M. d'Ormes- « son se plaint des observations que l'on envoie tous les ans « au Conseil de votre part ».

Enfin, en 1763, le Commissaire départi enleva au Bureau les adjudications des réparations de l'Horloge et des autres immeubles de la ville de Moulins (2). Les Trésoriers n'avaient pas renoncé pourtant à leurs droits à ce sujet, et leur ordonnance du 3 juin 1776, portait expressément que les travaux dont la dépense devait être prise sur les deniers d'octroi, seraient adjugés par devant eux.

b) *Vérification des comptes.*

Les Receveurs des deniers communs, qui acquittaient

(1) C 250.

(2) C 168. Extrait d'un mémoire du Bureau au Conseil (sans date) pour être déchargé de l'imposition pour la réparation de l'Horloge.

toutes ces dépenses, devaient également, aux termes du règlement de 1578 (1), présenter leurs comptes au Bureau. Ce dernier exerçait en cette matière un pouvoir plus étendu que pour les comptabilités ordinaires. Les villes, en effet, n'avaient pas de budget et effectuaient souvent des dépenses exagérées, aussi étaient-elles chargées de dettes. Leur liquidation, comme on le sait, fut une des grandes œuvres de Colbert, qui donna en outre à l'Intendant le pouvoir de dresser un état des dépenses ordinaires et de l'arrêter définitivement (2). Néanmoins, par suite des circonstances, les officiers municipaux mandataient des paiements imprévus, dont les vérificateurs de leurs comptes devaient apprécier l'opportunité.

Les comptes de la ville de Moulins, d'abord « oys et clos » par un auditeur des comptes du Duc de Bourbon, furent arrêtés ensuite par la sénéchaussée. Le Bureau des Finances, lors de sa création, n'obtint que le droit de vérifier ceux des deniers d'octroi (3).

En 1756, d'après une lettre à la Compagnie de Dijon, la situation était restée la même (4). Mais bientôt la vérification des comptes de toutes les ressources des villes importantes de la généralité : Moulins, Nevers, Guéret, fut attribuée à l'Intendant par les arrêts des 3 septembre 1765, 5 janvier 1768 et 23 juin 1769 (5).

La compétence du Bureau avait subsisté pour les deniers

(1) C 158.

(2) Décision d'avril 1683.

(3) M. Baer, *op cit.*, p. 188.

(4) Lettre du Bureau de Dijon du 7 juillet 1756 demandant quel est l'usage en matière des comptes des Receveurs de la ville de Moulins, annotation en marge : « La ville a des revenus de deux espèces : « les anciens et les nouveaux ; elle doit un compte des anciens qui « passe à la Chambre des Comptes, et l'état au vrai en est arrêté au « Bureau. Elle rend l'autre compte pardevant M. l'Intendant ». C 164.

(5) C 167.

d'octroi des autres municipalités ; la comptabilité en était arrêtée définitivement par la Chambre des Comptes (1).

Toute négligence des Trésoriers dans cette fonction était jugée sévèrement.

« J'eus l'occasion d'apprendre ces jours passés, Messieurs, leur écrivait de Naurois, le 22 mars 1757, que vous avez arrêté, dans le temps, l'état au vrai de 1750, des octrois de la ville de Decize, Election de Nevers, et que vous avez eu la complaisance d'allouer l'article du paiement d'une somme donnée par présent à M. l'Intendant, cette même partie vient, m'a-t-on ajouté, d'être rayée par la Chambre des Comptes, sur le compte qui lui a été présenté » (2).

Puis, les petites villes elles-mêmes s'adressèrent à l'Intendant, l'ordonnance des Trésoriers du 3 juin 1776 (3), rappelait en vain aux receveurs municipaux l'obligation de présenter leurs comptes au Bureau, un arrêt du 3 septembre 1776 l'annula sur ce point.

§ 2. — Juridiction

Les Finances municipales ne comportaient pas de juridiction en direction, puisque le Roi n'était pas directement intéressé en cette matière.

78. — Jugements des contestations relatives aux marchés.

Les Trésoriers connaissaient des contestations soulevées par l'exécution des marchés qu'ils passaient.

Ainsi, une ordonnance du Bureau, du 29 décembre 1729,

(1) C 164. Etat des « recettes et des dépenses » rendu par les Echevins de Saint-Saulge, pour 1670, le 12 mai 1676.

(2) C 250.

(3) C 159.

rendue à la requête de l'adjudicataire du bac et bateau du faubourg de Crotte, de Decize, enjoint à la municipalité de rembourser au demandeur le prix d'une corde achetée pour les besoins du service (1).

Quant aux différends entre les fermiers et les particuliers, ils étaient jugés par les élections, (arrêt du 26 mars 1665) (2).

SECTION II. — Procédure

§ 1. — Direction

79. — Recettes. — Adjudications des deniers municipaux.

Les syndics, maires et échevins, devaient avertir le Procureur du Roi au Bureau des Finances « du jour d'expiration du bail des octrois de leur ville un mois avant le temps des publications », à peine de 50 l. d'amende (arrêts du 14 juin 1689, 3 janvier 1693, 22 décembre 1745 (3)).

Les adjudications avaient lieu en leur présence et on y appelait les Fermiers des Aides, lorsqu'elles concernaient la seconde moitié des octrois, qui revenait au Roi. Le trésorier qui avait son département de chevauchée en l'élection dont la ville ressortait, pouvait y assister ou non, comme on l'a vu. A Moulins, la municipalité présentait au Bureau une requête « aux fins de lui donner des commissaires » pour le bail auquel il serait procédé (4).

(1) C 164.

(2) *Ibidem*.

(3) C 159. Ordonnance du 3 juin 1776.

(4) C 160. Requête de la municipalité du 12 décembre 1661 et ordonnance du même jour, commettant Vialet et Barbe. — C 162, adjudication du bail de la petite mesure (droit patrimonial), dernière adjudication du 30 décembre 1666 — C 167. Requête du 26 novembre 1774.

Un cahier des charges était dressé et lu à une audience ; le jour fixé, les enchères étaient reçues au Bureau à la requête du Procureur du Roi du fait commun : « ouï le « procureur du Roi et de son consentement ».

La plus haute mise n'emportait pas adjudication définitive.

Pendant huit jours, en effet, d'après la coutume du Fourbonnais (T. 34, articles 547, 548, 549), tout amateur pouvait signifier au Bureau qu'il en offrait « le tiers en sus » : le tiercement. Si cette offre avait lieu, il était procédé, après ce délai, à une seconde réception des enchères. Pendant huit autres jours, le doublement était possible, et la ferme ne se trouvait adjugée qu'à cette troisième séance.

En 1660, il n'en était encore rien, car on pouvait surenchérir de 2 sols pour livre de la dernière mise, pendant 24 heures, et répéter cette offre de 24 heures en 24 heures, quinze jours durant.

Ainsi, le péage du bac qui remplaça le pont à Moulins, en 1660, fut mis en adjudication une première fois le 13 janvier, une seconde le 26, par suite d'un doublement, une troisième le 28, après une offre de 2 sols pour livre, et adjugé d'une façon définitive le 30 pour 375 l. L'adjudicataire présenta caution le 9 février suivant (1).

En 1666, le tiercement et le doublement étaient seuls admis (2).

Toutes ces complications de procédure tombèrent en désuétude au commencement du XVIII^e siècle et dès cette époque, ces surenchères ne furent plus reçues (3).

(1) C 166.

(2) Baux du 17^e siècle postérieurs à 1665, C 159-166.

(3) Adjudication des pavés de Moulins en 1763, C 168.

80. — Dépenses : Les Baux de réparations.

Une procédure identique était suivie pour les baux de réparations. Une ordonnance du Bureau nommait des Trésoriers commissaires, ceux-ci, avec le procureur du Roi et les officiers municipaux dressaient procès-verbal des travaux à effectuer. L'adjudication s'en faisait au rabais, avec les formalités décrites ci-dessus.

Le procès-verbal de leur réception était établi à la requête de l'adjudicataire et suivi de l'ordonnance de paiement.

Pour toutes ces adjudications, les droits « honorifiques » dus au Bureau s'élevaient à 1 sol pour livre du montant du bail. Cette somme s'augmentait, en outre, des salaires des greffiers, etc...(1).

§ 2. — Juridiction

81. — Juridiction contentieuse.

La juridiction contentieuse des contestations relatives à l'exécution des marchés dont le Bureau avait la compétence, comportait la procédure des tribunaux ordinaires (2).

(1) C 164. Décompte pour les travaux de Nevers adjugés 3.400 l., du 27 septembre 1768.

(2) Affaire citée n° 78.

TROISIEME PARTIE

LA VOIRIE ET LES TRAVAUX PUBLICS

SECTION I. — Compétence

82. — Historique de la compétence des Trésoriers en matière de Voirie.

Pour remédier à l'état déplorable des voies de communications, comme pour fortifier son autorité, Louis XII, par son ordonnance du 20 octobre 1508, avait réservé au Roi et sous son contrôle, aux Seigneurs hauts justiciers dans leur ressort, la direction et la juridiction des grandes routes, la grande voirie, et des chemins ordinaires, la petite voirie.

Ces nouvelles attributions, considérées au début comme une extension du Domaine royal, furent confiées aux administrateurs de ce dernier : les Trésoriers de France. Leurs pouvoirs en cette matière passèrent ensuite aux Bureaux des Finances lors de leur création, sauf la juridiction contentieuse que l'Edit de Crémieu avait donné en 1536 aux juges ordinaires. L'action de ces organismes, trop indépendants, fut jugée insuffisante par Henri IV, qui, pour arriver plus rapidement à l'amélioration des routes, créa en faveur de Sully l'office de Grand Voyer. L'édit de mai 1599 attribuait à ce dernier la superintendance de toutes les fonctions concernant la grande et la petite voirie. une déclaration du 7 juin

1604 fixa, par la suite, le détail de son autorité. La mort de Sully interrompit l'exécution magnifiquement commencée du dessein d'Henri IV, et les attributions, comme le titre de Grand Voyer, revinrent aux Trésoriers en 1626. L'année suivante, l'édit de 1627 leur rendait la juridiction contentieuse de la Voirie avec celle du Domaine.

Ces deux matières étaient soumises aux mêmes règles générales de compétence : décisions en direction, de gestion ou d'autorité, relevant du Conseil, jugements au contentieux rendus en dernier ressort jusqu'à 250 livres de principal ou 10 livres de revenu ; et, pour le double de ces sommes, par provision, en première instance, sous réserve d'appel au Parlement. Enfin, toutes les ordonnances de voirie étaient exécutoires « nonobstant appellations ou oppositions quelconques ».

§ 1. — Grande Voirie

83. — Direction : L'entretien des grands chemins.

Comme on l'a vu, la Direction de la Voirie fut définitivement attribuée aux Trésoriers en 1626 ; mais les commissaires départis prirent bientôt une part importante dans ce service, pour lequel ils avaient seuls l'initiative et l'autorité suffisantes. « La Grande Voirie, écrit Le Vayer (1), s'exerce principalement par l'intendant de la Province qui en a la principale direction ». Enfin, la création du Corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées, réduisit encore le rôle du Bureau.

Sa compétence en cette matière était limitée à l'entretien courant des grands chemins.

(1) Le Vayer, *op. cit.*, p. 141.

En 1762(1) et en 1767 (2), sur la demande du « *Messenger de Nevers à Luzy* », Etienne Coquille, qui dépeignait la route, entre ces deux localités, comme « l'une des plus pénibles et des plus à craindre du royaume par les précipices et gouffres qu'elle lui présentait en différents endroits, où il risquait tous les ordinaires de s'ensevelir, lui et son cheval (3) » ; les Trésoriers avaient ordonné aux riverains de réparer les plus mauvais pas, fossés, fondrières, etc. (4), Ces mesures furent insuffisantes et en 1770 Coquille se plaignit à l'Intendant qui pria le Bureau « de faire le nécessaire » (5). Celui-ci répondit (6) que « raisonnablement on ne pouvait exiger des particuliers » la remise en état d'une pareille route. Au surplus, d'après un Ingénieur qui l'avait visitée, il en serait établi une nouvelle sur les fonds des « Ponts et Chaussées ». « Dans ces circonstances, concluait-il, tout ce que l'on peut demander, c'est la liberté de passer dans les champs et autres héritages contigus aux parties des chemins impraticables. L'ordonnance du Bureau la

(1) C 170.

(2) C 386.

(3) C 170. Requête du 12 février 1763.

(4) Coquille signalait notamment un fossé traversant « le grand chemin, paroisse de Verneuil, sous un étang....., au-dessous du bourg de Fours quatre trous se présentent à de très petites distances les uns des autres, qu'on ne peut envisager sans en être effrayé, étant toujours pleins d'eau en quel temps que ce soit. Près le domaine de Chamont, paroisse de Fours, Maison en longue salle, on rencontre un trou toujours plein d'eau et trois autres mauvais pas qui se succèdent, d'où les voitures ne peuvent sortir sans courir le risque évident d'y rester ». Il était également effrayé par des piles de bois près du port de la Charbonnière, à Decize, directement sur la grande route, où le mardi saint de l'an dernier (1767), Bouquin de Decize a été écrasé avec son bœuf et une voiture », C 170 et C386.

(5) C 255. Lettre de Depout, du 27 septembre 1770.

(6) Minute de la réponse sur la lettre précédente.

« donnera à Coquille et au public, s'il trouve de la résistance
« il pourra en porter ses plaintes, il y sera pourvu ».

En 1765, un Trésorier recherche, à Saint-Pourçain, avec un Ingénieur « un local pour pouvoir former un passage
« commode pour la communication de la route d'Au-
« vergne, qui est indispensablement nécessaire ». Il propose à l'Intendant certains travaux à exécuter, « pour les
« quels il faudrait abattre cent toises de mur » (1).

En cette matière, les Trésoriers semblaient ainsi n'être que les subordonnés des Commissaires départis.

84. — Juridiction.

Leur juridiction s'exerçait soit en Direction, relativement à l'exécution de leurs ordonnances (2), soit au contentieux depuis 1627, pour les contestations soulevées entre particuliers à ce sujet.

§ 2. — Petite Voirie

La petite Voirie, dont le Bureau conserva la connaissance sans trop de restrictions après 1626 (3), comportait elle-même, trois distinctions : La voirie urbaine, la voirie rurale et les bacs et péages (4).

(1) Lettre de Montjournal du 15 mars 1765.

(2) Lettre concernant l'affaire Coquille, *supra*.

(3) Le Vayer, *op. cit.*, p. 141 : « Quant à la voirie, ils sont en position de connaître de la petite, qui consiste dans la connaissance des alignements des rues, toisages, mesurages, entreprises et changements de chemins, et les usurpations faites sur iceux ».

(4) Les bacs et péages, dont l'étude semblerait au premier abord concerner plutôt la grande voirie, n'étaient pas considérés comme une dépendance de cette dernière, sous l'ancien régime, mais paraissent avoir un caractère simplement domanial. Ils sont compris ici dans la petite voirie, les Trésoriers ayant à peu près les mêmes pouvoirs en cette matière que pour la voirie rurale ou urbaine,

A. — LA VOIRIE URBAINE

83. — Direction : Surveillance de l'entretien des rues.

La voirie urbaine comprenait la surveillance de l'entretien des rues. La distinction ne paraît pas avoir été bien établie entre les rues ordinaires et celles qui étaient situées dans le prolongement des routes. Les unes comme les autres étaient soumises en général au même règlement.

Le Bureau devait maintenir l'alignement, la largeur convenable et la salubrité de la voie publique ; toutes fonctions qui, de 1607 à 1626, avaient appartenu au grand voyer. Il fallait s'adresser aux Trésoriers pour obtenir la permission de construire, ils indiquaient alors l'emplacement de la façade à édifier, prescrivaient parfois l'emploi de « briques à parements » pour les murs, et de pierres de taille pour « les tours des portes et fenêtres et les encoires » (1).

Ils donnaient aux municipalités l'autorisation d'élargir les rues, veillaient à empêcher l'abus des saillies de toute sorte : auvents, échoppes, étalages, seuils de portes, enseignes (2), ou des encombrements de la circulation comme les barrières, les étais (3). En 1784, les échevins de Mou-

(1) C 271. Ordonnance du 9 février 1708, reconstruction du mur de façade de la maison de Anne Reignerou, veuve Bourgeois, rue Saint-Pierre (actuellement rue Voltaire). Ordonnances semblables, même liasse.

(2) Permissions d'enseignes, C 271, mention au registre de présence.

(3) Ces barrières étaient posées devant les maisons en construction (plusieurs ordonnances, C 269) ou pour fermer des rues. Une requête du Curé et des Marguilliers de Saint-Pierre-des-Ménestreaux, en 1758, demandait l'autorisation de fermer la ruelle longeant leur église, de la rue Saint-Pierre à la rue de la Couroirie, par des barrières pendant la nuit « temps auquel les passants et les voisins se « livrent plus volontiers pour en faire des lieux d'aisance ; que, au

lins s'adressent à eux, afin d'obtenir la permission de placer des poteaux dans les rues pour les reverbères (1). Ils autorisaient l'exécution de tranchées dans les rues pour « amener les voies d'eau dans les maisons » (2).

Ils faisaient abattre les maisons croulantes (3), assuraient le bon état des fontaines (4), le curage, à Moulins, du ruisseau des Tanneries et de l'étang Brechimbault (5). Enfin ils tenaient la main aux réparations des pavés à la charge du Roi ou des particuliers. Pour faire exécuter ces travaux, ils rendaient des ordonnances générales qui indiquaient les rues où le pavage était défectueux et contraignaient les riverains, à le remettre en état, chacun « en droit soi ». Parfois aussi, ils adjugeaient les réparations à un entrepreneur et ce dernier se faisait payer lui-même par les propriétaires intéressés (6).

Ils exercèrent ces fonctions d'une façon normale à Moulins même, mais les autres villes où ils ne faisaient que pas-

« plus ils ont envisagé que l'église n'était point en sûreté de ce côté « là..... que c'était d'ailleurs un lieu de retraite sujet à des rendez-vous tout à fait contraires et indignes même des approches d'un « lieu si saint..... ». Une ordonnance du 14 février 1758 donna cette permission, C 269. L'église Saint-Pierre-des-Ménestreaux occupait l'emplacement actuel de la place de la Bibliothèque, de la rue Voltaire à la rue Deçain (ancienne rue de la Couroirie).

Diverses autorisations d'étayer, C 269.

(1) Requête de Vernin d'Aigrepont, maire de Moulins, du 1^{er} septembre 1784, C 262.

(2) Requêtes à cet effet, C 271.

(3) Diverses ordonnances pour la démolition de maisons : sur les halles, dans la rue « descendant de l'Horloge au Puits des Quatre », C 269.

(4) Ordonnance du 4 juillet 1758, faisant défense de vider les bassins et fontaines publiques, sans en avoir obtenu la permission.

(5) Arrêt du 7 octobre 1755, C 166.

(6) Réfection du Pavé de Moulins en 1763, C 168, — de Saint-Gérand-le-Puy, en 1782, C 169.

ser en chevauchées, négligeaient leurs obligations à ce sujet. Une ordonnance du Bureau de 1765 rappela dans toutes les localités des règlements trop souvent ignorés. Elle était nécessaire, car un trésorier qui se trouvait à Gannat à la même époque est tout surpris de voir un habitant de cette ville venir lui demander la permission d'ouvrir une boutique dans le « mur de face de sa maison située dans la Grande-« Rue ». « Votre ordonnance, écrit-il à ses confrères, com-« mence à produire son effet, cette permission ne souffre « aucune difficulté, mais précédemment on était nullement « en usage d'en demander non plus qu'un alignement » (1).

Parfois, cette compétence suscitait au Bureau des conflits avec les officiers de police particuliers des villes. A Bourbon-l'Archambault un arrêt du Conseil (2) confirma le 17 septembre 1743 les droits des Trésoriers. Mais, par contre, celui du 21 novembre 1775, leur retira la direction et la juridiction de la voirie de Nevers (3). L'année suivante, les officiers municipaux de Moulins manifestèrent eux aussi l'intention de s'emparer des pouvoirs du Bureau en cette matière. Ils demandèrent conseil à quelques villes voisines, mais ne mirent pas leur projet à exécution (4).

(1) C 253. Lettre du 18 mars 1765.

(2) Les frais de cet arrêt furent assez élevés, dans les notes de comptes des dépenses communes pour 1763, on trouve cette mention : « Payé 600 livres pour la levée de l'arrêt obtenu par la Compagnie contre les sieurs officiers de police de la ville de Bourbon, « le 17 septembre 1743 », C 208. De Nauroy, dans une lettre du 9 juin 1741 faisait déjà mention de ce procès : « pour l'exercice de la voirie ». C 248.

(3) L'affaire avait été soulevée par de Frasnay, trésorier, qui habitait Nevers en 1756 (lettre du 28 août), C 248, avec correspondance à ce sujet.

(4) Baër, *op. cit.*, p. 240. Arch. municip., Gh. 259.

86. — Juridiction.

a) *En Direction.*

Les Trésoriers avaient le pouvoir de juger les conventions à leurs règlements de voirie. Ainsi, ils enjoignent en 1782 la destruction de l'escalier extérieur d'une maison de Guéret, qu'un sieur Perdrix avait fait construire sans leur demander l'alignement. Un arrêt du Parlement de Paris cassa cette décision ; mais le Conseil la maintint, et le sieur Perdrix, qui ne s'était pas exécuté, vit ordonner la démolition de sa maison toute entière. Le Bureau se montra clément, il se borna à faire disparaître l'escalier, cause principale du procès, aux frais du contrevenant.

A Moulins, il eut souvent à prescrire la démolition de maisons en bois dont la façade était pourrie et menaçait ruine (1). Faute par les propriétaires d'avoir satisfait à ces ordonnances dans un délai déterminé, le procureur du Roi faisait exécuter les travaux à leurs dépens.

Lorsque les enseignes étaient posées sans une autorisation régulière, le Bureau condamnait les contrevenants à les retirer et à payer une amende (2). Il en était de même pour les autres saillies ou encombrements.

(1) C 279, ordonnance du 13 juillet 1778 : « Ordonnons que dans « trois jours pour tout délai à compter de la signification de la pré-
« sente, le sieur Augrand sera tenu de faire démolir sa maison et
« faute de ce faire, autorisons le procureur du Roi à faire faire ladite
« démolition et que, à cet effet, il sera employé à sa diligence un
« nombre d'ouvriers suffisant au profit desquels il sera décerné exé-
« cutoire contre ledit sieur Augrand ».

(2) C 129, « du 22 juillet 1774. Permission de laisser subsister l'en-
seigne du nommé Aloncle, coutelier, et pour ce, taxée par la Compa-
gnie, 3 livres, plus autre permission au nommé Denis Chevenin, pour
1 placard et 1 enseigne de coutelier, taxée 6 livres, et enfin remise
de l'amende au nommé Deroziers, pâtissier, et permission de laisser
subsister son enseigne, taxée par la Compagnie, 3 livres ».

b) *Au Contentieux.*

Enfin, c'était également devant le Bureau que les particuliers devaient porter les contestations survenues entre eux en cette matière (1).

B. — VOIRIE RURALE

87. — **Direction.**

En matière de Voirie rurale, le Bureau autorisait les changements dans les tracés des chemins, ordonnait leurs réparations aux Seigneurs hauts justiciers dont ils dépendaient, ou aux paroisses riveraines, et veillait à en empêcher les usurpations (2) et les dégradations.

88. — **Juridiction en direction et au contentieux.**

Ils réprimaient également toutes les contraventions à ce sujet.

Enfin, ils jugeaient au contentieux, lorsque ces dernières portaient préjudice à des particuliers sur les biens desquels le mauvais état, ou la fermeture d'un chemin, obligeait les voitures à passer (3).

3° Bacs et péages

89. — **Direction.**

a) *Historique de la compétence des Trésoriers.*

Les ports et passages sur les rivières navigables appar

(1) C 254. Procès des religieuses Bernardines pour des lignes d'eau qu'elles prétendent leur avoir été concédées puis retirées par l'Hôpital général.

(2) C 386. Dénonciation au Bureau par l'abbé de Charroux, d'infractions à l'ordonnance du Bureau qui défend d'usurper les chemins, lettre du 3 mai 1768.

(3) C 325. Appointements : Raca contre Renaudet, en 1738. Rouher contre Forestier, en 1752.

tenaient au Roi ou aux Seigneurs hauts justiciers et les Trésoriers en avaient la Direction dans tous les cas.

L'ordonnance de 1508 mandait à leurs prédécesseurs de les visiter avec faculté de les faire réparer, « tant aux dépens » de S. M. pour ceux qui sont de son Domaine, qu'aux « dépens des Seigneurs particuliers qui prennent péage et « barrages et à cet effet les y contraindre » (1).

Cette compétence, expressément attribuée au Grand Voyer par l'Edit de 1599, revint aux Trésoriers en 1626 et leur fut confirmée en 1635.

b) *Leurs pouvoirs en cette matière.*

Elle consistait pour le Bureau, à autoriser l'installation des bacs (2) et à veiller à l'exécution des dispositions qui régissaient cette matière.

Suivant les arrêts du Conseil des 12 septembre 1663, mars 1665 (3), rendus pour régler les péages et enregistrés au Bureau à cette fin, les Trésoriers firent rapporter et

(1) Ordonnance citée dans le « mémoire pour le Procureur du Roi au Bureau des Finances de Moulins, contre le Procureur du Roi en la maîtrise des Eaux et Forêts de la même ville ». Imprimé en 1759, page 16, C 191.

(2) De nombreuses ordonnances citées dans le même mémoire, permettent d'installer des bacs : celle du 13 août 1615, pour le sieur de Saint-Gerant, haut justicier, à Saint-Loup, du 18 mars 1624 pour les habitants de Vichy, du 10 mars 1634, pour ceux de Decize.

Le 3 janvier 1660 « les maire et échevins de Moulins » comparaissent au Bureau et remontrent aux Trésoriers « que la nuit dernière « le pont de bois de cette ville de Moulins sur la rivière d'Allier a été « emporté et ruiné par l'impétuosité des glaces, de telle sorte qu'il est « impossible de passer sur icelui, ce qui cause beaucoup d'incommodité au public et une ruine entière du commerce ». Ils requièrent en conséquence le Bureau « de vouloir bien rapporter quelque « ordonnance pour ledit passage et faciliter ledit commerce ». Un bac fut établi après une visite des lieux faite parce qu'il s'agissait de droits « patrimoniaux », C 166. Cette opération se renouvela à chaque chute des ponts de Moulins : en 1676, 1689 (le pont Ginguet), 1710, (pont Mansart), mémoire cité, C 191, note 1.

(3) C 169.

visèrent les titres de tous les propriétaires de ports ou passages.

Ils devaient tenir la main à ce que le service soit assuré d'une façon régulière, les tarifs des péages affichés et appliqués, les bacs eux-mêmes et leurs abords entretenus en bon état (1).

90. — Juridiction.

a) *En Direction.*

Ils jugeaient encore les contraventions à ce sujet. En 1665 ils condamnèrent l'abbé d'Ebreuil qui avait établi depuis 1559 un bateau sur la Sioule sans avoir aucun titre, à rembourser les droits de passage indûment perçus. Ce dernier refusa de se soumettre et s'adressa au Bureau de Riom qui lui donna raison. Un arrêt du Conseil du 31 mai 1775 confirma la décision des Trésoriers de Moulins ainsi que leur compétence (2).

Enfin, ils recevaient les plaintes contre les exactions des pontonniers et y faisaient droit (ordonnances de 1673 contre ceux de Chazeuil, de 1680 pour Moulins) (3). Il ne semble pas que cette fonction ait attiré de leur part toute l'attention

(1) C 170. Procès-verbal dressé par Rousseau, Jean-Jacques, seigneur de Sainte-Placide, Neureux et la Mousse, Trésorier de France à Moulins), contre les pontonniers du Veudre, le 17 mars 1769, C 191, procès-verbal par Griffet de la Baume, un autre trésorier, « des causes de renversement du poteau et tour servant à arrêter la « grosse corde qui sert de passage au bac du port de Moulins....., « l'entraînement duquel poteau et tour aurait vraisemblablement « causé la perte d'une barque et des passagers qui étaient dans ladite « barque, sans le secours de langre (*sic*) qui était dans ledit bateau ; « pourquoi le Procureur du Roi aurait pensé qu'il était de son ministère de pénétrer les causes de cet accident pour en prévenir de « pareils dans la suite..... », du 13 octobre 1749.

(2) C 169.

(3) Mémoire cité, C 191, page 27.

nécessaire. En 1769, un subdélégué écrivait à l'intendant que les bacs de l'Allier, dans son département, étaient en fort mauvais état (1). « Je crois, ajoutait-il, que cette partie d'administration est de la compétence du Bureau des Finances de Moulins. Je n'ai pas voulu y porter mes représentations dans la double crainte qu'on n'y fit pas toute l'attention qu'elles méritent ou qu'on ne me citât vis à vis des personnes intéressées. Je suis persuadé qu'une lettre de votre part au Président ou au Procureur du Roi de ce tribunal opérera la justice et le bon ordre que je viens solliciter auprès de vous ».

L'intendant communiqua cette lettre au Bureau, mais on ignore quelle suite lui fut donnée.

En 1759, la maîtrise des Eaux et Forêts de Moulins avait voulu leur enlever ce droit de police, qu'une ordonnance de 1669, prétendait-elle, lui avait attribué. Les Trésoriers n'eurent pas de peine à démontrer que le texte réservait les droits acquis des autres juridictions et que leurs titres et leur possession en cette matière remontaient à leur création même.

b) *Au Contentieux.*

Depuis 1627, les Trésoriers avaient également la juridiction contentieuse en cette matière, c'est-à-dire le jugement des contestations entre les particuliers et les bateliers au sujet des conditions du passage (3).

(1) Lettre du 22 février 1769, C 255.

(2) C 191, mémoire cité.

(3) C supplément. Ordonnance du 25 mars 1700, maintenant les Minimes et religieux de Sainte-Claire, de Decize, dans la possession de faire passer gratuitement leurs charrois sur le bac de la Loire.

§ 3. — Travaux Publics

91. — Direction : La Commission des Ponts et Chaussées.

La Direction de la Voirie attribuée au début au Bureau des Finances entraînait celle des travaux publics. D'après M. Babeau les Trésoriers n'avaient jamais cessé d'en être chargés, même lors de la création du Grand Voyer ; cependant, leur administration collective ne comportait ni l'initiative, ni la responsabilité nécessaires pour donner aux voies de communications le développement qu'exigeait l'état politique et commercial du royaume (1).

Dès 1603, l'institution d'une administration distincte pour les turcies et levées de la Loire avait réduit le rôle du Bureau en cette matière à la vérification des comptes et à la réception et installation des agents spéciaux de ce service, les trésoriers des turcies (2).

Dès leur création, les intendants prirent la haute main sur les travaux publics ordinaires. Les Trésoriers ne perdirent pas entièrement toutes leurs attributions, ils restèrent les collaborateurs des Commissaires départis, d'une façon un peu effacée toutefois.

En vue d'une enquête ordonnée par Colbert en 1664, sur l'emploi des fonds des Ponts et Chaussées, M. de Pommereu, l'intendant d'alors, leur demanda de lui communiquer les adjudications des divers ouvrages de la généralité depuis 1661 et de nommer un des leurs pour visiter les travaux avec ses subdélégués (3).

(1) Babeau, tome II, page 169.

(2) M. de Grimouard, *op. cit.*, page 55. Cette réception et installation n'était faite que par les bureaux de Moulins et de Bourges.

(3) C 165, lettre de Colbert à M. de Pommereu, du 26 février 1664 : « Monsieur, le Roi voulant être précisé et informé si les fonds « qui ont été faits pour les ponts et chaussées es années 1661, 1662, « 1663, ont été utilement employés, m'a commandé de vous écrire ces

Jusqu'à cette époque, le Bureau semble donc avoir participé d'une manière effective à ces adjudications ; mais bientôt elles furent faites par l'Intendant à son hôtel, et le Commissaire demandé en 1664 l'assista régulièrement comme dans toutes les autres opérations relatives à ce sujet.

Un arrêt de 1672 conserva cette commission des Ponts et Chaussées donnée à un trésorier, mais réserva au Roi la nomination de ce délégué.

Lorsque la place était vacante, le Bureau proposait des candidats à l'Intendant, et, sur l'avis de ce dernier, le contrôleur général désignait un titulaire (1). Le Vayer, en 1698 confirme cet usage : « Le Roi, écrit-il, a coutume de nommer « un commissaire de ce corps (du Bureau), qui assiste avec « l'Intendant de la généralité à l'adjudication des ouvrages « et agit de concert et subordinairement avec l'Intendant » (2).

Enfin, la création du corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées rendit cette collaboration du Bureau encore plus modeste. Comme ceux des turcies et levées, il reçut et installa les Trésoriers de cette nouvelle administration (3).

« lignes afin que vous preniez, s'il vous plaît, la peine d'en conférer
« avec les Trésoriers de France de votre généralité et de faire
« ensuite visiter, de concert, les ouvrages qui ont été faits des deniers
« provenant de ces fonds, pour ensuite me mander votre sentiment
« en en rendre compte à Sa Majesté. C'est le sujet de ces lignes et
« vous assurer que je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant
« serviteur. Colbert ». Lettre de M. de Pommereu, jointe à cette dernière.

Les fonds des Turcies et Levées étaient demandés par l'Intendant. Lettre de M. de Creil au contrôleur général, du 17 janvier 1685, concernant les « grands désordres » qu'avaient faits « les rivières de Loire et d'Allier ». Archives nationales, G 7, 406.

(1) Lettre aux officiers de Soissons de janvier 1784.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 141.

(3) C 127. Registre des présences : « Du 5 janvier 1723, enregistré-ment, réception et installation de Pierre Méritet, trésorier des Ponts et Chaussées ».

92. — Juridiction.

a) *En Direction.*

La juridiction corrélatrice à la Direction appartenait au Bureau, en principe, mais elle passa très vite aux Intendants en ce qui concernait notamment les expropriations de terrains.

b) *Au Contentieux.*

La connaissance des contestations entre les entrepreneurs des travaux et les propriétaires riverains était attribuée implicitement aux Trésoriers avec le Contentieux proprement dit par l'Edit de 1627 ; un arrêt du Conseil du 3 octobre 1667 avait confirmé cette compétence ; mais elle leur fut définitivement enlevée et donnée aux Commissaires départis, en 1672 (1).

SECTION II. — Procédure

§ 1. — Grande Voirie

93. — Direction.

Comme on l'a vu pour l'affaire Coquille, les Trésoriers prescrivaient des mesures générales, au moyen d'ordonnances ordinaires.

Elles étaient précédées d'un procès-verbal de l'état des routes dressé par l'un d'eux, en la forme habituelle (2).

(1) Dareste, p. 141. Arrêts des 3 décembre 1672, 22 mai 1706.

(2) C 211. Mention du paiement de 177 livres 5 sols, du 24 avril 1759 « pour la dépense lors de la visite faite par ordonnance de la Compagnie, par M. Vernin d'Aigrepont, notre confrère, M. le Procureur du Roi et autres officiers dans la grande route de Paris « depuis Moulins jusqu'à Pougues ».

94. — Juridiction.

a) *En Direction.*

Le Procureur du Roi poursuivait l'exécution de ces ordonnances et les contraventions étaient jugées suivant la procédure sommaire usitée en pareil cas.

b) *Au Contentieux.*

Celle des Tribunaux ordinaires était appliquée, par contre, lorsqu'un particulier demandait la réparation d'un préjudice causé à lui seul et non à l'intérêt public.

§ 2. — Petite Voirie

A. — VOIRIE URBAINE

95. — Direction.

Là encore, des arrêtés de règlement étaient rendus par le Bureau ; mais les autorisations de voirie comportaient une procédure particulière.

a) *Les alignements.*

Pour obtenir la permission de construire ou de reconstruire à Moulins, il fallait présenter aux Trésoriers une requête avec toutes les indications utiles : emplacement, etc..., (1). Elle était communiquée au Procureur du Roi, et sur ses conclusions, un membre du Bureau, désigné à cet

(1) C 269. Requête de Jean-Baptiste Desbouis de Sallebrune, lieutenant particulier au présidial de Moulins, exposant aux Trésoriers « qu'il veut faire démolir et reconstruire sa maison rue Notre-Dame, « ce qu'il ne peut faire sans que vous vous transportiez sur les lieux, « à l'effet de visiter iceux et donner une suite d'alignement conforme « à ceux que vous aviez précédemment donnés ; c'est pour y par- « venir que le suppliant vous présente sa requête tendant à ce qu'il « vous plaise, nos Seigneurs, vu l'exposé en icelle, ordonner le trans- « port de l'un de vous sur les lieux, aux fins de visiter iceux, en « constater l'état et donner un alignement au suppliant, à l'effet de « s'y conformer et de bâtir suivant icelui ».

effet, se rendait sur les lieux, avec le greffier, le premier huissier ; les parties elles-mêmes l'accompagnaient également, les échevins, les voisins pouvaient s'y rendre aussi, tous ces derniers avaient le droit de faire « les dires et « remontrances qu'ils jugeaient à propos ». Le « Commis- « saire » convoquait parfois un maître maçon qui « toisait « et tendait le cordeau » au besoin.

L'emplacement de la façade déterminé pour assurer un alignement et une largeur de rue convenable, procès-verbal était dressé du tout et signé des assistants. Après son « rapport » au Bureau, une nouvelle communication au Procureur du Roi, les Trésoriers rendaient leur ordonnance définitive.

Pour faciliter leur tâche, ils faisaient parfois dresser des plans d'alignement pour quelques rues « M. Evezard, ingénieur » (1) établit en 1750 ceux « de la rue de l'Aumône et « du Cours Doujat », M. de Regemortes, celui de la nouvelle rue « en suite du pont qu'il avait construit ».

En 1763, un traité est passé « avec M. Trésaguet de Lille, « pour la copie du plan de la ville de Moulins » (2).

Si l'alignement concernait une autre localité, le Bureau statuait sur le rapport « d'un officier sur les lieux commis « *ad hoc* », un officier de police probablement. Un Trésorier qui passait en chevauchée pouvait également le donner lui-même (3).

(1) C 209. Compte des dépenses de 1750 : « Payé à M. Evezard, « ingénieur, 45 l. pour le plan qu'il a dressé pour l'alignement de « la rue de l'Aumône et du cours Doujat, le 25 février 1751 ».

(2) C 211. Dépenses de 1764 : « Payé à M. Trésaguet de Lille, 400 l. « à compte tant sur le prix du traité fait avec lui, pour la copie du « plan de la ville de Moulins, que sur le prix des nouvelles condi- « tions faites avec lui le 19 janvier 1764 ». Traité avec M. Trésaguet, du 26 avril 1763. C 123, fo 85, v^o.

(3) C 165. Lettre à M. de Chauvelin, du 21 mars 1759,

b) *Autorisations diverses.*

La même procédure était suivie pour les autorisations d'ouvrages en saillies sur la voie publique, dans les limites permises ; un recolement avait lieu après leur construction.

Quant aux simples permissions pour placer des enseignes, des barrières ou des étais devant une maison, il fallait aussi les demander par requêtes et le Bureau rendait son ordonnance après l'avis du Procureur du Roi (1).

96. — Juridiction.

a) *En Direction.*

Les contraventions aux règlements de voirie étaient poursuivis et jugés à la requête du Procureur du Roi, sans parties appelées, sur son initiative personnelle, les plaintes des habitants ou leurs dénonciations, les procès-verbaux dressés par les Trésoriers en tournées, ou à Moulins par un agent spécial, le « Commissaire Voyer » (2).

Les adjudications des réparations de pavés se faisaient comme celles des travaux ordinaires des villes.

b) *Au Contentieux.*

Enfin, la juridiction au Contentieux comportait la procédure des tribunaux ordinaires.

(1) C 269.

(2) C 279. Ordonnance du 13 juillet 1778, enjoignant la démolition de la maison du sieur Augrand « sur la requête présentée par le Procureur du Roi, contenant qu'il est établi par le procès-verbal dressé « par le sieur Fontana (?), commissaire voyer, que la façade de la « maison..... » ; dans d'autres ordonnances, même liasse, le sieur Fontana est nommé « Commissaire de Voirie ». Ce personnage ne faisait partie à aucun titre du Bureau, il n'a pas été trouvé de plus amples renseignements à son sujet.

B. — VOIRIE RURALE

97. — Direction : Réparations des chemins.

Le procès-verbal d'un Trésorier commis à cet effet, constatait l'état défectueux des chemins. Après un rapport au Bureau et un réquisitoire du Procureur du Roi, une ordonnance signifiée au Seigneur haut justicier ou au syndic de chaque paroisse, et affichée dans ce dernier cas à la porte des Eglises, enjoignait les réparations jugées nécessaires dans un délai prescrit, sinon qu'il y serait préposé des ouvriers aux frais des intéressés (1).

En 1775, le Bureau usa de cette dernière mesure pour rétablir le chemin de Vichy jusqu'aux vignes des Bicards (2). Les propriétaires se plaignirent à Turgot, alors contrôleur général, de la dépense extraordinaire de 3.000 l. que cette réfection entraînerait pour une paroisse déjà fort éprouvée. Un inspecteur général des Ponts et Chaussées fut envoyé sur les lieux et son mémoire réduisit toutes les plaintes à néant.

Les Trésoriers avaient conduit intelligemment et économiquement les travaux exécutés en grande partie par des malheureux sans ouvrage. La dépense n'atteindrait certainement pas la somme de 3.000 l. indiquée. « Ceux qui ont « porté des plaintes à M. le Contrôleur général, concluait-il, « ont été trompés sans doute par quelques paisants (*sic*) qui « sont toujours mécontents pour la plus légère peine qu'on « leur donne ou pour la plus petite dépense qu'on leur occasionne ». Ce rapport valut au Bureau une lettre de félicitations de Turgot, et les travaux s'achevèrent normalement (3).

(1) Mémoire imprimé de 1789.

(2) Correspondance concernant cette affaire, C 245.

(3) Lettre du 28 février 1776, C 245.

98. — Juridiction : En direction et au contentieux.

Comme en matière de grande voirie, la procédure était sommaire, lorsque le Procureur du Roi se trouvait seul en cause, et ordinaire si un particulier se portait demandeur (1).

C. — BACS ET PÉAGES

99. — Direction et Juridiction : Renvoi à la voirie urbaine ou rurale.

Tout ce qui a été exposé ci-dessus, de la procédure suivie, pour les ordonnances générales, les adjudications, le jugement des contestations en direction ou au contentieux, pour la voirie ordinaire, s'applique à cette matière.

§ 3. — Travaux Publics

100. — Direction et Juridiction.

Comme le rôle du Bureau se bornait, pour les travaux publics, à collaborer avec l'Intendant par le commissaire des Ponts et Chaussées, il ne peut être question à ce sujet d'aucune procédure.

(1) Appointements cités, C 329 et 325.

CHAPITRE IV

Rapports du Bureau avec les autres institutions

SECTION I. — La Municipalité de Moulins

101. — Subordination de la Municipalité au Bureau.

La Municipalité de Moulins était en quelque sorte subordonnée au Bureau des Finances qui administrait ses ressources et dirigeait la voirie urbaine (1). En signe de déférence, elle lui devait le pas dans les cérémonies publiques, et un présent de bougies au premier janvier de chaque année : 4 livres au Doyen, 2 livres à chacun des Trésoriers (2).

(1) Cette théorie est soutenue en particulier dans un mémoire en réplique du Bureau contre les officiers municipaux au sujet de l'imposition pour le nettoiemment des rues et l'enlèvement des boues, de 1759 (C 168). Les officiers municipaux veulent « se soustraire à la « subordination qu'ils doivent aux trésoriers de France leurs supérieurs à plusieurs égards et leurs juges dans différentes occasions. « Ne dirait-on pas, à les voir s'égalant aux Trésoriers de France, qu'ils « ont une juridiction particulière et indépendante », etc....

(2) En 1732, la municipalité réduisit ce cadeau de moitié ; par une délibération du 24 décembre 1732, le Bureau, devant « cette « marque de mépris » lui fit signifier de « rétablir au premier jour « de l'année 1733, l'usage de présenter des bougies, ainsi qu'il était « ci-devant..... » le corps de ville refusa de se soumettre ; mais l'Intendant, pris comme arbitre, lui donna tort, C 133, f° 48, v°.

102. — Participation des Trésoriers de France aux fonctions municipales.

Ceux-ci avaient également une part effective dans les fonctions municipales : souvent ils étaient choisis comme maires parmi « les plus notables et les plus qualifiés ».

D'après M. Baer (1), une ordonnance du 22 avril 1654 déclara même « pour écarter des affaires publiques les : « pâtissiers, cabaretiers, et autres gens sujets à la police » que cette charge serait déferée alternativement « aux officiers du Présidial et du Bureau des Finances et autres personnes notables de la ville ».

Lorsqu'après 1672 le droit de nomination en fut accordé au gouverneur, le Marquis de la Vallière, puis à sa veuve et à son fils (2), cette famille conserva généralement la tradition établie.

Puis « l'office de maire perpétuel » devint vénal en 1692 (3) et les Trésoriers s'abstinrent de l'acquérir. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'application de l'édit du mois de mai 1765 (4), œuvre de Choiseul, souleva de leur part de véhémentes protestations auprès du Contrôleur général. Un des leurs, lui écrivaient-ils (5), a été désigné pour

(1) Baer, *op. cit.*, page 121-122. Plusieurs noms des Trésoriers maires de Moulins se trouvent dans l'étude de M. Tiersonnier « Con-seils et Maires de Moulins ». *Bulletin de la Société d'Emulation* 1906, pages 250, 279, 1908, page 120 et suivantes.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 114. Lettre de la Vallière aux officiers de Moulins, du 6 novembre 1690, nommant pour maire : de Villaine, trésorier de France, citée par M. Baer, *op. cit.*, p. 110, note 2. (Archives munic., G b. 203).

(3) M. Baer, *op. cit.*, p. 111.

(4) Cet édit instituait trois corps municipaux élus : le corps de ville, le conseil de ville et l'assemblée des notables. En 1777, Terray rétablit la vénalité des offices.

(5) Lettre au contrôleur général du 10 juillet 1765, C 134 (correspondance avec de Villantroys et les officiers désignés).

premier échevin, M. de Morigny, avec des personnes en sous-ordre : « telles qu'un avocat, un procureur, un marchand ; et il n'a point été question d'un officier de la Compagnie lorsqu'il s'est agi de la place du maire ». Deux conseillers avaient été pris également parmi les membres du Bureau : Durye et de Chaux. Les trois nouveaux élus, sur l'avis de leurs confrères, refusèrent d'accepter ces charges.

La Sénéchaussée leur intima l'ordre de se soumettre ou de payer 20.000 l. de dommages-intérêts ; mais ils obtinrent un arrêt du Conseil, au mois d'août 1767, qui les dispensa de « remplir leurs places » (1).

103. — Participation des Trésoriers de Moulins à l'administration des hôpitaux.

Le Bureau participait aussi à l'administration de l'Hôpital Général créé par lettres patentes de février 1660, et dont dépendaient tous les autres. « Les Présidents, Trésoriers de France, porte un mémoire de 1750 (2), exempts de « toutes charges et fonctions publiques, auraient pu, sans « doute, refuser celles d'administrateurs, mais pour l'utilité « des pauvres, ils voulurent bien concourir à cette administration, cependant, sous la condition que, dans ce cas, « ils jouiraient de la préséance qui leur était attribuée en « toutes occasions par différents édits, déclarations et règlement ». Aussi, refusèrent-ils toujours la fonction « servile « et dépendante » de receveur des Hôpitaux, celui-ci devant

(1) Lettre d'août 1767, signée de Langlois, C 322.

(2) Mémoire pour Joseph Jolly, écuyer, seigneur du Bouchaud et de Chavardon, l'un des greffiers en chef, alternatifs, du Bureau des Finances de la généralité de Moulins, demandeur : et les Présidents trésoriers de France, avocats, procureurs du Roi et autres greffiers en chef et alternatifs du même Bureau des Finances, intervenants, C 154.

rendre ses comptes devant la Sénéchaussée ; le titulaire était pris parmi les marchands : « comme un emploi convenant « à leur état », M. Vernin d'Aigrepont, nommé à cette fonction en 1740, la refusa (1).

De même pour éviter tout conflit avec les officiers du Présidial il fut décidé que ceux du Bureau seuls pourraient les remplacer et réciproquement.

Cette règle fut violée en 1748 : le sieur Vigier « élu en « l'élection de Moulins », sortant de charge, les officiers municipaux de Moulins lui désignèrent comme successeur Joseph Jolly, greffier du Bureau, une instance en règle s'engagea au conseil, des mémoires furent échangés de part et d'autre, (2) et enfin, un arrêt du Grand Conseil, du 5 janvier 1752 (3), déclara nulle cette nomination.

104. — Les impositions locales.

La plupart des conflits du Bureau avec la municipalité de Moulins, furent dus aux taxes locales.

Forts de maintes dispositions qui les exemptaient de

(1) Le contrôleur général communique la requête du Bureau à l'Intendant de la généralité, M. de Sauvigny ; les Trésoriers adressèrent à ce dernier un mémoire éloquent, caractéristique de leur mentalité : « Les Directeurs opposent que le sieur d'Aigrepont s'est « laissé nommé Directeur ; les Trésoriers de France leur feront voir « que la conséquence qu'ils tireraient, serait peu juste ; il n'est pas « un des Trésoriers de France qui ne regarde l'emploi de Directeur « de l'Hôpital général comme un titre honorable, ils savent et ils « sentent par eux-mêmes que tout ce qui tend au bien des pauvres « est convenable à un chrétien, c'est le motif qui engage avec « plaisir les plus grands du royaume à accepter des places pareilles « dans la capitale ; mais ils savent aussi que jamais on ne fait choix « des personnes privilégiées, quoique administrateurs des hôpitaux, « pour en remplir la place du receveur ». Et ils donnent comme exemple le Bureau de Paris. Réponse des Directeurs. Réplique des Trésoriers : « la seule qualification de comptable dégrade ». C 154.

(2) C 154.

(3) C 144.

« toutes contributions des villes ». (Déclaration du 23 décembre 1586, édits de janvier 1641, d'avril 1694), les Trésoriers se prétendaient toujours dispensés de payer ces dernières, même lorsque l'imposition devait en être faite sur « les « exempts et non exempts ».

Les officiers municipaux, au contraire, soutenaient qu'ils devaient supporter comme les autres habitants leur part des charges communes. Enfin, ces privilèges, hors de proportion avec l'importance réduite de leurs fonctions, parurent de plus en plus exorbitants lorsque les esprits évoluèrent, au XVIII^e siècle, vers l'égalité devant l'impôt.

Comme toutes les autres contraventions concernant les finances locales, l'intendant jugeait ces différends du Bureau avec la ville et il se montrait, en général, peu disposé en faveur des Trésoriers.

a) *Les droits d'entrée.*

Ils furent exempts des subsistances, ustensiles et autres charges extraordinaires de la ville de Moulins, tant que leur perception eut lieu au moyen de rôles dont la vérification leur appartenait. Mais en 1643, les bourgeois remplacèrent ce mode d'imposition, par une taxe sur l'entrée des marchandises, et le Bureau s'éleva vivement contre cette mesure qui le frappait indirectement par l'élévation des prix (1). Les Tré-

(1) C 159. Ils composèrent à ce sujet, probablement pour le Conseil, une notice assez curieuse : « Quelques particuliers, habitants de la ville de Moulins, voulant tâcher à secouer le joug de la subordination, que la naissance les oblige à avoir pour la magistrature, établie dans les villes pour en maintenir les peuples dans l'obéissance ; et, dans la pensée de se rendre égaux et indépendants des plus qualifiés de ceux qui habitent lad. ville, se sont avisés, sous prétexte de soulagement des charges ordinaires et du bien public, de solliciter auprès du Roi et de Nosseigneurs de son Conseil, un octroi de levée sur toutes les marchandises et denrées qui entrent ou se consumeront (*sic*) en lad. ville..., ce qui est directement

seriers purent cependant obtenir des fermiers des nouveaux droits, dont ils adjugeaient les baux, l'autorisation de faire entrer gratuitement, à Moulins « jusques à la quantité de « douze pièces de vin, huit charrois de foin et autres denrées « exprimées aux baux, de leur cru et pour l'entretien de « leur maison seulement » (1).

Par la suite ils se firent donner à chaque renouvellement de la ferme une déclaration semblable.

Une ordonnance de l'Intendant Jubert de Bouville, du 20 mars 1680 (2), une autre de Florent d'Argouges du 27 septembre 1687 (3), confirmèrent leur exemption lorsque les droits primitifs s'élevèrent. Il ne leur en fallut pas moins lutter souvent contre les tendances de plus en plus égalitaires de la municipalité.

En 1700, cette dernière, demanda, en effet, au Roi, la permission de percevoir un nouveau droit sur les vins entrant et se consommant dans la ville, ou passant sous les ponts de l'Allier, sans distinction de personnes « même des « sieurs Trésoriers de France... » (4).

« contraire aux intérêts du Roi et de l'Etat, préjudiciable aux ecclésiastiques, communautés séculières et régulières, aux gentilshommes et officiers privilégiés, aux intérêts mêmes de ceux qui le demandent, à la ruine de la ville de Moulins ». D'après une lettre de l'Intendant Le Vayer au contrôleur général du 8 mai 1696, tous les privilégiés étaient opposés à ces taxes. De Boislisle, *Corresp. des Contrôleurs généraux*, t. 1, p. 424-425.

(1) « Déclaration des adjudications des droits de 30 sols par tonneau de vin, charrois et autres droits d'entrée qui se perçoivent en la ville de Moulins par baux à nous faits », du 18 novembre 1643. Autres déclarations du 10 octobre 1645, du 4 décembre 1674, C 156. Les Trésoriers étaient déjà exempts des droits d'aides, sur les vins, affermés par le Roi auxquels les octrois de la ville se superposaient.

(2) C 156.

(3) C 156.

(4) M. Baer, *op. cit.*, p. 392. Arch. municip., H. o. 502, 29 avril 1700.

Cette taxe fut temporaire, mais lors de son rétablissement en 1705, dans les mêmes conditions, pour l'achat des lettres de Bourgeoisie, le Bureau poursuivit les officiers municipaux devant le Conseil du Roi afin d'en être déchargé. Condamné par un premier arrêt du 18 août 1708, un second du 22 octobre 1709 lui donna gain de cause (1). Pourtant, en 1729, un trésorier, Vernin d'Aigrepont, dut payer un droit d'entrée de 25 s. 10 d. dont il demanda la restitution à l'Intendant ; elle lui fut accordée par une ordonnance de ce dernier du 19 janvier, après l'avis favorable du maire qui semblait voir, en cette matière, une faveur possible plutôt que l'exercice d'un droit : « l'objet est d'une assez petite « conséquence pour n'y pas résister, concluait-il, il s'agit de « 25 sols au profit du suppliant, et pour le total des privi- « lèges des Trésoriers de France de 12 ou 15 l. puisqu'ils ne « sont pas plus de 12 résidants en cette ville » (2).

Les lettres patentes de 1779 firent surgir de nouvelles difficultés (3). Elles accordaient aux officiers municipaux, pour subvenir aux besoins de la ville, un doublement des octrois que toute personne, sans distinction, était tenue de payer.

Le Bureau réclama, naturellement, la reconnaissance de ses privilèges, et, sur le refus du conseil municipal, porta plainte au Contrôleur général. Ce dernier lui fit répondre par l'Intendant « qu'il n'était exempt que des octrois purement et « simplement et non point de ceux auxquels les besoins de « la ville exigeaient que l'on donnât la plus grande étendue « possible ».

L'affaire fut portée au Conseil du Roi, le procès dura

(1) C 188.

(2) C 156.

(3) C 162. Correspondance et pièces concernant cette affaire.

très longtemps, et les Trésoriers continuèrent à ne rien payer à l'entrée de leurs vins.

L'avocat du Bureau trouva partout des résistances contre les prétentions de ses clients ; « on est dans le principe actuel « de considérer les octrois comme des charges locales aux- « quelles tous les habitants doivent être soumis » leur écrivait-il en 1783 (1). Un arrêt, rendu le 13 juin 1784, rejetait finalement leur demande. Les Trésoriers n'en refusèrent pas moins d'acquitter le paiement des droits restés dûs et la municipalité n'insista pas.

Mais, en 1790, une délibération du conseil municipal du 25 mars, prescrivait au Procureur de la commune, la poursuite de ce recouvrement (2).

Les événements n'auraient modifié en rien les idées du Bureau qui, pour résister encore, demanda l'appui de l'un de ses membres : M. Lault, député à l'Assemblée Nationale.

La réponse de ce dernier dut faire comprendre à la Compagnie la singularité de son obstination : « Je crois devoir « vous observer, Messieurs, écrivait-il, que les circonstances « ont bien changé, que tout ce qui s'appelle privilège est « devenu odieux, que l'administration ne peut suivre à cet « égard que les principes adoptés par l'Assemblée Nationale « et consacrés par une foule de ses décrets ; cependant, ie « me garderai bien de vous détourner de faire toutes les « démarches que votre prudence et votre sagesse vous édicteront. Mais, je vous supplierai de réfléchir, qu'étant actuel-

(1) C 162. Lettre de M. de la Servolle, avocat aux Conseils, du 11 septembre 1783.

(2) C 162. Lettre du 3 avril 1790 du Procureur au Bureau communiquant cette délibération : « la caisse du receveur étant absolument « vide, cette situation critique l'a mise (la Commune) dans la nécessité de chercher s'il n'y avait pas en souffrance quelque recouvrement dont elle peut faire usage pour en sortir ».

« lement membre du corps municipal, je ne puis solliciter
« aucune décision contraire à ses intérêts » (1).

b) *Dettes de la Ville.*

Comme dans cette longue affaire, les Trésoriers montrèrent une âpreté semblable pour chacune des impositions municipales.

Compris dans le rôle dressé pour le recouvrement des dettes de la ville, liquidées par un arrêt du 2 septembre 1672, ils se pourvurent devant l'Intendant. Ce dernier transigea avec eux et les exempta sous la promesse d'un paiement collectif annuel de 660 l. pendant 6 ans (2). Lors d'une nouvelle liquidation arrêtée par le Conseil le 21 novembre 1682, ils furent imposés de la même façon pour 900 l. (?) Ils s'acquittèrent « en protestant que ce paiement ne pourrait « préjudicier à leurs privilèges » et entreprirent de se faire décharger de cette taxe (3).

L'un d'eux obtient une audience de Colbert (4) et fait de nombreuses démarches à Paris, leur avocat réussit à se procurer une expédition du procès-verbal des dettes et rédige un mémoire où il établit qu'elles n'auraient pas dû être remboursées par la communauté et dans tous les cas, par les Trésoriers (5) Ces derniers ne voulurent point, cependant,

(1) C 162, Lettre du 24 avril 1790.

(2) Mémoire instructif de MM. les Présidents trésoriers généraux de France de Moulins. Pièce manuscrite, s. d., C 150. « Ce paiement « était relatif à la portion des dettes contractées pour la peste ».

(3) *Ibidem.*

(4) Lettre de M. de Villaine, Trésorier de Moulins, député, à Paris, du 14 juin 1683, avec plusieurs lettres relatives à ce sujet, C 150.

(5) « Dettes de la ville de Moulins liquidées par arrêt du Conseil « du 11 novembre 1682, suivant le procès-verbal de M. de Bouville, « du 26 septembre précédent.... », elles se montaient à : 84.848 l. 16 s. 5 d. (pièce manuscrite s. d.), C 150.

continuer une instance en règle, ils envoyèrent les copies de cette pièce à leur confrère Racine pour les présenter au Roi, au Chancelier et au Contrôleur général (1).

Le poète n'obtint de ce dernier qu'une réponse évasive et une lettre de recommandation pour l'Intendant de Moulins (2). Les députés du Bureau qui la présentèrent furent très mal reçus et l'affaire n'eût pas d'autre suite (3).

c) *Taxes diverses.*

Ils n'obtiennent pas davantage, en 1696, d'être exemptés des rôles d'impositions pour les Eaux et Fontaines et le remboursement d'un office de juré, mouleur de bois, institué à Moulins (4).

(1) Minute d'une lettre du 20 juin 1686 : « Messieurs les Trésoriers de France ont vu le placet que vous m'avez adressé, qu'ils ont approuvé, mais ils n'ont pas été de sentiment d'en continuer une instance réglée et ils m'ont fait faire trois copies qu'ils ont envoyées à M. Racine, le confrère que vous savez, qui est bien au Conseil et qui demeure rue du Cimetière Saint-André-des-Arts... ». C 142.

(2) C 150. Lettre de Racine du 9 février : « Messieurs, j'ai eu l'honneur de présenter votre placet à M. le Contrôleur général et de lui expliquer mesme de vive voix une partie des choses qui y étaient contenues. Il m'a écouté avec beaucoup de bonté et m'a promis d'examiner l'affaire avec soin. Il m'a paru très disposé à traiter la Compagnie le plus favorablement qu'il pourra. Voicy une lettre qu'il escrit sur ce sujet à Monsieur l'Intendant : Je ne doute pas que ce ne soit pour lui demander les éclaircissemens dont il croit avoir besoin. J'ay cru que je ne ferois pas mal de vous adresser la lettre afin qu'en la remettant vous mesmes entre les mains de Monsieur de Creil, vous puissiez en mesme temps, l'instruire à fond de toute l'affaire. Je souhaite de tout mon cœur qu'elle soit terminée à vostre satisfaction. J'auroy soin de me présenter de temps en temps devant Monseigneur le Contrôleur général et de renouveler mes sollicitations auprès de lui, n'ayant rien au monde de plus à cœur que d'exécuter avec zèle les ordres dont il vous plaira de m'honorer. Je suis, Messieurs, votre très humble serviteur et confrère, Racine ».

(3) Minute de la réponse à Racine, du 17 février 1686, C 150.

(4) Mémoire des Présidents trésoriers généraux de France de Moulins pour obtenir la décharge du rôle des Eaux et fontaines

L'année suivante ils décident de contribuer pour 1500 l. à l'établissement des lanternes dans cette ville (1).

Par contre, ils sont déchargés des sommes imposées pour la suppression des charges d'essayeur d'eau-de-vie en 1705 (2), de contrôleur-inspecteur des Messageries, l'année suivante (3). Mais ils paient en 1711, 590 l. pour la réparation du Pont de Moulins (4) et 548 l. pour l'extinction de l'office de contrôleur des suifs (5).

Ils refusèrent en 1758 de participer aux dépenses nécessaires à l'enlèvement des boues, effectué jusque-là aux frais de chaque particulier intéressé, et organisé par un nouvel arrêt du Conseil en un service municipal. La somme à laquelle le Bureau se trouvait taxé d'après sa capitation collective n'était pourtant que de 25 l. La municipalité la jugea insuffisante et inscrivit les Trsoriers dans les rôles, dressés à cet effet, pour 6 l. chacun (6).

Ils protestèrent auprès de l'intendant M. le Nain, mais, fort courtoisement du reste, celui-ci leur donna tort

auquel ils ont été compris par M. Le Vayer, intendant de la généralité de Moulins, avec la mention : « Envoyé autant à MM. de Pont-« chartrain, de Caumartin et Pallierne, le 17 décembre 1696 », C 172. « Placet présenté au Roy » concernant les Eaux et Fontaines et la charge de juré Mouleur de Bois, convertie en imposition (s. d.), C 172.

(1) C 168. Délibération du 20 septembre 1697.

(2) C 168. Arrêt du 7 juillet 1705.

(3) C 162. Arrêt du Conseil du 25 mai 1706 cité dans une lettre à M. de la Servolle, du 6 juillet 1783.

(4) C 150. « Extrait du rôle d'imposition fait par nous Jacques « Etienne Turgot, Intendant de justice, police et finances en la générale de Moulins du 6 mai 1711 ».

(5) Bordereau arrêté par Turgot, le 6 mai 1711. C 150.

(6) Lettre de le Nain, Intendant, du 30 septembre 1760, C 168.

Mémoire des officiers municipaux en réponse à celui du Bureau, avec cette phrase lapidaire : « Est-ce en se montrant bon citoyen « qu'on se dégrade ? », C 168.

(1). Afin de réserver leurs droits, ils offrirent alors, de commuer leur imposition en une contribution volontaire et annuelle de 100 l. « pour le logement du curé de Saint-« Pierre », et même, de payer 500 livres pour les cinq dernières années(2). Cette offre fut acceptée.

Les réparations de l'Horloge, suscitèrent les mêmes résistances. Le Bureau intenta un procès au Conseil contre les officiers municipaux pour être déclaré exempt de cette charge en 1778 ; il fut débouté de sa demande par un arrêt du mois de mars 1782 (3).

SECTION II. — Le Châtelain

105. — Conflits avec le Châtelain.

La noblesse de leurs charges rendait les Trésoriers justiciables de la Sénéchaussée et siège présidial et non du tribunal de police ordinaire : la Châtellenie.

Le châtelain prétendit parfois connaître des procès concernant les successions des officiers du Bureau, mais la Compagnie défendit toujours ses privilèges.

En 1662 elle engagea avec lui une instance à ce sujet après la mort de Garnier d'Avrilly, et obtint gain de cause

(1) Lettre de M. le Nain, Intendant, du 30 septembre 1760, C 168, « Je me flatte que vous ferez attention qu'il paraîtrait peu convenable « qu'une Compagnie distinguée, non seulement par son rang et ses « privilèges mais encore par l'aisance de la plupart des membres qui « la composent, voulût presque se soustraire à une imposition à laquelle les citoyens les plus maltraités par la fortune sont assujettis « et que vous reconnaitrez que la légère augmentation que l'on vous « a demandé a pour objet de procurer à des malheureux un soulagement que leur triste situation a rendue nécessaire ».

(2) Délibération du 12 avril 1761, C 168.

(3) Mémoire au Conseil par MM. les officiers du Bureau des Finances (s. d.), C 168. Correspondance avec de Villantroys, C 202. Lettre du 22 mars 1782, C 259.

(1). Un semblable conflit s'éleva six ans plus tard, et les Trésoriers rappelèrent dans un mémoire au Conseil leurs droits honorifiques et « la possession dans laquelle ils sont de ne « reconnaître autre juge, que celui de la noblesse en la « province de Bourbonnais » ; les prétentions du châtelain étaient imaginaires, et ses tentatives renouvelées n'avaient d'autre but « que de ternir l'éclat » de leurs charges. « Il y « aurait lieu de s'étonner, concluaient-ils ironiquement, si « un juge de cette qualité, que l'ancienne ordonnance quali- « fiait : (*Plani pedes judices, quia de plano judicabant*), vou- « lait s'élever jusque-là à prendre connaissance des privi- « lèges des plus anciennes charges du Royaume (2).

SECTION III. — Rapports avec le Présidial

106. — Préséance : Attitude effacée des Trésoriers de Moulins.

D'après deux édits de 1577 et de 1635, les Trésoriers prétendaient toujours avoir la préséance sur les officiers des présidiaux. Mais à Moulins, ces derniers en raison de leur ancienneté (ils avaient été créés en 1551), n'admettaient pas ces prétentions.

Aucun règlement particulier n'était encore intervenu en 1680. A cette époque, un arrêt rendu au Conseil du Roi le 16 avril 1680, sur une contestation entre le présidial et le Bureau d'Amiens, décida « qu'en toutes assemblées et cérémonies particulières et de particulier à particulier, les Président et Lieutenant général du Présidial de ladite ville

(1) Mention de cette instance dans le mémoire ci-après.

(2) Etat des actes en possession des Présidents trésoriers de France de la généralité de Moulins pour faire connaître de la noblesse de leurs charges », C 141.

« précéderaient les Trésoriers de France et que ces derniers
« précéderaient eux-mêmes le lieutenant criminel et tous les
« autres officiers » (1). Cette décision qui mettait fin à de
nombreuses discussions fut déclarée commune à plusieurs
bureaux sur leur requête. Avant de les imiter, les Trésoriers
de Moulins, par une lettre circulaire du 10 avril 1681 (2),
demandèrent conseil à leurs confrères des autres généra-
lités. « Devaient-ils abandonner une partie de leurs privi-
« lèges en réclamant le bénéfice restreint de l'arrêt d'Amiens,
« ou ne vaudrait-il pas mieux laisser les choses en état en
« attendant un temps plus favorable ? » (3).

Ils choisirent cette dernière alternative, mais le Prési-
dial très jaloux de ses avantages n'abandonna jamais son
rang usurpé. Aussi, pour ne pas créer de précédents, les
Trésoriers écrivaient-ils à leurs confrères de Lyon en 1772 (4),
« qu'ils s'abstenaient, à l'exemple de leurs prédécesseurs,
« de toutes cérémonies publiques où les autres corps avaient
« coutume de se trouver ». « Il paraît que cet usage est fort
« ancien dans notre Compagnie, ajoutaient-ils, et nous ne
« chercherons pas à l'interrompre tant qu'il y aura lieu de
« craindre que nous n'obtinssions pas tous les avantages qui
« nous sont dus ».

Pourtant la rigueur de ce principe fléchissait parfois en
certaines circonstances, puisque M. H. Faure, dans les Sou-
venirs de l'Hôtel de Ville de Moulins (5), mentionne leur pré-

(1) C 137.

(2) C 143.

(3) Ils présentèrent au Conseil une requête pour obtenir que l'ar-
rêt d'Amiens leur soit déclaré commun, mais ne poursuivirent pas
l'affaire, C 143.

(4) C 257. Minute d'une lettre écrite le 27 mai 1772

(5) *Annales Bourbonnaises*, 6^e année, octobre 1892. p. 338 et sui-
vantes, nov.-déc. 1892.

sence aux deux services solennels célébrés à la Collégiale : l'un le 22 mai 1711 pour le Grand Dauphin (le fils unique de Louis XIV et de Marie-Thérèse), et l'autre le 26 août 1762 à l'occasion de la mort de l'intendant Le Nain.

L'enterrement d'un de leurs confrères, Pierre Poncet, en même temps maire de Moulins, nécessita encore leur présence en 1723.

Par délibération du 25 novembre 1781, la Compagnie décida enfin d'assister en corps au *Te Deum* qui devait se chanter le jour même dans l'église principale, à l'occasion de la naissance du Dauphin (Louis XVII).

Dans toutes ces occasions, la municipalité s'ingéniait pour ne pas froisser les susceptibilités de « Messieurs des Finances et du Présidial ». Elle les prévenait de la même façon, par billets ou de vive voix et lorsque la cérémonie comportait une absoute, deux bénitiers étaient placés devant le catafalque, afin qu'ils puissent jeter en même temps l'eau bénite.

L'importance attribuée à la préséance n'est pas surprenante à cette époque ; et les Trésoriers de Moulins paraissent réservés, lorsque l'on voit leurs confrères de Riom, certain samedi saint de 1684, arracher, lors d'une procession, les robes et les perruques des consuls qui voulaient les précéder. (Everat, p. 124).

107. — Juridiction des officiers du Bureau : Compétence accordée au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier.

Mais cette dissension entre le Bureau et le Présidial rendait ce dernier par trop partial et les Trésoriers furent obligés, parfois, de recourir au Conseil du Roi pour avoir d'autres juges. Après l'édit d'avril 1627 qui leur attribuait la juridiction contentieuse du domaine et de la voirie, exercée jusque-là par les tribunaux ordinaires, la connaissance de tous

leurs procès fut donnée au grand Conseil par des lettres patentes de 1628 ; puis, pour la généralité de Moulins, elle passa au baillage et siège présidial de Saint-Pierre-le-Moûtier (1), aux termes d'un arrêt du 31 décembre 1633. Le Parlement de Paris n'enregistra cette décision que le 29 juillet 1634, et en permit l'exécution pour deux ans seulement (2). « L'animosité des officiers du Présidial de Moulins ayant non seulement continué, mais s'étant encore augmentée par plusieurs actes et jugements faits et donnés et plusieurs vexations ».

Cette disposition fut remise en vigueur pour le même temps en 1649, définitivement confirmée par un autre arrêt du Conseil du 13 juin 1654 (3).

Celui du 21 mars 1667 (4) donnait la même faveur aux huissiers du Bureau ; car « obligés de saisir les gages des officiers du Présidial, de la Sénéchaussée et Châtellenie de Moulins, de les contraindre au paiement de ce qu'ils doivent, de subsides et subvention ; ils ne leur rendent aucune justice des procès qu'ils ont pardevant eux ».

SECTION IV. — La Maison de Bourbon

108. — Renvoi.

Le prince de Condé, engagiste du Bourbonnais, avait le droit de nomination des membres du Bureau. (Cette question a été examinée précédemment) (5).

Ceux-ci lui devaient l'annuel de leurs offices. L'étude de

(1) C 141.

(2) C 172. Extrait des registres du Parlement.

(3) C 141.

(4) Arrêt du Conseil du 21 mars 1667, C. 141.

(5) Chap. II, S. I., n° 16.

cel impôt n'a pas été séparée de celle du centième denier avec lequel il présente des rapports étroits (1).

Les Trésoriers ne manquèrent pas, au surplus, avec la Province tout entière, de manifester en diverses circonstances leur attachement à la maison de Bourbon (2).

SECTION V. — Les Commissaires départis

109. — Politique générale des Intendants vis-à-vis du Bureau.

Le rôle des Intendants de Justice, Police et Finances a été maintes fois étudié et de nombreux historiens (3) ont montré le puissant secours que ces agents apportèrent à l'organisation du pouvoir royal.

C'est à eux que l'ancien régime dut une administration fortement centralisée ; mais sachant, au besoin, s'adapter d'une façon intelligente aux exigences locales.

Leur intervention dans les généralités correspondait à un danger réel. On pouvait craindre, en effet, que les Trésoriers, simples administrateurs subordonnés à l'origine,

(1) Infra, numéros 113 et seq.

(2) Lettre de Louis de Bourbon (le grand Condé), du 23 décembre 1686, les remerciant de lui avoir témoigné leurs condoléances pour la mort de son fils Henri-Jules de Condé, C 247. Lettre d'Huillier de Sénerval (?) du 6 juin 1785 leur annonçant que S. A. S. Mlle de Condé recevra avec plaisir les députés qu'ils ont le désir de lui envoyer, pour la complimenter, à Bourbon, C 246.

(3) Cf Hanotaux : *Origines de l'institution des Intendants des provinces* ; d'Arbois de Jubainville : *l'Administration des Intendants* ; Ch. Godard : *Les pouvoirs des Intendants sous Louis XIV, principalement dans les pays d'élection* ; Paul Ardascheff : *Les Intendants de Province sous Louis XVI*. Traduction par Jousseraudot, Paris, 1909, in-8° ; Esmein, *Cours élémentaire de droit français*, in-8° ; Cours professés à la Faculté de Droit de Paris : M. Chénon, *Histoire du Droit*, première année ; M. Olivier Martin, *Histoire du Droit public* (Doctorat E. P., 1921-1922) : *Centralisation et décentralisation administrative dans l'ancienne France*.

devenus indépendants ensuite par la vénalité de leurs charges ; joignant à leurs pouvoirs ceux de véritables juges, depuis l'édit de 1627, ne s'érigent, grâce à leur autorité, en une manière de Cour souveraine capable de faire obstacle à la volonté du Roi (1).

Les Intendants furent chargés, entre autres attributions, de les surveiller et de « les réduire » au besoin ; puis avec l'appui du Conseil, ils en vinrent à s'arroger bon nombre de leurs fonctions.

Le Roi reconnaissait les avantages de ces administrateurs qui lui étaient dévoués, agissaient sans formalités inutiles, rendaient sans frais une justice expéditive. Aussi, tendait-il à augmenter leur compétence (2).

Au cours de cette étude nous avons vu comment ils avaient pris la véritable direction et même une partie de la juridiction contentieuse, en matière de Domaine, de Finances et de Voirie.

L'un d'eux, Le Vayer, p. 142, *op. cit.*, constatait cette situation en 1698. « Les officiers (du Bureau) écrivait-il, con-
« servent toujours précieusement le souvenir de cette grande
« et ancienne autorité, qu'avaient leurs auteurs quand ils
« avaient celle des grands voyers, des généraux des finances,
« en un mot presque toutes celles des Intendants des pro-
« vines sur le fait de la finance, d'où vient qu'ils ne peu-

(1) D'après le préambule de l'Edit de Mai 1635, qui instituait régulièrement les Intendants, les Trésoriers généraux semblaient vouloir « s'opposer aux ordres qu'ils recevaient et les traverser ». M. Babeau, tome II, page 1, *op. cit.*

Mais cet édit visait surtout à diminuer la prépondérance des gouverneurs et des Parlements (M. Chenon, à son cours).

En général, le but poursuivi était de conserver le pouvoir du Roi sur les autorités locales.

(2) Il leur confia notamment la direction et le contentieux de tous les nouveaux impôts : Capitation, vingtième, etc.

« vent jamais les regarder d'un bon œil et que de temps en temps ils font éclater contre eux, mais assez inutilement, « des marques de leur inquiétude et de leur jalousie ».

Les plaintes des Trésoriers dépossédés étaient restées sans résultat : le Conseil du Roi pouvait-il désavouer des agents qui recevaient de lui leurs directions ?

110. — Rapports particuliers.

Les Intendants pouvaient participer directement aux fonctions des Trésoriers. Lorsque le Roi annonçait à la Compagnie l'arrivée d'un nouveau commissaire départi, il lui ordonnait de le recevoir au Bureau « toutes fois et quantes « qu'il y voudra entrer » et ajoutait-il « lui faire entendre ce « qui est du fait de nos tailles et l'accélération de nos deniers « en lad. généralité » (1).

Parfois l'Intendant apportait les commissions des tailles (2) et assistait à la réception des fois et hommages (3),

(1) « De par le Roi. Nos amés et féaux, le sieur Dharbigny, conseiller en nos Conseils et maître des requêtes ordinaires de notre hôtel ne pouvant, à cause de la longue maladie qui lui est survenue, nous continuer ses services dans l'emploi que nous lui avons donné es généralités de Moulins et de Bourges, nous envoyons en sa place le sieur Tubeuf, aussi conseiller en nos conseils et maître des requêtes ordinaires de notre hôtel ; pour y faire les mêmes fonctions qu'il faisait de commissaire départi dont nous avons bien voulu vous donner avis par cette lettre, vous mander et ordonner de le reconnaître en cette qualité, le recevoir dans votre bureau toutes fois et quantes qu'il y voudra entrer, lui faire entendre ce qui est du fait de nos tailles et l'accélération de nos deniers dans votre généralité. Et lui rendre les honneurs qui sont dus à sa charge, s'y ny faites faute. Car tel est notre bon plaisir. Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 20^e jour d'août 1668 ». Signé Louis et plus bas Phelippaux.

Même lettre du 17 avril 1674 pour l'arrivée du « sieur Morand, succédant au sieur Tubeuf », C 236.

(2) Le Vayer, *op. cit.*, p. 142.

(3) D'Argouges, *op. cit.*, p. 17.

mais aucun document n'indique sa présence à des audiences ordinaires.

Au reste, ses rapports avec les Trésoriers étaient souvent tendus comme on le conçoit facilement. Dans une lettre à Colbert du 22 décembre 1682(1), ces derniers se plaignent de « Monseigneur de Bouville, commissaire départi en cette « généralité », qui avait cassé le bail des octrois de Montluçon fait par l'un d'entre eux ; ils ajoutent avec amertume : « nous avons toujours tenu à honneur, qu'il voulût faire les « fonctions de nos charges ; mais d'entreprendre de noircir « notre réputation, pour avoir un prétexte de nous dépouiller « c'est ce qui nous fait recourir à vous Monseigneur, pour « vous demander justice...., ayant été assez malheureux de « lui déplaire pour vous avoir donné quelques avis concernant les fonctions de nos charges, il a commencé de dire « hautement, que le général et le particulier de notre Compagnie se soumettrait toujours à son chemin si nous ne « prenions ses subdélégations ».

Son successeur, M. de Creil, déclare que les Trésoriers ne pouvaient pas « prétendre à jouir des privilèges des « anciens Trésoriers de France... et qu'il s'étonnait que l'on « voulut acheter de ces sortes de charges dont l'on diminuait tous les jours les privilèges et en retirait les gages « par les fréquentes taxes » (2).

111. — Les appréciations de deux Intendants sur quelques membres du Bureau.

Enfin les mémoires des Intendants, Florent d'Argouges et Le Vayer, contiennent sur les officiers du Bureau de curieuses appréciations.

(1) C 162. Minute de la lettre.

(2) C 150. Réponse à Racine du 17 février 1686.

D'après le premier, le Doyen ne réside pas à Moulins « sur un entêtement qu'il a, ainsi que quelques autres de la « Compagnie, que les Intendants font les principales fonctions de leurs charges ». Deux hommes (de Chermont et de « Villaines) fort habiles et riches ont beaucoup d'influence ; « ce sont eux particulièrement qui, en toute occasion, fomentent les difficultés que l'on a toujours trouvées à réduire « cette Compagnie » (1).

Le Vayer (2) critique le manque d'autorité du premier président (3), l'avarice du second (4). Un autre Trésorier, le sieur d'Avrilly « est un homme d'esprit, bien intentionné « pour le service et très capable de le faire encore, si malheureusement, depuis quelque temps, il n'était incommodé « d'une surdité qui le met presque hors du commerce de la « société ».

Quant à l'un des Procureurs du Roi, le sieur Coiffier, les deux rapports s'entendent pour le juger fort intéressé. Le Vayer lui reproche, en outre, son amour « de la pratique », « et pour cela, ajoute-t-il, il ne s'entend que trop avec les « greffiers et huissiers du Bureau ».

(1) *Op. cit.*, p. 8 et 9. Il leur reprochait aussi comme on l'a vu « d'abandonner leurs charges lorsqu'ils trouvaient rien à gagner ».

(2) *Op. cit.*, p. 143 et 144.

(3) « Le président ou plus ancien Trésorier de France de ce Bureau est le sieur du Buisson de Beauregard, homme de bien, sage « et vertueux, bien intentionné pour le service du Roi ; mais qui, « par sa douceur, n'a pas assez d'autorité dans sa Compagnie ». *Ibidem.*

(4) « Le sieur de Villaines qui après lui (du Buisson), est très « habile, parlant bien et ayant du savoir ; il est très riche, mais il « est si intéressé et d'une avarice si basse et si connue, qu'il en a « perdu tout son crédit et sa réputation ». *Ibidem.*

SECTION VI. — Rapports avec le Pouvoir Royal

112. — Aperçu général.

La politique d'expédients qui caractérise l'ancien régime en matière financière s'exerça aux dépens du Bureau des Finances, d'une façon très importante.

Nous avons vu comment les Trésoriers durent racheter de nombreux offices, mais il leur fallut encore subir maintes impositions et parfois des emprunts onéreux : les augmentations de gages. Le tout n'alla pas sans des luttes et même des transactions, que les nécessités du Trésor royal faisaient accepter.

§ 1. — Les Impositions

Les impôts principaux consistaient dans l'annuel, remplacé plus tard par le centième denier, et la capitation ; d'autres taxes furent également instituées, mais temporairement, celles du dixième et des vingtièmes, que nous avons déjà rencontrées, des francs fiefs, et de confirmation de privilèges.

113. — L'annuel.

a) Institution.

Sur le conseil de Sully, Henri IV concéda, le 12 décembre 1604, à tous les officiers de justice et de finance, la propriété héréditaire de leurs charges, moyennant un droit annuel équivalent au 60^e de la valeur de chaque office : « l'annuel ».

Cet impôt était affermé, comme beaucoup d'autres. Le premier fermier en fut le traitant Paulet, qui avait suggéré lui-même l'idée de « l'annuel » à Sully, ce qui lui valut la dénomination de « Paulette ».

L'indignation primitive des magistrats « soumis, ainsi,

« comme à une taille » fit place à une facile acceptation de principe, car le nouvel état de choses se trouvait modifié en leur faveur. Auparavant, en effet, la patrimonialité des charges n'existait pas entièrement. Si le titulaire d'un office pouvait en faire la résignation « à personne idoine » sous le « bon plaisir du Roi », qu'il vint à décéder avant d'avoir accompli cette transmission, ou sans que 40 jours fussent écoulés depuis la date de cette dernière, et sa charge retournait « aux parties casuelles » (1). Depuis 1604, au contraire, l'office entraît, d'une façon stable, dans le patrimoine familial (2).

Les Compagnies supérieures étaient exemptes de la Paulette, mais les Bureaux des Finances ne profitèrent pas de la même faveur. Ils protestèrent naturellement, et on leur expliqua cette différence de traitement d'une façon subtile : « S. M. a eu la bonté de nous déclarer, écrivent les Trésoriers de Moulins dans un mémoire présenté au Contrôleur général en 1726 (3), qu'elle n'avait pas entendu dispenser « de l'annuel le corps des Compagnies supérieures, mais « seulement certains officiers qui en font partie, et qu'elle ne « prétendait pas donner atteinte aux privilèges de ceux qui « avaient été omis, c'est-à-dire, assujettis à l'annuel, quoique « du corps des Compagnies supérieures ».

Cette soumission leur inspirait du reste de tristes réflexions. Ils avaient accepté ce nouvel impôt « parce que « toujours prêts à soutenir l'Etat » ; mais, par l'augmentation incessante des exigences du fisc ils s'apercevaient des conséquences fâcheuses de cet établissement.

(1) D'où une autre qualification de l'annuel : le droit de dispense de 40 jours.

(2) Un grand nombre d'auteurs s'éleva contre la vénalité des offices : Bodin, Montaigne, Voltaire, etc.

(3) C. 172.

b) *Le paiement de l'annuel.*

Créé pour remplacer un droit domanial, l'annuel, avec le droit de nomination des officiers du Bourbonnais, fut compris dans l'engagement de ce duché à Louis de Bourbon, prince de Condé, du 26 février 1661 (1). Les membres du Bureau payaient donc l'annuel à ce dernier, sauf le Chevalier d'honneur créé après 1661. Le Roi, toutefois, se réservait la direction de ce nouvel impôt.

En 1672, il fut considéré, en principe, comme une faveur, les Trésoriers « y furent admis », moyennant une certaine somme payée par leur Compagnie toute entière, et ceci, à chaque renouvellement des baux adjugés, pour 9 ans (2).

En 1672, l'arrêt du 13 septembre « admet les Trésoriers « de Moulins » au droit annuel « pour 9 ans du 1^{er} janvier ». Celui du 5 octobre de la même année, ordonne que les gages de tous ces officiers seront affectés au remboursement de la somme de 120.000 l. à laquelle ils ont été taxés « pour entrer « au droit annuel pour 9 ans » (3).

Cette contribution leur valut une réduction de l'évaluations de leurs offices, pour le calcul du droit, et la remise de l'annuel de 1672.

La déclaration du 26 avril 1684 leur permettait le paiement de l'annuel de leurs offices, pendant 9 ans, du 1^{er} janvier 1684, en leur accordant une diminution du quart de leur imposition « en cas que les officiers paient en corps de bureau » (4). Ils versent à cette occasion 100.000 l.

(1) Florent d'Argouges, *op. cit.*, p. 11.

(2) Ces derniers ne concernaient pourtant que l'annuel exigible dans les Domaines du Roi non engagés.

(3) Florent d'Argouges, 1686, *op. cit.*, p. 11.

(4) D'Argouges, *op. cit.*, p. 12. « Au moyen de la dernière taxe « payée par les Trésoriers de France, pour être reçus à l'annuel et « payer en Corps, le Roi leur a accordé à chacun 100 l. de diminution », C 200.

Pour être admis au droit annuel pendant 9 autres années du 1^{er} janvier 1693, on leur demande d'abord 180.000 l., puis cette somme est modérée à celle de 100.000 l. (1).

En 1701 (2), pour bénéficier d'une faveur semblable, un édit du mois d'octobre, réclamait de l'ensemble des Bureaux, le paiement de 2 millions, pour augmentations de gages au denier 25. La quote-part de la Compagnie de Moulins fut fixée à 96.000 l. A partir de cette époque, il semble que le renouvellement des baux de l'annuel n'entraîne plus aucun versement spécial.

En 1743, l'édit du mois de décembre « qui augmentait la « finance des offices », autorisait le rachat de cet impôt. Mais, à l'encontre des Trésoriers de Riom, en raison de l'engagement des offices au Prince de Condé, le Bureau de Moulins ne put en profiter (3), ce qui ne l'empêcha pas d'être contraint à payer les nouvelles augmentations de gages (4). Cette situation spéciale devait avoir de graves conséquences pour la Compagnie, lors de la lutte contre le centième denier.

D'après M. Everat (5) les Trésoriers de France de Moulins payaient en 1654, 460 l. 13 s. 4 d., soit le 60^e d'une évaluation de 27.640 l. donnée à chacune de leurs charges. Cette dernière base dut être augmentée ; car elle s'élevait à 29.000 l. lorsque l'arrêt du 21 janvier 1673 la réduisit à 22.800 l. (6). pour les Trésoriers et Procureurs, et de 14.000 à 12.000 pour les avocats du Roi.

(1) C 195-201.

(2) C 188-196.

(3) Sauf le Chevalier d'honneur, C 262.

(4) C 134. Lettre du Contrôleur général du 10 février 1744.

(5) P. 186.

(6) C 199.

Pourtant, avec la déduction du quart édictée par la déclaration de 1684, lorsque le paiement avait lieu « en corps », les Trésoriers payaient 285 l. 5 s. chacun, les avocats du Roi 150 l. 50 s., les procureurs, l'un 234 l. 7 s. 2 d.; l'autre 116 l. 8 s. 4 d., les 3 greffiers ensemble 113 l. 5 s., les huissiers 10 l. 5 s. et 5 l. 5 d., soit : au total, un droit annuel variant entre 7 et 8.000 livres jusqu'en 1743.

A cette époque les évaluations des charges des Trésoriers et des Avocats du Roi furent augmentées, les premières portées à 25.200 l. supportant 300 l. d'annuel ; les secondes, à 13.800 l. avec 160 l. (1).

Cet impôt était acquitté avant le 30 décembre de chaque année, pour l'année suivante, et l'état du Roi ne devait comprendre les gages des officiers pour l'année écoulée, qu'au vu d'un certificat constatant ce paiement.

D'après l'usage établi, le receveur général des Finances, avançait, ou retenait sur les gages, la somme nécessaire pour l'annuel, et la remettait directement au Receveur du Prince de Condé. Ce procédé n'était pas applicable lorsque l'état du Roi était en retard d'une ou de deux années comme il arrivait parfois ; ou quand les gages se payaient en billets (années 1717-1718-1719) (2), monnaie refusée par le receveur de S. A. S.

Lorsqu'il était possible, les Trésoriers tenaient beaucoup au mode de paiement direct entre les comptables, qui leur évitait le soin de réunir l'annuel de chacun, et assurait le bénéfice de la réduction du quart. En 1701, le fondé de pouvoir du Receveur général, le greffier même du Bureau :

(1) C 262.

(2) Vraisemblablement ces billets étaient des billets « de l'Epargne », assignations sur des fonds spéciaux de la caisse centrale du Trésor, et souvent épuisés.

Griffet, « faisant pour M. de la Croix », refusa de payer l'annuel des officiers, « attendu que leurs gages étaient fort « avancés d'être payés » (1). Ils lui envoient un huissier « qui « le prend » et le saisit au corps et le conduit prisonnier.

« Entre les deux guichets » seulement, il promet de s'exécuter.

c) *L'annuel de Racine.*

Racine, familier du Prince de Condé, avait pu se faire dispenser de l'annuel ; Griffet, le greffier du Bureau, l'oublia une année, en 1686, en établissant l'état des gages et des impositions diverses de chaque officier, destiné au Receveur général des Finances. Lorsque le poète reçut le décompte de « son revenant bon sur ses gages », payable à Paris, il se plaignit vivement d'avoir été lésé des 285 l. 5 s, de l'annuel, par la lettre suivante adressée à Griffet (2) :

« A Paris, le 3 janvier 1687. Je suis fort obligé,
« Monsieur, de vouloir bien vous intéresser dans tout ce qui
« me regarde. Mais permettez-moi de vous dire que je suis
« un peu surpris qu'on se soit si fort pressé de payer ma
« part du droit annuel, avant que de m'en donner le moindre
« avis, d'autant plus qu'on n'ignore pas, dans la Compagnie,
« que Leurs Altesses Sérénissimes, m'en ont toujours gratifié
« et m'ont bien voulu donner cette marque de leur glorieuse
« protection. On m'eust fait plaisir de m'crire un mot afin
« que je prisse mes mesures, au cas que M. de Ruère eust
« fait difficulté de recevoir la part de MM. mes confrères à
« moins que la mienne n'y fust comprise. M. de Gourville
« m'assura encore hier que jamais on ne feroit cette diffi-

(1) C 206. Exploit du 12 décembre 1701.

(2) Décompte des gages, C 205.

« culté, et M. de la Nogerette, trésorier de Monseigneur le
« Prince, s'est chargé d'escire à M. de Ruère, afin qu'il vous
« rende la somme qu'on lui a avancée pour moi, que j'espère
« que vous voudrez bien rendre aussitôt au commis de
« M. Raymond. Ainsi, Monsieur, je n'ay que faire de vous
« envoyer quittance et nous voilà, vous et moy, hors d'af-
« faire.

« J'espérois que dans vostre lettre vous me feriez quel-
« que mention de la somme de 220 l. 10 s. qui fut retenue sur
« mes gages l'année dernière, vous m'assuriés de la part de
« la Compagnie, par votre lettre du 21^e avril, que cette
« somme [me] seroit rendue exactement à la fin de l'année.
« [Ayez] la bonté de me faire un mot de réponse là-dessus et
« de croire que j'embrasseray avec joye toutes les occasions
« où je pourray vous monstrier à quel point je suis, Monsieur
« vostre très humble et très obéissant serviteur. Racine ».

Griffet s'excusa fort humblement, invoqua pour sa défense la perte d'une lettre où il prévenait Racine d'avertir le receveur du Duc de son exemption, et lui fit rembourser son imposition indûment payée. La réponse qu'il reçut par la suite, terminait l'affaire :

« A Paris, ce 22 janvier 1687. Je songe si peu à me
« plaindre de vous, Monsieur, que je croy au contraire avoir
« tout sujet de me louer du soin que vous prenez de mes
« petits intérêts et que je voudrais de tout mon cœur avoir
« occasion de vous témoigner combien j'en suis reconnais-
« sant. Il est vray qu'il eut esté à souhaitter que la lettre
« que vous m'aviez escrite pour me donner avis de l'estat des
« choses, n'eut pas esté perdue. Mais enfin, j'espère que nous
« ne serons plus dans la mesme peine, d'autant plus que
« vous voulez bien vous charger de m'avertir à l'avenir un
« mois ou deux avant que le temps soit venu de payer le
« droit annuel.

« Je n'ay point songé non plus à vous rendre responsable
« de la somme de 220 l. 10 s. Je n'avois gardé vostre lettre
« où il en estait fait mention que pour me souvenir de cette
« somme que sans cela j'aurois peut-estre oubliée. Je vous
« remercie de tout mon cœur de la petite rescription que vous
« m'avez envoyée, et je vous envoie ma quittance telle, ce
« me semble, que vous la souhaitez. J'ay endossé le billet
« sur M. Brochot et le luy ay remis entre les mains. J'es-
« père que lorsque cette affaire sera entièrement consommée,
« vous voudrez vous souvenir de la part qui me doit revenir.
« Et cela, Monsieur, sans vous en rendre aucunement respon-
« sable. Je ne prétens exiger de vous que la continuation de
« vostre amitié, et que vous me fassiez l'honneur de croire
« que je suis très sincèrement, Monsieur, Votre très humble
« et très obéissant serviteur. Racine.

« Je viens de recevoir votre lettre par laquelle vous me
« mandez que M. de Ruère vous a rendu l'argent que vous
« lui aviez annoncé pour moy. Je suis fort aise, Monsieur,
« que cette affaire soit terminée, et que je n'aye plus qu'à
« remercier très humblement S. A. S. Racine » (1).

114. — Le Prêt.

Le prêt était une seconde taxe qui s'acquittait dans les trois premières années du renouvellement du bail de l'annuel.

Les membres des Cours supérieures en étaient exempts, et le Bureau des finances de Moulins n'y fut jamais assujetti. L'arrêt du 13 septembre 1672 porte expressément que les Trésoriers de France seront admis à l'annuel sans payer

(1) C 238. Pour les deux lettres de Racine.

aucun prêt (1). L'édit de 1720 les soumit à cet impôt, mais ils parvinrent à s'en faire exonérer, par arrêt du 27 août 1723.

Dans une lettre de 1771 (2) relative au paiement du centième denier, les Trésoriers de Moulins assurent qu'ils ont toujours été dispensés du prêt.

115. — Le centième denier.

a) *Remplacement de l'annuel par le centième denier.*

En 1771, le prêt et l'annuel furent supprimés par l'abbé Terray et remplacés par une taxe du centième denier de la valeur de chaque office. Les cours supérieures seules, et non les bureaux des finances, en étaient exemptées. Pour fixer une base exacte de calcul à cet impôt, une nouvelle évaluation des offices fut faite. Le Bureau de Moulins y figurait pour un total de 92.000 l. Le droit de nomination des engagistes était aboli, sous promesse d'indemnité, (la Compagnie de Moulins paierait donc désormais au Roi et non au Prince de Condé). Comme pour l'annuel, le défaut de paiement de la nouvelle taxe rendait les offices susceptibles de retour au Roi, en cas de vacance.

A chaque mutation, il était dû un droit du 24^e de la valeur de l'office, porté au 16^e lorsque le nouveau titulaire possédait sa charge à titre de survivance (3), (édit de février 1771, arrêt du 6 juillet 1771).

Une protestation générale s'éleva de tous les Bureaux. Ceux-là surtout qui avaient racheté leur annuel en 1743 étaient en droit de réclamer, car ils avaient ainsi, en pure perte, payé de fortes sommes (4).

(1) C 199.

(2) C 145.

(3) C 256.

(4) Riom, par exemple, avait versé à ce titre, 125.577 l. 10 s. Everat, *op. cit.*, p. 238.

Par l'intermédiaire de M. de Villantroys, leur correspondant à Paris, les Trésoriers de Moulins essayèrent d'obtenir une exonération particulière de cet impôt, « dont l'humiliation principale ressortait de leur confusion avec les officiers des tribunaux subalternes ».

Ce fut en vain, et l'abbé Terray les avertissait le 4 septembre 1772, de payer le centième denier avant l'expiration du délai, « dans l'intérêt de leurs familles » (1), il ajoutait même, que toutes leurs sollicitations et démarches ne feraient déroger en rien Sa Majesté, à son édit de février 1771. Ils se soumirent et payèrent leur nouvelle imposition comme l'annuel, « en corps de Compagnie » mais sans bénéficier pour cela d'aucune réduction, malgré leurs demandes.

b) *Lutte contre le centième denier, la suppression temporaire de 1775, les députations de M. Dumont et de M. Mars.*

Pourtant, M. Mars, procureur du Roi au Bureau des Finances de Moulins, se trouvant à Paris, avec d'autres députés des Compagnies, fit de pressantes démarches auprès de gens en place ; si bien, qu'en 1775, une déclaration du Roi révoquait l'édit de 1771, sauf en ce qui concernait les officiers dépendants des apanages des frères du Roi. (Le Bureau de Riom se trouvait dans ce cas). Mais bientôt, on parlait de rétablir le centième denier trop vite supprimé.

M. Dumont, procureur du Roi du Domaine de Bourges (2), fut chargé par les Compagnies d'obtenir une exemption totale et surtout d'empêcher le rétablissement de la taxe abolie. Malgré ses efforts, un arrêt du Conseil du 26 août 1776 révoquait la déclaration de 1775. Les Bureaux ne renon-

(1) C 202.

(2) Il fut par la suite syndic de l'assemblée provinciale du Berry.

cèrent point à leur opposition et s'efforcèrent d'entreprendre une action commune.

D'après une lettre du Bureau de Montauban, du 16 août 1776 (1), quatre Bureaux prirent l'initiative d'une nouvelle résistance : ceux de Montpellier, Bordeaux, Riom et Moulins. Ce dernier, pourtant, ne faisait que pousser les autres à l'action par des circulaires pressantes et se souciait peu d'y participer directement. « Sa situation spéciale l'obligeait « à une grande réserve », répétait-il en faisant allusion au rachat de 1743, et il laissait sans réponse les lettres des autres Bureaux qui lui demandaient de se joindre à eux pour protester auprès du Roi. « Nous sommes pressés par des circonstances malheureuses qui nous forcent malgré nous à ne « pouvoir agir ainsi que les autres Compagnies, écrivaient les « Trésoriers de Moulins le 26 août 1778 à leurs confrères de « Poitiers, pour expliquer leur silence. Vous savez qu'en « 1743, lors du rachat du centième denier, nos offices étant « engagés à Monseigneur le Prince de Condé, nous ne pûmes « opérer le même remboursement. Si jusqu'à présent nos « tentatives ont été infructueuses, si nos demandes, quoi- « que justes, n'ont point été accueillies, nous pouvons bien « moins nous flatter de réussir, nous trouvant dans une « position bien plus critique que la vôtre » (1).

A la fin de l'année 1778, le mouvement se précisa. Trois députés des Bureaux se réunirent à Paris : (de Villantroys, trésorier de France d'Orléans, de Juis, procureur du Roi, honoraire du Bureau de Lyon, et Dumont). Le 20 septembre 1778 (2), ils adressèrent, à toutes les Compagnies, une circulaire très judicieuse où ils exposaient que le seul moyen de réussir dans la suppression du centième denier, était de faire

(1) C 202.

(2) C 202.

un sacrifice, « sous la forme d'un supplément du rachat de « l'annuel ou toute autre qui serait jugée plus convenable », enfin ils demandaient l'avis de leurs confrères.

Le 20 novembre suivant (1) de Villantroys insistait auprès du Bureau de Moulins pour obtenir son adhésion. Suivant lui, « sa situation particulière » ne pouvait l'empêcher de participer à ce nouveau rachat. On ne sait quelle fut la réponse de la Compagnie ; quant aux autres, plusieurs acceptèrent de consentir un rachat du centième denier, mais elles furent peu nombreuses et Necker en profita pour refuser le projet (2).

Les Trésoriers de Moulins déplorèrent ce manque d'entente des Bureaux et les engagèrent, par une circulaire du 26 suivant, à « s'unir dans un même esprit ». Eux-mêmes, sortant un peu de leur attitude passive, députèrent M. Mars à Paris, en le chargeant, en même temps de leurs intérêts particuliers (affaire des Vassaux d'Auvergne et de la Chambre des Comptes). Ils trouvèrent bientôt qu'il négligeait « le « particulier pour le général », et dès le mois de mars 1781, insistèrent d'une façon pressante auprès de lui pour hâter son retour, le menaçant de ne plus faire les frais de sa députation (3).

M. Mars resta cependant à Paris. Il fut même question, pour les autres Bureaux, de le choisir comme député général. Le refus formel, opposé par les Trésoriers Riomais, en dissuada quelques-uns, qui envoyèrent des délégués particuliers. M. Mars demeura cependant celui de Moulins, Orléans, Montpellier, Aix, Amiens, Poitiers.

(1) C 202.

(2) C 202. (Lettre du 15 juillet 1780).

(3) C 260.

Au début, l'action de ces députés, ne donna point de résultats.

En 1782, les Trésoriers de Moulins se décourageaient déjà :
« Il vaudrait mieux l'anéantissement et le remboursement
« de nos offices, écrivaient-ils dans une circulaire du 7 septembre 1782, à une existence sans considération qui expose
« nos fortunes » (1). « Nous ne serions point d'avis d'offrir,
« du moins quant à présent, au ministère, des démissions
« ou une suppression qui ne nous laisserait plus aucune espérance », répondaient plus froidement les Riomois.

Pourtant M. Mars et les autres députés continuaient activement leurs démarches. Le premier surtout déployait une grande activité, il n'épargnait ni les mémoires, ni les visites auprès des personnages influents. Sa vivacité d'humeur lui attira l'inimitié de ses collègues, qui formèrent un « comité des députés réunis » et agirent séparément. M. Mars n'en continua pas moins ses sollicitations et, en 1786, il proposait aux Compagnies d'offrir au Roi « un million pour le « rachat du centième denier », se faisant fort d'obtenir l'approbation de Calonne, le contrôleur général. « Cette somme, « ajoutait-il, pourrait être répartie entre tous les Bureaux, « au prorata de ce qu'ils avaient payé en 1743, ou « de ce qu'ils auraient dû payer à cette époque, comme « le Bureau de Moulins » (2). Ce dernier approuva le projet (3), M. Mars recueillit probablement l'adhésion des autres Bureaux et fit son offre, au nom de tous.

(1) Everat, p. 223, attribue avec raison cette lettre à Moulins.

(2) Lettre du 30 mars 1786, C 262 (comme les autres pièces concernant cette affaire dont les cotes ne sont pas indiquées).

(3) Minute sans date avec la mention : « Réponse à la lettre de M. Mars du 30 mars 1786.

c) Suppression définitive.

Elle fut acceptée par un arrêt rendu le 7 juin 1786 au Conseil d'Etat du Roi, « Sa Majesté y étant », et sur le rapport de Calonne. Constatant qu'aucun avantage ne résulterait de l'imposition du centième denier « du fait du remboursement auquel s'était obligé le trésor, des sommes payées par les Compagnies en 1743 » il révoquait l'arrêt du 26 août 1776. Cependant, les Bureaux devraient payer, en deux termes égaux, octobre 86, avril 87, une somme de un million répartie entre eux suivant le projet de M. Mars « pour complément du rachat de l'annuel ordonné par l'édit de 1743, au moyen duquel complément, les officiers possèderaient leurs offices à titre de survivance » (1).

Enfin, les annuités du centième denier échues jusqu'en 1786 demeurerait exigibles, et les droits de mutation des nouveaux pourvus étaient fixés au 16^e denier du montant de l'évaluation de leurs charges.

Le capital au denier 15 de l'annuel de 1743 du bureau de Moulins, y compris celui du Chevalier d'honneur qui avait fait le rachat du sien à cette époque, s'élevait à 116.821 l. 12 s. 6 d., la contribution était de 48.052 l. 17 s. 2 d.

Les Trésoriers de Moulins, trouvant sans doute ce succès trop chèrement payé, en félicitèrent modérément leur député (2). Ce dernier était plus que jamais l'objet des attaques de « ses collègues du Comité » jaloux de sa réussite. Ils prétendirent que la soumission du paiement du million avait été faite sans l'assentiment de toute la Compagnie.

M. Mars protestait de toutes ses forces contre ces insinuations malveillantes. Elles nuisirent cependant à son crédit auprès des Bureaux, qui s'occupaient, à cette époque, de

(1) C 263.

(2) C 262.

former une députation générale, pour intéresser les pouvoirs publics au maintien de leur compétence. A cette occasion, certains retirèrent leur confiance au Procureur du Roi, de Moulins, en exprimant leur mécontentement de sa conduite (1). Pour se défendre, il publia une lettre du contrôleur général qui le félicitait de son zèle, et le Bureau de Metz prit également parti pour lui. Mais sa propre Compagnie, toujours vexée de sa négligence dans la poursuite de l'affaire des Vassaux d'Auvergne, n'oublia pas son ressentiment : elle envoya spécialement Lault, à Paris, pour contracter l'emprunt nécessité par sa contribution (2).

L'argent était rare, « lorsqu'on parle d'emprunter à « constitution, on a l'air d'un austrogoth et l'on vous rit au « nez » écrivait Lault à ses confrères, et il ne trouva 48.000 l. qu'à 5 %, remboursables dans 4 ans (3).

M. Mars fut froissé de ce peu de confiance ; par ambition, il resta cependant le porte-parole des Bureaux auprès des pouvoirs, et joua un certain rôle, en 1770, dans les projets de modification, puis de remboursement.

116. — La Capitation.

a) *Institution et montant de la capitation des membres du Bureau.*

Le tarif de la déclaration du Roi du 18 janvier 1695, qui instituait la capitation générale, « rangeait » les Présidents Trésoriers de France, avocats, procureurs du Roi et greffiers

(1) Ces disputes empêchèrent toute députation.

(2) Lettre de Lault, écrite à Paris le 9 août 1786, C 263.

(3) Lettre de Lault, du 30 septembre, C 263. La même lettre annonce aux Trésoriers « que M. Mars veut poursuivre les Compagnies et les députés qui l'ont attaqué, cela va donner lieu à une « scène scandaleuse au public..., les Bureaux se trouveront exposés « aux yeux du public d'une façon indécente ».

des Bureaux des Finances de Province, dans la 10^e classe, payant 120 l. (1).

Le montant de cet impôt fut augmenté des deux sols par livre habituels, de 4 deniers par livre pour le Receveur général, et porté à 186 l. en 1701, à 204 l. en 1704. Une taxe supplémentaire pour les domestiques lui fut également ajoutée.

Les Trésoriers comme les autres Compagnies judiciaires établissaient eux-mêmes leur imposition. A la fin de chaque année, le greffier dressait l'état de la capitation due par chacun des officiers.

Deux commissaires nommés par le Bureau le vérifiaient et l'arrêtaient.

Le total en était retenu, sur les gages, par le Receveur des Finances.

b) *Le rachat de la capitation en 1708.*

Par un édit du mois de septembre 1708, le Roi créait 500.000 l. de rentes au denier 20, à prendre sur les aides, les gabelles générales ou sur les deniers provenant des recettes des Finances. Leurs acquéreurs devaient payer un capital égal au montant de six fois leur capitation de l'année 1708, y compris les deux sols pour livre. Au moyen de cet achat, ils seraient exempts pendant leur vie de ce dernier impôt (2). Le contrôleur général Desmarets écrivait aux Trésoriers de Moulins, le 30 novembre 1708, « que Sa Majesté l'avait « chargé de leur mander qu'ils lui feraient chose très agréable de racheter leur capitation ».

« L'obéissance que nous devons aux volontés du Roi, et

(1) (Alors que leurs confrères de Paris formaient la 8^e classe, à 200 l.).

D'après une quittance du 1^{er} février 1695, Racine, comme « gentil-homme ordinaire de la Chambre du Roi » était taxé à 150 l., C 204.

(2) C 145.

« le zèle que nous avons de satisfaire à ses ordres, répondi-
« rent-ils le 12 décembre, nous engagent d'accepter le rachat
« de notre capitation et de profiter du bénéfice de l'Edit du
« mois de septembre dernier ». Ils demandaient seulement
de s'acquitter sur la première moitié de leurs gages en 1709,
ce qui leur fut accordé.

La capitation des membres du Bureau, pour 1708, s'éle-
vait à 6.833 l. 5 s. 8 d. Ils offrirent donc d'acquérir 2.049 l.
18 s. 2 d. de rentes, à prendre sur les aides et gabelles, pour
40.999 l. 14 s. de principal. Un arrêt du Conseil, du 19 février
1709, acceptait leurs offres ; des titres furent délivrés pour
chacun.

Par la suite, le Roi manqua à ses promesses ; l'édit et la
déclaration du 9 juillet 1715 rétablissaient la capitation de
ceux qui l'avaient rachetée ; et le Bureau des Finances con-
tinua à l'acquitter (1).

117. — Taxes diverses.

a) *Confirmation des privilèges.*

La volonté royale, qui avait accordé leurs privilèges à
tous les officiers du Royaume, pouvait aussi les leur retirer.

D'après ce principe, et comme garantie contre cette der-
nière éventualité, les Bureaux des Finances furent imposés
assez lourdement en différentes occasions.

Les arrêts du Conseil des 10 juin et 25 novembre 1684 (2),
fixèrent à 100.000 l. la somme à payer à ce titre et pour
l'admission à l'annuel, par la Compagnie de Moulins, elle fut
acquittée en deux ans.

L'exécution des rôles arrêtés au Conseil le 18 juin 1694,

(1) Pour 1719 : 6.476 l. 13 s. 4 d. ; pour 1743 : 6.705 l. 7 s. 6 d. ;
pour 1744 : 6.741 l. 6 d.

(2) C 200.

en vertu de l'Edit du mois d'avril précédent, pour une nouvelle confirmation de privilèges, rencontra plus de résistance. Des garnisons furent en effet installées dans les châteaux de divers Trésoriers de Moulins, à la suite de leur refus de verser les 141.991 l. exigées. Leurs protestations parvinrent à faire réduire ces dernières à 38.900 l. par un arrêt du Conseil du 28 décembre 1694 (1).

Lors de l'avènement de Louis XV à la Couronne, le Bureau se trouva frappé, comme les autres, par les taxes de confirmations de privilèges exigées des Compagnies subalternes, et dites de joyeux avènement. Les Trésoriers rédigèrent un mémoire de réclamations (2), qu'ils firent présenter au premier commis du contrôleur général par deux de leurs confrères momentanément à Paris.

D'après une lettre de l'un d'eux, Ollivier des Pallières (3), ils furent fort mal reçus, et, alors qu'on les congédiait, se décidèrent à proposer une « finance sur le ton de don gratuit », elle pourrait être demandée, ajoutèrent-ils, par un édit où leurs privilèges seraient confirmés, et « attendu les « besoins de l'Etat et que les secours de joyeux avènement, « dont nous sommes exempts (les Trésoriers) en qualité « d'officiers du corps des Compagnies supérieures ne sont « pas suffisants ».

Cette offre « radoucît » immédiatement le premier com-

(1) C 195. D'après un état de distribution, chaque Trésorier versa 1.525 l. 9 d.

(2) « Ne serons nous désormais regardés comme membres des « Compagnies supérieures, que quand il sera question de payer « cet honneur, et faudra-t-il y renoncer dès lors qu'il s'agira des « mêmes privilèges ? » demandaient-ils, et ils rappelaient, avec tous leurs droits, que Louis XIV les avait exemptés de la taxe de confirmation, levée à son avènement par l'Edit de mars 1644, C 172.

(3) Lettre du 29 janvier 1726, C 172.

mis, et il promit d'en parler favorablement au contrôleur général ; Ollivier des Pallières ajoutait que l'imposition serait probablement fixée au « soixantième denier »⁽¹⁾ de la valeur des charges, aussi demandait-il à ses confrères d'en envoyer un état estimatif (1) L'arrêt du 9 avril 1726 qui fut rendu par la suite, était conforme à ce projet, le « don gratuit » exigé du Bureau se montait à 16.606 l. (2). La Compagnie ne se libéra définitivement de cette somme (augmentée de 1.660 l. 12 s. des 2 s. pour livre) qu'en 1729.

b) *La taxe des francs fiefs.*

Le roturier, incapable de remplir les devoirs qu'entraînait en principe la possession d'une terre noble, ne pouvait en faire l'acquisition ; elle lui était pourtant permise, mais sous l'obligation de payer alors un certain droit, dit de « franc fief ».

Tous les vingt ans, le Roi confirmait cette faveur, moyennant une imposition exigible sur tous les possesseurs de fiefs.

La noblesse de leurs charges exemptait les Trésoriers du droit de franc fief, mais en était-il de même pour cette dernière taxe ?

Un arrêt les en déchargea expressément le 30 mars 1675 (3) cependant, quelques-uns des membres du Bureau de Moulins furent compris dans les rôles dressés pour la répartition des 100.000 livres imposées à ce titre sur la généralité en 1693.

(1) Il faisait remarquer, quant à lui, que, si son contrat d'acquisition portait 32.000 l., il avait pourtant payé sa charge de procureur du Roi, 20.000 l. seulement « ayant donné une contre-lettre du « surplus ».

(2) C 172.

(3) C 135.

La Compagnie toute entière vit là une atteinte à ses privilèges, et entreprit de faire rapporter cette décision.

Une première requête, envoyée à d'Argenson, fut rejetée (1) mais, après maintes sollicitations, un arrêt dispensant les Trésoriers de la taxe des francs fiefs était rendu au mois d'avril 1694. Une ordonnance de l'intendant d'alors, Le Vayer, enjoignit la réimposition sur les autres contribuables, des 1.493 l. exigées primitivement « des sieurs Vialet, Dubuisson, « de Beauregard et autres » (2).

§ 2. — Les augmentations de gages

118. — Aperçu général.

Nous avons vu que le Bureau dut souvent verser au Trésor royal des sommes importantes dont les intérêts étaient payés avec les gages de ses membres.

Ces emprunts affectèrent deux formes distinctes, celle d'achat de divers droits ou d'augmentations de gages proprement dites.

119. — Achat de droits supplémentaires : Les droits de « bûche », de « bourse » et de « présence ».

Au début, chaque Trésorier était taxé séparément, pour un versement déterminé, en raison duquel il recevrait, chaque année, des appointements supplémentaires sous des titres spéciaux.

C'est ainsi que Gilbert de Champheu, titulaire d'un office créé par l'Edit de 1627, paie, en 1633, 2.500 l. pour un

(1) Lettre du 29 mai 1693 « ... la finance due au Roi regarde l'héritage même, indépendamment de la qualité du possesseur, aussi « il n'y a point de dignité, ni de noblesse qui en puisse affranchir, et « vous n'y êtes pas moins sujets que les gentilshommes... », C 146.

(2) Ordonnance du 1^{er} juillet 1694, C 146.

droit annuel, de « hûche et de présence » de 300 l., et la même somme en 1644 pour « le droit de bourse et augmentation du droit de présence », soit 250 l. (1).

Tous ces droits se trouvèrent frappés par la déclaration de janvier 1655, qui les réunit aux gages primitifs, et les réduisit de moitié ainsi que ces derniers.

120 — Augmentations de gages proprement dites.

a) *Définition.*

A partir de cette date, de semblables créations n'eurent plus lieu, et ce fut désormais à l'ensemble de la Compagnie (dont les membres étaient solidaires entre eux) que le Roi demanda des subventions sous des prétextes divers, à fonds perdus, comme à titre d'achats d'augmentations de gages ou de rentes.

Nous ferons ici l'examen détaillé de ces derniers, dont quelques exemples ont déjà été rencontrés lors de l'étude des diverses impositions.

b) *Acquisitions diverses.*

En 1689, la Compagnie doit verser 50.000 l. pour acquérir des gages au denier 18. Elle ne trouve à emprunter cette somme qu'à des conditions fort onéreuses (remise « en pure perte » de 5.550 l. et 1.000 l. de gratification). L'emprunteur demeurerait subrogé en son lieu et place, « sans aucune garantie », pour recevoir les gages lui revenant en raison de ce paiement (2). Il y avait donc là un sacrifice réel de 6.550 l. seulement pour le Bureau, mais qui lui valut une

(1) « Récapitulation des quittances de M. de Beauregard », C supplément, état incomplet, du reste, comme un second relatif à un autre office de la création de 1627 (même cote).

(2) Délibération du 30 août et suiv., C 195.

lettre de félicitations de Le Pelletier (1), contrôleur général, du 16 septembre 1689. Sa Majesté était très persuadé de son zèle et lui savait très bon gré de ce qu'il avait fait en cette occasion « pour lui en donner des marques ».

Sur une invitation du contrôleur général Chamillart, les Trésoriers consentent en 1700, à ce que ces gages soient désormais payés au denier 20 (2), cette réduction d'intérêt devait, du reste, être supportée par le bailleur de fonds (3).

En 1701, ils contribuèrent pour 96.000 l. au paiement des 2 millions d'augmentations de gages au denier 25 exigés des Compagnies, pour l'admission au droit d'annuel, par l'édit du mois d'octobre (4).

Ils sont taxés à la même somme par la Déclaration du Roi du 19 juin 1703, pour jouir de rentes au denier 16, en retour de la suppression des offices de « Trésoriers de France et commissaires auprès de MM. les Intendants, pour les départements des tailles, et l'inspection des Ponts et Chaussées et grand chemins » créés par un édit du mois de mars 1703 et supprimés par une déclaration de juillet suivant. Le paiement de cette somme souleva certaines difficultés. « Quelque inclination que nous ayons pour satisfaire à vos ordres, écrivaient à Chamillart, le 4 avril 1703, les Trésoriers de Moulins, l'épuisement dans lequel nous sommes par les finances que nous avons payées et la rareté de l'argent qui est en cette province, où il n'y a aucun commerce, nous mettent hors d'état de pouvoir exécuter notre bonne volonté ».

(1) *Ibidem*.

(2) Lettre du 27 janvier 1700, C 196.

(3) Réponse du 9 février 1700 « ... Nous n'avons point d'autre choix à faire que celui qu'il plaira à S. M. faire pour nous... ». Archives Nationales, G 7.

(4) C 196.

Ils le suppliaient, en conséquence, d'avoir égard à la faiblesse de leur bureau « qui n'a pas comme les autres la « connaissance du Domaine, ce qui fait que les charges s'y « vendent moins qu'ailleurs ».

Suivant eux, ils avaient été abusivement surchargés lors de la répartition des 2 millions de 1701 (1).

Enfin, ils offraient seulement une somme de 60.000 l., payable en 2 ans.

Le contrôleur général refusa toute modération. « Le Roi « désire que les sommes qu'il demande aux officiers des « Bureaux des Finances soient payées dans le cours de la « présente année, prenez, s'il vous plaît, vos mesures sur « cela » (lettre du 5 mai 1703) ; les Trésoriers firent leur soumission.

Le 20 novembre, Desmarets leur écrit : « qu'il ne doute « pas qu'ils travaillent à se mettre en état d'achever ce paie- « ment, mais qu'il désire recevoir un état des sommes déjà « versées ».

La Compagnie expliquait son retard par le peu d'empressement que montraient certains de ses membres à s'acquitter. Aussi, Chamillart fait-il rendre un arrêt au Conseil du Roi, le 22 juillet 1704, qui permettait au Bureau de saisir, arrêter les gages des retardataires, et les menaçait, en outre, de se voir refuser à l'annuel.

En réalité, le Bureau cherchait des bailleurs de fonds et ne les trouvait pas facilement. Le 11 juin 1706 seulement, un certificat de Richer, notaire au Châtelet de Paris, attestait le paiement des 96.000 l. au Trésor royal, effectué, à la décharge des officiers du Bureau, par divers emprunteurs qui leur avaient été subrogés.

(1) C 188-196. (Pour l'admission à l'annuel).

Deux édits, de novembre 1707 et janvier 1708, obligèrent encore les Trésoriers de Moulins à payer 3.000 l. (1), pour augmentation de gages au denier 20 attribués à l'office du deuxième président.

Il ne fallut pas moins de l'établissement d'une garnison, le 24 décembre 1710 (2), pour que la Compagnie s'acquittât de cette somme.

Dans le rôle arrêté au Conseil du Roi le 21 novembre 1713, en conséquence de l'édit du mois d'octobre précédent, la « taxation du Bureau »^c, nouvelle appellation des « augmentations de gages » fut fixée à 156.000 l. (3). Par délibération du 19 février 1714, les Trésoriers « attendu les « grandes finances qui ont été par nous payées pendant la « guerre, qui nous ont entièrement épuisés », décident d'offrir 60.000 l. (4).

Cette offre ne fut pas acceptée, mais le Conseil modéra ses exigences à 120.000 l. Le Bureau protesta et finalement se soumit (délibération du 16 avril 1714).

En décembre 1743 « les conjectures présentes » déterminent le Roi « à demander des secours extraordinaires à « ceux de ses officiers qui sont le plus en mesure de lui en « fournir » (5).

Cette fois il augmente la finance des officiers des Bureaux en leur attribuant des gages proportionnés au denier 20. Le contingent des Trésoriers de Moulins fut fixé à 130.000 l.

(1) Et les 2 sols pour livre.

(2) C 182. Pierre Capin, huissier royal, « avec son cheval et un « assistant », s'installèrent pendant 7 jours aux frais des Trésoriers au « logis de Joseph Perdrivon, hôte des Trois Raisins ».

(3) C 197.

(4) C 197.

(5) C 197. L'augmentation était de 3 millions de livres pour tous les Bureaux.

payables par quart en 1744. Un arrêt du 25 février 1744 les autorisa à emprunter cette somme en nom collectif, en exempta les arrérages de la retenue du dixième, et les déchargea du droit de 2 sols pour livre.

Un édit du mois d'août 1758 « taxa » le Bureau à 104.000 l., produisant des intérêts au taux de 5 %. On lui permit d'emprunter en corps et les retenues du dixième et du vingtième furent également supprimées. Diverses communautés religieuses fournirent cette somme (1).

En 1770, il eut encore à payer 150.000 l., pour sa part des 2 millions d'augmentations de gages au denier 20 créés par l'édit de février. Terray invitait les officiers à se mettre en état d'y satisfaire au plus tôt (lettre du 4 avril 1770). Ils lui répondent qu'ils feront tous leurs efforts pour y parvenir.

Cette vague promesse ne suffit pas, et, faisant allusion à leurs réclamations d'alors, touchant leur compétence, il leur répond assez sèchement le 29 mai (2). « Je suis étonné « que vous en soyez encore à l'intention et que votre zèle « ait été en cela moins actif que celui des autres Bureaux « des Finances. Vous auriez dû penser que votre empressé-
« ment à en donner des preuves à S. M. était le premier
« titre pour obtenir d'Elle l'objet de vos représentations, au
« surplus, vous ne devez pas espérer que S. M. se relâche
« sur l'exécution de son édit ».

c) *Remboursement des augmentations de gages.*

L'article 3 de la déclaration du Roi du 21 juin 1765 ordonna le remboursement des gages et augmentations de gages et autres objets appartenant en nom collectif aux Compagnies supérieures.

(1) C 198.

(2) C 201.

Pour le Bureau en particulier, d'après une lettre du Contrôleur général de l'Averdy, du 14 avril 1766, « devaient être remboursés tous les gages ne faisant pas partie de la finance des offices, c'est-à-dire qui n'ont pas été acquis particulièrement par chaque officier pour être incorporés aux anciennes finances qu'il avait payé ».

La Compagnie produisit les quittances de finances des augmentations de gages et des offices réunis, la liquidation en fut achevée et les titres nouveaux passés en 1768 seulement, et, malgré les protestations des Trésoriers, tous les capitaux supporteront une réduction d'un cinquième (2).

Ce remboursement ne fut pas le seul. Il semble résulter d'un mémoire présenté au Contrôleur général en 1726 (3) « que les Trésoriers avaient eu le malheur d'être remboursés en papier, des finances considérables que le Roi devait à leur corps » et que « ces billets étaient hors de cours ».

(1) C 198.

(2) Mémoire rédigé par de Villantroy en décembre 1768, pour le Contrôleur général, C 198.

(3) C 172.

CHAPITRE V

La suppression du Bureau

121. — La décadence du Bureau au 18^e siècle.

Nous avons vu comment le Bureau avait perdu peu à peu ses pouvoirs comme ses privilèges primitifs. Son rôle se réduisait, au 18^e siècle, à l'exécution de quelques formalités et au jugement de rares procès. Ses membres se voyaient en butte à des vexations de toutes sortes avec la municipalité, les Intendants, la Cour des Comptes et soumis à des impôts élevés.

Le jugement acerbe de Le Vayer (1), exagéré en 1698, se trouvait exact en 1780. « Le Roi, écrivait-il, a tiré, de temps « en temps, des secours considérables de ce bureau, aussi « bien que de tous les autres du Royaume, par les taxes « et réunions d'offices qu'ils ont souffertes et payées ; comme « le nombre de ces officiers est grand et leurs fonctions très « médiocres, l'utilité principale de ce corps ne consiste que « dans le secours que le Roi en a tiré de temps en temps... ».

Une humiliation pénible dût être supportée par la Compagnie en 1787, un Trésorier de Grenoble l'informa en effet qu'il avait vu « avec la plus grande peine, l'avis, inséré « dans le journal général de France, n^o 47, page 188, d'une « charge de Trésorier de France au Bureau de Moulins, à

(1) *Op. cit.*, p. 142-143.

« vendre sans exercice ni résidence, et dont le centième
« denier est racheté » (1).

« Vous n'ignorez pas, ajoutait-il, que depuis longtemps
« nous sommes menacés d'une révolution, elle a été plus
« d'une fois annoncée par les gens en place, et M. de Miro-
« mesnil s'en occupait, comme on est persuadé que nous
« négligeons nos fonctions, elle [cette annonce] ne pourrait
« que nous être désavantageuse ».

Cette révolution annoncée était presque désirée par les
Trésoriers de Moulins, Dans une lettre écrite à Necker, le
26 juillet 1780, après lui avoir montré « l'enlèvement conti-
« nuel de leurs compétences », « l'anéantissement et même
« l'avilissement » de leurs offices, leur découragement, suite
nécessaire d'une « position malheureuse », leurs « plus beaux
« jours passés à rendre une justice gratuite et sans aucune
« sorte de récompense », ils concluaient tristement : « en
« un mot, notre position est telle qu'elle nous ferait désirer
« notre suppression si nous n'avions confiance en votre
« bonté et en la justice de notre sage et auguste monarque ».

Tout montrait que la vétuste institution des Bureaux
était appelée à disparaître bientôt.

122. — Première suppression : L'Edit de mai 1788, sa mise à exécution.

Le 8 mai 1788, dans un lit de justice tenu au Parlement
de Paris, fut enregistré l'Edit (3), ordonnant leur suppres-

(1) Lettre signée Chaux de Loche du 28 avril 1787, minute de la
réponse du 30 mai suivant : « L'avis inséré dans le Journal général
« de France nous était connu, nous avons cru qu'il était plus pru-
« dent de garder le silence pour ne point fixer la curiosité.... »
C 263.

(2) M. Everat, p. 173.

(3) C 206.

sion. Après un exposé des inconvénients réels des tribunaux d'exception : conflits continuels et procès dispendieux, amenés par la multiplicité des juridictions, la charge des gages, des droits et des exemptions attribuées à de trop nombreux officiers, le Roi déclarait supprimer « les Bureaux des Finances, les Elections et Juridictions des traites dans tout son royaume, ainsi que la Chambre du Domaine et Trésor établie en sa bonne ville de Paris, ensemble tous les offices de : Présidents, Trésoriers de France, Conseillers, Juges, ses Avocats et Procureurs, Greffiers procureurs et les Huissiers esdits Bureaux des Finances, Elections, Juridictions et Chambres du Domaine (art. 1) ». Il réservait la partie d'administration qui leur était dévolue, pour une attribution probable à son Conseil ou aux Etats provinciaux et assemblées provinciales (art. 2). La connaissance des affaires contentieuses revenant jusque-là à ces tribunaux, était accordée aux présidiaux et grands bailliages (art. 4). Enfin, dans les trois mois, les titulaires des offices supprimés devaient remettre leurs titres de propriété aux contrôleurs généraux pour recevoir leur remboursement (art. 10). Les privilèges afférents à ces charges étaient maintenus, dans une certaine mesure : seuls, les officiers ayant exercé vingt ans, resteraient exempts de la taille et des charges publiques (art. 10),

Cette brusque décision, dont le Bureau de Moulins ne fut pas immédiatement avisé d'une façon officielle, pouvait, à bon droit, surprendre les Trésoriers.

Dès le 16 mai « prévenu par la voix publique de la suppression des Bureaux des Finances », la Compagnie prit un arrêté indigné (1). Après des considérants flatteurs pour elle-même : « Des magistrats avoués par la Nation..., dont

(1) C 133. *Antépénultième*, f^o, r^o.

« l'institution remonte à l'origine de la Monarchie, qui n'ont
« pas cessé de donner des preuves de dévouement, etc.... », elle protestait « contre tous édits portant suppression des
« Bureaux des Finances, non vérifiés et enregistrés dans les
« Cours, librement et dans les formes ordinaires, et qui ne
« lui seraient point adressés directement par le Conseil en
« conformité de ses droits et des usages ». Un appel « aux
« sentiments de justice et de bienfaisance qui éclatent dans
« toutes les actions de Sa Majesté », terminait ce morceau, inspiré, surtout, par la crainte « d'un coup fatal », qui priverait les Trésoriers « de leurs offices et d'une portion considérable de leur fortune ».

De toutes les généralités, s'élevaient des protestations semblables (1). Pourtant, la mise à exécution de l'Edit était proche.

Le 6 juin (2), Jacques Faulconnier, subdélégué à Moulins, en vertu d'une commission à lui adressée par l'Intendant, M. de Mazirot, le 29 mai « à l'effet de dresser procès-verbal et d'apposer les scellés sur les archives du Bureau », s'y transporte avec son secrétaire. Il trouve les Trésoriers assemblés au nombre de dix en Chambre du Conseil, et leur communique sa commission. Ceux-ci, après en avoir pris connaissance, lui observent que les ordres dont il est porteur n'émanent point de Sa Majesté, mais du « sieur Commissaire départi dans la généralité ». Ce dernier n'a pas les pouvoirs suffisants pour donner une mission semblable : « Il faut, ajoutent-ils, que la Compagnie connaisse les ordres même de Sa Majesté ». Le subdélégué leur donne acte de ces dires et se retire pour en conférer avec l'Intendant.

(1) Everat, *op. cit.*, p. 252 et suiv. Celles du Bureau de Riom n'étaient pas sans une certaine éloquence.

(2) C. 133. *Antépénultième*, f^o, r^o.

Ce dernier lui explique qu'il n'a d'autres ordres du Roi qu'une commission et des « lettres ministérielles » dont il ne peut se dessaisir, et lui ordonne de continuer sa mission. Ses paroles sont rapportées aux officiers du Bureau, qui déclarent regarder la « réponse du sieur Faulconnier, comme un refus « formel de leur donner connaissance des ordres adressés « directement au Commissaire départi et dont la communi- « cation leur serait cependant nécessaire pour autoriser le « sieur Faulconnier à continuer ses opérations ». Pourtant, tout en protestant, et pour prouver leur soumission aux ordres « prétendus émanés » de Sa Majesté, ils laisseront à Faulconnier la liberté de remplir sa mission, sauf à en donner acte.

Ce dernier s'exécute. Puis il fait ouvrir le greffe, où il trouve « un si grand nombre de pièces que, pour en éviter « la description et l'inventaire », il appose sur la porte le sceau de l'Intendant et en confie la clef au commis greffier : Pénin Saint-André. Il se transporte ensuite aux Archives de la Juridiction des Domaines : à la Voûte, scelle la porte et en remet la clef au même Pénin Saint-André.

Enfin, il retourne au Bureau, sur l'invitation des officiers qui, après avoir apposé également leur sceau sur le greffe et les archives, lui lisent une protestation (1).

(1) C 133. *Antepénultième*, f^o, r^o. : « Aujourd'hui, 6 juin 1768, le « Bureau des Finances de la généralité de Moulins, assemblé dans « le lieu ordinaire, est entré le sieur Faulconnier, député par le « sieur commissaire départi, pour apposer les scellés sur les greffes « et archives. Cette opération qui nous réduit à l'impuissance de « continuer aucune fonction paraîtra d'autant plus étrange que « l'Edit de notre suppression ne nous a été légalement connu, ni « notifié. Considérant que les lois du Royaume assurent aux Magis- « trats l'inaliénabilité de leurs offices, et qu'une suppression, aussi « funeste que peu méritée a été surprise à la bonté et à la justice du « Roi, le Bureau en persistant dans son arrêté du 16 mai dernier, a « unanimement déclaré, et déclare qu'il ne reconnaît et ne recon-

Peut-être, pourrait-on s'étonner de ce que l'Intendant n'ait point effectué lui-même cette opération, et ce nouveau manque d'égards avait certainement contribué à augmenter l'indignation des Trésoriers.

Cet acte n'était pourtant qu'une formalité d'ordre purement matériel, et l'on comprend, à la rigueur, que M. de Mazirot en ait laissé le soin au subdélégué. Peu de jours après, du reste, il devait achever, lui-même, l'œuvre de son subordonné.

Le 8 juin, en effet, il faisait porter au Président de la Compagnie deux lettres de cachet du Roi (1), du 3 juin, enjoignant : l'une à ses « amés et féaux conseillers et gens tenant » notre Bureau des Finances à Moulins » d'assister à l'enregistrement de l'édit du mois de mai précédent et à la rédaction du procès-verbal qui serait fait par le Commissaire départi, l'autre au greffier, d'effectuer cet enregistrement.

La Compagnie se réunit aussitôt en assemblée extraordinaire le lendemain 9 juin. Avant l'audience, une dernière protestation fut rédigée (2).

« naîtra jamais pour loi de l'Etat que les édits, ordonnances et
« déclarations vérifiés et enregistrés librement dans les Cours com-
« pétentes et qui lui auront été adressés directement par le Conseil,
« conformément à ses droits et à l'usage. A en outre arrêté que, n'y
« ayant de véritables cours et tribunaux que ceux actuellement exis-
« tants comme étant établis par les lois et avoués par la Nation,
« aucun des membres qui composent le Bureau, n'acceptera aucune
« place de création nouvelle, ni ne remplira d'autres fonctions que
« celles qui sont autorisées par les lois constitutives de l'Etat ».

(1) C 246 et 266.

(2) C 133. *Antépénultième*, f^o, v^o. Elle débutait ainsi : « Considé-
« rant que des Magistrats avoués par la Nation formés ou créés en
« vertu d'Edits librement et solennellement enregistrés dans les
« cours ne devaient pas s'attendre au coup fatal qui les prive de
« leurs offices et d'une portion considérable de leur fortune... ».

« Les officiers du Bureau... ont arrêté qu'ils persistent
« dans leurs protestations antérieures. Ils se rendront à l'au-
« dience par l'effet d'une soumission purement passive.
« L'édit de leur suppression est contraire aux ordonnances
« du royaume. Leurs signatures qui pourront être appo-
« sées, en exécution des ordres du Roi, au bas du procès-
« verbal qui sera rédigé par le sieur Commissaire départi,
« ne pourront être regardées que comme une suite de cette
« même obéissance passive aux ordres du Roi ».

M. de Mazirot entra au Bureau, sur son ordre le greffier lut sa commission et l'Edit, le procureur du Roi en requit l'enregistrement, ce dernier fut prononcé. Puis, l'Intendant dressa son procès-verbal, et le fit signer par les Trésoriers.

Pour bien montrer la passivité de leur rôle, ceux-ci affirmèrent encore, dans leur registre de délibérations intérieures, que leurs signatures n'enportaient aucun acquiescement (1). La mention d'enregistrement apposée sur l'Edit était aussi significative : « Lu, publié et enregistré... du très exprès commandement du Roi porté par M. de Mazirot » (2).

« Ainsi finirent, écrit M. de Grimouard (3), les Bureaux
« des Finances, fidèles jusqu'au bout à leur mise en scène
« théâtrale ».

123. — Rétablissement du Bureau.

Aussi bien, n'avaient-ils pas perdu tout espoir de rétablissement, l'expérience du rachat du 100^e denier leur avait montré récemment encore, comment le pouvoir royal pouvait, pour « une certaine finance », revenir sur ses décisions. C'est

(1) C 133.

(2) C 266. A Riom, la cérémonie fut complétée par de nobles discours et le Palais occupé militairement pour éviter tout désordre.

(3) *Op. cit.*, p. 64.

donc avec assurance, que, sur l'initiative du Bureau de Rouen, suivant MM. de Grimouard (1) et Everat (2), un comité général de députés se forme à Paris dès le mois d'août. La Compagnie de Moulins y envoie encore M. Mars, choisi également par Chalons, Metz et Lyon.

Sur les instances de ces délégués, d'après M. de Grimouard (3), « le trop faible Louis XVI donna l'ordre aux juridictions supprimées de reprendre leurs fonctions jusqu'à ce que les Etats généraux eussent pris à leur égard une décision définitive ».

Il ne semble pas, en réalité, que la Déclaration du 23 septembre 1788 contenant ce rétablissement, fût due en entier aux démarches du Comité.

Sa disposition principale a en effet pour objet la réunion des Etats Généraux fixée en janvier 1789 et l'on peut penser que la restauration des tribunaux d'exception parût utile pour servir au besoin à l'amélioration des Finances, but de la nouvelle assemblée.

Quoi qu'il en soit, le 12 octobre 1788, le Procureur général du Parlement de Paris adressait à son « frère et ami », le Procureur du Roi du Bureau de Moulins, cette déclaration du 23 septembre, et la Compagnie reprenait ses audiences (4).

124. — Les Elections à l'Assemblée Nationale.

Le 5 mai 1789 (5), elle procédait, réunie extraordinairement, en exécution des lettres du Roi du 24 janvier précédent, à l'élection de deux membres : Lault et Perrotin, char-

(1) De Grimouard, *op. cit.*, p. 64.

(2) Everat, *op. cit.*, p. 266.

(3) De Grimouard, *op. cit.*, p. 65.

(4) C supplément.

(5) C 133, avant-dernier 1^o, 1^o.

gés de la représenter à l'assemblée du Tiers-Etat de Moulins, pour rédiger les cahiers de doléances et nommer des députés à l'Assemblée Nationale.

Seuls, 7 officiers étaient présents. Le plus grand nombre avait probablement trouvé humiliant d'être compris, pour ces élections, dans les rangs du Tiers-Etat.

Cependant, afin de paraître sacrifier à l'esprit nouveau, ils rédigent, le 10 mars suivant, (1) une déclaration généreuse, qu'ils envoient à Lault et Perrotin pour lire à l'Assemblée municipale (2). Les membres du Bureau, d'après celle-ci, remettaient « entre les mains de leurs compatriotes des « exemptions chèrement achetées, mais, dont le sacrifice « ne coûtera rien à leurs cœurs, puisqu'ils en remportent « l'avantage inexprimable de partager avec eux l'honneur de « contribuer à la restauration de la chose publique. Ils renon- « cent à tous les avantages pécuniaires dont ils ont joui jus- « qu'à présent » ..., « ils n'entendent réserver que ceux que « l'on ne pourra détruire sans porter atteinte à la dignité de « ces officiers » (3). En conséquence ils offrent et consentent « de contribuer avec les trois ordres de l'Etat au paiement « des impositions publiques qui seront consenties par les « Etats Généraux du Royaume, même de celles déjà établies « qu'ils jugeront à propos de conserver ».

Un de leurs deux députés, M. Lault, fut élu à l'Assemblée Nationale, d'où il ne cessa de correspondre avec ses confrères, au sujet des projets de modification, puis de liquidation des Bureaux des Finances.

(1) C 133, dernier feuillet, r^o.

(2) « ... et supplier celle-ci de l'insérer au procès-verbal de sa tenue... ».

(3) Mais n'avaient-ils pas soutenu que tous étaient indispensables pour les distinguer de leurs justiciables ?

125. — Projets de modification.

Ainsi que l'exprimaient les Trésoriers de Moulins dans leur déclaration du 10 mars, et que l'indiquait plus nettement un mémoire imprimé en 1789 (1), signé par plusieurs Bureaux : « De grands moments étaient arrivés », les vœux publics demandaient diverses réformes dans la distribution des fonctions judiciaires.

Le comité général de 88 fut conservé, et M. Mars y resta le délégué de la Compagnie de Moulins.

D'après la correspondance qu'il entretenait, ainsi que M. Lault, avec la Compagnie (2), la commission de la Constituante chargée d'étudier la réorganisation judiciaire : le comité de judicature, n'envisagea aucune suppression, au début de son travail, malgré de sérieuses oppositions (3). Il admit que deux classes de tribunaux étaient nécessaires : ceux de justice civile ordinaire et ceux d'administration.

Dans un mémoire au rapporteur de ce projet général, le député Bergasse, M. Mars explique qu'il existe déjà un tribunal d'administration. « Ses fonctions, interdites dans tous les temps aux tribunaux de justice civile, appartiennent aux Bureaux des Finances en chaque généralité ; et ces tribunaux deviendront très utiles à la Nation par la destruction des abus et par l'exercice d'un pouvoir judiciaire réglé et concordant avec le pouvoir administratif ». Mais le plan

(1) Ce mémoire réclamait pour les Trésoriers la fonction judiciaire administrative (la puissance exécutive étant attribuée à des Etats provinciaux) la compétence unique des Trésoriers en matière de voirie, et, surtout, la diminution, à leur profit, des pouvoirs des intendants.

(2) C 264 et C 322.

(3) C 264. La suppression des tribunaux d'exception et des Bureaux des Finances en particulier, était demandée dans plusieurs cahiers de doléances.

de cette organisation fut renvoyé à plus tard. Le 30 novembre 1789, M. Mars annonce à la Compagnie de Moulins la division du royaume en départements, et l'établissement du grand principe, sur lequel repose, en France, le droit administratif actuel. « L'ordre des généralités dans l'étendue des
« quelles le service des Bureaux des Finances se trouvait
« circonscrit, écrit-il, est ainsi anéanti. Dans cette division il
« paraît constant que l'on réunira plusieurs départements,
« sous le ressort de chacun des tribunaux supérieurs qui
« seront établis. Mais, réunira-t-on dans le même tribunal le
« pouvoir judiciaire civil et criminel et le pouvoir judiciaire
« administratif, ou séparera-t-on ces deux pouvoirs ? Les
« Chambres des Comptes et les Cours des Aides font de nombreuses sollicitations.... Dans les discussions élevées dans
« les séances des 23 et 24 de ce mois sur l'acceptation des articles présentés par le comité de constitution relativement à
« la subordination des assemblées administratives et aux
« fonctions qu'elles doivent remplir, plusieurs membres ont
« proposé, par amendement à ces articles, d'attribuer à ces
« assemblées la juridiction contentieuse de l'impôt et du
« Domaine, mais cet amendement a été rejeté, et il a été
« seulement décrété qu'elles ne pourraient être troublées
« dans leurs fonctions administratives, par aucun acte du
« pouvoir judiciaire. Mais, les fonctions administratives ne
« sont point des fonctions judiciaires, et les assemblées de
« district et de département ne sont appelées qu'aux premières de ces fonctions, par le décret de l'Assemblée Nationale.
« Ainsi, tout est encore entier, en crainte comme en espoir,
« sur l'objet de la demande des Bureaux des Finances, et elle
« doit être soutenue par le zèle le plus assidu lorsque des
« cours rivales sont en présence ».

120. — Les projets de liquidation des offices.

Pourtant, l'éventualité d'une suppression, et partant d'une liquidation, commençait à être envisagée. « L'Assemblée « Nationale, écrit M. Mars dans la même lettre, a ordonné « qu'il lui serait remis des états du montant des finances des « offices et elle s'est adressée au Bureau des parties casuelles. « Le projet de ce travail est un relevé des évaluations de 1771 « avec, en plus, les portions contributives de chaque Bureau « dans la somme de un million, payée en exécution de l'arrêt « du 7 juin 1786 (1) ».

Il critique violemment ce projet dont les résultats, suivant lui, sont faux et incomplets.

Pour le Bureau de Moulins, par exemple, l'évaluation donnée par les parties casuelles est de 968.152 l. 17 s. 2 d., or les gages et les divers intérêts payés aux officiers s'élèvent, d'après l'état des finances de 1788, à la somme de 69.577 l. 9 s. 6 d., dont le principal, au denier 20, représente 1.391.549 l. 10 s., soit une différence avec la première évaluation de 423.396 l. 12 s. 10 d.

Un autre défaut de ce mode d'évaluation est de montrer une disproportion entre le principal des finances et le montant des gages ; « ce qui peut faire croire que les officiers « reçoivent un produit de 7 %, tandis qu'en accumulant le total des répétitions de toute nature qu'ils ont à former (2), ce taux se trouve inférieur à l'intérêt ordinaire ». Il demandait instamment les observations du Bureau à ce sujet.

Ce dernier approuva les conditions de son correspon-

(1) C 392. Lettre du 30 novembre 1789.

(2) Les intérêts qu'ils ont à payer pour les emprunts contractés en vue du paiement des finances supplémentaires.

dant et lui recommanda d'insister pour que l'évaluation de 1771, base d'une loi pénale, ne fût pas admise. Elle semblait cependant avoir obtenu la faveur du comité de judicature.

127. — Suppression définitive, le décret des 7 et 12 septembre 1790.

A cette époque, tous conservaient encore l'espoir d'éviter la suppression des Bureaux. Mais, le 2 février 1790, Lault, écrivait à ses confrères pour les détromper : « (1) Il n'est
« plus temps de nous repaître d'aucune idée chimérique. Les
« Bureaux des Finances n'existeront point dans la nouvelle
« organisation des tribunaux.

« Tous les juges seront nécessairement supprimés et ils
« ne seront appelés aux nouvelles fonctions de Magistra-
« ture que par la voie d'élection....

« D'après ce que je vous ai mandé sur le sort de nos
« tribunaux, nous n'avons pas autre chose à faire que de
« travailler à notre liquidation.

« Aussi, ramassez toutes les pièces nécessaires : toutes
« nos quittances de finances anciennes et modernes ; les
« quittances des différentes taxes que nous avons payées, cel-
« les des offices de la Chambre du Domaine et autres. Voilà
« notre unique tâche pour le présent, et continuez bien
« entendu, de remplir nos fonctions jusqu'à la nouvelle
« organisation ».

Cette décision ne semble pas avoir beaucoup surpris les Trésoriers. Aucune protestation n'apparaît dans leurs lettres(2) ; le problème de la liquidation, seul, les préoccupe. Ce qu'ils veulent, c'est un remboursement intégral comprenant

(1) C 264.

(2) C 385. Et dans cette liasse, toute la correspondance citée ci-dessus.

le prix de leurs acquisitions, les finances versées depuis, les frais de mutation, le droit de marc d'or, le coût de leur installation, etc. M. Mars les approuve et leur demande un état sur cette base.

Dès cette époque, 5 avril 1790, le paiement en assignats était envisagé. Ce mode de libération inquiétait les Trésoriers de Moulins, qui auraient préféré recevoir, à leur choix, des biens ecclésiastiques ou de l'argent (1).

La liquidation de ce remboursement était pourtant toujours discutée. Le comité de judicature hésitait entre trois systèmes d'évaluation : les finances originaires, les finances d'acquisition des titulaires actuels, et les estimations de 1771.

Il se décida enfin pour ces dernières, augmentées des sommes payées ultérieurement, des divers frais de mutation, non compris ceux de réception. De plus, les dettes intérieures des Compagnies étaient également remboursées (2).

Le 7 septembre, le décret proposé dans ce sens était adopté, et le 12 septembre suivant, une proclamation du Roi le rendait définitif. Le 24, M. Mars en adressait un exemplaire au Bureau, avec une instruction du Comité ; par la même lettre, il priait les Trésoriers de rassembler toutes leurs pièces. Ils durent les envoyer, car on en trouve plusieurs relevés, ainsi qu'un état des dettes par lequel ils réclamaient la différence entre les sommes versées pour offices réunis et augmentations de finances appartenant au Corps, et celles qu'ils avaient empruntées, soit : 192.451 l. 13 s. 7 d.

(1) Lettre du 24 avril 1790, C 385.

(2) M. Mars trouve ce projet marqué au coin de la justice et de l'honnêteté (lettre du 8 août 1790), après l'avoir combattu comme on l'a vu. C'était, probablement, dans la crainte d'un plus grand mal, C 385.

128. — Conclusion.

Après la disparition des Bureaux, leurs fonctions passèrent aux divers organismes départementaux : directions de l'Enregistrement et des Domaines, des Contributions Directes, services de la Préfecture, de la Trésorerie, et aux Tribunaux administratifs que furent les Directoires des constitutions de 1791 et de l'an III, comme les Conseils de préfecture de l'an VIII.

Dans cette dernière institution, qui subsiste encore aujourd'hui, sous sa forme originale ou presque, la présidence était donnée aux préfets. Elle réalisait, de cette façon, l'union d'une assemblée administrative, à caractère délibératif et judiciaire, avec l'agent exécutif, le représentant gouvernemental dans le Département.

Ainsi furent évités les conflits qui auraient pu s'élever entre ces deux pouvoirs, comme autrefois entre l'Intendant et les Trésoriers, rendus trop indépendants par leur création en Bureaux.

Seuls, ils auraient été incapables de mener à bien l'œuvre de centralisation poursuivie par la Monarchie, eux que le « bien et avantage » de leur Compagnie, leurs privilèges et leurs épices préoccupaient fort avant le « dû de leurs charges ». Avec plus d'énergie, d'activité n'auraient-ils pas pu rester les véritables Intendants des Domaines royaux, qu'étaient les premiers Trésoriers de France, ou résister efficacement à la politique des Commissaires départis ? Mais ceux de Moulins, en particulier, nous paraissent d'une timidité, d'une mollesse exagérée, toujours prêts à s'effacer, et n'ayant souvent pour défense que de timides protestations au Contrôleur général. Peut-on les en blâmer, dans un pays où, d'après Le Vayer, « le génie » des habitants était « à l'égard

« des hommes de métier dans tous les états, de mener une
« vie fort aisée, douce et commode », où chacun faisait « sa
« profession avec honneur, mais sans beaucoup s'y attacher,
« ni vouloir se contraindre pour quoique ce soit (1) ?

(1) *Op. cit.*, p. 30. Appréciation sur Moulins. « ... L'on y préfère
« la douceur de la vie et les plaisirs à tout le reste... ».

Vu par le président de la thèse :

E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,

H. BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

L. DENAIS.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5
1. — Les Bureaux des Finances de l'Ancien régime.....	5
2. — Le Bureau des Finances de la Généralité de Moulins	5
3. — Division du sujet.....	6

CHAPITRE PREMIER

Les Origines	7
4. — Les Trésoriers de France.....	7
5. — Les Trésoriers de France généraux des Finances.	8
6. — Les Bureaux des Finances.....	8
7. — L'Edit du 26 septembre 1587 : Formation de la Généralité de Moulins.....	8
8. — Création du Bureau des Finances de Moulins....	10

CHAPITRE II

Organisation	11
Section I. — <i>Les Officiers</i>	11
9. — Les Trésoriers.....	11
<i>a)</i> Leur nombre. — <i>b)</i> Gages et retenues diverses. — <i>c)</i> Valeur des charges. — <i>d)</i> Recrutement. — <i>e)</i> Racine, Trésorier de France à Moulins.	
10. — Les Offices réunis.....	16
<i>a)</i> Les Présidents : Présidents anciens et de 1627, premier président, second président. — <i>b)</i> Le Gardescel. — <i>c)</i> Le Procureur du Roi près l'Intendant. — <i>d)</i> Le service des Etapes. Le Trésorier Commissaire général pour la vérification des comptes des Etapes, et le Trésorier auditeur et rapporteur général des comptes des étapes. — <i>e)</i> Le Conservateur des offices et des privilèges.	

	Pages
11. — Le Chevalier d'honneur.....	25
12. — Les Gens du Roi.....	27
a) Les créations de Procureurs et d'Avocats du Roi. —	
b) Leurs fonctions	
13. — Les Greffiers.....	30
14. — Les Huissiers.....	32
15. — Les Vétérans.....	34
16. — Installation des Officiers.....	34
17. — Privilèges	37
a) Aperçu général. — b) Privilèges pécuniaires. —	
c) La noblesse des charges des Trésoriers, privilèges honorifiques.	
18. — Obligations	43
a) La Résidence. — b) Les audiences. — c) Le service extérieur.	
 Section II. — <i>Les Officiers auxiliaires et les agents subalternes</i>	 53
19. — Les Officiers auxiliaires.....	53
a) Le Receveur des épices. — b) Les Payeurs de gages. — c) Les Procureurs postulants. — d) Le Chapelain.	
20. — Les Agents subalternes.....	56
a) Les Commis greffiers. — b) Les Secrétaires de la Compagnie.	
 Section III. — <i>Administration intérieure de la Compagnie</i>	 57
21. — Caractère autonome de cette administration.....	57
§ 1. — Le Logement du Bureau.....	57
22. — Le local primitif.....	57
23. — Installation des Trésoriers au couvent des Augustins	59
24. — Projets de réédification d'un immeuble à l'usage du Bureau.....	60
§ 2. — Les Ressources communes.....	62
25. — Recettes	62
a) Les Epices. — b) Les allocations diverses. — c) Les gages réunis.	
26. — Dépenses	67
a) Règles générales. — b) Dépenses générales. — c) Dépenses particulières. — d) Répartition des ressources communes.	

CHAPITRE III

Les attributions du Bureau..... 72

27. — Les pouvoirs actifs et juridictionnels des Trésoriers 72

PREMIÈRE PARTIE

Les Domaines..... 74

28. — Les différents domaines de la Généralité de Moulins 74

29. — Administrations spéciales de divers Domaines. — La Chambre du Domaine de Bourbonnais..... 75

Section I. — *Compétence*..... 78

§ 1. — Direction..... 78

A. — *Compétence ratione loci*..... 78

30. — Le ressort du Bureau..... 78

31. — Conflits avec le Bureau de Riom..... 78

32. — Diminution du ressort du Bureau..... 79

a) Les Vassaux d'Auvergne. — b) L'échange du duc de la Feuillade

B. — *Compétence ratione materiæ*..... 81

1^o Direction proprement dite..... 81

33. — Pouvoirs de surveillance ; les engagistes, les douairières et les fermiers..... 81

34. — Répression des usurpations..... 82

35. — Vérification des états du Domaine. — Pouvoirs d'ordonnancement 83

2^o Conservation..... 83

36. — La foi et hommage..... 84

37. — L'aveu et dénombrement, la saisie féodale..... 84

38. — L'ensaisinement des censives..... 85

39. — Compétence du Bureau concernant les fiefs..... 85

a) Aperçu historique de la réception de la foi et hommage. — b) Pouvoirs des Trésoriers de Moulins dans la réception des fois et hommages ; les conflits de compétence avec la Chambre des Comptes et la Chambre du Domaine de Bourbonnais. — c) Réception des aveux et dénombremments.

	Pages
40. — Compétence du Bureau concernant les censives..	91
a) L'Ensaînement. — b) Les Terriers. — c) Enregistrement des aliénations. — d) Les Inventaires.	
3° Gestion.....	93
41. — Les Immeubles domaniaux.....	93
a) Le château de Moulins. — b) Les Auditoires. — c) Les fossés et murailles. — d) Les forêts domaniales.	
42. — Le Domaine incorporel.....	96
a) Les droits régaliens. — b) Droits féodaux dus au Roi. — c) Les Nouveaux droits.	
43. — Direction des agents domaniaux.....	101
§ 2. — Juridiction.....	102
A. — Compétence <i>ratione loci</i>	102
44. — Le Ressort du Bureau.....	102
B. — Compétence <i>ratione materiae</i>	102
1° Juridiction en direction.....	102
45. — Définition	102
46. — Etendue	103
a) L'exécution des devoirs féodaux, les saisies féodales. — b) Le paiement des charges domaniales. — c) Pouvoirs des Trésoriers sur les comptables des revenus domaniaux.	
2° Juridiction au contentieux.....	105
47. — Historique de la juridiction domaniale « au contentieux ».....	105
a) L'édit de Crémieu de 1536. — b) L'édit de 1627. — c) Application de l'Edit dans la généralité de Moulins.	
48. — Etendue de la juridiction au contentieux.....	108
a) Les aveux et dénombrements. — b) Les droits domaniaux.	
Section II. — <i>Procédure</i>	112
§ 1. — Direction.....	112
1° Direction proprement dite.....	112
49. — Enregistrement des Edits, Déclarations, Arrêts, etc.	112
50. — Vérification des Etats du Domaine.....	112
2° Conservation du Domaine.....	113
51. — Réception des fois et hommages.....	113
52. — L'aveu et dénombrement.....	116
53. — Envoi des actes à la Chambre des Comptes.....	118

	Pages
3° Gestion.....	120
A. — Immeubles domaniaux.....	120
54. — Procès-verbaux d'immeubles domaniaux.....	120
B. — Droits domaniaux.....	121
55. — Droits d'aubaine, de bâtardise, etc.....	121
§ 2. — Juridiction.....	123
56. — En Direction.....	123
a) La saisie féodale. — b) Juridiction relative au paiement des charges domaniales.	
57. — Juridiction au Contentieux.....	124
a) Juridiction relative aux aveux et dénombrements.	
— b) Contentieux des droits domaniaux.	

DEUXIÈME PARTIE

Les Finances.....	127
I. — FINANCES GÉNÉRALES.....	127
58. — Caractère de décentralisation de l'organisation financière	127
Section I. — <i>Compétence</i>	128
§ 1. — Direction.....	128
A. — Recettes.....	128
1° Impôts indirects.....	128
59. — Disparition rapide de la compétence des Trésoriers	128
2° Impôts directs.....	129
60. — Les Tailles.....	129
a) Etablissement des rôles des tailles ; les brevets des tailles, les commissions, les départements. —	
b) Le recouvrement — c) Surveillance des agents financiers.	
61. — Deux impôts directs spéciaux confiés aux Trésoriers : les Etapes et les Subsistances.....	137
a) Le service des Etapes. — b) Les Subsistances. —	
c) Disparition de la compétence des Trésoriers.	
62. — Les Décimes ecclésiastiques.....	139
B. — Dépenses.....	139
63. — Caractère particulier de l'assignation des dépenses.	139
64. — Les Etats.....	139

	Pages
65. — Dépenses des Etapes et des Subsistances.....	141
§ 2. — Juridiction.....	142
A. — Recettes.....	142
66. — Juridiction en direction.....	142
a) Les frais de recouvrement. — b) Les procès au criminel des comptables échappaient à la compétence du Bureau. — c) Les Etapes.	
67. — Juridiction au contentieux.....	143
B. — Dépenses.....	144
68. — Juridiction en direction, et au contentieux.....	144
Section II. — <i>Procédure</i>	144
§ 1. — Direction.....	144
A. — Recettes.....	144
69. — Etablissement des rôles des Tailles.....	144
a) Les Chevauchées. — b) Les Commissions. — c) Les Départements.	
70. — Surveillance des Comptables.....	148
B. — Dépenses.....	150
71. — Etablissement des états de paiements.....	150
72. — Les Etats au vrai.....	154
§ 2. — Juridiction.....	155
A. — Recettes.....	155
73. — En Direction.....	155
a) Les états de frais des Receveurs. — b) Les étapes et les subsistances.	
74. — Au Contentieux.....	155
B. — Dépenses.....	156
75. — Juridiction en Direction, paiements des Etats....	156
II. — FINANCES MUNICIPALES.....	156
Section I. — <i>Compétence</i>	156
§ 1. — Direction.....	156
76. — Recettes	156
a) Les ressources des villes, deniers patrimoniaux ou d'octroi. — b) Surveillance générale des Trésoriers. — c) Impôts directs. — d) Impôts indirects : les adjudications des divers droits.	

	Pages
77. — Dépenses	160
a) Pouvoirs généraux des Trésoriers. — b) Ouvrages et Réparations. — c) Vérification des comptes.	
§ 2. — Juridiction.....	164
78. — Jugements des contestations relatives aux marchés	164
Section II. — <i>Procédure</i>	165
§ 1. — Direction.....	165
79. — Recettes. — Adjudications des deniers municipaux.	165
80. — Dépenses : Les Baux de réparations.....	167
§ 2. — Juridiction.....	167
81. — Juridiction contentieuse.....	167

TROISIÈME PARTIE

La Voirie et les Travaux publics	168
Section I. — <i>Compétence</i>	168
82. — Historique de la compétence des Trésoriers en matière de Voirie.....	168
§ 1. — Grande Voirie.....	169
83. — Direction : L'entretien des grands chemins.....	169
84. — Juridiction	171
§ 2. — Petite Voirie.....	171
A. — La Voirie urbaine.....	172
85. — Direction : Surveillance de l'entretien des rues....	172
86. — Juridiction	175
a) En Direction. — b) Au Contentieux.	
B. — Voirie rurale.....	176
87. — Direction	176
88. — Juridiction en direction et au contentieux.....	176
3 ^o Bacs et péages.....	176
89. — Direction	176
a) Historique de la compétence des Trésoriers. — b) Leurs pouvoirs en cette matière.	
90. — Juridiction	178
a) En Direction. — b) Au Contentieux.	

	Pages
§ 3. — Travaux publics.....	180
91. — Direction : La Commission des Ponts et Chaussées.	180
92. — Juridiction	182
a) En Direction. — b) Au Contentieux.	
Section II. — <i>Procédure</i>	182
§ 1. — Grande Voirie.....	182
93. — Direction	182
94. — Juridiction	183
a) En Direction. — b) Au Contentieux.	
§ 2. — Petite Voirie.....	183
A. — Voirie urbaine.....	183
95. — Direction	183
a) Les alignements. — b) Autorisations diverses.	
96. — Juridiction	185
a) En Direction. — b) Au Contentieux.	
B. — Voirie rurale.....	186
97. — Direction : Réparations des chemins.....	186
98. — Juridiction : En direction et au contentieux.....	187
C. — Bacs et péages.....	187
99. — Direction et Juridiction : Renvoi à la voirie urbaine ou rurale.....	187
§ 3. — Travaux Publics.....	187
100. — Direction et Juridiction.....	187

CHAPITRE IV

Rapports du Bureau avec les autres institutions.....	188
Section I. — <i>La Municipalité de Moulins</i>	188
101. — Subordination de la Municipalité au Bureau....	188
102. — Participation des Trésoriers de France aux fonc- tions municipales.....	189
103. — Participation des Trésoriers de Moulins à l'admi- nistration des hôpitaux.....	190
104. — Les impositions locales.....	191
a) Les droits d'entrée. — b) Dettes de la Ville. — c) Taxes diverses.	

	Pages
Section II. — <i>Le Châtelain</i>	199
105. — Conflits avec le Châtelain.....	199
Section III. — <i>Rapports avec le Présidial</i>	200
106. — Préséance : Attitude effacée des Trésoriers de Moulins	200
107. — Juridiction des Officiers du Bureau : Compétence accordée au bailli de Saint-Pierre-le-Moûtier..	202
Section IV. — <i>La Maison de Bourbon</i>	203
108. — Renvoi	203
Section V. — <i>Les Commissaires départis</i>	204
109. — Politique générale des Intendants vis à vis du Bureau	204
110. — Rapports particuliers.....	206
111. — Les appréciations de deux Intendants sur quel- ques membres du Bureau.....	207
Section VI. — <i>Rapports avec le Pouvoir Royal</i>	209
112. — Aperçu général.....	209
§ 1. — Les Impositions.....	209
113. — L'annuel	209
a) Institution. — b) Le paiement de l'annuel. — c) L'annuel de Racine.	
114. — Le Prêt.....	216
115. — Le Centième denier.....	217
a) Remplacement de l'annuel par le centième denier. — b) Lutte contre le centième denier, la suppression temporaire de 1775, les députations de M. Dumont et de M. Mars. — c) Suppression définitive.	
116. — La Capitation.....	223
a) Institution et montant de la capitation des mem- bres du Bureau. — b) Le rachat de la capitation en 1708.	
117. — Taxes diverses.....	225
a) Confirmation des privilèges. — b) La taxe des francs fiefs.	

	Pages
§ 2. — Les augmentations de gages.....	228
118. — Aperçu général.....	228
119. — Achat de droits supplémentaires : les droits de « bûche », de « bourses » et de « présence »...	228
120. — Augmentations de gages proprement dites.....	229
a) Définition. — b) Acquisitions diverses. — c) Rem- boursement des augmentations de gages.	

CHAPITRE V

La suppression du Bureau.....	235
121. — La décadence du Bureau au 18 ^e siècle.....	235
122. — Première suppression : L'Edit de Mai 1788, sa mise à exécution.....	256
123. — Rétablissement du Bureau.....	241
124. — Les élections à l'Assemblée Nationale.....	242
125. — Projets de modification.....	244
126. — Les projets de liquidation des offices.....	246
127. — Suppression définitive : le décret des 7 et 12 sep- tembre 1790.....	247
128. — Conclusion	249

